

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Année 1942 N° 45

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Jacques BASSOT

TRAVAIL ET PROPRIÉTÉ

VERS UN ORDRE SOCIAL

D'après LA TOUR DU PIN

Soutenue le 6 Juin 1942. à 14 heures

Président : M. L. BAUDIN

Suffragants : MM. PIROU
LHOMME

PARIS

Imprimerie Georges et Roger JOLY
15, Rue Bouchardon, 15

1942

TRAVAIL ET PROPRIÉTÉ

VERS UN ORDRE SOCIAL

D'après LA TOUR DU PIN

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Année 1942 N° 45

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR
Jacques BASSOT

TRAVAIL ET PROPRIÉTÉ

VERS UN ORDRE SOCIAL
D'après LA TOUR DU PIN

Soutenue le 6 Juin 1942. à 14 heures

Président : M. L. BAUDIN
Suffragants : MM. PIROU
L'HOMME

PARIS
Imprimerie Georges et Roger JOLY
15, Rue Bouchardon, 15

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Nous avons eu en vue, comme but essentiel, en écrivant cet ouvrage, de faire ressortir les conceptions de La Tour du Pin sur la Propriété et le Travail. Nous nous sommes efforcé de dégager et de rassembler les idées exprimées dans différents passages de son œuvre par l'auteur des Jalons de Route et des Aphorismes de politique sociale. La question des relations entre le travail et le capital est sans doute le plus grave et le plus difficile des problèmes dont notre siècle ait hérité. Le mérite essentiel de La Tour du Pin est d'avoir démontré qu'on ne pouvait pas espérer de progrès moral ni de paix sociale sans l'établissement de certaines institutions. Bien qu'ayant conçu, à l'origine, de limiter notre étude aux fonctions respectives du travail et de la propriété à l'intérieur des nouvelles institutions, nous avons été amené à traiter quelque peu le problème des institutions elles-mêmes.

Nous avons été ainsi conduit à remarquer que les discussions d'idées ayant trait au Régime Corporatif doivent nécessairement être placées sur un certain plan. Bien souvent, partisans ou détracteurs se contentent d'examiner les solutions économiques. Ils réduisent le corporatisme à une technique. Or, la civilisation tout entière est actuellement menacée par l'affaiblissement des valeurs morales et spirituelles. Le problème des institutions doit donc être examiné suivant le plus ou moins de possibilité qu'elles offrent au développement des qualités individuelles, tout en assurant au mieux la soumission nécessaire des intérêts particuliers à l'intérêt général. Alors qu'en régime individualiste cet intérêt général demeure une entité abstraite et que, seul, l'Etat a mission et pouvoir de faire respecter, en régime corporatif l'intérêt général se trouve transposé sur plusieurs plans, tels que ceux de la famille, de la commune et du métier; il prend alors des aspects concrets et tend à devenir immédiatement sensible aux individus.

On remarquera aussi que ce problème de la refonte des institutions et de la rénovation des mœurs ne peut pas être réglé par le seul régime corporatif. La Tour du Pin ne le sépare pas du régime représentatif qui a pour essence, en permettant une expression complète de tous les droits et intérêts, de limiter l'autorité centrale, évitant ainsi le césarisme sous forme personnelle ou sous forme parlementaire.

C'est pourquoi nous croyons injuste de situer notre auteur, dont les idées sont souvent méconnues ou mal connues, parmi les économistes de l'Ecole Sociale Catholique, sans indiquer l'aspect général et complet de sa doctrine. La Tour du Pin nous apparaît comme un maître de la pensée contemporaine, et nous croyons sincèrement que son influence, pourtant déjà considérable bien que souvent diffuse, soit appelée à un rayonnement de plus en plus grand.

On trouvera, en annexe, une courte étude des allocutions prononcées par M. le Maréchal Pétain, traduisant cette influence sur la pensée du Chef de l'Etat.

Nous avons, d'autre part, été frappé par la convergence que présentent, dans leurs valeurs essentielles, certaines idées des grands écrivains socialistes français et celles de La Tour du Pin. Nous avons dans ce sens présenté, également en annexe, un essai de rapprochement avec Proudhon.

Nous avons ainsi placé notre œuvre sous le signe de l'unité de la pensée française. Nous croyons en effet que la Révolution, à laquelle le Maréchal convie tous les Français, doit être une synthèse de toutes les richesses du patrimoine national.

CHAPITRE PREMIER

LA TOUR DU PIN ET NOTRE TEMPS

Le Maître d'Arrancy.

Né en 1834 dans le domaine familial d'Arrancy, La Tour du Pin, d'une nature très douée, reçut son éducation et son instruction de ses parents qui lui transmirent les traditions du devoir et de l'honneur. Servir fut la règle de sa vie. De son père, il tint tout jeune la notion sociale de la propriété.

Le marquis de La Tour du Pin La Charce eut une carrière étonnamment diverse; successivement soldat, diplomate et sociologue, il remplit avec éclat toutes ses missions. Officier brillant des guerres du Second Empire, puis attaché militaire à Vienne, il mûrit, au contact des hommes, les idées sociales qu'il s'attachera avec ténacité le restant de sa vie à faire triompher par l'exemple et par la plume.

Certes, une telle carrière est unique et on comprend l'étonnement de M. Mathon se demandant « comment un officier en retraite, à la fois gentilhomme campagnard, économiste et sociologue, a pu comprendre si bien les besoins de son temps et élaborer une doctrine qui montre aux patrons et aux ouvriers de toutes professions la voie à suivre... ».

Parti avec un sens historique remarquable et une vision claire du but vers lequel il tendait : la silhouette de la cité future dont il était le pionnier, il a observé les hommes et les sociétés en fidèle disciple de Le Play. Et si la morale chrétienne et l'histoire sont les deux piliers de son jugement, la connaissance réelle et l'analyse objective des conditions économiques et sociales nouvelles forment la matière de son raisonnement. Chez ce traditionnaliste (1), point d'attachement sentimental

(1) La tradition n'est pas, comme on se l'imagine trop souvent, une chose morte; c'est une chose vivante, un arbre qui peut, à certain moment, laisser tomber une de ses branches, mais à qui, à chaque printemps, il en repousse de nouvelles. La tradition n'est pas l'immobilité mais la marche dans un chemin connu, tracé et solidement empierré par le temps. Ainsi la comprenait, ainsi la voulait, ainsi la vivait La Tour du Pin.

Charles Baussan : *La Tour du Pin*. Collection « Les Grands Cœurs ». — Flammarion, éditeur, p. 65.

au passé; chez ce moraliste, point d'appel superflu à la vertu. Il prend l'homme tel qu'il le trouve dans son cadre historique et il tente de lui donner des règles de vie dont les principes sont d'ordre naturel, mais dont les modalités sont accidentelles selon le milieu et l'époque.

De 1883 à 1907, le colonel de La Tour du Pin publia dans différentes revues une série d'articles qui furent édités pour la première fois en librairie en 1907 sous le nom de « Vers un ordre social chrétien ou Jalons de Route » et un opuscule intitulé « Aphorismes de Politique sociale ».

Après une période d'action pendant laquelle il collabore avec son ami Albert de Mun à la création de l'Œuvre des Cercles dont il fonde la revue, *l'Association Catholique*, puis entreprend un mouvement de grande envergure au centenaire de 1789 par l'organisation d'assemblées provinciales, il se retire à Arrancy. La guerre le surprend à son poste de Maire; malgré ses quatre-vingts ans, il tient tête courageusement et avec succès aux exactions, défendant la vie et les biens de ses administrés dont il a toujours été l'ami et le conseiller. Au bout de trois ans il est déporté. De retour dans son pays dévasté, il use ses dernières forces à faire revivre « la Terre pour ses habitants ».

Etat ou Corporation.

Quelque temps avant sa mort (4 décembre 1924), La Tour du Pin, revoyant la préface de la 4^e édition de *Jalons de Route*, et constatant la marche accélérée des événements et le cheminement de ses idées dans bien des esprits revenus du libéralisme s'écriait : le temps est venu ! Cela signifiait que le dilemme auquel est acculée la société moderne se resserrait de plus en plus : ou l'Etat envahissant, tyrannique, incompétent et cher, ou la Corporation, groupement spontané, autonome, organisateur et garant des libertés.

Quinze années (1) se sont encore écoulées; une crise sans précédent étreint le monde; plus que jamais l'Etat intervient dans la vie des peuples avec son esprit de système et la rigidité de son mécanisme bureaucratique, brisant les ressorts des énergies individuelles et familiales, nivelant les conditions dans la médiocrité d'un « prolétariat plus ou moins doré », détruisant les indispensables libertés, arrachant ainsi peu à peu ce qui reste d'idéal, d'esprit d'indépendance, de goût du risque et de passion créatrice dans le cœur des hommes.

(1) Une importante partie de cet ouvrage a été rédigée en 1939.

Cependant en contre-partie et par réaction naturelle de défense vitale, se développe rapidement l'esprit d'association; le sentiment du bien commun de la famille, du métier, de la région, commence deci delà à prendre le dessus sur la coalition horizontale des intérêts de classe. Une organisation sociale des forces économiques du pays est de plus en plus reconnue nécessaire. Des institutions diverses se créent, des organisations multiples se forment et réclament des pouvoirs.

Au césarisme collectiviste doit ainsi s'opposer peu à peu une démocratie corporative.

La Tour du Pin précurseur.

La Tour du Pin, annonçant la fin du régime capitaliste en pleine euphorie des découvertes scientifiques, des grands équipements industriels et des premières expositions universelles, a été pris pour un illuminé par ceux de ses contemporains qui ne s'étaient pas contentés de l'ignorer systématiquement. Sa pensée anticipait sur les âges. Un jour à la Chambre des Députés, l'un de ses amis, M. de Gaillhard-Bancel, ayant esquissé quelques traits de son programme de réconciliation et de coopération sociale, fut interrompu par M. Millerand, alors Président d'une Commission législative d'assistance et de prévoyance sociales, qui s'écria :

— Oui, mais cela c'est l'avenir...

Le monde est encore à cette époque en plein essor industriel. L'équipement des pays neufs est loin d'être achevé; les fabrications d'outillages se poursuivent; les exportations des produits manufacturés ne sont pas encore arrêtées par les productions indigènes des nations asiatiques et américaines. Sans règle ni mesure, de nouvelles usines se créent, de nouvelles entreprises se lancent, concentrant imprudemment dans les grandes villes meurtrières un nombre toujours croissant d'hommes enlevés aux campagnes. On croit aux débouchés illimités, sans cesse ouverts à la production en série, soit par les découvertes de la science et les inventions du génie humain, soit par l'accession de nouvelles couches d'acheteurs résultant de l'abaissement des prix de revient ou de la hausse des pouvoirs d'achat. De magnifiques théories s'échafaudent et s'érigent en dogmes universels. On croit au progrès matériel indéfini. L'humanité arrive à l'âge du bonheur ! La grande guerre ne fera qu'accentuer et précipiter le mouvement par le coup de fouet donné à la production (armements et rééquipements).

Seuls certains esprits contrariants ne partagent pas l'optimisme béat ou l'inertie jouisseuse et imprévoyante de ceux qui mènent le monde, hommes politiques, écrivains, banquiers, chefs d'entreprises.

La Tour du Pin parmi les précurseurs de la fin du siècle dernier est, sans doute, celui qui a apporté le plus d'éléments positifs à la nouvelle doctrine économique et sociale qui prétend succéder au libéralisme et supplanter le socialisme.

En effet, il ne se contente pas de démolir les idoles libérales et socialistes, mais il trace le plan d'une société humaine ordonnée suivant la justice et organisée d'après les nécessités historiques et traditionnelles propres à chaque peuple.

« Loin de se réduire aux commentaires singulièrement lucides du passé ou de l'heure présente, ce sont les chances et les risques de la société future qu'il fixe et qu'il annonce... Ce précurseur est l'étrange héraut d'un temps qui n'est pas encore venu » (1).

Critique du siècle.

On ne peut aborder l'étude de l'économie politique ou sociale sans se préoccuper de la morale et de l'histoire. L'homme est un être social destiné par nature à vivre en société et non pas, comme le voulait la doctrine des physiocrates, un individu naissant affranchi de tout lien et contractant selon sa fantaisie. L'homme naît au contraire débiteur de la société, soumis à des obligations diverses, suivant sa condition.

D'autre part il n'y a pas d'automatisme dans l'évolution de l'humanité. Le matérialisme historique ne tient pas compte du libre arbitre humain. La vie sociale de chaque génération est le produit du legs accumulé des générations précédentes, modifié par quelque apport nouveau. Et s'il est vrai que la science sociale « s'applique à la détermination des rapports nécessaires que les conditions économiques naturelles créent entre les hommes » (A. 9)*, la loi naturelle n'en est pas moins

(1) Jean Rivain : *La Tour du Pin précurseur*.

* Toutes les références abrégées entre parenthèses concernent les deux ouvrages de La Tour du Pin :

(450) = p. 450 des *Jalons de Route*.

(A. 24) = p. 24 des *Aphorismes de Politique sociale*.

sujette « à être méconnue, faussée et violée jusqu'au point de causer par ces violations, les perturbations les plus terribles dans la vie sociale » (203).

Pour La Tour du Pin, comme pour Le Play, la loi naturelle trouve son expression la plus complète dans la morale chrétienne. Le Décalogue lui apporte le concept de justice, l'Evangile le précepte de charité. Et c'est dans la mesure où une société est organisée suivant la loi naturelle qu'elle est le plus susceptible de fournir à tous ses membres les moyens d'atteindre leur fin. C'est ainsi que la cité chrétienne du Moyen Age « a vivifié les œuvres de la loi de justice en la doublant d'une loi d'amour » (206). Reposant sur le sentiment de la communauté et le fait de l'association, elle est inspirée par la solidarité de toutes ses parties. « Tout ce qui est humain y trouve place, des places diverses sans doute, mais *un égal respect*. Elle vit par un échange de services qui est le but de tout travail et la condition de tout privilège. Le droit et le devoir y sont inséparables comme l'effet de sa cause; toute redevance y correspond à une charge » (207).

La cité des philosophes révolutionnaires substitue à celle de Dieu la religion de l'homme; né bon, trouvant en lui-même sa propre fin, il n'a de compte à tenir ni de la loi naturelle, ni d'aucun droit historique. « La société à proprement parler n'existe plus, puisqu'il n'y a plus de lien social, mais en sa place l'Etat, c'est-à-dire le pouvoir sans bornes, exercé au nom de la souveraineté de l'homme par quelques-uns sur la masse inorganisée des individus. C'est le règne de l'individualisme (1), mais c'est par là même celui du nombre; il engendre

(1) L'individualisme que condamne La Tour du Pin — nous aurons souvent l'occasion de revenir sur ce sujet — est un état social tel que chaque citoyen, se trouvant isolé, sans appui organique possible auprès d'un groupe naturel, se « recommande » à l'Etat. L'industrie, le commerce, l'agriculture rivalisent pour réclamer sa protection. L'épargne, elle-même, cette imprudente, se place sous sa garde, et l'épargne ne se distingue pas du capital qui se rend ainsi prisonnier.

« Il résulte de là que l'Etat en arrive à tout réglementer et à tout diriger à la demande des intéressés eux-mêmes. Les citoyens d'autrefois ne souffraient plus d'être des sujets. Ceux d'aujourd'hui sont devenus des « assujettis ». Peu importe que cela s'appelle socialisme, étatisme, corporatisme ou économie dirigée. Peu importe que l'exemple vienne de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, d'Italie ou d'Amérique. C'est ce que nos pères appelaient le corporatisme. Volontairement ou bien écrasé par les circonstances, l'individu a abdiqué en échange d'une protection. Il se livre aux protecteurs, et, souvent, quels protecteurs !

« A cette disparition de la liberté individuelle, comment veut-on que ne corresponde pas le crépuscule de la liberté politique ? Encore une chose que le dix-neuvième siècle savait bien. C'était alors un lieu commun de dire que le socialisme engendre le césarisme. Pour être banal, il n'en était pas moins vrai. Et il n'y a pas lieu de s'étonner si le développement monstrueux

dans l'ordre économique le capitalisme et dans l'ordre politique le césarisme; là on compte les écus, ici les voix et les deux comptes finissent par n'en faire qu'un par une réaction fatale du pouvoir des voix sur les écus et de celui des écus sur les voix » (208).

Le libéralisme proclamé la liberté du travail; il aboutit au travail sans droits. Le libéralisme proclame la liberté de la propriété; il aboutit à la propriété sans charges. Croyant affranchir l'homme il n'affranchit que le capital et conduit immédiatement à l'exploitation de l'homme par l'homme. D'un côté, la condition des prolétaires, soumis au même titre que les marchandises à la loi de l'offre et de la demande, rappela pendant le XIX^e siècle le travail servile ou même l'esclavage. De l'autre côté, la concentration excessive des richesses et la constitution d'une classe d'oisifs, privilégiés sans fonction, offrirent un contraste choquant et suscitèrent inévitablement l'envie et la haine.

Au moment où La Tour du Pin écrit, l'ère syndicale s'ouvre à peine et l'indignation est grande chez tous les hommes de bien de la situation misérable du prolétariat. Le Pape Léon XIII s'exprime en ces termes dans l'Encyclique du 16 mai 1891 sur la condition des ouvriers : « Nous sommes persuadés, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des

de l'étatisme favorise aujourd'hui l'éclosion des idées de dictature là même où on les attend le moins.

« Il semble que partout les peuples se ruent dans la servitude. Ils ont bafoué l'autorité et ils tombent dans la tyrannie. On a été frappé par les excès du libéralisme et l'on passe au régime de la termitière.

« La question est de savoir si le peuple français s'en défendra mieux qu'un autre. En tout cas, il est probable qu'il en reviendra plus tôt qu'un autre. Il y a des courants qui s'établissent à travers le monde, des mots même qui deviennent contagieux parce que les conditions de la vie tendent à se rassembler presque sur tout. Le mouvement inverse viendra. On trouvera alors que l'individualisme français, qui a toujours existé, avait du bon. Et ce sont peut-être ceux qui n'ont pas été libéraux, quand c'était la mode, qui relèveront la cause de la liberté individuelle. Renan n'a-t-il pas dit que tout passé frappé d'une sentence excessive devenait le principe d'une renaissance ? » (J. Bainville : *La Fortune et la France*. — Plon (1937), p. 24 et 25.

Le corporatisme français, issu des doctrines de La Tour du Pin, s'oppose à l'individualisme tant que principe social. Mais, en établissant des institutions et des cours corporatives, c'est la sauvegarde des valeurs personnelles qu'il a en vue, et, par conséquent, le maintien et la garantie des libertés individuelles, encadrées dans des limites disciplinaires infiniment plus souples, malgré de fausses apparences, que celles que finit par imposer un Etat impuissant à soumettre les intérêts particuliers à l'intérêt général sans le moyen des contraintes systématiques générales, et, partant, excessives et blessantes. Le régime corporatif est devenu, de nos jours, le seul champion des libertés véritables qui tienne compte des réalités de la vie communautaire sous ses différents aspects modernes,

classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée.

« Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection; tout principe et tout sentiment religieux ont disparu des lois et des institutions publiques et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vu, avec le temps, livrés à la merci des maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée.

« Une usure dévorante est venue ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises par les jugements de l'Eglise, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain, d'une insatiable cupidité.

« A tout cela, il faut ajouter le monopole du travail et des objets de commerce, devenu le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires ».

Les classes supérieures, abdiquant toute mission sociale, s'abandonnent trop souvent au matérialisme jouisseur. La fortune devient la seule marque reconnue de l'élévation dans la société. « Un fossé se forme alors entre les hommes qui vivent de leur travail et ceux qui paraissent ainsi vivre du travail des autres » (225).

Le Play tente de remédier à cet état de choses en demandant aux patrons d'être de bons patrons. Assimilant l'atelier à une famille élargie, il souhaite que le patron soit un père pour ses ouvriers. Préoccupé non seulement des conditions matérielles et morales de travail de son personnel, il doit, en outre, par des « œuvres sociales » améliorer la vie familiale, faciliter la culture du corps et de l'esprit, assurer l'aisance de la vieillesse, etc... Le Play eut de nombreux disciples et un grand nombre de patrons firent de leur mieux, malgré l'âpre concurrence, pour prélever sur leur budget les dépenses quelquefois lourdes d'œuvres d'assistance et de prévoyance de toutes natures.

La Tour du Pin dépassant de beaucoup les pensées de Le Play, ne voit la suppression de la lutte des classes que dans un retour à l'esprit d'association et dans l'instauration d'une législation sociale fondée sur la justice et imprégnée de la charité chrétienne (1).

(1) Il ne s'agit ici nullement d'une charité condescendante impliquant le secours et l'aumône, mais d'un principe affectif de responsabilité sociale inspirant la législation et animant les mœurs et qui a pour point de départ et pour aboutissement l'exercice constant de la solidarité humaine telle que

Très au fait des conditions modernes de la production, il n'a aucunement en vue une reconstitution des institutions du Moyen Age et encore moins de l'Ancien Régime, qui « n'occupait que les ruines de l'édifice ». Bien au contraire, il définit le droit historique qui est, en politique, ce que la coutume est en droit civil : le droit qui se crée, moyennant la durée du temps, par l'application du droit naturel et de certains droits positifs aux conditions extérieures dans lesquelles se développent les sociétés.

La vie des sociétés est, comme la vie tout court, une création continue.

L'organisation sociale du ^{xx}^e siècle ne sera donc en aucune manière calquée sur celle du ^{xiii}^e siècle; cependant La Tour du Pin n'admet pas que l'on puisse nier la nécessité d'une conformité idéale du droit historique au droit naturel. Or les hommes en faisant usage de leur libre volonté ont barre sur ce droit historique. C'est ainsi par exemple que la Révolution Française a tenté de faire table rase de tout le passé, ne discernant même plus que les nécessités élémentaires de la vie sociale avaient suscité depuis des siècles certaines institutions fondamentales.

Inspirée par le libéralisme absolu des physiocrates, elle a détruit au nom d'une liberté abstraite et théorique la liberté naturelle de l'homme d'organiser au mieux ses conditions d'existence en vue d'assurer, autant que faire se peut, un état d'équilibre entre les forces contraires composantes de toute synthèse sociale, telles que liberté et autorité, propriété individuelle et association collective.

la définit La Tour du Pin dans sa politique sociale : « Il y a deux manières en effet de concevoir la solidarité humaine : l'une purement abstraite, que professent les idéologues en général et les socialistes en particulier : ils supposent toute l'humanité attablée au même festin, que quelques ordonnateurs leur servent en distribuant à chacun une égale quantité de stimulants et de réconfortants; ainsi paraît une meute sous le fouet du piqueur; — mais des chiens ont beau manger au même baquet, ils ne sont pas pour cela solidaires.

« Puis il y a la manière concrète de concevoir la solidarité : celle-là résulte de la communauté de l'idéal comme aussi de la diversité des fonctions sociales au service de cet idéal; elle est le produit d'un organisme et non celui d'un mécanisme, l'effet de l'accord des éléments sociaux et non celui de la contrainte. Cette conception est l'accomplissement de la parole divine : *Unicuique mandavit de proximo suo*, de la recommandation qui est faite ainsi à chacun de nous du soin de son plus proche; c'est l'image d'une chaîne sans fin, dont chaque famille humaine forme un anneau. Au Moyen Age, non seulement on pratiquait la chose, mais on l'appelait du mot propre : la « recommandation ». C'était le nom du pacte que le faible contractait avec le plus fort. Consacré par la foi du serment sur l'Evangile, ce pacte spontané — et non pas la conquête — fut le point de départ de l'ordre féodal, qui relia et organisa la société rurale comme la corporation le fit pour la société urbaine ». (*Jalons de Route*, pages 176 et 177).

Les physiocrates ont conçu un ordre naturel providentiel qui a une valeur absolue et dont les sociétés ne doivent pas s'écarter : l'ordre social rentre dans l'ordre général de l'univers et l'économique n'est qu'un cas particulier de la physique. Pour Quesnay les lois naturelles sont antérieures et supérieures aux hommes; elles sont immuables et irréfragables. L'ordre ne change pas plus dans le temps que dans l'espace. Et ces lois souveraines sont les meilleures lois possibles. Le législateur n'a d'autre mission que de les proclamer. Toute action de l'homme tendant à s'en écarter ou à les modifier est présomptueuse et néfaste. S'attaquer à l'ordre social permanent voulu par l'Être suprême au même titre que l'ordre physique est une erreur et une faute. Cette conception se traduit au concret par la trop simpliste formule du célèbre « laissez-faire, laissez-passer ».

M. le Professeur Baudin fait très justement observer dans son Précis d'Histoire des Doctrines Economiques que, si l'on veut reconnaître à l'école physiocratique le mérite d'avoir fondé la science économique individualiste, il faut par contre souligner « la source d'incertitude et le germe de dissolution » contenus dans l'idée paralysante et amoralisée d'un ordre social naturel préexistant, immobile et inaccessible à l'intervention humaine. Dotés d'un imperturbable optimisme, les physiocrates ont mis en avant les droits de l'homme : « Propriété, sûreté, liberté, voilà l'ordre social dans tout son entier » résume Mercier de La Rivière. M. Baudin leur reproche avec raison de n'avoir pas assez mis en lumière les devoirs dont ils ont cependant parlé, de n'avoir pas nettement conçu un équilibre des devoirs et des droits qui eût rendu leur individualisme plus humain, moins organiciste (1).

(1) M. Louis Salleron, dans son récent ouvrage intitulé *La Terre et le Travail* (Plon, 1941), a entrepris avec beaucoup d'esprit un éloge des physiocrates. Il leur pardonne leur péché capital, le libéralisme, en raison des vérités majeures qu'ils ont fortement indiquées, mais qui ont été compromises par ce libéralisme. M. Salleron essaie de nous faire partager l'opinion des physiocrates que l'agriculture est seule à donner un produit net. Dans son deuxième chapitre, il nous indique que l'on a tort de condamner la physiocratie, car elle est riche de principes multiples dont pourraient se réclamer les écoles diverses du XIX^e siècle.

Sans être convaincus de la valeur absolue de la théorie du produit net de l'agriculture, nous pensons avec M. Salleron qu'il y a dans cette doctrine un fond de vérité qu'il serait salutaire de méditer et de restaurer. En effet, l'industrialisme outrancier a trop souvent perdu de vue que ses meilleurs clients ne pouvaient être que les producteurs agricoles.

Au fond de la trop facile démagogie ouvrière urbaine de la baisse du coût de la vie, les gouvernements dirigistes ont eu, en général, en vue une conception par trop simpliste de la baisse des produits agricoles. Sans pouvoir d'achat de l'agriculture, point de débouchés pour l'industrie.

L'histoire a, depuis lors, surabondamment établi qu'en vertu même de cet intérêt individuel, ressort unique de l'harmonie automatique prévue par les physiocrates, les hommes pouvaient user de leur liberté, soit pour nouer arbitrairement entre eux des liens immédiatement conformes à la nature égoïste de cet intérêt, soit pour constituer volontairement un ordre juridique positif institutionnel protecteur de ces mêmes intérêts. Dans les deux cas, l'homme utilise sa liberté à défendre sa liberté contre les accaparements ou monopoles qui, c'est un fait, tendent à se constituer dans toutes les sociétés.

Ce point de vue n'a pas échappé aux néo-libéraux de l'école moderne (1). L. Rougier condamne la « mystique libérale » du laisser-faire, laisser-passer. Quelques auteurs, comme M. Baudin, parlent d'un libéralisme constructif; tout en maintenant une économie marchande et concurrentielle, ils entendent demander à l'Etat une action positive dans l'ordre économique, subordonnant la production des richesses à des impératifs de justice sociale. Ils s'orientent ainsi vers une société organisée en partie selon les principes de La Tour du Pin.

A cette abdication de l'homme entre les mains de la nature, qui nous semble caractériser le libéralisme absolu, les collectivistes, eux, ont opposé l'abdication de l'homme entre les mains de l'Etat. Plus de libertés, mais l'obligation de travailler pour l'Etat qui met la production de tous à la disposition de tous. Seule entité pratique, l'Etat est maître absolu de l'emploi de toutes les facultés humaines. Il dispose de l'individu corps et âme, sans que celui-ci ait à faire usage de son libre arbitre. Le néo-libéralisme comme le corporatisme tendent à établir un équilibre social qui soit le fruit de l'accord des libertés qui se défendent elles-mêmes contre toute oppression de la personne humaine quel que soit le point de formation et le centre d'application de cette oppression. Toutefois pour les néos-libéraux l'élément social demeure l'individu, alors que les corporatistes le situent dans les cellules naturelles de la famille, de la profession et de la cité.

Ainsi le libéralisme des physiocrates et le matérialisme historique des marxistes, apparemment opposés dans leur conception de l'homme, reposent en réalité sur une commune et humiliante opinion de ses possibilités d'action. Et n'est-il

(1) Cf. à ce sujet : Von Mises : *le Socialisme*; W. Lipmann : *La Cité Libre*; C. Rougier : *Les Mystiques économiques*; G. Pirou : *Néo-Libéralisme, Néo-Corporatisme, Néo-Socialisme*; Bouvier-Ajam : *La Doctrine corporative*.

pas quelque peu paradoxal que les mêmes théoriciens qui prônent religieusement l'activité scientifique de l'homme dans ses victoires sur la matière, lui déniaient tout pouvoir sur la société et lui refusent toute intervention consciente dans l'organisation des rapports avec ses semblables ? Pourquoi le génie humain, si puissant et si nuancé, serait-il paralysé dans ce seul domaine et abdiquerait-il devant ce problème, réfugié dans le simple laisser-faire égoïste qui rejoint très vite un fatalisme aveugle et brutal ? Non, il n'est pas concevable que l'homme, ayant domestiqué la loi de la pesanteur, n'ait d'autre action sur la loi de l'offre et de la demande que d'essayer, en vain d'ailleurs, de la supprimer.

Mais pour que les hommes de notre époque trébuchante trouvent leur empire sur les sociétés, il est indispensable qu'ils soient guidés par une doctrine moderne qui renoue le droit historique sur la trame du droit naturel.

Réforme des mœurs ou réforme des institutions.

La Tour du Pin veut une réforme des mœurs et des institutions. La réforme des mœurs est avant tout affaire de morale chrétienne : une charité mutuelle bien comprise peut rendre plus tolérable les inégalités naturelles (1) et arrondir les angles dans la vie en commun. Mais « si l'homme peut être vertueux dans toutes les conditions de société, cela lui devient d'autant moins facile que celle-ci s'écarte plus de ses bases normales. Ainsi le riche oisif, le politicien déclassé, le prolétaire affamé ne sont pas des produits de l'ordre social naturel, et il leur est difficile de suivre la loi morale » (A. 11). C'est donc principalement par la réforme des institutions qu'il faut tendre

(1) Bien des économistes se sont préoccupés du problème de l'inégalité. Les socialistes ont prétendu le résoudre en faisant de l'Etat le maître et le répartiteur des instruments de travail. Mais la formule saint-simonienne : « à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres » est, prise dans sa rigueur, une méthode sociale dure, impitoyable ; le faible ou simplement le moins doué est progressivement éliminé. C'est pourquoi Proudhon, passionné d'égalité, est systématiquement hostile au socialisme d'Etat. Il rend l'autorité sous toutes ses formes, Eglise, pouvoirs publics, grande propriété, responsable des inégalités, et il en préconise la dissolution en la transférant à la petite propriété, à l'association, à la famille, à la conscience individuelle. La Tour du Pin veut compenser les inévitables inégalités naturelles par un aménagement organique des fonctions sociales qui rende, en quelque sorte, obligatoire et automatique, l'exercice de la solidarité mutuelle.

On peut ranger sous l'étiquette du personnelisme les différentes tendances qui manifestent la volonté d'imposer à l'Etat ou à la corporation, ou à tout autre groupe social, les dispositions internes propres à permettre à chacun de contribuer, dans les limites de ses moyens naturels, à donner le maximum d'efficacité matérielle et culturelle.

vers un ordre social. Car, comme le dit M. Paul Chanson dans un récent article paru dans le journal *Demain*, les institutions ont aussi une valeur éducative : « les institutions, dit-on, valent ce que valent les hommes et c'est vrai. Mais avec Auguste Comte, avec Proudhon, avec mon maître La Tour du Pin, je n'en professe pas moins que les hommes valent par ailleurs ce que valent les institutions. Le citoyen fait la cité, soit ! mais la cité fait le citoyen. Telles institutions, le parlementarisme, le capitalisme, l'union libre, par exemple, corrompent les individus. Les institutions rationnelles, au contraire : le mariage indissoluble, le syndicat spontané, la corporation communautaire, élèvent l'individu, réfrènent ses appétits, stimulent ses bonnes passions ; ce sont, en un mot, des institutions éducatives ».

Le syndicalisme.

Pour La Tour du Pin, le socialisme naquit des flancs de la société libérale, engendré par ses principes et en réaction contre ses pratiques. En effet, d'une part l'individualisme libéral favorise la généralisation du prolétariat (1) dont on a pu dire qu'il était campé et non installé dans la société et qui

(1) La suppression des corporations par le décret d'Allarde, l'interdiction de tout groupement de défense des intérêts professionnels par la loi Le Chapelier, le caractère féroce de la concurrence libérale et sa conséquence la concentration des entreprises (provoquée également par le machinisme, la division du travail, la facilité des transports ; l'essor commercial) ont favorisé la diminution du nombre des artisans et des petits patrons et l'augmentation des ouvriers. Celui-ci, jusque là presque toujours membre d'un corps social qui l'encadrait, le soutenait, le réconfortait, n'est plus qu'un pion indifférent sur l'échiquier de la production. Il a conquis l'égalité politique et la liberté théorique de diriger à son gré l'emploi de sa puissance de travail. En réalité, il est devenu le jouet impuissant des forces économiques trop souvent elles-mêmes soumises à la prépondérance des puissances d'argent. La vie des « affaires » se dégage de toute préoccupation sociale et même morale. Uniquement orienté vers des fins matérielles, exclusivement attaché à la production des richesses, rigoureusement aimanté vers l'obtention du profit maximum, l'industrialisme naissant a déshumanisé le monde du travail. Généralisant la condition prolétarienne, il a provoqué un développement anormal de la conscience de classe. Il a ainsi favorisé l'établissement d'un climat social propre à la réception des explications marxistes de l'infériorité de la classe ouvrière et l'adoption enthousiaste des idées purement revendicatrices. De part et d'autre, on en vint à ne plus connaître que des droits et à perdre jusqu'au sens de l'obligation du devoir.

(Sur la disparition des garanties vitales des travailleurs :

Cf. Martin Saint-Léon : *Histoire des Corporations de Métiers* ; Olivier Martin : *l'Organisation Corporative de l'Ancien Régime*.

Sur l'amoralisme du régime économique et social engendré par l'individualisme libéral :

Cf. *Vers une Economie politique morale*, par Gaston Boivin et Maurice Bouvier-Ajam).

constitue, de ce fait, la meilleure clientèle des socialistes étatisants; d'autre part la concentration des moyens de production par le jeu de la concurrence sans frein et le développement des grosses sociétés anonymes facilitent et amènent presque naturellement leur étatisation.

La Tour du Pin, pour qui la question sociale a, au XIX^e siècle, le caractère d'une lutte de la démocratie (1) contre la ploutocratie, prévoit un choc inévitable : la révolution qui ne fut guère que politique changea fort peu de chose aux conditions réelles de la société et semble appeler aujourd'hui comme complément une révolution réellement sociale, c'est-à-dire une révolution qui transforme réellement la société, tandis que la première n'en a que déplacé les sommets.

Le prolétariat réclame une place dans le corps social et marche à la conquête du pouvoir pour arriver à celle de la propriété.

(1) Une puissante cristallisation d'idées s'est faite autour du mot démocratie : les uns y voient le symbole de la liberté, les autres l'oppression du nombre. Régime démocratique est le plus souvent opposé à régime dictatorial. Nous aurons l'occasion, au cours de notre ouvrage, de montrer à plusieurs reprises que La Tour du Pin englobe, sous le nom de césarisme, tous les systèmes politiques dans lesquels le pouvoir se trouve concentré aux mains d'une seule personne ou au sein d'une seule assemblée, sans qu'il existe des organes qualifiés pour représenter et défendre les multiples intérêts économiques et culturels des différentes catégories de citoyens. L'opposition devient alors purement verbale. Un régime politique dit démocratique peut renfermer autant de puissance absolue qu'un régime dictatorial, si le système électoral est appliqué à une masse confusément égalitaire, dans laquelle les individus ne se distinguent plus les uns des autres selon leur fonction, et d'où ne peut se dégager qu'une représentation numérique et quantitative. Au sein de communautés restreintes, une organisation démocratique, prenant pour base et point de départ les rôles respectifs de chaque individu, doit au contraire susciter une représentation fonctionnelle et qualitative. Dans le premier cas, on est en présence d'une manifestation arbitraire de la force (loi de la majorité); dans le second, on tend à un juste équilibre des différents intérêts en jeu. Nous reproduisons ci-dessous la définition ethnique et historique très nuancée que donne La Tour du Pin de la démocratie : « La démocratie, ou état démocratique, est l'état naturel des sociétés simples où la diversité des conditions est peu marquée; ou bien encore l'état arbitraire de celles où les conditions sociales sont réputées sans rapport avec les fonctions politiques. Elle est ainsi tantôt dans la nature des choses, tant au rebours de celle-ci, tantôt une vérité, tantôt un contresens.

« On la trouve, pour cette raison, tantôt à l'origine des sociétés, tantôt à leur fin, rarement à l'apogée de leur développement historique. Ainsi, les pasteurs de la steppe, les paysans de la montagne, et, d'une manière générale, les populations exclusivement composées de laboureurs ou de pêcheurs, c'est-à-dire de familles vouées au travail manuel et aux professions sédentaires, comme celles de la Suisse, de la Norvège, de la Serbie, vivent naturellement à l'état démocratique.

« Historiquement, à mesure que les conditions sociales se différencient, les fonctions sociales se compliquent, et celles de ces fonctions qui supposent une éducation traditionnelle et la disposition de certains moyens d'action sont l'origine de fonctions politiques héréditaires. Ces fonctions venant à

Depuis La Tour du Pin, plusieurs expériences de collectivisme ou de socialisme d'Etat ont été tentées. Dans la plupart des pays l'Etat moderne réalise un collectivisme partiel facilité automatiquement par la concurrence, la concentration et les crises.

Cependant, sous la pression des nécessités, renaissent parallèlement l'esprit et la force associationnistes.

Les militants catholiques luttèrent avec passion pour la reconnaissance légale du droit syndical; mais leur effort tendait principalement au développement des syndicats mixtes qui serviraient, espéraient-ils, de noyau à l'organisation des corps professionnels. Leur attente fut déçue; le syndicat mixte, contraire à l'esprit marxiste qui embrumait les cerveaux, ne reçut aucun encouragement particulier dans les textes de 1884 et n'eut qu'un succès très faible.

Le syndicalisme de classe l'emporta sur le syndicalisme professionnel, tout au moins dans l'industrie (1). Cependant,

leur tour à se compliquer avec les besoins de la société par le développement de la civilisation, il se crée, à côté de l'aristocratie, une bureaucratie d'employés habiles et une ploutocratie de spéculateurs heureux qui se substituent peu à peu à celle-ci en paraissant d'abord se fondre avec elle, pour fournir, l'une, les rouages de l'Etat, l'autre, l'huile qui fait marcher ces rouages.

« Quand le mécanisme, ainsi bien graissé, a joué un temps suffisant, il n'a plus laissé subsister d'autorités sociales naturelles, de corporations autonomes, de familles unies et indépendantes, et la société revient à l'état démocratique. Mais, comme elle n'a plus alors les mœurs simples et les principes austères de la démocratie primitive, la discipline du foyer, l'attachement au sol et à la profession, elle ne présente plus de base d'organisation et devient ingouvernable, chacun prétendant y être maître et personne ne voulant y servir. C'est ce que montre l'histoire des républiques grecques, de l'empire romain et de plusieurs peuples modernes » (A. 35).

(1) « Les salariés de l'industrie ont pris peu à peu conscience de la notion de classe. Pourquoi? Est-ce parce qu'ils sont rémunérés par le salaire? Nullement, car quantité de salariés des « classes moyennes » restent en dehors de tout syndicalisme et de toute conscience sociale de classe distincte de la communauté nationale. Le fondement du syndicalisme marxiste a été et demeure le fait du prolétariat, qui implique, pour ceux qui s'y sentent inclus, l'impossibilité de sortir de leur condition, tant au point de vue social qu'économique, et l'absence de participation effective — c'est-à-dire participation de cœur et d'intelligence — à l'œuvre qu'ils contribuent à produire. Le prolétaire est séparé de la société au point même de sa jonction à la société. Membre de la communauté nationale par les formes constitutionnelles de la politique (bulletin de vote, meetings, etc...), il en est détaché dans ses formes institutionnelles (entreprise, métier, profession). Il recompose alors des formes sociales propres par le syndicalisme de classe, qui le rattache effectivement à la vivante communauté humaine.

« La notion de classe, dans l'industrie moderne, se fonde donc sur une réalité. Encore cette réalité est-elle fragile. Elle est puissamment battue en brèche par d'autres réalités sociales, telles que la race, la nation, la religion, dont les retours sont fulgurants quand on prétend les nier ou les détruire. Le marxisme en a fait souvent l'expérience. Tous les mouvements

on ne peut pas ne pas être frappé de la façon dont La Tour du Pin prévoit dans le syndicalisme naissant la force dominante dont les manifestations allaient avoir une influence prépondérante sur le développement de la vie sociale : dorénavant, dit-il, la loi de l'offre et de la demande ne s'exercera plus entre un patron et un ouvrier mais entre la classe patronale et la classe ouvrière. C'est le glas du régime dit de la liberté du travail, c'est-à-dire « de l'isolement de l'ouvrier et de l'absolutisme du patron ». Les chefs d'industrie pour qui la reconnaissance d'un droit au travailleur apparaît comme une chose monstrueuse, vont se voir arracher peu à peu ce qu'ils ne veulent pas concéder « si bien que les positions vont être à l'inverse de ce qu'elles étaient auparavant : jusqu'ici dans l'établissement du contrat de travail, le capital aggloméré avait eu affaire à l'ouvrier isolé et le débat entre eux avait été plus que sommaire, on peut dire nul ; la fixation du salaire avait été arbitraire et déterminée seulement par le degré de misère des populations ; le règlement d'atelier et les autres conditions du contrat étaient plus arbitraires encore de la part de l'employeur à l'égard des employés, sans autre règle que le degré d'humanité du premier et de besoin des seconds. Aujourd'hui tout cela va changer : le taux des salaires sera débattu avec le syndicat, et celui-ci déterminera presque seul le règlement d'atelier par des coutumes qui feront loi pour le patron ou le directeur » (155).

La Tour du Pin prévoit la propagation très rapide du mouvement syndical dans la classe ouvrière, parce qu'il y rencontre le besoin d'association à l'état aigu et l'esprit d'association à l'état latent, mais prêt à jaillir comme une flamme des profondeurs où il a été comprimé. Par contre l'esprit d'individualisme persistant et la concurrence effrénée retardent le développement des syndicats patronaux.

N'est-ce pas très exactement ce qui s'est produit en 1936 ? La classe ouvrière fortement organisée, appuyée, il est vrai,

européens de l'après-guerre sont à cet égard des manifestations non équivoques.

« Au sein même de l'économie, la notion de classe est vague et fluctuante. Marx, qui le savait, insistait lui-même sur la nécessité de construire, par la doctrine et la lutte, la conscience de classe. Le mythe devait ainsi devenir plus réel que la réalité elle-même.

« Quoi qu'il en soit, la notion de classe a un sens dans l'industrie et la conscience de classe y est née parce qu'une réalité certaine le permettait. Le syndicalisme de classe y répond, actuellement et jusqu'à un certain point, à la nature des choses ». (L. Salleron : *Naissance de l'Etat Corporatif*. — Grasset, 1942, p. 209.)

par les pouvoirs publics, mais animée d'un remarquable esprit de solidarité et liée par une certaine discipline, a pu arracher à un patronat sans cohésion et sans idées directrices, la généralisation des contrats collectifs et les congés payés (1).

Malheureusement, nous n'avons pas encore assisté à la « grandiose réorganisation sociale » dont La Tour du Pin voyait la première phase dans la fondation des syndicats *professionnels*. C'est que, d'une part, la politique marxiste s'est emparée des syndicats qui sont devenus politiques et non professionnels (2), et, d'autre part, les patrons n'ont, en général, pas compris les immenses services que pouvait rendre à la profession une organisation communautaire. Ils ont trop souvent abandonné à l'Etat l'étude des problèmes de production et de distribution des biens; ils ont subi et non provoqué d'eux-mêmes les règlements du travail, ils ont renoncé à l'administration des grands organismes de prévoyance et d'assistance sociales (3). Cette attitude abstentionniste, négative, parfois hostile confirme les ouvriers dans leur position de combat, alors qu'il aurait fallu leur faire sentir le bien commun de l'entreprise et de la profession en les associant, dans des organismes paritaires, à la création et à la gestion de toutes les institutions complémentaires du salaire dans la rémunération de la main-d'œuvre.

La Tour du Pin avait pensé que la création des syndicats

(1) Les événements de 1936 ont eu pour résultat d'inciter les patrons à se syndiquer, à tel point qu'aujourd'hui la position semble plutôt renversée. Le syndicat patronal, bien organisé, est devenu un auxiliaire indispensable du chef d'entreprise en lui fournissant des renseignements et des services juridiques, fiscaux et autres, ainsi que des statistiques diverses. La cotisation est inscrite aux frais généraux. Le syndicat ouvrier n'ayant joué le plus souvent, jusqu'à présent, qu'un rôle d'animateur et de soutien de combat perd très rapidement ses effectifs en période de trêve, pendant laquelle la cotisation paraît à l'ouvrier inutilement lourde.

(2) Nous entendons souligner là une tendance générale du syndicalisme de classe. Nous n'ignorons pas toutefois qu'un certain nombre de syndicats ouvriers se sont préoccupés des problèmes de sécurité; la protection contre le chômage, contre la maladie, contre les accidents, contre la vieillesse, a suscité certaines réalisations remarquables fort méritoires et qui attestent au plus haut point la vivacité de cette solidarité agissante des travailleurs. M. Dauthuille, membre du Comité de la Fédération du Livre, a montré, dans une récente conférence donnée à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, que, dans cette branche, des efforts positifs et couronnés de succès avaient encore porté sur la qualification professionnelle, le travail des femmes et la réglementation de la machine. La caisse de retraite et d'invalidité de la Fédération du Livre fonctionne fort bien. Dans le même ordre d'idées, la Caisse des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais est une institution corporative vigoureuse.

(3) Exception faite pour les Caisses de compensation des allocations familiales.

amènerait une transformation des rapports entre les détenteurs du capital et les masses ouvrières, un transfert d'une partie du capital entre les mains des travailleurs non pas individuellement mais collectivement, ou, mieux, corporativement. En effet, disait-il, les syndicats deviendront de plus en plus exigeants en fait de complément du salaire sous forme d'assurances contre l'accident, la maladie, la vieillesse, le chômage même; ils voudront avoir l'administration de ces caisses et exigeront des garanties que les entreprises ne peuvent leur donner qu'en hypothéquant sur leur capital d'établissement; si bien que peu à peu celui-ci passera aux associations professionnelles qui deviendront de véritables corporations. Les ingénieurs et hauts employés, cette aristocratie du salariat, en feront partie, mais les capitalistes n'y auront plus de place. Peu à peu ils seront éliminés de la vie professionnelle et ne pourront plus que s'intéresser financièrement à des entreprises dont la direction technique et même commerciale leur aura totalement échappé.

« L'évolution historique qui a fait passer la direction du maître au patron et de celui-ci au capitaliste, finira par la livrer à la corporation appropriée aux temps nouveaux. Cette évolution économique correspond d'une manière frappante à celle qu'un docteur du socialisme a formulée ainsi : chaque classe, arrivée successivement à la domination, a eu pour l'humanité son legs utile : le sacerdoce lui a légué le sentiment du devoir, l'aristocratie celui de l'honneur, la bourgeoisie celui de l'intérêt, le peuple lui donnera celui de la solidarité » (156).

Les événements n'ont pas confirmé les prévisions de La Tour du Pin. Les exigences syndicales n'ont pas produit cette pression interne, ni obtenu ces transformations intérieures au sein de la profession. Elles ont été transposées sur le plan politique et les résultats pratiques ont été acquis avec le concours des pouvoirs publics et mis en œuvre par des administrations d'Etat. On connaît les effets du syndicalisme politique et du fonctionnarisme social. Le premier a renforcé l'opposition des classes et réduit l'autorité centrale au rôle d'agent d'exécution des intérêts de la classe qui réussissait à se rendre maîtresse du pouvoir. A ce jeu de bascule s'est usée peu à peu la force vive de la nation. Les seuls bénéficiaires en ont été les membres d'une oligarchie financière plus ou moins internationale. Le fonctionnarisme social a réussi à monter à grands frais une énorme machinerie bureaucratique qui assure, certes, les services d'assurances et de retraite, mais sans procurer pour autant plus de paix sociale, car leurs distributions par guichets anonymes présentent un caractère par trop

automatique sans rapport tangible de cause à effet avec l'effort quotidien du travailleur (1).

Les réformes essentielles de la révolution corporative porteront remède en premier lieu à cet état de choses : le syndicalisme n'aura plus à jouer de rôle politique; il assurera au sein de la corporation la représentation de ses divers éléments (2). Le commandement de l'entreprise pourra, en cas de besoin, être dissocié de sa propriété. Le travail en commun engendrera une certaine appropriation collective du produit; ce patrimoine corporatif sera l'expression manifeste de cette

(1) Lorsque fut votée en 1911 la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, le doyen des maires du Laonnois, le marquis de La Tour du Pin, fit entendre un cri de protestation dans le *Journal de l'Aisne* du 17 avril (cité par Ch. Baussan) : « Nos populations, disait-il, vont encore être leurrées par la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, qu'il nous faut leur appliquer d'office, avant même que les dispositions nous en soient connues autrement que par un amas d'instructions inintelligibles et inapplicables, affiché sur nos murs.

« Tant que les lois ne portent que sur l'état commun à tous les concitoyens, elles peuvent, semble-t-il, être l'œuvre de leurs représentants, s'ils sont bien choisis. Mais quand la loi touche à l'exercice de la profession, le bon sens dit qu'elle ne peut être l'œuvre d'autres que des professionnels.

« C'est mettre la charrue avant les bœufs que de ne pas commencer par leur faire appel pour s'organiser en corporations qui feraient ensuite elles-mêmes le « Livre des Métiers », comme au temps de Saint Louis, avec toutes les garanties qu'elles y trouvaient ».

(2) Loin de provoquer la disparition des syndicats, l'avènement des corporations aura pour résultat contraire de leur assurer un complet épanouissement en leur confiant la libre représentation des diverses forces composantes de la production. Il semble, en effet, bien évident que, si les éléments divers, manœuvres, spécialistes, maîtrise, chef d'entreprise, apporteurs de capitaux n'ont leur prospérité particulière qu'en fonction du bien commun de l'œuvre collective, ils n'en ont pas moins les uns par rapport aux autres des intérêts propres différents ou même opposés. L'entente conditionne la coopération harmonieuse nécessaire pour une fructification maximum, mais on ne peut accorder des intérêts que s'ils sont d'abord connus, définis, classés et représentés.

Mais peut-on encore parler d'un syndicalisme ? Certains auteurs comme MM. A. Bouvier-Ajam et P. Lucius contestent formellement la possibilité de coexistence du syndicalisme et du corporatisme. Il y a, d'après eux, dans ces tendances deux aspirations directement opposées et qui s'entredétruisent, la première ne pouvant s'affranchir de la notion purement négative de lutte de classes, la deuxième se suffisant à elle-même et incluant par définition le concept syndical du groupement d'intérêts professionnels. Inversement, du côté des socialistes libéraux, nous voulons dire en réaction contre l'étatisation, on rencontre des écrivains comme Henri de Man (Cf. sa brochure *Corporatisme et Socialisme* - Labor - Paris-Bruxelles 1935) qui prétendent concilier le syndicalisme et le corporatisme...

Pour de Man, l'organisation professionnelle n'est pas exclusive de l'action de classe; le corporatisme syndical moderne, à l'instar du corporatisme artisanal ancien, combine la représentation d'intérêts professionnels avec celle d'intérêts de classe communs à toutes les professions de structure économique analogue. La qualification professionnelle de plus en plus différenciée, à rebours des prophéties de Marx sur le nivellement progressif de la classe ouvrière, la nécessité sentie d'une économie dirigée impliquant une organisation mixte de la production placée sous le signe de l'organisation

solidarité des membres de l'entreprise et de la profession et prendra en charge, aux lieu et place de l'Etat, la responsabilité des garanties sociales.

Ce droit de propriété accordé à la corporation, La Tour du Pin envisage même de l'étendre aux instruments du travail : la corporation en aurait en quelque sorte la nue propriété et l'entrepreneur seulement l'usufruit. Pour évoquer les conceptions juridiques de nos ancêtres du Moyen Age, chères au maître dont nous étudions la doctrine, on peut dire que la corporation aurait ainsi sur les moyens de production un domaine éminent et l'entreprise un domaine utile.

L'outil ne pourrait plus être alors l'objet de spéculations financières, il serait remis aux mains du travailleur. Celui-ci ne serait plus ce bailleur de force ou d'intelligence auquel est réduit le prolétaire, simple élément du prix de revient, mais véritablement un producteur associant librement son travail à la matière et disposant normalement du résultat de son labeur.

Qu'on ne vienne pas ici accuser La Tour du Pin de déma-

autonome des intérêts de métier incline la classe des producteurs vers le corporatisme plutôt que vers l'étatisme dont la contrainte bureaucratique centralisée commence à être redoutée des socialistes eux-mêmes.

Nous voyons avec une grande satisfaction se former ainsi peu à peu sous la pression des nécessités économiques et, par l'instinct de la conservation sociale, un minimum d'idées communes qui, bien que souvent encore coiffées de sentiments politiques vivement hostiles et bigarrées de mystiques plus ou moins désuètes, mais toujours apparemment contradictoires, permettent d'espérer une réforme profonde des mœurs et des institutions.

Cependant, il nous semble que le syndicalisme ne pourra jouer un rôle positif, générateur, ordonné, d'une vie interne vraiment intense et féconde à l'intérieur des corporations qu'à condition que l'entreprise, cellule de base de la structure corporative, ait acquis une cohésion suffisamment et habituellement stable. Faute d'une solidité nécessaire de cette fondamentale communauté du travail, un syndicalisme virulent encore intimement pénétré de la mystique et de la tactique marxistes aussi bien que de l'absolutisme et du paternalisme individualistes, paralysera toute action corporative et mettra en échec toute tentative de révolution communautaire.

Nous savons qu'à l'heure actuelle il existe de part et d'autre des Français à courte vue, les uns sans doute désireux de conserver leurs prérogatives féodales ou leurs prébendes syndicales, les autres enracinés dans leurs habitudes ou aveuglés par des mystiques périmées qui souhaitent cet échec du corporatisme et s'efforcent d'y contribuer. (Cf. en particulier à ce sujet les excellents articles de M. C.-J. Gignoux dans les numéros de janvier, février, mars 1942 de l'hebdomadaire *Voix Françaises*, sous la rubrique de l'actualité sociale).

Nous pensons que, tout en éclairant le mieux possible les mobiles erronés ou fausement tendancieux de ces pêcheurs en eau trouble, il faut favoriser l'établissement d'un climat corporatif dans l'entreprise. C'est pourquoi nous trouvons, quant à nous, sages et opportunes les dispositions transitoires de la Charte du Travail du 4 octobre 1941, qui sont de nature à transformer peu à peu les habitudes et à éduquer les mentalités des membres de l'entreprise, en les inclinant à étudier et à résoudre ensemble quelques-uns des problèmes que posent la vie et l'œuvre en commun.

gogie; car, une fois réalisée, cette opération élémentaire de justice distributive qui consiste à permettre à un plus grand nombre d'hommes de gagner dignement leur vie dans l'exercice aussi complet que possible de toutes leurs facultés, il est alors infiniment plus facile d'établir la hiérarchie des valeurs et la monarchie du commandement sans lesquelles aucune société humaine ne peut prétendre atteindre un ordre réel ni se soumettre à une organisation parfaitement efficiente.

Conclusion.

On voit là que La Tour du Pin dépasse très hardiment toutes les bornes que les déformations individualistes avaient placées sur la route de ses contemporains. Sa conception des libertés ordonnées au sein des groupes civiques naturels assure le salut de la personne humaine menacée d'étouffement par la masse inorganique des libertés anarchiques et permet le dégagement des élites de l'intelligence et du travail gravement compromis par la tyrannie démagogique du nombre et l'oppression anonyme de l'argent. L'élaboration d'une économie concertée par les professionnels eux-mêmes donnera les cadres institutionnels protecteurs de ces libertés. Des formes juridiques très variables s'adapteront aux divers modes de travail selon les nécessités économiques et les besoins sociaux. De la propriété artisanale à la socialisation corporative des moyens de production s'échelonnera une gamme très nuancée de différentes méthodes d'association du capital et de la main-d'œuvre.

La Tour du Pin a vraiment vécu avec son temps, en ce sens qu'il ressentait intensément les frémissements les plus profonds de la vie sociale; mais il a vécu au delà de son temps car il décelait avec une extraordinaire sensibilité les centres nerveux du corps social et il prévoyait avec une étonnante acuité le sens de leurs réactions. Ses jugements éclairent singulièrement les temps que nous vivons et projettent sur l'avenir des lueurs captivantes.

Quelles que soient les impressions personnelles du lecteur des *Jalons de Route* et des *Aphorismes de Politique Sociale*, il lui sera, en tout cas, objectivement impossible de classer La Tour du Pin parmi les conservateurs ou les réactionnaires en mal nostalgique d'une résurrection des corporations de caste; il devra, bien au contraire, reconnaître que l'on trouve à chaque instant dans les œuvres de ce penseur clairvoyant, une singulière étincelle créatrice.

CHAPITRE II

LES INSTITUTIONS CORPORATIVES, SAUVEGARDE DES LIBERTÉS

Le régime corporatif est la seule manière de ne pas aller du libéralisme au socialisme.

LA TOUR DU PIN.

Aphorismes de Politique Sociale.

C'est un spectacle bien étrange de voir combien de peuples à notre époque se laissent aller à la servitude. L'excès de la liberté conduit à sa suppression. Même dans les pays dits démocratiques, l'intervention de l'Etat dans tous les domaines, la coïncidence fréquente des puissances financières et des pouvoirs publics ont porté de nombreuses et dures atteintes aux libertés des personnes, des familles et des groupes.

En effet, ces phénomènes ont eu diverses conséquences dont les répercussions sociales ont toutes agi dans le sens d'une destruction des valeurs essentielles de la personne humaine. La disparition ou l'affaiblissement des groupements naturels, la généralisation de l'amoralisme individualiste et libéral, les abus d'un capitalisme concurrentiel sans obligations ni sanctions ont provoqué des interventions de plus en plus fréquentes de l'Etat dans la vie économique et sociale. Celui-ci a été amené progressivement à s'annexer les tâches les plus diverses qu'il n'est en aucune manière destiné, ni par son essence, ni par sa constitution à remplir avec efficience (1).

(1) « L'Etat, quand il est bien institué, n'a presque pas affaire aux individus. C'est sur les sociétés dont il a la charge, et c'est aussi sur leurs rapports mutuels que s'exercent ses principaux attributs : seuls les criminels avec les héros et les saints, personnalités d'exception, ont des rapports avec l'Etat, qui a le droit de connaître ces anomalies ou pour les honorer, ou pour les châtier. Ajoutons à la liste des personnes en commerce direct avec l'Etat, le petit nombre des fonctionnaires, y compris les armées de terre et de mer. Pour tout le reste, un Etat normal laisse agir, sous son sceptre et sous son épée, la multitude des petites organisations spontanées, collectives, autonomes, qui étaient avant lui et qui ont chance de lui survivre, véritable subsistance immortelle de la nation.

« Dans ces sphères distinctes, douées de privilèges aussi variés que leurs

L'Etat n'est pas mieux qualifié pour exploiter un monopole industriel qu'une caisse d'assurances sociales, ni du point de vue du rendement économique, ni du point de vue de l'harmonie sociale. On objectera que la Caisse Autonome d'Amortissement a su gérer avec bénéfice le monopole des tabacs; mais l'Etat anglais retire plus d'avantages des impôts payés par les compagnies privées qui exploitent la même industrie. Les caisses primaires professionnelles d'assurances sociales, avec le même coefficient de frais généraux, couvrent largement leurs frais, alors que les caisses d'Etat sont en général déficitaires. Mais là n'est pas l'objection la plus grave que nous soulevons contre le fonctionnarisme d'Etat. Nous y voyons avant tout une immense machine à fabriquer la servitude. Simple élément d'une construction artificielle sans volonté intime ni vie profonde, l'individu perd dans la médiocrité assurée les qualités intrinsèques du citoyen libre dont le sort dépend de l'emploi qu'il saura faire de ses facultés appliquées à l'exercice de son métier, au gouvernement de sa profession, à l'administration de sa cité.

Il est évident que la même observation s'adresse pour une large mesure, dans l'état actuel de l'économie, au personnel des entreprises privées, puisque le seul lien qui unit le travailleur à son emploi se restreint à la rémunération de la tâche fournie, matérielle ou intellectuelle.

C'est cette amputation d'une part, et non la moins noble, des attributions normales de l'être humain qui nous apparaît justifier la condamnation du système individualiste (1).

fonctions, se développera, non l'introuvable individu qui n'y fleurit ni tous les vingt-cinq ans, ni tous les cent ans, ni jamais, mais la faune et la flore humaines des individus différents, bien nourris de leur territoire, préservés par cet air de leur classe et de leur pays, et stimulés aussi par l'atmosphère des groupes facultatifs auxquels leur honneur, leur intérêt ou leur plaisir les a régulièrement agrégés.

« Du « cercle » de petite ville à l'Institut de France, il y a une série continue de groupements, aussi naturels les uns que les autres. L'individu y trouve des droits proportionnés à son rang et à ses services, à sa dignité et à sa valeur. Ainsi le moindre de nos compatriotes est-il privilégié du destin. Riche ou pauvre il est patricien puisqu'il participe à la noble qualité de Français et qu'il jouit ainsi des puissantes prérogatives et de l'immense patrimoine matériel et moral mis gratuitement à sa disposition par tout ce qu'ont fait ses aïeux.

« De leur œuvre immémoriale, entretenue et continuée par la tradition, découlent toutes les vertus, toutes les valeurs individuelles dont la nature n'avait fourni que le germe : la volonté, la liberté, le sentiment, la raison au degré où la société française a su élever tout cela. Fleur de la culture française, l'individu français n'en est certainement ni le principe ni le but, ni la racine, ni le fruit. »

(Ch. Maurras. — *Dictionnaire Politique et Critique*, pages 458-459.)

(1) Tout au moins lorsque le seul correctif à ses excès consiste dans les interventions de l'Etat qui ne peut pas ni les faire justes, ni les limiter.

D'autant plus que le régime libéral a favorisé la concentration et la centralisation des industries fauchant les artisans et absorbant les ruraux. Ainsi, peu à peu, un prolétariat plus ou moins doré devient la condition commune.

Le mal est si profond que l'homme ne s'aperçoit même plus de sa dégradation. Combien de gens ayant une vie modeste, certes, mais encore relativement indépendante et libre ne veulent, pour leur enfant, que d'un poste de fonctionnaire.

Cette abdication générale des hommes devant le travail risqué, cette renonciation inconsciente à l'accomplissement idéal de leurs dons naturels est la marque inquiétante et grave de notre époque. Elle explique le désordre, l'incohérence, le déséquilibre qui frappent tous les peuples de la civilisation occidentale, et les révolutions en marche ne sont que l'expression de l'instinct de conservation des nations plus profondément atteintes par le mal. Elles ne retrouveront la paix intérieure et extérieure qu'en instaurant plus ou moins complètement les libertés professionnelles et culturelles indispensables au développement harmonieux et équilibré des hommes et des peuples.

Les institutions corporatives telles que les a conçues La Tour du Pin assureront l'épanouissement et la sauvegarde de ces libertés. Bien des préjugés sont à dissiper à cet égard. On a trop souvent tendance à considérer La Tour du Pin comme un aristocrate imbu du principe d'autorité et faisant bon marché de la liberté sacrifiée sans regret à l'ordre, à la discipline, à la hiérarchie. C'est que, généralement, on prend le mot pour la chose : il n'est de vraies libertés que limitées et ordonnées.

Les responsables de notre époque auraient grand intérêt à connaître et à méditer les idées de La Tour du Pin, reprises, confirmées et développées par beaucoup de penseurs d'origines et de tendances pourtant très différentes (1).

De saines conceptions sur les notions de la propriété et du

(1) Parmi ceux-ci l'un des plus originaux est sans doute M. Mihaïl Manoilescu, professeur à l'Ecole Polytechnique de Bucarest, ancien ministre de Roumanie. Dans son ouvrage sur la doctrine du corporatisme intégral et pur intitulé *Le Siècle du Corporatisme*, il formule ainsi ce qu'il appelle « les impératifs du xx^e siècle », c'est-à-dire les règles essentielles du devenir moderne des nations occidentales : 1^o l'impératif de la solidarité nationale; 2^o l'impératif de l'organisation; 3^o l'impératif de la paix et de la collaboration internationale; 4^o l'impératif de la décapitalisation. A leur énumération et sans qu'il soit besoin d'analyser ici leur contenu, on voit que ces impératifs postulent une réduction du principe de liberté individuelle au bénéfice du principe d'ordre collectif.

travail, le sens de la justice et le sentiment de la charité, des fonctions et non des situations, des services et non des emplois, l'accomplissement des devoirs et non la revendication des droits, des groupements spontanés et libres encadrant et protégeant les hommes dans leurs diverses activités, des communautés et non des coalitions, une représentation organique des intérêts et non des opinions, un Etat arbitral fort mais limité et contrôlé, voilà les conditions nécessaires d'une société libre et prospère.

L'esprit corporatif.

Le xix^e siècle a été le siècle de l'individu, le xx^e siècle doit être le siècle de la personne. « Après tout, c'est le développement de la personnalité humaine qui est le but suprême de la civilisation ! » affirme le docteur Carrel (1) en s'insurgeant contre la tyrannie du nombre.

Il est contre nature de séparer les différentes activités ou sensibilités de l'être humain. L'*homo economicus* n'existe pas (2) et la sociologie doit tenir compte aussi bien des besoins spirituels que des besoins matériels. « L'homme auquel s'appliquent les principes de la Révolution française est aussi irréal que celui qui, dans les visions de Marx ou de Lénine, construira la société future ». (D^r Carrel).

C'est pour sauvegarder l'intégrité et la dignité de la personne humaine que la science sociale doit s'écarter, tout autant du socialisme, « fruit populaire » de l'individualisme, que du libéralisme, « sa floraison bourgeoise ».

(1) *L'Homme cet inconnu*, Plon (1941).

(2) Nous ne pensons pas qu'en réalité aucun économiste n'ait véritablement voulu scinder ainsi les valeurs de l'individu pour nier l'importance d'une partie d'entre elles. Mais, cependant, l'esprit scientifique a bien prétendu, pour mieux étudier les phénomènes économiques, abstraire les valeurs morales pour ne se préoccuper que des valeurs matérielles, examiner leurs conditions d'emploi et de rendement et déterminer des règles doctrinales impératives en matière économique. Parmi les doctrines modernes, le personnalisme qui prolonge l'individualisme classique entend, au contraire, restituer à l'homme toutes ses composantes. Nous croyons que c'est là un point de départ indispensable. Même si, comme le fait remarquer avec scepticisme M. le professeur Baudin, peu d'hommes ont sans doute la notion consciente de l'intégralité de leur personnalité, l'économiste n'a pas le droit de négliger l'étude des conditions d'organisation des sociétés nécessaires au développement optimum de toutes les valeurs personnelles. Autrement dit, on ne peut pas être économiste sans être sociologue et vice versa ; et nous croyons dangereuse l'abstraction simplificatrice de l'homme économique, même retenue seulement à titre de schéma destiné à faciliter l'étude de l'aspect économique de l'homme réel.

Le socialisme (1) considère en effet l'individu comme un rouage de la société qui doit tirer profit de ses moyens et subvenir à ses besoins. Pour être réalisé intégralement il nécessite, il exige la destruction de toute organisation sociale préexistante, même celle de la famille. Il ne peut admettre qu'une poussière d'individus obéissent aveuglément à l'oligarchie gouvernementale de l'Etat tout-puissant. C'est le mécanisme bureaucratique, chargé peu à peu de toutes les fonctions

(1) La Tour du Pin entend désigner sous ce vocable très général toutes les doctrines qui impliquent l'idée de la soumission de l'individu à un Etat répartiteur des forces économiques et sociales. Et, certes, nombreuses sont les tendances socialistes et fort divergentes et même parfois opposées. Nous ne pouvons entreprendre ici un exposé même succinct de ces différentes tendances. Cependant, nous tenons à souligner qu'il y a, à notre avis, une distinction nette à faire à la base entre un certain nombre d'écrivains généralement qualifiés socialistes et qui, cependant, demeurent attachés à une certaine liberté de l'individu et entre les théoriciens du socialisme d'Etat et du collectivisme national. Les premiers attribuent à l'Etat des pouvoirs assez variables et s'attaquent de différentes manières au problème de la propriété, mais ils sont tous partisans, sous une forme ou sous une autre, de l'association, principe d'équilibre social, garantie de la liberté contre les excès de l'autorité. Saint-Simon, Fourier, Victor Considérant, Sismondi, Proudhon ont été, entre autres, les instigateurs du coopératisme et du syndicalisme. Le professeur Baudin ne les classe pas, d'ailleurs, sous le vocable de socialistes, mais les appelle des dissidents de l'individualisme. Nous les grouperions volontiers, pour notre part, sous le nom d'« associationnistes ».

Vis-à-vis de l'Etat répartiteur, leur attitude est, comme nous l'avons dit, assez variable. La note dominante est plutôt celle d'une méfiance parfois fort accusée allant chez Proudhon jusqu'à la phobie des pouvoirs publics, ce qui l'a, à tort d'ailleurs, selon nous, fait qualifier d'anarchiste.

Nous ne saurions donc retenir littéralement, contre ce qu'on a coutume d'appeler aujourd'hui le socialisme français, le verdict de La Tour du Pin. M. Hyacinthe Dubreuil, qui revendique l'héritage spirituel des écrivains socialistes français du xix^e siècle, a montré dans de nombreux ouvrages ce que l'on pouvait attendre dans la réforme de la grande entreprise du principe associationniste appliqué au sein de l'atelier.

Par contre, la démonstration n'est plus à faire de l'écrasement de l'individu dans le système du socialisme d'Etat, écrasement plus moins complet et plus ou moins sensible suivant le degré de développement de l'étatisation. Il n'est malheureusement trop souvent évident aux yeux de la majorité des citoyens que lorsqu'il aboutit à sa fin logique : le communisme marxiste. A ce stade, c'est la suppression de toute marge de libre disposition de la personne humaine, c'est la volonté supérieure de l'Etat souverain qui assigne à chacun son rôle et détermine le droit de chacun au résultat du travail des autres.

Cette conception de l'Etat répartiteur est en opposition radicale avec les principes du vieux droit français des sociétés naturelles. Tancrède Rothe, que M. Bouvier-Ajam considère comme un des premiers et des plus consciencieux précurseurs des doctrines et des formules modernes (Cf. le numéro de septembre 1938 de la revue *Le Corporatisme*), a fort bien montré, en s'appuyant sur le droit naturel qui a animé toutes les institutions du haut Moyen Age, que seul le principe de hiérarchie permet à chaque institution de fonctionner régulièrement sous la conduite de son chef et assure la bonne marche de tous les rouages. Le bien commun, dit-il, exige non pas la recherche d'une égalité utopique, mais l'acceptation par chacun d'un rôle défini, le don entier de soi à la fonction qu'on exerce.

Cet accomplissement de la vocation personnelle n'est possible que dans

sociales, qui supprime ou nivelle les organismes sociaux naturels. Il est dans la nature de la bureaucratie d'être grossissante et envahissante et dans celle des organismes privés de se désagréger sous le poids des responsabilités. Ainsi, insensiblement et le plus souvent avec l'accord tacite des « autorités sociales » (1) démissionnaires, une nation glisse dans la servitude. « Or la servitude aujourd'hui s'appellera le socialisme et elle dépassera le rêve des plus fiers tyrans » (A. 38).

Ainsi donc le principe individualiste qui fut salué en 1789 comme le grand libérateur est, en réalité, le fourrier du despotisme. Tout pouvoir organisé tend à se développer au détriment des libertés subsistantes. C'est pourquoi il est éternellement nécessaire d'équilibrer les différents pouvoirs les uns par les autres. Les apparences, certes, ont pu tromper nos aïeux. Ils étaient tellement habitués depuis des siècles à une organisation sociale à la fois très complexe et très souple qu'ils ne percevaient même plus les raisons d'être philosophiques d'un ordre hiérarchisé des groupes naturels. Et la

un régime de liberté individuelle vouée au bon ordre de l'institution. L'autorité à tous ses degrés sera d'abord convaincante et ne sera contraignante, en vertu de son caractère de représentant de ce bien commun, qu'en cas de défaillance de l'individu ou du groupe social. Arbitrage et suppléance, telles sont les attributions du pouvoir. Il est évident qu'ainsi limité il ne peut être efficace qu'au sein d'une hiérarchie ordonnée de groupes naturels.

Walter Lippmann, dans son ouvrage *La Cité Libre*, fait ressortir exactement les mêmes idées. La délégation des fonctions administratives de l'Etat aux organismes de direction, d'organisation, de surveillance, de contrôle, doit être faite avec la netteté suffisante pour qu'il garde son indépendance de juge et de conciliateur. « L'Etat ne doit pas s'identifier à ses commissaires, sous peine de les voir devenir irresponsables et autonomes. S'il le fait, il ne délègue pas son autorité, il abdique sa souveraineté » (p. 357). « Définir, juger, faire appliquer et réviser les droits et les obligations réciproques des individus et des sociétés : telle est la mission de l'Etat représentatif » (p. 364).

L'Etat que conçoit Walter Lippmann est libéral, mais puissant, parce qu'il ne se réserve comme fonctions propres que l'arbitrage et la justice supérieure. Ainsi peut-il être le garant des libertés des citoyens. Entre autres possibilités « il peut reconnaître les corporations et les syndicats tout en leur interdisant de faire une politique d'exclusivité et de monopole » (p. 368).

Somme toute : cité libre, mais cité.

(1) Le Play définissait ainsi les autorités sociales : ce sont des individus qui sont devenus par leurs propres vertus les modèles de la vie privée, qui montrent une grande tendance vers le bien, chez toutes les races, dans toutes les conditions et sous tous les régimes sociaux; qui conquièrent l'affection et le respect de tous ceux qui les entourent et qui, enfin — c'est là le point essentiel — font régner le bien-être et la paix dans le voisinage. La Tour du Pin peut être regardé comme un modèle de ces autorités sociales dont la disparition progressive, tant à la campagne qu'à la ville, est le signe manifeste de la décadence morale de notre époque. Il était encore un de ces grands, seigneurs attentifs à n'user de leurs privilèges que pour le bien de ceux qui dépendaient d'eux.

routine des gens en place ayant triomphé des velléités d'une adaptation évolutive nécessitée par le passage de l'économie familiale à l'économie d'échange, la destruction pure et simple de ces groupes laissa les hommes théoriquement à égalité de chances devant les libertés du travail et de l'appropriation, en réalité amputés du premier de leurs droits : celui de se concerter et de s'organiser par catégories fonctionnelles pour assurer, non pas un mieux-être égoïste d'une société particulière, mais une orientation concordante des efforts productifs de chaque participant au sein de sa catégorie et de chaque catégorie au sein de la nation.

Cette égalité des chances, base du régime individualiste, s'est tout de suite révélée chimérique. Elle supposait, en effet, ou une égalité naturelle des forces physiques, des talents et des fortunes, ou une société composée d'hommes tous vertueux, pratiquant une solidarité effective. Ces deux hypothèses étant évidemment utopiques, le régime individualiste ne pouvait avoir d'autres résultats qu'une sélection par la force brutale. L'absence des contraintes de groupe, la disparition de toutes les obligations institutionnelles de solidarité permit l'émergence prodigieusement rapide des conquérants de la richesse ou du pouvoir, qui donnèrent à la civilisation matérialiste du XIX^e siècle un aspect clinquant, mais l'emploi de la force s'accompagne toujours de ruines (1). Dans le domaine des faits, comme dans celui des idées, la réaction se produisit rapide et inévitable : d'une part le collectivisme marxiste s'imposa comme doctrine libératrice à la multitude de ceux que leur malchance avait maintenus dans l'ombre; d'autre part l'Etat intervint de plus en plus dans la vie économique et sociale pour limiter les dégâts de l'individualisme (2) et sauvegarder

(1) Nous ne prétendons pas que le monde soit appelé jamais à devenir une bergerie. Une sélection se produira toujours entre les individus, les familles, les groupements, les nations et les races, selon leurs aptitudes, leur force de travail et leurs vertus naturelles. Mais nous disons que cette sélection doit jouer au sein de sociétés organisées de telle manière que le jeu soit honnête, c'est-à-dire qu'il ne soit pas totalement possible à l'individu ou au groupe de s'affranchir de sa dette sociale. Déjà débiteur de son milieu dès sa naissance, l'homme ne peut exercer un travail quelconque, ni gérer aucun bien acquis sans inscrire à son passif un certain nombre d'obligations variables suivant la nature de son travail ou l'importance qualitative ou quantitative de sa propriété. Nous reviendrons plus loin sur cette question essentielle; mais il paraît à priori impossible de nier que le travailleur et le propriétaire puissent procéder à leur inventaire sans reconnaître que la valeur de leur actif est dû pour une bonne part à la parcelle d'humanité au sein de laquelle la destinée les a fait naître et œuvrer.

(2) Nous tenons à souligner, quitte à être sujet à répétition, que l'individualisme destructeur nous paraît être celui de l'école classique qui se refuse à assigner à l'Etat d'autre mission que celle de laisser les intérêts individuels s'affronter les uns contre les autres, en veillant soigneusement à éliminer toute action concertée, toute entrave à la liberté totale de la lutte de laquelle

les intérêts de la nation. Les envahissements de l'Etat n'ont cessé de croître dans tous les domaines de l'activité et même de la pensée. Or l'Etat, quelle que puisse être la valeur des « hommes d'Etat » et des hauts fonctionnaires, est un destructeur de valeurs. Son organisation administrative nécessairement massive et rigide ne permet pas un libre jeu suffisant de la responsabilité individuelle et réduit à infiniment trop peu de chose le risque minimum que doit subir l'activité de chaque citoyen pour maintenir son action constamment tendue vers la recherche du rendement positif. Le perpétuel besoin organique d'être « couvert » par un règlement paralyse l'esprit d'initiative, le développement du facteur personnel. De plus, la confusion des pouvoirs supprime pratiquement tout recours contre l'inertie ou la carence de l'appareil étatique, ce qui achève de donner à l'ensemble du système un aspect de césarisme bureaucratique et anonyme et permet à La Tour du Pin de dire que se résigner au socialisme, c'est perdre l'autonomie de sa personne, la liberté de sa volonté, la dignité de son existence, c'est un retour à l'esclavage, non plus à la charge d'un maître mais à celle de l'Etat.

peut et doit sortir l'harmonie et le bonheur de la société, par le maximum de rendement productif dans tous les domaines de l'activité humaine; c'est aussi le principe désastreux qui établit une barrière entre l'économie et la morale, celle-là seule relevant des préoccupations d'ordre public et celle-ci demeurant cloisonnée dans le domaine des consciences privées. Nous devons reconnaître que les tenants actuels de l'individualisme ont renoncé à cette position. M. le Professeur Baudin en particulier (Cf. *Précis d'Histoire des Doctrines Economiques*) semble accorder sa faveur à un individualisme constructeur qui demeure fermement attaché au système classique de la formation des prix, mais qui admet la nécessité d'un ordre juridique pré-existant et d'un interventionisme limité permettant l'un et l'autre une certaine moralisation de l'individualisme. Nous pensons, quant à nous, avec l'un des théoriciens des idées de l'ordre réel, M. Bellime, que « tout prix fixé est un prix faux » et que toute action directe sur les prix, soit du gouvernement, soit des organismes de droit public investis à cet égard des pouvoirs nécessaires, doit être évitée dans la mesure du possible, et, en tout état de cause, limitée au maximum dans le temps et dans l'espace à certaines catégories de produits ou de services quand des circonstances exceptionnelles en justifient temporairement la nécessité de principe. Ceci dit, nous ne partageons absolument pas l'opinion de Dupont-White, qui croyait que l'affirmation de l'individu pouvait aller de pair avec le renforcement de l'Etat, et nous craignons sincèrement peu efficace la mise en œuvre d'un système juridique institutionnel destiné à rendre plus honnête et plus juste l'économie marchande concurrentielle, qui serait uniquement basé sur un néo-individualisme même pré-supposé constructeur, car, tant que l'individu restera isolé en face de l'Etat, celui-ci restera de plus en plus centralisé et centralisateur, à la fois faible et omnipotent, tyranique et veule, bureaucratique et incompétent, anonyme et irresponsable. Nous croyons, par contre, que des corps professionnels et culturels, suffisamment échelonnés en profondeur pour toujours demeurer en contact intime et organique avec la réalité de la vie, seront à même d'assurer le minimum de sécurité et de justice sans lesquelles les transactions économiques et sociales ne pourront être sainement enregistrées au baromètre de l'offre et de la demande.

Mais, objectera-t-on peut-être, ces corporations préconisées par La Tour du Pin, ne vont-elles pas, elles aussi, être le siège d'un mal analogue ? On ne saurait concevoir une administration quelconque sans règlements, sans un minimum de mécanisme et de discipline. Ne se produira-t-il donc pas aussi dans leur sein ces phénomènes si nuisibles à la santé du corps social, d'affaiblissement du sens individuel de l'effort créateur, du risque et de la responsabilité ? Cette objection est, à notre avis, une des plus sérieuses qu'il soit possible d'adresser au régime corporatif. Elle ne saurait être cependant retenue, sous réserve toutefois qu'un certain nombre de conditions accompagnent la création et le fonctionnement des nouvelles corporations. Nous pouvons grouper ces conditions en trois catégories. Premièrement, les corporations seront l'œuvre exclusive des intéressés eux-mêmes, industriels, commerçants, membres des professions libérales et de l'enseignement, etc... Deuxièmement, les corporations constitueront des entités suffisamment petites pour qu'il ne se produise pas de coagulation administrative superposée à ses membres et susceptible de tendre à des fins proprement utilitaires et non essentiellement et constamment soumises au bien commun concerté des activités fonctionnelles de la communauté des intérêts. Troisièmement, l'état d'esprit général sera transformé. Il ne peut, en effet, exister de société organisée dans la liberté et en vue d'une prospérité la plus large possible sans un minimum de solidarité consciente, de volonté désintéressée de servir, d'amour de la justice. Non pas qu'il faille renoncer à la recherche du bien particulier, à la poursuite de l'intérêt personnel ; bien au contraire, il faut que chacun soit placé dans les meilleures conditions pour exercer ses facultés personnelles au profit de son devenir propre et de l'accroissement matériel et moral de sa famille. A chacun sa chance, toute sa chance. Chaque société particulière et la société nationale s'enrichiront dans la mesure même où chacun de leurs membres accompliront intégralement leur vocation. Telle nous apparaît la notion féconde d'individualisme : le développement idéalement complet des facultés de tout un chacun et l'exercice le plus efficient de ces facultés. Dans le climat social créé par l'isolement obligatoire, l'égoïsme légal, la règle amoral de chacun pour soi, l'individualisme en tant que recherche du bonheur pour tous les hommes est une utopie qui engendre, aux lieux et place d'une harmonie universelle, la discorde générale, la tyrannie du nombre ou de l'argent, l'écrasement des faibles par les forts, la propagation de l'amertume, de l'envie et de la haine au détriment de la fraternité aimante et charitable.

C'est pourquoi, en l'absence de communautés de soutien mutuel suffisamment étroites pour que s'y développe à l'aise l'aspiration naturelle de l'homme à plus de justice et s'y épanouissent les sentiments d'entr'aide amicale qui, jointe à l'intelligence, forment les caractères distinctifs entre l'être humain et la bête animale, la brutalité et l'insécurité du régime individualiste deviennent tellement insupportables que les masses prolétariennes arrivent à placer leur idéal dans l'Etat-patron, remède pourtant pire que le mal. Mais il semble aux travailleurs que l'Etat sera un bon maître parce qu'eux-mêmes en seront les maîtres. Un certain idéal de justice sociale, la suppression du parasitisme, une mystique productive, un grand esprit de solidarité confèrent en outre aux doctrines socialistes un attrait bien naturel au milieu du désert de l'individualisme absolu.

La critique du libéralisme rapproche d'ailleurs La Tour du Pin des théoriciens socialistes : « Faire droit à ce que le socialisme a de juste dans ses revendications, ce n'est pas ouvrir la porte à ce qu'elles ont d'excessif. Tandis que fuir les problèmes sociaux ou se montrer impuissant à les résoudre, c'est faire le jeu de la révolution sociale au lieu de lui disputer le terrain » (128).

Cette révolution sociale, suite logique de la révolution politique, cette libération du monde du travail, cette participation au pouvoir « du IV^e Etat », que La Tour du Pin considère comme inéluctable, comment la conduire vers l'ordre, comment l'aiguiller sur la route historique, comment la maintenir dans l'équilibre et la mesure, bref, suivant un mot en vogue, comment l'humaniser ?

En la pénétrant de l'esprit corporatif.

L'esprit corporatif s'oppose à l'esprit individualiste. Il part de cette vérité naturelle évidente : l'homme vit en société, il se trouve naturellement situé dans des groupes concrets issus de la vie (1) : famille, profession, commune, nation. Cette constatation, qu'aurait pu faire M. de La Palisse, a pourtant été refusée à beaucoup d'illustres idéologues et à de brillants législateurs dont l'influence fut déterminante sur deux siècles d'histoire. Ainsi Renan a pu dire du Code Napoléon qu'il paraissait fait pour un individu naissant enfant trouvé, mourant célibataire.

L'esprit corporatif tient compte de ce que l'homme est fait

(1) Cf. Tancredè Rothe : *Traité de Droit Naturel* (Sirey); T.R.P. Desrousseaux : *La Corporation* (étude de ses éléments constitutifs comparés à ceux de la famille et de l'Etat (Œuvre de la Jeunesse Ouvrière); Gaston Boivin et Maurice Bouvier-Ajam : *Vers une Economie Politique Morale* (Sirey).

d'un corps et d'une âme. Il s'oppose au matérialisme et proclame que la loi de vie des peuples est la loi morale. Il respecte la personne humaine dans la plénitude de ses attributions et fonde les liens sociaux sur un échange de services équivalents.

En définitive, l'esprit corporatif, c'est l'esprit de justice.

Le nouvel ordre social animé de cet esprit corporatif ne peut en aucune façon être comparé dans ses réalisations à celui du Moyen Age. On ne saurait trop le répéter, car on a trop souvent vite fait de classer La Tour du Pin et sa corporation au musée historique. Si les armements et les formations des armées modernes ont été totalement transformés depuis César et Napoléon, on continue cependant à s'inspirer de leurs principes du commandement et de la tactique. Ainsi l'existence des groupes humains, la communauté de leurs intérêts, la force de leur association sont des vérités éternelles de la vie sociale et, cependant, la hiérarchie et l'intensité de ces unions, la forme et la rigidité de leurs liens, leur réglementation interne, leur degré d'inféodation entre elles et vis-à-vis de l'Etat sont essentiellement fluides et variables, suivant les conditions géographiques, techniques, économiques du milieu social considéré.

La corporation appropriée aux temps modernes sera démocratique, c'est-à-dire qu'elle se formera par la base et non par le sommet. Elle sera spontanée, libre, ouverte à tous. Elle sera élective (1), organique et hiérarchisée. *Un respect égal de droits divers* animera sa vie interne. Elle sera personne morale publique, dotée du droit de propriété et de ses corol-

(1) En régime corporatif, la portée du vote électoral est tout à fait différente de ce qu'elle peut être en régime individualiste. En effet, le droit de vote y devient un attribut de la fonction de l'individu au sein de sa catégorie sociale; ainsi que le montre avec clarté Mihaïl Manoïlesco, l'intégration pondérée de chaque syndicat de catégorie dans la représentation corporative comporte beaucoup moins d'arbitraire que l'intégration de l'individu dans la représentation démocratique, car la composition de tout comité dirigeant est établie, non seulement en raison du nombre respectif des membres de chaque groupe représenté, mais aussi en raison de l'importance fonctionnelle de la catégorie représentée, tandis que dans le système démocratique, l'intégration a comme base unique le nombre; quelle que soit la différence d'importance des parties intégrées, leurs membres sont considérés comme également importants. Qu'en régime corporatif il subsiste néanmoins inévitablement une part d'arbitraire dans la traduction numérique de l'importance relative des différents groupes, cela est évident, puisque l'idée de fonction introduit un élément d'appréciation qualitative sujette à erreurs. « Mais ces erreurs ne peuvent jamais être si grandes que l'erreur qui consiste à admettre l'égalité de tous les membres d'une corporation, quel que soit leur rôle. Apprécier approximativement l'inégalité naturelle est un moindre écart par rapport à la réalité que de déguiser cette inégalité en égalité ». (*Le Siècle du Corporatisme*, p. 271).

lares, investie de pouvoirs législatifs et judiciaires. Elle sera régionale ou nationale suivant les cas.

Elle fournira les éléments de la représentation nationale des intérêts économiques et sociaux. Elle sera l'inspiration, la limitation et le contrôle du pouvoir exécutif. Celui-ci, arbitre nécessaire des intérêts organisés, doit être fort et stable. La Tour du Pin était foncièrement monarchiste; mais il n'a pas obligatoirement lié le fonctionnement du régime corporatif à la monarchie.

« Le régime corporatif est une forme sociale tempérée de démocratie par le respect du droit des faibles, et d'aristocratie par la faculté d'ascension sociale ouverte à tous; elle a cela de remarquable qu'elle s'harmonise avec tous les régimes politiques qui ne sont pas comme le césarisme en contradiction avec le droit naturel. Car si l'organisme corporatif fournit au régime républicain les substructures qui lui manquent aujourd'hui, il fournit au régime monarchique le contre-poids des libertés publiques qui le préservent de ses écueils, le favoritisme et l'absolutisme. Etant lui-même un droit historique, il n'en contrarie aucun et, naissant d'une formation spontanée, il est l'essence du gouvernement populaire. » (230 et 231).

Corporatisme d'Etat.

Le régime corporatif s'harmonise, nous dit La Tour du Pin, avec tous les régimes politiques qui ne sont pas, comme le césarisme, en contradiction avec le droit naturel. Le césarisme est la concentration de tout pouvoir social dans l'Etat en une seule personne ou en un seul corps. La Tour du Pin se faisait gloire de le combattre sous toutes ses formes; il récusait aussi bien l'omnicompétence d'un homme que d'une assemblée, — témoin son hostilité rétrospective à l'Empire, et même à la Monarchie absolue qui, depuis la Renaissance, disait-il, a faussé le droit national par sa méconnaissance des libertés corporatives.

Pour ce « chevalier de la liberté », ainsi que le désigne fort joliment M. Paul Chanson, la compétence politique du chef de l'Etat doit être rigoureusement délimitée : on a trop souvent confondu partage et limitation des pouvoirs. Le secret de la liberté se trouve dans leur stricte délimitation respective. Le régime corporatif et le régime représentatif conçus par La Tour du Pin sont de nature à circonscrire le domaine de l'Etat, grâce à la décentralisation corporative et à la décentralisation territoriale. Ils sont de l'essence du « gouvernement populaire » parce qu'ils reposent essentiellement sur la libre

constitution, par le jeu de l'association, des organismes administratifs et professionnels; c'est par l'application du suffrage universel exprimant des fonctions ou des intérêts, et non des opinions, que se forment, à la base, les premiers corps d'administrations ou de métiers, puis par voie de délégations successives se constitue, de bas en haut, l'échelle des organismes administratifs et des groupements consultatifs, pour arriver finalement aux Chambres nationales de représentation territoriale et corporative.

Cette esquisse rapide montre, d'ores et déjà, que la doctrine française du régime corporatif ne peut, en aucune façon, se reconnaître dans les réalisations de certaines nations voisines, qu'il est pourtant d'usage, à l'heure actuelle, de désigner sous le nom de « corporatisme d'Etat ».

Au cours d'une récente conférence prononcée à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, M. Jean Daujat a nettement démontré que les discussions qui se sont établies depuis plusieurs années entre ces mots : « corporatisme d'association » et « corporatisme d'Etat » sont tout à fait vaines. Dans ce débat, il n'y a pas, dit-il, de problème réel puisque l'on ne discute que sur des conceptions de l'esprit. En effet, si on entend par « corporatisme d'Etat » le fait que l'Etat gère lui-même les professions, les absorbe et en fait des administrations publiques, nous avons affaire à du « socialisme ». Si de même on voulait entendre par « corporatisme d'association » un affranchissement total des pouvoirs publics on tomberait dans « l'anarchisme ».

Si on entend seulement que tout en étant soumises à l'autorité, aux lois et au contrôle des pouvoirs publics, les professions organisées et disciplinées en institutions corporatives ne sont pas des administrations absorbées et gérées par l'Etat, mais ont une existence privée et se gèrent elles-mêmes, on définit tout simplement « le corporatisme ».

Les régimes corporatif et représentatif de La Tour du Pin s'opposent diamétralement, sur le plan politique, aux régimes totalitaires car les libertés essentielles de la personne ne peuvent être sauvegardées sans une ferme distinction entre la société et l'Etat : « l'Etat n'est qu'un mécanisme artificiel au service de cet organisme naturel qu'est la société : ceux qui y exercent le pouvoir n'ont, vis-à-vis de la société, que des devoirs, tandis qu'elle seule a des droits » (A. 16). L'Etat totalitaire prétend, au contraire, comme s'il avait une fin en lui-même, se confondre avec la société. Il se doit donc d'absorber les personnes et de les refondre suivant le moule idéal

de ses tendances et de ses mystiques. C'est la fin des autonomies et des libertés légitimes, indispensables à l'homme et à ses groupes naturels pour atteindre les fins providentielles.

Néanmoins on ne saurait nier que les révolutions italienne et allemande ont cherché à dépasser le capitalisme pour atteindre un ordre où serait respectée la primauté du travail et, si le mot corporation a pu être retenu par l'organisation italienne, c'est qu'il y a tout de même à la base la volonté de grouper les intérêts professionnels en communautés. C'est en tant que réaction contre l'individualisme qu'il faut étudier les manifestations du fascisme et du national-socialisme. Nous n'avons pas à porter ici un jugement de valeur sur les résultats qui ont été obtenus dans ces deux nations voisines, car les destinées de chaque pays sont commandées par des nécessités profondes dépendant de son histoire, de ses traditions, de son passé immédiat et de sa situation actuelle. Il est possible d'ailleurs que le caractère d'étatisme des organisations italienne et allemande ne soit imposé que par des obligations impérieuses de l'économie de guerre. En effet, les déclarations de principe initiales des chefs de ces deux Etats s'opposent au socialisme et affirment vouloir maintenir le libre fonctionnement des initiatives individuelles.

Il faut reconnaître d'ailleurs que si la corporation italienne est un instrument de direction économique entre les mains de l'Etat, elle est également une synthèse de groupes professionnels, ainsi que le montre nettement M. Henri Denis, chargé de cours à la Faculté de droit de Dijon, dans son récent ouvrage intitulé : *La Corporation* (1). Ce sont, en effet, les délégations des syndicats qui constituent les conseils corporatifs et le vote y a lieu par délégation et non par tête : ce trait révèle la possibilité d'une activité interne de la corporation ayant trait à l'arbitrage et à l'accord des intérêts patronaux et ouvriers, ainsi qu'à la conciliation des intérêts des associations patronales des différentes professions. Ainsi, conclut M. Denis, l'on peut dire que l'un des problèmes fondamentaux du capitalisme moderne — la détermination des rapports entre les travailleurs et les entrepreneurs — reçoit sa solution par une voie véritablement corporative, c'est-à-dire par libre discussion entre les groupes intéressés au sein de la profession. De même la corporation peut déployer une activité tout à fait analogue dans le domaine des oppositions d'intérêts entre professions différentes. La voie est donc ouverte pour une solution corporative aux problèmes de la production.

(1) Collection *Que sais-je*, Presses Universitaires de France (1941).

Mais tout cela n'est qu'une voie dans laquelle ne semble pas encore vouloir s'engager l'organisation italienne; M. Denis ne manque pas, en outre, de faire des réserves justifiées quant au degré de représentation véritable assurée aux intéressés par les syndicats fascistes.

On se demande d'ailleurs si cette évolution est possible quand on se reporte à des définitions du régime corporatif comme celle que nous lisons sous la plume de M. de Michelis (1), sénateur du royaume d'Italie : « C'est à un pouvoir politique suprême, représentant les intérêts des générations actuelles et futures, qu'il appartiendra, étant donné les dimensions des entreprises d'aujourd'hui et la disparition ou l'affaiblissement des anciens régulateurs automatiques du système, de coordonner les initiatives particulières en vue d'un fonctionnement plus parfait de l'ensemble, susceptible de mieux satisfaire les besoins de la production et de la consommation. Cette autorité, ce sera l'Etat, à l'intérieur de chaque entité nationale, et un organe international pour les ensembles plus vastes. Sans se substituer à l'entreprise privée, sans peser sur elle par toutes sortes de règlements et de contraintes qui risqueraient de gêner le processus de la production, l'autorité en réglera les effets en vue des besoins généraux, agissant en cela comme un pouvoir de discipline et d'assistance ».

Cette définition nous paraît détruite par une contradiction interne; si c'est le pouvoir politique qui coordonne directement les activités particulières sans l'institution organique de groupements professionnels intermédiaires suffisamment autonomes, on ne pourra éviter les règlements et les contraintes paralysantes pour la production. C'est en effet ce qui s'est passé : M. Georges Bourgin dans son livre *L'Etat corporatif en Italie* (2) montre la lourdeur de la bureaucratie syndicale et de l'armature des corporations d'Etat italiennes. Il cite le ministre Botaï qui déclarait en 1930 que dans les syndicats fascistes il y avait un fonctionnaire pour 200 membres.

M. Roland Pré, dans son analyse du corporatisme en Italie (3), montre que toute l'organisation syndicale fasciste est conçue pour fonctionner sur le mode autoritaire. De la base au sommet de cette organisation, chacun de ses éléments est strictement subordonné au suivant qui exerce effectivement

(1) *La Corporation dans le Monde*. Economie dirigée internationale, p. 275. Desnoël et Steele (1935).

(2) Aubier (1935).

(3) *Le Bilan du Corporatisme*. Librairie Technique et Economique (1936), p. 27.

sur lui un droit de contrôle et un pouvoir disciplinaire. Les organes inférieurs ne peuvent être reconnus par les pouvoirs publics qu'après un avis favorable de l'organe qui leur est hiérarchiquement supérieur. La même approbation est nécessaire pour toutes les décisions de caractère réglementaire qui peuvent être prises aux divers échelons de l'organisation syndicale, en particulier pour celles qui rendent obligatoires les contrats collectifs.

Au sommet, les pouvoirs publics exercent un contrôle extrêmement sévère, à la fois sur le choix du personnel des institutions syndicales et corporatives et sur les décisions qu'elles prennent, à tel point que M. Roland Pré estime que la paix sociale n'est véritablement maintenue que par la pression exercée par les pouvoirs publics dans les règlements des conflits. Il conteste que soit introduit un véritable esprit de collaboration confiante entre le capital et le travail. Enfin il redoute qu'au fur et à mesure de l'extension des contrôles de l'Etat sur toutes les activités de l'ouvrier — y compris ses loisirs — il ne se produise une diminution des capacités d'action et des qualités d'audace, d'entreprise et d'indépendance.

Quant à l'organisation économique elle est assurée par les groupements patronaux. Le professeur Lescure fait un rapprochement intéressant avec le système des cartels et des trusts (1). En tout état de cause, le système italien se rattache indubitablement aux systèmes d'économie planifiée et dirigée et se trouve en opposition complète avec l'économie corporative conçue par La Tour du Pin.

Si la noblesse des sentiments, en particulier l'esprit de sacrifice, la volonté de servir, infusés à l'individu soumis aux intérêts de la communauté, a donné aux doctrines fascistes un dynamisme interne incontestable, on ne peut en aucune façon reconnaître au corporatisme italien, comme M. de Michelis le prétendait, un caractère universaliste, car on ne saurait trop insister, comme le fait le professeur Baudin (2), sur les dangers graves que présentent le nombre, la rigueur et la complication des contrôles étatistes, développant inévitablement un fonctionnarisme parasitaire et paralysant et suscitant progressivement l'engourdissement et la crainte, même chez les chefs d'entreprises. Nous concluons avec le professeur François Perroux : « Entre corporatisme étatisé et socialisme

(1) *Le nouveau régime corporatif italien*, « Cartels et Trusts », Lévitan (1934).

(2) *Le Corporatisme*, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence (1942).

d'Etat la frontière est tracée par les buts, les fins qu'imposent les dirigeants, non par les moyens qu'ils emploient. Le fascisme aura peut-être un jour à livrer combat sur cette frontière » (1).

Il n'y a pas, à proprement parler, dans la nouvelle économie allemande, d'organisations qui soient même qualifiées de corporatives; on ne saurait traduire « stand » par corporation sans risquer d'en fausser le concept et de se priver d'un fil conducteur précieux dans l'analyse des réalisations allemandes. Il ne faut pas perdre de vue que la doctrine nationale-socialiste fonde l'organisation économique non sur les corps et professions, groupements d'activités analogues, mais sur les « stands » ou « états », groupements d'activités diverses concourant à la satisfaction d'un même besoin fondamental de la société.

L'organisation allemande nous paraît caractérisée, d'une part, par la volonté d'instance dans l'entreprise, la notion fondamentale de communauté de travail, d'autre part par l'emprise totalitaire de l'Etat sur toutes les activités (2).

L'institution du stand alimentaire du Reich est une organisation particulièrement intéressante; elle puise sa force sentimentale dans les vieilles conceptions du Moyen Age chrétien et dans le désir d'établir une nouvelle chevalerie paysanne (3). Ses attributions sont extrêmement développées. Les textes laissent dans une large indétermination la nature des rapports entre le stand et l'Etat, aussi bien que le problème du partage des attributions entre les deux pouvoirs. Le national-socialisme veut réaliser l'autonomie des organes d'administration économique. Il affirme par là son opposition à la conception socialiste de la planification. Mais par ailleurs l'Etat a une compétence totalitaire dans tous les domaines, sans aucune limitation juridique préétablie. Ainsi le stand est une « personne autonome » de droit public (H. Denis), qui prend des décisions obligatoires à l'égard de tous, dispose d'un pouvoir illimité d'intervention dans l'activité économique de ses membres, peut leur infliger de fortes amendes, juge enfin les conflits suscités par ses décisions. Par contre elle n'a aucun moyen de résister aux injonctions de l'Etat et à ses interventions dans le domaine de sa compétence. Pratiquement, le problème des rapports du stand avec l'Etat est réglé aujourd'hui par le fait que le chef des paysans du Reich et le ministre de l'Agriculture sont une seule et même personne.

(1) *Capitalisme et Communauté de travail*. Sirey, p. 61.

(2) Sur les détails de l'organisation allemande, cf. les ouvrages déjà cités de MM. R. Pré, F. Perroux, L. Baudin et H. Denis,

(3) *La Race*. Sorlot (1939). (Darré).

Nous adopterons la conclusion de M. H. Denis, qui se rapproche singulièrement de celle que nous avons admise au sujet de l'organisation italienne. Le caractère d'avenir du stand dépendra des fins auxquelles il est ordonné; il peut fonctionner comme organe de régularisation des marchés et assurer un arbitrage fructueux des intérêts professionnels ou, au contraire, l'exécution des injonctions du pouvoir central peut l'amener à s'immiscer à un tel point dans le marché et dans les calculs non seulement des entreprises industrielles et commerciales, mais aussi des exploitations agricoles, que l'on ne voit plus guère comment les intérêts particuliers peuvent encore trouver à s'exprimer. Alors il semble que l'on soit bien près de réaliser un système planifié, dans le sens où cet adjectif s'oppose à celui de corporatif.

Corporatisme d'Association (1).

Tandis que le corporatisme d'Etat réalise une économie dirigée et planifiée sous une forme contraignante, l'institution corporative ménage, entre les entreprises et l'Etat, un plan intermédiaire où tous les intérêts trouvent une représentation effective.

Il est très difficile de définir avec précision le sens courant du mot corporatisme. En effet, sous ce vocable se groupent, à l'heure actuelle, un assez grand nombre de tendances, d'idées, de doctrines, de conceptions sensiblement différentes. Il n'y a pas, selon le mot de M. P. Virion, professeur à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, un corporatisme, mais des corporatismes. Nous renvoyons pour l'examen de ces variantes, à l'exposé très complet qu'en a fait M. M. Bouvier-Ajam dans son livre *La Doctrine Corporative*.

Nous voyons, quant à nous, comme lien commun à ces diverses expressions d'une même tendance, la recherche du bien commun permanent des différents groupes sociaux, en opposition avec la recherche immédiate du bien individuel, caractère essentiel des régimes individualistes.

Cette recherche des multiples biens communs d'une société conduit nécessairement à l'élaboration d'un droit corporatif et à l'édification d'un Etat corporatif. Nous ne croyons donc pas suffisante la définition quelque peu négative de M. F. Perroux qui comprend avant tout le corporatisme

(1) Coquelle Viance appelait le corporatisme d'association un *corporatisme spontané*, par opposition au *corporatisme imposé* par l'Etat. (Cf. *Un Ordre Corporatif Français* (Flammarion); *Libertés Corporatives et Unité nationale* (Dunod).

comme une réaction contre la dissociation des facteurs travail et capital (1). Nous croyons d'ailleurs essentiellement vague le contenu des idées groupées sous les mots en « isme ». Aussi préférons-nous adopter la définition donnée par M. L. Salleron (2) du régime corporatif : celui qui, reconnaissant l'association comme un phénomène inhérent à la nature humaine, organise ce phénomène en donnant aux groupes sociaux des cadres juridiques où soient définis leurs pouvoirs respectifs et leurs pouvoirs à l'égard de leurs membres. Cette définition est, certes, très générale, mais elle pose le principe doctrinal fondamental sur lequel il faut tout d'abord établir un accord de base. Quand, ensuite, l'on désire passer au domaine de l'application, il faut se garder, à notre avis, de formuler des règles absolues : un planisme corporatif présente les mêmes dangers que tous les autres systèmes de construction à priori en matière économique et sociale. Ainsi que le dit fort justement M. H. Denis (3), il est seulement possible de donner au régime corporatif des cadres assez souples pour que les structures les plus favorables puissent s'y révéler par une lente maturation. Tel a été d'ailleurs le point de vue de La Tour du Pin.

Avant de reprendre l'étude de ses ouvrages pour en extraire les définitions de la corporation et l'indication sommaire du rôle que ses organes sont appelés à jouer, nous voulons nous demander quelles sont les intentions du Chef de l'Etat Français à l'égard des institutions corporatives. Or, dans son discours du 1^{er} mai 1941, le Maréchal a déclaré : « L'ordre social nouveau, tenant compte de la réalité économique et de la réalité humaine, permettra à tous de donner leur effort maximum dans la dignité, la sécurité et la justice » ; examinant successivement l'artisanat et l'industrie, il a constaté dans l'artisanat l'existence de pré-corporations en attente d'une consécration légale et, dans l'industrie, « des progrès sensibles » de l'idée corporative : « L'expérience a montré que partout où des hommes de bonne foi, même issus de milieux sociaux très divers, se rencontrent pour une explication loyale, les malentendus se dissipent pour faire place à la compréhension, puis à l'estime, puis à l'amitié.

« Lorsque dans chaque entreprise ou dans chaque groupe d'entreprises, patrons, techniciens, ouvriers auront pris l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur

(1) *Capitalisme et Communauté de travail*, p. 303.

(2) *Naissance de l'Etat Corporatif*. Grasset (1942).

(3) *Op. cit.*, p. 118.

profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales : apprentissage, placement, qualification, allocations familiales, secours de maladie, retraites, logements ou jardins ouvriers, il ne tardera pas à se créer entre eux une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructibles ».

De cette déclaration du Chef de l'Etat nous pouvons conclure avec M. Bouvier-Ajam que la réforme corporative s'inspirera des principes du corporatisme spontané : il s'agit moins d'imposer une réforme de structure que de rendre légales les institutions existantes et, s'il faut légiférer, cette législation ne sera faite qu'au jour où de saines habitudes auront été prises, où des solidarités d'intérêts auront été comprises et affirmées.

C'est dans cet esprit qu'il faut interpréter et appliquer les lois du 16 août 1940 et du 4 octobre 1941 : avant d'instaurer, en droit, un véritable régime corporatif il est indispensable qu'une transformation des mœurs et des coutumes économiques et sociales se produise lentement par des contacts permanents entre les différents éléments professionnels au sein des premiers organismes créés par ces lois. Et, si bien des critiques s'élèvent aujourd'hui, à juste titre, contre un dirigisme étatiste et contre une restriction excessive de la liberté syndicale, n'y a-t-il pas lieu cependant d'admettre leur nécessité temporaire tant que dure la période d'évolution des esprits, de formation de nouveaux usages, d'établissement concret de nouvelles méthodes, de sélection de nouveaux cadres, d'élaboration progressive de nouvelles institutions qui doivent apparaître dans les faits et dans la vie courante avant d'être consacrées par la législation ? (1).

Il faut, cependant, signaler la tendance de plusieurs auteurs à considérer le corporatisme, même basé sur l'organisation spontanée des associations, non pas, avec La Tour du Pin et son école, comme le seul moyen d'échapper au socialisme d'Etat, mais au contraire comme une inclinaison dangereuse et difficilement évitable, vers une intrusion permanente et obligatoire des interventions de l'Etat dans le domaine économique et social. C'est ainsi que le professeur Baudin écrit dans *Le Corporatisme* : « Les expériences que nous venons d'étudier sommairement nous apportent peu de

(1) La Tour du Pin revient très souvent sur cette nécessité : la corporation ne se crée pas, elle se reconnaît. Il ajoute qu'il en est des membres du corps social comme des membres du corps humain, la reconstitution solide d'un membre brisé exige qu'on ne retire les attelles qu'au bout d'un temps suffisamment long pour que la circulation du sang ait repris et que les tissus aient retrouvé une résistance normale.

lumières. La corporation d'association est regardée comme seule véritable par M. Bonnard — et elle n'existe pas ! » (p. 141) ; puis encore : « Un corporatisme d'Etat tend à la fonctionnarisation et à la rigidité, un corporatisme d'association est plus souple, mais nous ne disposons pour être renseignés à cet égard que des indications peu rassurantes fournies par l'histoire des corporations d'Ancien Régime » (p. 159). C'est aussi M. A. de Péraldi, dans une petite brochure tout récemment éditée chez Hachette, intitulée *le Corporatisme*, qui écrit : « Le tout est de savoir si le corporatisme d'association ne tend pas inévitablement vers le corporatisme d'Etat. Quelle tentation pour l'Etat, suprême arbitre, d'intervenir dans ces luttes (entre les corporations, composées de groupes d'entreprises) et d'imposer sa loi. Ne nous dissimulons pas d'ailleurs que l'Etat n'a jamais intérêt que se constituent dans la nation de puissants groupes autonomes qui pourraient tenir son autorité en échec. Le corporatisme a d'incontestables avantages. Nous verrons lesquels. Mais, dès maintenant ne perdons pas de vue qu'il porte en lui une menace et un danger : l'étatisme » (p. 7 et 8) ; plus loin : « Le premier danger que le corporatisme porte en lui-même c'est l'ingérence, qui peut bien vite devenir abusive, de l'Etat dans l'économie générale. L'esprit corporatif n'est rien s'il n'est pas l'esprit de recherche d'ingéniosité, d'innovation créatrice. Et vous voyez l'enchaînement inexorable et redoutable des déductions et des faits : pas de corporatisme sans une période préparatoire d'étatisme. L'étatisme tue l'esprit corporatif » (p. 27 et 29). Et M. de Péraldi conclut en faisant remarquer que s'il est légitime de tenter une adaptation de la production à la consommation, il ne faut pas que ce soit par un malthusianisme rétrograde : si la profession organisée s'attachait demain à régler notre production sur la consommation de crise, elle manquerait son rôle. Loin d'interdire la création d'entreprises nouvelles, d'étouffer les inventions, de s'opposer à la modernisation des outillages, ainsi que le souhaitent probablement certains corporatistes, il faudra, au contraire, stimuler l'esprit de recherche et d'initiative et accélérer ainsi la reprise de notre activité économique. Dans la reprise d'une production accrue se trouve le salut. « Ce salut, le devons-nous au corporatisme ou à une conception nouvelle de ce que doit être, de ce que sera demain l'économie européenne unifiée ? Les mots importent peu. Les lois pas davantage. Les faits seuls comptent. Il nous faut acquérir l'esprit corporatif, esprit de solidarité, de discipline, esprit communautaire. On pourra faire toutes les lois qu'on voudra.

Elles pourront être excellentes. Les lois ne créent pas les mœurs, elles les sanctionnent » (p. 32).

Nous sommes entièrement d'accord avec ces dernières lignes de M. de Peraldi : les institutions vaudront ce que les hommes en feront. Mais, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de l'indiquer dans cet ouvrage en évoquant La Tour du Pin, certaines institutions favorisent mieux que d'autres le développement de l'esprit salulaire.

Le professeur Ch. Bodin (1) et M. Claude Mauriac, dans la brillante thèse de doctorat en droit qu'il a récemment soutenue devant la Faculté de Bordeaux (2), ont émis des doutes analogues quant à la possibilité d'existence d'un corporatisme d'association : celui-ci ne serait en effet qu'une illusion, une utopie, toute organisation corporative entraînant nécessairement le contrôle de l'Etat, et du contrôle par l'Etat à sa subordination il n'y a qu'un pas à franchir.

Il nous paraît, en effet, exact que tant que l'Etat demeurera organisé suivant une formule de centralisation totalitaire, il sera difficile à des corporations de vivre une existence propre et suffisamment autonome pour ne pas être une proie tentante pour les agents des pouvoirs publics. Nous croyons, en conséquence, que les réformes institutionnelles sont solidaires les unes des autres et qu'un régime corporatif ne peut véritablement fonctionner sans l'existence parallèle d'un régime représentatif limitant et contrebalançant l'expansion envahissante des administrations de l'Etat moderne et exclusif de tout césarisme. Quelle que soit la forme politique du pouvoir, le vieux principe du droit français : le prince en ses conseils, le peuple en ses états, demeure la seule condition suffisante pour établir un équilibre entre des pouvoirs professionnels autonomes et le légitime droit de regard de l'Etat gardien de l'intérêt général.

Quant au fait que le corporatisme n'ait été, en général, jusqu'à présent réalisé que sous sa forme étatiste, il ne nous semble pas que ce soit là une raison suffisante pour condamner le corporatisme libre, nous dirions même volontiers libéral. Quitte à être taxé quelque peu d'optimisme et d'enthousiasme nous trouvons, au contraire, qu'une voie neuve s'ouvre à la France pour affirmer devant le monde, dans la réalisation d'un régime mesuré d'équilibre, d'ordre et de progrès, ses qualités foncières et traditionnelles de bon sens, sa passion de la justice et son goût de l'indépendance. Si les Français

(1) *Le Problème du Corporatisme en France*. Imprimerie de « L'Ouest-Eclair », Rennes (1935).

(2) *La Corporation et l'Etat*. Imprimerie Bière, Bordeaux (1941).

prennent conscience de leur véritable mission, ils peuvent réaliser une magnifique synthèse de leurs qualités individuelles et de la discipline communautaire.

Il ne faut, d'ailleurs, pas négliger l'exemple du mouvement corporatif dans certains cantons suisses. M. F. Perroux en a fait une remarquable analyse dont il a tiré un certain nombre de conclusions sur lesquelles nous reviendrons en examinant le rôle économique des corporations modernes. Un fort courant doctrinal relevant du corporatisme d'association et un certain nombre d'applications législatives ont retenu l'attention de M. Perroux qui ouvre ainsi qu'il suit le chapitre qu'il a réservé à leur étude dans *Capitalisme et Communauté de Travail* : « Dans la floraison des corporatismes contemporains, les doctrines et les réalisations fragmentaires de la Suisse ont une originalité frappante. Elles ne rappellent ni les corporatismes autoritaires de l'Allemagne et de l'Italie, ni les corporatismes plus modérés mais d'empreinte et de contenu politiques, de l'Autriche et du Portugal. Le corporatisme suisse, pris d'ensemble et dans ses manifestations spécifiques, répugne à la dictature. Il assigne à la corporation des fonctions économiques et sociales, mais, à la différence des expériences de Vienne et de Lisbonne, n'entend pas reconstruire à partir d'elle tout l'Etat. Epris de liberté, il est aussi extrêmement divers dans ses formes. Il reflète les variétés incluses dans une petite nation où coexistent pacifiquement des peuples, des confessions, des groupements politiques différents dans le cadre d'un fédéralisme souple, dans le respect d'une tradition commune et, malgré des vicissitudes, dans l'attachement à l'idéal démocratique ».

Après cette rapide revue critique des idées actuellement reçues sous le titre de corporatisme d'association, nous allons tenter d'exposer les conceptions de La Tour du Pin et de ses héritiers spirituels sur la corporation, sa nature, sa formation et son rôle.

La Corporation.

La corporation (1) conçue par La Tour du Pin est un corps officiel et public, chargé, dans les limites d'un territoire, de la gérance du bien commun d'une profession déterminée.

(1) Les définitions suivantes de la corporation et de ses attributions ont été, depuis La Tour du Pin, reprises par un certain nombre d'écrivains et d'hommes d'action tels que MM. Pierre Lucius, de Saint-Germain, Coquelle Viance, F. Baconnier, R. Sémichon, M. Bouvier-Ajam, R. Guillermain, P. Marty, P. Chanson, L. Salleron, R.P. Jarlot, J. Brethe de la Gressaye et H. Denis.

En rapports intimes avec les organismes professionnels volontaires (ou syndicats) dans lesquels elle s'enracine, pourvue d'un pouvoir propre, subordonnée au pouvoir politique mais non en tutelle, la corporation règle et administre les intérêts généraux d'une profession, gère son patrimoine, vide les conflits internes qui éclateraient entre ses membres. Elle est gérée par un conseil corporatif paritaire élu au suffrage universel. Au-dessus d'elle, un corps interprofessionnel règle les questions mixtes ou d'intérêt commun entre plusieurs professions.

La corporation n'est pas seulement un organe de consultation, de représentation ou de défense commune, c'est un organe d'autorité, à la façon du pouvoir communal, quoique sur un plan différent (1).

Pour La Tour du Pin, la corporation comme l'atelier repose essentiellement sur un contrat : ce n'est plus un contrat de travail, c'est un contrat d'association, portant sur l'adoption de règles communes pour l'exercice de la profession.

Elle est distincte du corps de métiers ou corps d'état qui « comprend tous les individus, tous les ateliers, toutes les corporations exerçant la même profession en une même circonscription. On appartient au corps d'état par le seul fait de l'inscription sur le rôle d'une profession. Ce n'est donc pas, à proprement parler, une association, mais l'agglomération professionnelle à laquelle devront être appliquées les règles essentielles de la profession » (A. 98). Le corps d'état a une représentation formée par des éléments des conseils corporatifs qui constituent la chambre corporative régionale.

Son rôle est tout d'abord de fixer les conventions relatives au travail, à son mode de rémunération et aux taux de cette rémunération entre certaines limites, de manière à favoriser l'établissement des « bonnes coutumes du métier » et leurs modifications successives en correspondance avec la situation industrielle et les circonstances économiques. Cette première fonction est, à elle seule, extrêmement importante. Elle est, en effet, très générale. Loin de se contenter, comme l'a fait jusqu'à présent le bi-syndicalisme, d'établir des conventions collectives déterminant le taux des salaires, la corporation aura incessamment en vue l'étude et la mise en application

(1) Bien que ni l'organisation corporative du Moyen Age, ni celle de l'Ancien Régime n'aient présenté un caractère particulier et général avec des types d'organes représentatifs et autoritaires, on trouvera dans l'*Histoire des Corporations de Métiers*, de E. Martin-Saint-Léon, et dans l'*Organisation Corporative de la France d'Ancien Régime*, par Fr. Olivier-Martin, des indications fort explicites sur le pouvoir exécutif de la corporation exercé par les jurés.

des différents modes de rémunération du travail en relation à la fois avec les techniques industrielles modernes, les nécessités de la production et de la division du travail et les aspirations légitimes des travailleurs.

Deuxièmement, le rôle de la corporation sera de rendre la justice et faire la police dans le sein du corps d'état pour l'observation des règles établies comme il est dit ci-dessus : « Cela notamment par l'institution de conseils de discipline d'une composition analogue à celle en usage dans les tribunaux militaires, où tous les grades sont représentés, le titulaire du grade le moins élevé opinant le premier. » La formation progressive du droit corporatif, son application par des tribunaux corporatifs, est un des traits caractéristiques de la libre organisation des métiers voulue par La Tour du Pin.

Troisièmement, la corporation doit créer et administrer toutes les institutions d'intérêt commun : caisses de secours, de retraite, de maladie, de chômage, assurances contre les accidents, sociétés de consommation, avantages collectifs de toutes espèces. Nous reviendrons plus loin sur le rôle primordial du patrimoine corporatif.

En dernier lieu, La Tour du Pin donne à la corporation la mission d'étudier et proclamer les intérêts professionnels; elle seule a qualité pour les défendre et les revendiquer, « c'est-à-dire représenter le corps d'état toutes les fois qu'il a droit à paraître ou à être entendu ». Cette représentation des intérêts professionnels régionaux peut aisément être étendue à un groupe de régions par des unions de chambres corporatives et finalement à la nation, — chaque chambre corporative déléguant un ou plusieurs membres au Conseil national économique.

On voit que dans la conception corporative de La Tour du Pin, cet organisme suprême des intérêts professionnels s'élabore de bas en haut par voie élective et non par désignation arbitraire du pouvoir exécutif. De sorte que nous ne croyons pas que M. le professeur Baudin entende porter un jugement sur le corporatisme d'association lorsqu'il écrit : (1) « L'esprit de classe se révèle en particulier par le désir de participation à la gestion et en général par des tendances égalitaires. Le pouvoir cherche à se manifester par le bas. La corporation au contraire comporte une hiérarchie, le pouvoir vient d'en haut ». Nous suivons, par contre, M. L. Salleron lorsqu'il explique, dans son chapitre sur la doctrine corpo-

(1) *Le Corporatisme*, op. cit., p. 149.

rative (1) que le système juridique actuel n'admettant que la souveraineté nationale et celle-ci ne trouvant son organe principal que dans le Parlement, c'est sur le Parlement que se greffent les puissances syndicales qui ne trouvent pas en elles-mêmes de quoi exercer leur fonction naturelle : « L'individu, bien loin d'être servi par l'association, risque alors de subir sa loi après avoir subi celle du pouvoir politique. Chaque groupe doit tendre au pouvoir universel pour assurer les intérêts restreints dont il a charge. Il perd ainsi une force précieuse dans une lutte mal engagée. Il perd aussi parfois le sens de sa mission, en portant le combat sur un terrain qui devrait lui être interdit car ce n'est pas le sien ». Puis M. Salleron après avoir indiqué qu'il existe, à l'heure actuelle, des groupements plus puissants en fait que n'a jamais été, que ne sera jamais aucune corporation mais dont la puissance vient de l'extérieur, c'est-à-dire du domaine politique, demande le rétablissement de l'autorité à sa place et donc, en ce qui concerne l'économie, la restitution de l'autorité professionnelle à la profession. « Je parle de *restitution* de l'autorité à la profession. C'est le mot qui s'impose. Il ne s'agit pas, en effet, de *délégation*. Les groupes sociaux ont un droit naturel à se gouverner, étant eux-mêmes des faits naturels. Ce qui leur manque aujourd'hui est ce qu'il leur a été ôté. Juridiquement, il s'agit de décentraliser. Mais cette décentralisation sera une redistribution de l'ordre, non pas une charte octroyée ». Cette vraie position du problème a son importance, ajoute M. Salleron, car elle apporte la justification profonde de la revendication unanime qui monte aujourd'hui de toutes les professions, incapables de se sauver sous l'oppression de l'Etat, lequel ne peut, de son côté, porter un secours efficace à ce qu'il connaît mal, à ce sur quoi il n'a pas d'action naturelle et directe.

Ces explications sont nécessaires pour faire comprendre qu'il ne faut pas chercher le critérium distinctif de la corporation dans des détails de fonctionnement ou de constitution, mais dans les principes généraux de l'organisation sociale. Par elles-mêmes les corporations ne sont point autre chose que *des sociétés naturelles juridiquement organisées*.

En résumé, le régime corporatif est une organisation de la société en corps professionnels, intermédiaires entre les individus et l'Etat, autonomes dans leurs domaines respectifs, pourvus de droits propres et dont le rôle est politique, économique et social.

(1) *Naissance de l'Etat Corporatif*, op. cit., p. 83 et suivantes.

Cependant il ne faut pas croire que le régime corporatif n'ait en vue que l'intérêt des corps de métiers : l'école allemande d'O. Spann et de W. Heinrich prévoit même une hiérarchie nécessaire des corporations suivant le degré de spiritualité que chacune représente; il y a là une réaction intéressante, une tentative de rétablissement de la priorité du spiritualisme en réaction contre l'invasion du matérialisme; cette conception du corporatisme réduit l'économie à son rôle naturel en lui donnant tout son droit mais rien que son droit. Manoïlesco qui cite favorablement cet esprit de l'école allemande n'admet pas, cependant, cette « hiérarchisation » parce qu'incompatible avec le principe fonctionnel et parce que son critérium de base, le degré de spiritualité, est purement extérieur et arbitraire. Nous ne prenons pas parti dans ce débat, mais nous notons, avec satisfaction, qu'à la suite de La Tour du Pin, un des maîtres du corporatisme moderne se préoccupe de la place et du rôle que des corporations culturelles doivent occuper et remplir à côté des corporations économiques (1). M. Manoïlesco se rend compte que ces idées restent étranges et surprenantes dans notre époque de centralisation. Elles évoquent, dit-il, surtout l'idée tellement combattue au xix^e siècle de « l'Etat dans l'Etat ». « Pourtant la grande vertu du corporatisme c'est justement celle de créer des Etats dans l'Etat. C'est le seul moyen de soustraire les domaines les plus essentiels et les plus sensibles de l'activité nationale à l'influence néfaste de la politique des partis. Le corporatisme pur, conséquent avec lui-même, doit reconnaître à l'exercice des fonctions spirituelles le même droit à l'autonomie qu'à celui des fonctions économiques » (2).

Rôle politique de la Corporation.

« Fournir par l'élection une véritable représentation de tous les droits ». M. Bouvier-Ajam (3) a montré les difficultés pratiques que ne pouvait pas manquer de rencontrer le corporatisme politique parlementaire : il va sans dire qu'il serait absurde de soumettre les questions de politique pure à une assemblée économique; à ce sujet, bien connue est la boutade du professeur Joseph Barthélemy : « Faut-il prêter à la Hongrie ? Doit-on séparer l'Eglise de l'Etat ? Est-il sage de conclure le pacte à quatre ? Comment obtenir une justice juste ? En quoi une assemblée de boulangers, d'électriciens et

(1) *Le Siècle du Corporatisme*, p. 210 et suivantes.

(2) *Le Siècle du Corporatisme*, p. 243.

(3) *La Doctrine Corporative*, p. 230.

de parfumeurs aurait-elle une capacité spéciale pour résoudre ces délicats problèmes ? » Il est bien évident qu'il faut nécessairement distinguer entre l'économique et le politique. Ceci posé, le problème de la délimitation des pouvoirs demeure extrêmement complexe. Il sortirait du sujet de vouloir prétendre indiquer des solutions personnelles dans ce domaine qui ne peut d'ailleurs être logiquement abordé sans s'attaquer au problème politique lui-même. Nous nous bornerons donc à exposer sommairement comment quelques auteurs ont contribué à éclaircir le sujet.

M. Bouvier-Ajam fait d'abord observer qu'il ne serait pas plus logique de soumettre, même les seules questions économiques, au vote majoritaire d'une assemblée sensée représenter toutes les professions du pays : ce sont les corporations elles-mêmes qui détiennent le pouvoir législatif répondant aux nécessités intérieures de la profession ; la chambre supérieure de l'économie française ne peut avoir qu'un rôle consultatif. M. Bouvier-Ajam signale en outre combien il serait délicat de maintenir les prérogatives d'un parlement politique, étant donné la difficulté qu'il y aurait à délimiter les attributions, les questions économiques et politiques étant de plus en plus interdépendantes. M. Bouvier-Ajam fait d'ailleurs remarquer que le Portugal, ayant superposé un parlement politique à un parlement économique, n'a pas pu pousser jusqu'à leur perfection ses réalisations corporatives.

Pour M. Firmin Bacconnier (1) la représentation des droits et des intérêts, qui remplace en régime corporatif la représentation des partis, n'implique pas la création d'un parlement économique ou corporatif « où s'entasseraient pêle-mêle les représentants des diverses professions », mais suppose la constitution de chambres multiples correspondant aux diverses branches de l'activité professionnelle, et dont le rôle est essentiellement consultatif.

M. H. Lenormand (2) reprenant les indications de La Tour du Pin et les commentaires de M. Bacconnier, nous donne un exposé assez complet de l'organisation en pyramide de la représentation des métiers et des attributions à leurs différents échelons des conseils économiques locaux et régionaux ainsi que des chambres corporatives régionales et nationales.

M. Manoilescu estime nécessaire (3) l'institution de deux

(1) *Le Salut par la Corporation*, p. 235 et suivantes. (Les Œuvres françaises).

(2) *Manuel pratique du Corporatisme*, p. 351 et suivantes. Félix Alcan (1938).

(3) *Le Siècle du Corporatisme*, p. 330.

chambres corporatives « pour des raisons tout à fait nouvelles et tout à fait différentes de celles invoquées par les démocrates du XIX^e siècle ». Ayant en effet distingué les corporations sociales et culturelles (non économiques) et les corporations économiques, il en déduit par voie de conséquence la nécessité de grouper séparément par fonctions les représentants de ces deux catégories qui risqueraient de ne pas parvenir à équilibrer dans une chambre unique leurs intérêts parfois opposés. Le consentement des deux chambres serait indispensable pour toute affaire d'Etat. Par cette méthode de représentation, M. Manoïlesco pense qu'on éviterait de subordonner l'un à l'autre le groupe des services sociaux et culturels et le groupe des services des productions matérielles : ainsi ne verrait-on plus des intellectuels, professionnels de la politique parlementaire, légiférer sans compétence sur les questions économiques ; pas davantage à redouter une domination autoritaire de l'économique sur l'ensemble de la nation. Et si les deux chambres ne s'entendent pas ? M. Manoïlesco répond qu'il ne doit pas y avoir a priori plus de difficultés que dans le système bicaméral actuel du Sénat et de la Chambre.

M. Paul Chanson (1) qui suit de très près les enseignements de La Tour du Pin relatifs au régime représentatif, prévoit un Sénat et une Chambre des Députés : le nouveau Sénat ne sera plus territorial, mais corporatif ; il sera l'émanation des chambres régionales. Celles-ci sont prévues au nombre de quatre : la Chambre Culturelle constituée par les représentants de l'Eglise, des Universités, des Associations culturelles reconnues, enfin de la Magistrature, que La Tour du Pin voudrait désétatiser (2) ; trois Chambres économiques : professions

(1) *Autorité et Liberté*, Constitution de la France, selon La Tour du Pin. (Edition du Temps présent.)

(2) Il est dommage que La Tour du Pin n'ait pas précisé comment on pourrait réadapter les compagnies judiciaires aux temps nouveaux. A noter d'ailleurs que si la magistrature de droit commun conserve ses prérogatives actuelles, le régime corporatif institué, par contre, de nombreuses juridictions autonomes, tantôt économiques, et tantôt culturelles, et qu'il s'agira d'intégrer à la juridiction ordinaire comme l'ont été les tribunaux consulaires et les conseils de prud'hommes. « On touche aujourd'hui ce que les gouvernements démocratiques ont fait pour la considération des magistrats. En supprimant les justices corporatives, ils ont supprimé les compétences ; en disposant des sièges, ils ont supprimé l'indépendance ; en dictant des arrêts, ils ont ruiné la respectabilité. C'est sans doute une mission du gouvernement de faire régner la justice, mais cette mission demande une élévation de sentiments, une sûreté de discernement et une intégrité de caractère dont les garanties ne peuvent s'obtenir que par l'autonomie des corps judiciaires (308). « L'indépendance du juge était l'une des traditions les plus chères et les plus constantes de l'Ancien Régime, et sa magistrature était indépendante, grâce à ses corps autonomes, à ses compagnies judiciaires, comme on disait jadis » (451).

libérales, professions agricoles, professions industrielles et commerciales. Le Sénat comportera donc quatre sections qui siégeront tantôt distinctement, tantôt conjointement. « Le Sénat de 1875, qui était censé constituer le Grand Conseil des Communes, se transformerait ainsi en Grand Conseil des Corporations, c'est-à-dire en une représentation réelle du corps social (476) ». Il comprendra, en outre, des représentants de l'Etat.

La représentation territoriale serait assurée par une Chambre des Députés nommée par les Conseils régionaux, habilitée à consentir les impôts, à participer à l'établissement du budget de l'Etat et à contrôler l'emploi des deniers publics.

Au Sénat seraient réservées des attributions d'ordre législatif; expression des droits et des intérêts, — acceptation des lois élaborées par le gouvernement de concert avec le Conseil d'Etat. Le Sénat deviendrait ainsi le bastion des libertés corporatives puisque le Chef de l'Etat ne peut légiférer sans son assentiment. Il serait, en outre, d'après M. Chanson, investi d'un droit de consentement aux actes politiques importants du gouvernement, analogue à celui que La Tour du Pin confère explicitement au Conseil communal et à la Chambre régionale.

Le Chef de l'Etat assisté de ses ministres responsables devant lui et des conseils constitués (Conseil d'Etat, Cour des comptes, Cour de cassation) exerce un gouvernement personnel, rigoureusement délimité quant à sa compétence, au rebours du gouvernement parlementaire dans lequel « le pouvoir suprême est divisé mais illimité. Dans le régime représentatif il est entier dans une seule main, mais limité dans la sphère de ses attributions » (A. 46). Ce n'est qu'en réfléchissant à ces propositions que l'on peut apercevoir cette immense possibilité de libertés du régime corporatif conçu par La Tour du Pin. Cet aspect de sa pensée échappe encore à la plupart de nos contemporains, en particulier aux démocrates qui ne se rendent pas compte que « le régime parlementaire n'est qu'une forme du césarisme, c'est-à-dire l'usurpation de tous les droits par un soi-disant droit suprême qui n'est que la violence exercée légalement par le plus grand nombre » (A. 46).

Les corporations économiques et culturelles forment, nous l'avons déjà dit, des Etats dans l'Etat, qui sont « souverains dans la limite de leur compétence ». Là où les corporations sont compétentes l'Etat ne l'est plus, réserve faite d'un contrôle éventuel qui est tout autre chose qu'une direction autoritaire. M. Chanson donne l'exemple du recteur de l'Université de Paris qui, en régime parlementaire, est désigné par le ministre

et qui, en régime corporatif, serait désigné par la corporation autonome de l'Université.

En second lieu la compétence de l'Etat se voit limitée par un régime représentatif qui organise et émancipe les communes et les régions devenant, elles aussi, des Etats dans l'Etat. M. Chanson prend cette fois l'exemple de l'instituteur actuellement nommé par le préfet et qui serait, en régime représentatif, nommé par le triple concours de la commune, de la région et de l'université régionale. Nous renvoyons, pour plus de compréhension, à l'ouvrage de M. Chanson : *Autorité et Liberté* et aux *Jalons de Route* de La Tour du Pin. Nous retenons, cependant, comme conclusion essentielle, que le Chef de l'Etat ne gouverne librement que dans le cadre des lois consenties par le Sénat corporatif et grâce aux crédits votés par la Chambre représentative.

Rôle économique de la Corporation.

La Tour du Pin confie à la corporation les rôles suivants : l'organisation du travail, l'institution de la propriété du métier et d'une justice professionnelle, la constitution et la gestion d'un patrimoine corporatif, la représentation des droits et des intérêts. Il ne s'est pas préoccupé de prévoir par le détail ce que pourrait être l'œuvre réglementaire des corporations reconstituées en matière économique. Certains veulent y voir une faiblesse; il nous semble, au contraire, que son premier titre de gloire réside dans la sagesse, la prudence et l'envergure avec lesquelles il a su dégager les principes d'un nouveau droit social et constitutionnel, laissant aux hommes compétents et à la leçon des événements, le soin d'élaborer, d'agencer et de mettre en pratique les règles concrètes de la vie professionnelle nécessairement mouvante suivant les temps et les lieux.

Nous rappelons cependant que La Tour du Pin a nettement condamné la concurrence absolue, entendant par ce mot la concurrence libre de porter indistinctement et sans limite sur la rémunération de la main-d'œuvre et sur la qualité des produits : si le moteur de l'économie demeure, en l'absence de toute préoccupation d'ordre moral, « la rente du capital », il est inévitable que le jeu mécanique de la concurrence provoque et l'avitaillement de la qualité au détriment du consommateur, et des troubles graves dans le corps social au détriment des conditions de vie de l'ensemble des travailleurs. La Tour du Pin s'est borné à rappeler qu'une saine concurrence peut cependant rester l'âme de la production, ainsi que l'atteste

la vie corporative de jadis bien que se trouvant limitée par des contrôles portant sur les salaires, la qualité et le prix de vente. Le point limite de la concurrence, que ne manque pas de citer La Tour du Pin et qui nous semble l'illustration frappante et irrécusable de la nécessité d'une modération légale de sa liberté, se trouve dans l'exemple classique de la main-d'œuvre asiatique : il n'est pas possible pour aucun peuple occidental de laisser pénétrer sur son territoire, sans tarif de douane compensateur, des marchandises fabriquées par des populations dont le niveau de vie est hors de comparaison possible avec le sien.

La libre concurrence ne pouvant se concevoir à l'échelle mondiale, faut-il en conclure à sa condamnation à l'échelon national ? Si l'on s'en tient aux directives qui se dégagent des leçons de prudence et de justice sociale que nous enseigne La Tour du Pin, on doit, évidemment, reconnaître aux corporations le droit d'intervenir pour en limiter la portée et pour en nuancer le principe et leur attribuer le pouvoir nécessaire pour en corriger les effets le cas échéant. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille en conclure à la suppression de la concurrence, à la disparition de l'économie marchande, à la fixation autoritaire des prix. C'est cependant bien souvent dans ce sens que concluent à l'heure actuelle trop de partisans et de détracteurs du régime corporatif. Nous voulons nous élever contre cette conception tendancieuse et lourde de dangers pour l'avenir de l'économie humaine. Trop souvent on confond, plus ou moins consciemment, les mesures de contrainte imposées par les nécessités de l'économie de puissance ou par l'état de disette avec des règles de modération et de sagesse sociale qu'il faudra bien appliquer pour obtenir le minimum de stabilité et de sécurité sans lesquelles il n'y a guère la possibilité d'instaurer jamais une économie de bien-être. Car il est bien certain, quelle que soit la forme que prendront les économies nouvelles, que la liberté individuelle, telle que l'avait conçue l'école libérale du *xix^e* siècle, ne jouera plus sans un certain nombre de restrictions et de limitations. Le problème consiste donc à concevoir et à réaliser une organisation telle : 1° que ses limitations et restrictions soient réduites au minimum ; 2° que le développement des valeurs personnelles n'en soit point contrarié. Comme le dit très justement M. E. Coornaert dans la conclusion de son ouvrage : *Les Corporations en France avant 1789* (1), les corporations seront essentiellement des cadres : « Comment

(1) Gallimard (1941).

dosera-t-on l'autonomie de chacun des éléments dans ces organismes, la liberté d'action de chaque corporation ou profession dans sa sphère, son rôle dans la cité ? Nous n'en savons rien, car jusqu'à présent les réalisations qualifiées à l'étranger de corporatives ne sont que des institutions d'Etat et les corporations d'association spontanée n'ont pu encore organiser des professions entières. C'est l'affaire des architectes de la société future, qui auront intérêt à travailler suivant des directions claires, qui travailleront sans doute à tâtons, ralentis dans leurs efforts par mille obstacles et seront amenés, quelles que soient leurs vues théoriques, à composer, peut-être avec des conceptions rivales, certainement avec les réalités ». De plus « les communautés d'autrefois étaient fondées, plus ou moins consciemment, sur un idéal; elles supposaient des règles morales qui vivifiaient, qui débordaient les statuts : l'acceptation du travail, des principes de modération et de solidarité... Le corporatisme peut s'instaurer par des lois; il ne vivra pas sans des consciences. L'organisation de l'économie, comme toute l'organisation sociale, relève à la fois de la technique et de la morale ».

Si l'on examine maintenant les intéressantes conceptions des partisans actuels de l'individualisme et du néo-libéralisme, on verra qu'elles concluent de leur côté aux mêmes nécessités d'un code moral de respect des contrats. On doit pouvoir situer, à l'heure actuelle, le point central d'union des doctrines dans cette reconnaissance générale de la nécessité première d'une morale sociale. « Enfin n'oublions pas qu'aucune société n'est possible sans morale. Le mécanisme des prix exige le respect des contrats et la loyauté de la concurrence » (1).

De même dans l'ordre d'idées de l'organisation économique, la reconnaissance de principe de la nécessité d'une certaine réglementation nous paraît aujourd'hui admise par toutes les doctrines. C'est ainsi que nous lisons, dans le manifeste publié par le Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme, après la réunion tenue à Paris au mois d'août 1938 sous la présidence de M. Walter Lippman : « Etre néo-libéral, ce n'est donc nullement être conservateur dans le sens du maintien des privilèges de fait résultant de la législation passée. C'est, au contraire, être essentiellement progressif dans le sens d'une perpétuelle adaptation de l'ordre légal aux découvertes scientifiques, aux progrès de l'organi-

(1) *Le Mécanisme des prix*. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence (1940). L. Baudin.

sation et de la technique économique, aux changements de la structure d'une société, aux exigences de la conscience contemporaine. Etre néo-libéral, ce n'est pas, comme le manchestérien, laisser les voitures circuler dans tous les sens suivant leur bon plaisir, d'où résulteraient des encombrements et des accidents incessants; ce n'est pas, comme le planiste, fixer à chaque voiture son heure de sortie et son itinéraire; c'est imposer un code de la route, tout en admettant qu'il n'est pas forcément le même au temps des transports accélérés qu'au temps des diligences » (1).

C'est encore le professeur Baudin qui indique dans l'Introduction à son cours sur l'*Histoire des Doctrines Economiques* : (2) « L'individualisme exige, pour se développer, une double condition : un certain niveau moral permettant la conclusion des conventions librement consenties en toute sécurité, et la présence d'un Etat capable de faire respecter les personnes, les biens et les contrats. L'individu et l'Etat doivent concourir tous deux à assurer le « fair play », c'est-à-dire construire le cadre dans lequel se dérouleront les actes individuels ».

C'est aussi M. Walter Lippmann, dont la doctrine comporte un ensemble de mesures réglementaires concernant les conditions de l'échange et la police des marchés, qui demande aux pouvoirs publics de veiller à la protection de la qualité des marchandises; ils doivent collaborer à la justice des opérations commerciales en se prêtant à la défense des intérêts de certaines catégories d'acheteurs ou de vendeurs qui sont obligés, par la nature de ce qu'ils offrent, de vendre immédiatement et à n'importe quel prix sans connaître la situation réelle de l'offre et de la demande. Et M. Lippmann insiste sur le rôle moralisateur de l'Etat : « L'Etat libéral ne saurait rester neutre entre ceux qui n'ont pas le moyen de marchander et ceux qui peuvent le faire trop facilement » (3).

Nous retrouvons là les intentions qui animent les théoriciens du corporatisme libre : dégager les producteurs de l'emprise de puissances financières qui viennent fausser le marché et établir des monopoles de fait, est le premier objectif que doit poursuivre une organisation autonome des professions; établir le plus d'égalité possible dans les rapports des

(1) Cité par M. L. Baudin. *Le Mécanisme des Prix*, p. 151.

(2) *Les Cours de Droit*, 3, place de la Sorbonne (1941-1942).

(3) *Cité Libre*, p. 268.

forces économiques entre elles : travail et capital, consommation et production, investissement et épargne, etc... caractérise le but idéal commun à tous les programmes d'ordre social.

Tout le problème est de savoir si l'Etat, n'ayant en face de lui que les individus isolés ou dont les groupements n'ont qu'un caractère privé, se suffit à lui-même pour atteindre ce but. L'école individualiste moderne semble vouloir l'affirmer. Cette affirmation nous paraît quelque peu aventurée. Peut-on concevoir un Etat capable de faire respecter les personnes, les biens et les contrats, sans redouter son intrusion dans les opérations cycliques de la vie économique et sociale ? Jusqu'à présent, quand l'Etat est intervenu pour réglementer ou codifier les activités professionnelles, ses interventions ont presque toujours été entachées d'un manque de mesure, de compétence et d'opportunité. Nous croyons que, pour atteindre les buts recherchés, il est préférable que l'Etat s'en remette aux organismes professionnels librement constitués par les intéressés, à charge par lui d'inspirer et de contrôler leurs manifestations. Il n'y a donc pas, à notre avis, entre l'individualisme « constructeur » et le corporatisme, d'opposition dans les fins poursuivies mais une divergence dans les moyens à utiliser : l'Etat seul est impuissant ou trop puissant ; les corporations, équilibrées par un Etat suffisamment fort pour être indépendant parce que limité organiquement dans ses attributions, sont mieux armées pour arriver au résultat cherché à condition qu'elles soient, dès l'origine, et qu'elles demeurent des groupements volontaires suffisamment vivants et souples pour être constamment adaptés aux nécessités mouvantes de l'économie. Ces institutions idéales sont-elles réalisables ? L'histoire le prouvera. En tout cas, cette ambition n'apparaît pas plus irréelle que celle d'espérer plus d'harmonie sociale grâce à un Etat — demeuré jusqu'à présent théorique — qui soit suffisamment sûr dans son action et modéré dans ses interventions pour éviter les dangereux écueils du dirigisme et du socialisme.

Au surplus nous pensons, avec le professeur Baudin — qui revient sans cesse dans ses différents écrits sur ce danger profond qui menace actuellement toutes les sociétés — que le mal contre lequel il faut, avant tout, réagir à l'heure actuelle, c'est la disparition progressive des valeurs personnelles. « Aujourd'hui, un grand nombre de nos contemporains ont d'eux-mêmes renoncé à la liberté en s'agglomérant. Impuissants à réagir contre les instruments modernes de nivellement : presse, radio, cinéma, ils ont acquis une psychologie de foule.

L'éducateur doit désagréger la masse pour en extraire l'homme » (1).

Cette dépersonnalisation de l'homme demanderait, pour être analysée complètement, une étude très poussée qui tiendrait compte des procédés modernes de travail (concentration, division, automatisme...), des conditions de l'existence dans les agglomérations urbaines ainsi que des facteurs psychologiques, moraux et spirituels. Il nous semble cependant que la multiplicité des fonctions économiques et sociales de l'Etat moderne joue en la matière un rôle déterminant. Les recours perpétuels à l'Etat-providence habituent peu à peu les hommes à compter sur un sauvetage assuré, une sécurité garantie, quelles que soient leurs erreurs ou leurs faiblesses; ils perdent peu à peu ainsi jusqu'à la notion de la responsabilité de leurs actes. Ainsi que le note M. Baudin dans son cours : l'individualisme est une doctrine de volonté; le développement de la personnalité ne peut venir que d'un effort intérieur, œuvre d'une discipline consentie. Or, l'économie est un des plans sur lesquels se meut la personnalité, un des champs d'action destinés à permettre à la personnalité de devenir totale. Et l'homme ne peut pas se dérober à cet appel; il peut ne point faire travailler son esprit, ne point philosopher par carence originaire ou faute d'occasions, mais il est contraint de vivre, donc d'agir économiquement; à cet instant, qui se renouvelle sans cesse, il prend ses responsabilités s'il se trouve en régime individualiste et en les prenant il forge sa personnalité spirituelle » (2).

C'est pourquoi il nous semble qu'un des procédés les plus efficaces pour rendre aux hommes le sens de leur responsabilité, la perception consciente de la valeur personnelle de leur effort dans le travail, consiste précisément à leur mettre entre les mains les moyens de gouverner eux-mêmes leurs intérêts. Si donc il est prouvé que l'individu isolé, soit dans l'atelier, soit dans la profession, se sente impuissant devant la domination de forces financières ou de coalitions impunément irresponsables et inattaquables parce qu'anonymes et privées et que, de ce fait, il renonce au juste combat et qu'il s'abandonne à corps perdu à des agglomérations inorganiques ne développant que l'esprit grégaire, on ne voit pas comment l'Etat pourrait porter remède à cet état de choses. Si, au contraire, on donne aux professionnels des cadres juridiques qui leur permettent, dans la profession comme dans l'entre-

(1) *Le Corporatisme*, p. 221.

(2) Cours de Doctorat, p. 13.

prise, de prendre conscience des liens sociaux qui les unissent, d'y découvrir la possibilité d'agir volontairement et par eux-mêmes en vue d'une meilleure administration de l'entreprise ou de la profession au sein de laquelle se développe leur activité créatrice, on parviendra ainsi au développement *individuel* du sens collectif que souhaite M. L. Baudin.

Si nous donnons un aussi long développement à ces considérations, d'ordre psychologique plutôt que d'ordre économique, dans le cadre de ce chapitre sur le rôle économique de la corporation, c'est qu'il nous apparaît que son but est justement avant tout de donner aux hommes d'aujourd'hui le champ d'action qui leur permette d'accomplir intégralement leur vocation. L'individualisme considéré comme un isolement conduit à une atrophie de l'être humain qui ne rencontre pas les supports sociaux lui assurant une naturelle expression de ses meilleures aspirations. Pris au contraire dans le sens du développement de la personnalité, l'individualisme trouvera sa perfection dans une différenciation fonctionnelle des valeurs particulières à l'intérieur de groupements ordonnés à la mesure de leurs membres et librement agencés par eux-mêmes. Ainsi se retrouverait peu à peu la notion « du prochain », dont la disparition caractérise les temps modernes. A répéter que les produits s'échangent contre des produits, on oublie, nous dit M. Malcor, chaque jour davantage, qu'ils s'échangent entre des hommes (1). Dans l'économie familiale, artisanale, régionale, les contacts entre hommes étaient restés sensibles et maintenaient des notions et des obligations de justice, des sanctions et le sens d'une collaboration. « Il en est tout autrement de l'économie moderne où les échanges sont basés le plus souvent sur une division de travail, qui suppose une disparition ethnique, géographique, économique, de préférence la plus grande possible. On échange avec inconnu (ou ne faut-il pas dire : contre inconnu ?) et on échange de l'inconnu, du mal connu (tout au moins par l'une des parties) ...Il reste que la possibilité, la facilité de l'échange à longue portée est un bien. Il n'est pas de soi malsain et si la notion de prochain, faute de laquelle un devoir de justice ne se comprend pas, y reste aujourd'hui lointaine, elle ne lui est pas de soi étrangère. Une telle notion suppose, en effet, une certaine égalité, un contrat sinon physique du moins moral, des relations fréquentes et durables, une connaissance réciproque, laquelle, aujourd'hui, peut être indépendante de la distance. De même à l'égard de la marchandise vendue.

(1) *Op. cit.*, p. 12.

Un fabricant de rasoirs de Sheffield qui traite avec un coutelier hindou de Calcutta, sous la protection d'une assurance-crédit — ou sur la garantie de renseignements bancaires — ne traite pas d'égal à égal : aucun des deux n'estime avoir affaire à son prochain. Mais la corporation des couteliers du Bengale traitant avec le syndicat britannique de la coutellerie assurerait à ces relations un caractère de solidité et de durée entièrement différent; il y a connaissance réciproque des personnes et des choses; égalité relative. Parité suffisante » (1).

Il semble évident que cette solidarité internationale ne peut s'établir que si la solidarité est d'abord sensible de prochain à prochain, aux premiers échelons des groupements professionnels locaux et régionaux. Il faut d'abord organiser le cadre dans lequel les intérêts profonds, convergents seront plus sensibles, même dans l'immédiat, que les intérêts divergents et superficiels. En effet, nous dit M. Malcor, c'est par des confrontations permanentes, des concessions mutuelles de prochain à prochain, au contact de réalités immédiatement tangibles, que peut être recherché toujours, approché toujours plus, jamais atteint, l'équilibre social (2). En particulier, on peut considérer qu'alors « le plébiscite » permanent qui a pour résultat l'établissement des prix, n'est plus faussé par l'ignorance pratique de la majorité des consultés.

N'y a-t-il donc pas incompatibilité de principe entre le régime corporatif et l'économie marchande ? Nous répondons résolument par la négative; nous ne croyons pas que, dans les temps modernes, il soit possible d'instaurer un régime viable de fixation autoritaire des prix. Il est vrai que certains auteurs qui traitent de la corporation lui attribuent une telle compé-

(1) *Op. cit.*, p. 16 et 17.

(2) « C'est dans un cadre local, relativement étroit d'abord, que peuvent se concilier le besoin humain de liberté, ce droit imprescriptible de la liberté — si faussement déplacé par le libéralisme — et la nécessité impérieuse de limites non moins essentielles à la condition humaine. Oui, l'homme naît libre, mais il est incapable de se réaliser dans une unité supérieure, il est incapable même de continuer à vivre sans un choix et un renoncement. C'est ce choix et ce renoncement qu'il peut librement, raisonnablement, consentir devant des réalités qui n'échappent pas à ses sens.

Enfin, il serait vain d'imaginer cet homme fragile persévérant dans la justice si le renoncement et le choix n'étaient jamais sanctionnés, si les sanctions n'étaient pas à sa mesure, acceptées et acceptables... immédiatement sensibles elles aussi; les sanctions sont quotidiennes dans le cadre local : le professionnel qualifié gagne ou ne gagne pas sa vie selon son état, au vu et au su de tout le monde. Tout le monde sait si son insuccès est dû à son insuffisance ou à l'insuffisance des prix. C'est dans de telles conditions qu'un ajustement permanent des prix — de profession à profession — que de justes prix sont pratiquement concevables » (p. 133-134).

tence (1). Non, le rôle de la corporation n'est pas de supprimer la concurrence, mais de la régulariser et de la moraliser. Il ne peut plus, évidemment, être question de laisser jouer la loi de l'offre et de la demande sur le « marché » du travail. Il pouvait exister un marché des esclaves, il ne saurait y en avoir un pour des hommes libres. De même la corporation ne saurait tolérer que des produits fallacieux puissent être écoulés au moyen d'une publicité trompeuse ou d'autres moyens commerciaux déloyaux. C'est sous le signe du respect de la dignité de l'homme au travail, sous le signe de la loyauté et de l'honnêteté dans la production et l'échange que doivent s'instaurer les disciplines corporatives.

Qu'est-ce donc alors ce « juste prix » qui nous paraît, à l'heure actuelle, un peu trop souvent manipulé imprudemment sous le pavillon des doctrines corporatives ? Ses partisans se réclament généralement à son égard des usages du Moyen Age, si fortement imprégnés des conceptions de l'Eglise. Or, si nous nous reportons à un article paru dans le numéro d'avril-juin 1939 de la *Revue Thomiste* sous la signature de M. A. Sandoz, intitulé *La Notion de Juste Prix*, nous y trouvons une solide démonstration basée sur l'étude des grands théologiens, qui conclut que le juste prix se détermine normalement sur le marché. Les trois sources du droit positif : la loi, la coutume ou consentement commun, le contrat ou conventions des parties, se retrouvent à propos du juste prix : prix taxé, prix courant, prix convenu. Nous ne pouvons que renvoyer aux développements de M. Sandoz relatifs à la subordination de ces prix entre eux. Le prix convenu se rapproche du prix du marché, car le marché n'est qu'un ensemble de conventions qui se limitent mutuellement. Le prix taxé n'oblige qu'à condition que l'intention du législateur soit manifeste et que les pouvoirs publics disposent des moyens efficaces pour le faire appliquer ; « si de fait un grand nombre de contrats sont passés à un autre prix, la loi n'oblige plus en conscience, elle tombe en désuétude et on revient à la coutume, c'est-à-dire au prix du marché ». De même, si le prix n'a pas été fixé pour des raisons de politique générale, mais dans le seul dessein de faire régner la justice commutative dans les échanges pour protéger les parties économiquement plus faibles, les théologiens admettent que, s'il y a une erreur, si le prix fixé n'est pas ou n'est plus adapté aux conditions économiques, la loi oblige d'autant moins que cette erreur est plus grave et plus

(1) Cf., en particulier : M. Maurice H. Lenormand, *Manuel Pratique du Corporatisme*.

manifeste. C'est donc bien que le prix du marché est le plus juste prix selon le droit commun des échanges. Mais, bien entendu, pour que le juste prix soit normal, il faut que le jeu du marché soit libre. Pour que la concurrence soit facteur de justice, il ne faut pas conclure, comme l'ont fait certains libéraux, que l'on pouvait se concurrencer de n'importe quelle manière. Inversement, c'est à tort que certains de leurs adversaires, devant les méfaits évidents du libéralisme sans règle morale, en sont venus à repousser même la liberté du marché comme condition d'une fixation normale et juste des prix. L'erreur du libéralisme consiste à refuser de donner des règles de prudence et, partant, de moralité, à l'activité économique.

Dans ces conditions, quelles seront donc les modalités d'intervention de la corporation dans l'ordre économique ? Elles auront pour but d'introduire, dans l'activité des entreprises, des règles de prudence qui auront une action indirecte, mais bienfaisante, sur les prix. Le pouvoir corporatif devra s'efforcer, autant que possible, d'établir une égalité relative dans les conditions de concurrence (1); alors qu'au contraire l'état d'isolement du producteur et la liberté d'association sans organisation corporative conduisent inévitablement à des coalitions de force qui faussent les conditions du marché, empêchent tout équilibre réel et vont jusqu'à détruire la concurrence; c'est alors que se vérifie le mot célèbre de Proudhon : la concurrence tue la concurrence.

Pour atteindre le but essentiel exposé ci-dessus, à savoir la garantie des libertés professionnelles, les conseils corporatifs useront sans doute de moyens et de procédés très variables. N'y a-t-il pas, cependant, à redouter avant toute chose, comme se plaisent à le souligner les détracteurs du régime corporatif, la tentation, pour ces groupements de métiers, de s'ériger en monopoles, de fermer la profession et de se coaliser pour imposer les prix maximums, allant ainsi au rebours de leur mission naturelle ? N'oublions pas, tout d'abord, que l'organisation corporative comporte une hiérarchie de conseils locaux, régionaux et nationaux, qu'au sommet de l'échelle tous les intérêts sont représentés; par conséquent, si certains membres tendaient à abuser de leur pouvoir, il se produirait nécessairement des protestations des autres

(1) Nous lisons encore à ce sujet dans l'article de M. Sandoz, que : « le mot concurrence veut dire simplement présence simultanée de plusieurs vendeurs et de plusieurs acheteurs indépendants, et non pas bataille et lutte pour la vie. En ce sens, elle paraît aux théologiens la condition nécessaire des échanges justes, et il est frappant de voir avec quelle violence ils condamnent tous monopole et entente sur les prix » (p. 295, note 1).

membres lésés dans leurs propres intérêts. Au surplus, l'Etat se doit de demeurer le gardien vigilant et impartial de l'intérêt général; il y aurait toujours auprès de sa juridiction un recours en appel au cas où la juridiction corporative autonome n'aurait pas fonctionné avec toutes les garanties désirables au respect d'une quelconque des libertés professionnelles.

M. Manoïlesco a fait une large part, dans sa doctrine du corporatisme pur, à l'exposé de ces arguments : « Dans l'Etat corporatif, chaque force corporative ou syndicale qui voudrait abuser de sa puissance contre le reste de la collectivité, rencontrerait l'opposition organisée automatiquement de toutes les autres forces... Dans toutes ces institutions de représentation, de synthèse et d'équilibre, toute tendance d'abus de la part d'une catégorie d'intérêts particuliers est réprimée immédiatement (1) ».

En outre, M. Manoïlesco voit, dans l'organisation des corporations non économiques, une force susceptible d'équilibrer celle des corporations économiques dans le cas où elles se mettraient toutes d'accord pour s'attribuer une prépondérance nationale.

M. Denis répond à l'objection du monopole corporatif en rappelant que le capitalisme comporte un grand nombre de secteurs partiellement, ou totalement, monopolisés : « Le régime corporatif aura l'avantage de substituer à la direction des prix par les monopoles privés, des marchés organisés dont le fonctionnement sera susceptible d'un contrôle approfondi (2) ». Il prévoit la formation d'un corps d'experts compétents et bien informés qui pourront arbitrer, le cas échéant, les différends qui viendraient à opposer entre eux des groupements professionnels. Cette idée rejoint celle des tiers départageants de M. F. Perroux.

Ayant indiqué les grandes lignes du rôle économique de la corporation, nous n'entendons pas nous aventurer plus avant dans l'examen de ce que pourra être son fonctionnement technique. A titre indicatif, nous citerons simplement quelques-unes des « contraintes » qui permettront une clarification des entreprises et un certain équilibre des moyens de production : limitation de l'objet social d'une entreprise à une catégorie déterminée, afin d'éviter des cascades purement financières sans aucun rapport avec certaines opérations légitimes de fusion ou d'intégration; accroissement des investissements en moyens de production soumis à l'autorisation préalable d'un conseil

(1) *Le Siècle du Corporatisme*, p. 290.

(2) *La Corporation*, p. 11.

corporatif (cette thèse a été développée par les théoriciens de l'ordre réel). D'autre part, la corporation suscitera utilement les mesures suivantes : création d'offices de documentation statistique permettant une orientation de la production dans le sens d'une adaptation à la consommation; garanties apportées au consommateur sous forme de marque ou label corporatif attestant des contrôles de qualité; création de services techniques de recherches et d'inventions, de laboratoires, d'offices de publicité et d'informations, etc.

On trouvera peut-être que les tâches ci-dessus indiquées sont modestes, par rapport aux ambitions révolutionnaires du corporatisme. Dans la conclusion de son chapitre sur le mouvement corporatif en Suisse, M. F. Perroux nous assure qu'il ne peut raisonnablement prétendre qu'à un rôle limité : une corporation à base d'association et de représentation libres est un organe de moralisation du marché, des usages professionnels, de la concurrence; elle renseigne le législateur; elle assure l'arbitrage et la conciliation; elle gère les services sociaux; elle est un lieu de rencontre et une occasion constante de mutuelle compréhension; mais, dit M. Perroux, « elle ne saurait à elle seule transformer les esprits, ni avoir raison de la logique du capitalisme qui est celle du plus grand gain, ni instaurer une conception spiritualiste du monde. Elle peut aider à un ajustement des intérêts opposés et souligner la communauté des intérêts concordants du salariat et du patronat au sein du capitalisme moderne ».

Il nous semble que cette appréciation restrictive des bienfaits, dont d'ailleurs il ne nie pas pour autant l'utilité, d'un corporatisme limité et n'impliquant pas nécessairement l'attribution à la corporation du pouvoir de déterminer et de fixer de justes prix, provient du fait que M. Perroux renonce, en conséquence, à l'établissement de justes salaires. Or, si nous croyons, en effet, aussi difficile, sinon impossible, qu'inefficace, malsain et inopérant de vouloir faire imposer par la corporation ou par l'Etat, de soi-disant justes prix qui ne peuvent se calculer qu'en tarifiant les profits, il nous apparaît, par contre, que l'adoption généralisée de justes salaires ou plus exactement la répartition équitable de la plus-value de production entre les différentes catégories de producteurs, sont les conditions premières de la justice sociale.

Ainsi donc, dans le corporatisme tel que nous le concevons d'après La Tour du Pin, la loi de l'offre et de la demande continuera à jouer son rôle dans la fixation des prix; on ne saurait trouver un autre régulateur économique. Cette conclusion est d'importance. Mais elle ne saurait être séparée des

corollaires suivants : les producteurs de toute espèce seront protégés contre les excès auxquels conduit l'application rigoureusement libérale de cette loi aux conditions de rémunération du travail; les consommateurs de toute catégorie seront protégés contre les abus qu'entraîne l'application incontrôlée de cette loi aux procédés de fabrication industrielle et de placement commercial d'objets de qualité inférieure et de présentation frauduleuse.

Nous croyons, en conclusion, que le rôle économique essentiel de la corporation sera de maintenir une concurrence aussi librement ouverte que possible, en faisant respecter certaines limites en dehors desquelles se trouve lésée la dignité de la personne humaine. Ainsi, loin de devenir un obstacle au progrès matériel, le régime corporatif aura pour fin de le faciliter, en affranchissant tant la recherche scientifique que l'industrie de la puissance financière anonyme et en assurant, dans de saines conditions d'équité et de loyale compétition, une égale possibilité de succès à chaque travailleur suivant sa valeur personnelle, son labeur et sa chance.

Rôle social de la Corporation.

Si le rôle économique de la corporation peut paraître quelque peu flou aux esprits qui attendent des institutions nouvelles une transformation radicale des conditions de la production et de l'échange, son rôle social doit, par contre, être l'objet d'un certain nombre d'indications précises qui se ramènent, dans leur ensemble, à une meilleure assiette de la propriété et à un plus juste équilibre dans la répartition des fruits du travail en commun. Cette tâche fort importante, bien que délicate, est souvent méconnue ou même contestée. Le difficile problème des relations économiques et sociales entre la propriété et le travail s'est posé de tout temps. Il a fait couler des flots d'encre et même de sang. Peu de siècles ont vu un juste équilibre s'établir entre ces deux forces; aucun n'en a sans doute été plus éloigné que le dernier. La tendance naturelle de l'homme aux jouissances matérielles et au moindre effort le pousse à l'accaparement des biens. L'homme n'étant pas bon de nature, les supériorités physiques, intellectuelles ou héréditaires favorisent cette tendance et, en l'absence de toute organisation sociale, les inégalités s'aggravent. D'un côté, un nombre de plus en plus restreint de privilégiés irresponsables accumulent la fortune et bénéficient seuls des avantages de la propriété; de l'autre, un nombre croissant de gens ne trouvent plus dans le travail le minimum qui leur est nécessaire pour subsister, se développer et assurer leur avenir;

l'accès de la propriété leur semble interdit. C'est ainsi que, peu à peu, les uns ne voulant rien céder, les autres voulant tout revendiquer, se créent et se renforcent des positions antagonistes et que se trouvent réunies les conditions d'une révolution.

Les institutions corporatives, basées sur le respect de tous les droits, appelant tous les intérêts à être représentés et défendus, admettant l'égalité morale de tous les hommes, tendront à corriger les inégalités économiques naturelles et conduiront à un plus juste équilibre de la propriété, qui restera toujours, en définitive, la garantie la plus réelle de la liberté. Nous allons tenter, dans les chapitres suivants, de définir les conditions de cet équilibre et d'étudier les moyens de l'atteindre.

Remarquons cependant tout de suite combien féconde peut être cette idée de l'égalité morale des hommes. Alors que l'égalité civile ou politique rend les individus théoriquement égaux en droit devant l'Etat, mais sans obligation de la reconnaissance mutuelle de cette égalité, l'égalité morale inclut nécessairement l'obligation, pour toute société, de s'organiser de manière à procurer à chaque individu le plus de moyens conformes à ses aptitudes propres pour lui permettre d'accomplir une vie digne en remplissant des fonctions qui répondent le mieux possible à ses qualifications personnelles. Etant donné les inégalités naturelles, il ne peut exister d'égalité morale sans une compréhension et une entraide mutuelles. Une égalité des chances au sein de la communauté de travail permettra un épanouissement des qualités individuelles et favorisera sans cesse ce renouvellement des élites qui, seul, est capable d'infuser, comme la sève dans la végétation, une vie florissante au corps social. Cette idée a été particulièrement mise en valeur par le Maréchal Pétain dans ses différentes allocutions (1) et dans la lettre datée du 27 juin 1941, par laquelle il a accordé son patronage à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, où il s'exprime en ces termes : « Je crois, en effet, comme vous, que l'organisation professionnelle corporative permettra seule l'instauration d'un ordre stable et juste, indispensable à la prospérité et à la grandeur de la France. J'attache une importance toute particulière à la *formation d'élites patronales artisanales, ouvrières et paysannes, possédant un même idéal de fraternité française*, une même conception de la structure des communautés de travail, du rôle et de la condition des diverses catégories de producteurs ».

(1) Cf. appendice n° 1 sur la Doctrine Sociale du Maréchal.

CHAPITRE III

TRAVAIL ET PROPRIÉTÉ

Droits et Devoirs.

Le travail est la loi universelle. « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ». C'est la loi de la vie.

Le travail est une œuvre collective. L'homme naît débiteur de la civilisation et voit le produit de son effort multiplié du seul fait qu'il vit en société.

C'est à ce point de départ que l'on doit attacher le fil d'Ariane de l'économie sociale. La première tâche d'une société organisée est de permettre à tous ses membres qui observent la loi du travail de subvenir à leur existence. La société qui donne à l'homme la vie, doit lui donner les moyens de gagner sa vie. *Le travail a des droits*. Mais l'homme que la société protège a le *devoir* de payer sa dette en produisant selon ses moyens et en laissant à la société sa part (1).

L'appropriation des biens est un réflexe dû à l'instinct de conservation. L'homme a un droit naturel à la subsistance, qui

(1) Cette notion du travail s'imposant à l'homme comme un *devoir* fait appel aux sentiments nobles; elle se dégage de l'idée de solidarité sociale; elle contraint la conscience individuelle à sortir de l'ornière de l'égoïsme et à se considérer, vis-à-vis du prochain, comme assujettie à des obligations morales. Cette conception du travail peut seule conditionner une vie sociale harmonieuse. Le collectivisme marxiste fait, au contraire, du travail, une *obligation* matérielle. L'Etat a pour mission de courber tous les individus sur la tâche qu'il assigne lui-même. Cette conception est avilissante pour l'homme, qui perd cette faculté de libre arbitre qui le distingue de l'animal. C'est un retour à l'esclavage.

Saint-Simon, qui avait commencé par poser en principe le travail obligatoire, a été amené à tempérer cette volonté de considérations de charité et d'assistance. Le principe : « tout homme doit travailler » devient : « à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres », et bientôt : « à chacun selon sa bonne volonté ».

A cette obligation du travail, on a cependant souvent trop vite fait d'opposer cette pseudo-liberté, pierre angulaire de la législation libérale du xix^e siècle. L'usage de la liberté humaine ne peut être socialement fécond que si le contenu de la notion du droit n'est pas vidé de la notion du devoir, qui en est la contre-partie inséparable. De plus, il n'est pas logiquement concevable que la vraie liberté puisse être conciliable avec l'ablation d'une liberté essentielle : celle de se grouper et de s'organiser pour se faciliter mutuellement l'accomplissement des devoirs d'état.

Ce point de vue historique nous paraît, d'ailleurs, surabondamment prouvé

se tire des produits de la terre. Mais cette appropriation n'est pas nécessairement individuelle. L'histoire et l'observation en fournissent la preuve.

« Historiquement, on constate que l'homme n'a approprié que dans les conditions sociales qui rendaient cette appropriation nécessaire » (A. 81).

L'humanité a connu différentes phases de propriété collective, celles de la tribu et de la famille entre autres. C'est la nécessité du rendement dans les sociétés compliquées à population dense qui provoque l'appropriation en biens particuliers : « Il faut nourrir tous les membres du corps social; stimuler le travail, le diviser; assurer à l'homme le résultat de son travail; maintenir l'ordre dans la répartition du travail; conserver la paix dans la répartition des fruits du travail » (A. 82).

La Tour du Pin, qui suit de très près dans cette analyse du fondement de la propriété la doctrine thomiste et les enseignements des encycliques pontificales, ajoute que l'occupation d'un bien sans maître et le travail qui transforme une matière font les titres originaires de la propriété. Or, le travail ayant un caractère social, la propriété a aussi ce caractère social et elle doit profiter non seulement au propriétaire, mais à la société.

D'où il suit que la deuxième tâche d'une société bien

par les faits, et nous ne croyons pas qu'à l'heure actuelle il soit sérieusement contesté. Là ne porte plus le débat. Le socialisme organisateur, le néo-libéralisme constructif, le corporatisme moderne, se rejoignent dans une commune reconnaissance de la nécessité d'adopter un certain nombre de règles de vie sociale comme base de tout ordre économique et politique, parmi lesquelles, en premier lieu, la liberté d'association. Le problème discuté est bien plutôt celui de déterminer dans quelle mesure cette faculté de se constituer en groupements n'aura pas, dans certains cas, un caractère impératif. Quoi qu'il en soit, le concept d'association implique en lui-même celui du devoir des associés les uns envers les autres, et de devoir du groupe envers les autres groupes. Et l'on retrouve ainsi le couple droit-devoir.

La tâche du corporatisme français qui, s'inspirant des principes de La Tour du Pin, cherche actuellement à élaborer une doctrine d'application, est, à notre sens, d'équilibrer les forces de ce couple au sein des groupements sociaux de toute nature, dont le développement et la prépondérance semblent devoir inéluctablement marquer l'évolution du ^{xx}^e siècle. Héritiers de toutes les traditions nationales, les théoriciens et praticiens des nouvelles institutions doivent avoir en vue de conserver un champ d'action suffisant à l'activité libre des individualités, tout en les encadrant dans les disciplines nécessaires pour orienter suffisamment cette activité vers le bien commun. Défense des droits individuels, exercice des devoirs collectifs, telle est l'équation sociale de notre époque. Elle n'est pas aisée à résoudre. Il faut souhaiter que notre pays sache mettre en jeu ses qualités de mesure et de pondération et puiser aux sources multiples de sa tradition les idées maîtresses de sa révolution. A la France doit revenir la mission éminemment civilisatrice et progressive de concilier les avantages de l'individualisme avec les nécessités de l'associationnisme. (Cf. sur les problèmes du travail, la revue *Orientations*, n° d'avril, mai, juin 1938).

organisée est « le maintien d'un ordre certain et bien réglé » (Pie XI) faisant servir la propriété sous son double aspect individuel et social, tant au bien particulier qu'au bien commun. *La propriété a des charges*. Mais le propriétaire qui fait un usage légitime de ses biens en est le maître et a le *droit* d'en disposer à son gré.

Le Libéralisme.

La philosophie individualiste du XVIII^e siècle, échafaudant sa théorie sur la base trop étroite du droit naturel de l'homme à la liberté, a méconnu le caractère social de la propriété et a nié la nécessité d'une protection des droits du travail.

La liberté du travail et la liberté de la propriété ont été les dogmes de l'économie politique libérale enseignée jusqu'à nos jours (1). Ces doctrines ont été engendrées par l'erreur philosophique qui concevait l'homme bon par nature, déformé par la société et n'ayant aucun compte à tenir des formations et des droits historiques qu'il fallait, au contraire, détruire en

(1) Il faut cependant faire une distinction entre les économistes et les législateurs. Il est bien certain que les économistes ont été dominés par une pensée très généreuse et qu'ils n'ont eu en vue qu'une amélioration générale de la production des biens matériels, et, par voie de conséquence, du bien-être de toutes les classes sociales. Les législateurs révolutionnaires ont par trop systématisé les principes posés par les doctrinaires et il ne serait pas équitable d'imputer à ceux-ci toutes les conséquences désastreuses qu'a entraînées l'imprévoyance de ceux-là. Les uns comme les autres croyaient d'ailleurs obéir à une évolution profonde et inéluctable des sociétés humaines et, en détruisant les corporations, ils n'avaient sans doute en vue que la suppression d'organismes d'oppression, et ils auraient certainement été bien surpris si on leur avait dit à l'époque que les associations professionnelles seraient rétablies parce qu'on les aurait reconnues nécessaires comme moyen de défense des intérêts des travailleurs menacés dans leur condition d'existence par la lutte pour le profit.

Certains économistes du XIX^e siècle s'aperçurent, d'ailleurs rapidement, que la législation libérale avait fait commettre de « terribles erreurs aux industriels et notamment aux grands industriels anglais » (Bouvier-Ajam, *Doctrine Corporative*, p. 205); ils s'émurent de la misère ouvrière dont ces erreurs furent cause, et abandonnèrent la position du libéralisme pur. Ainsi le genevois Sismondi, disciple d'Adam Smith, indiqua, sans le désigner par son nom, comment le corporatisme pouvait être la solution : « Un Etat fort doit obliger les patrons à garantir les ouvriers, en accord avec eux, contre maladie, vieillesse, invalidité, chômage. Cet Etat doit exiger des patrons le respect du travail ouvrier. L'idéal est l'union de la propriété et du travail, qui fait la force de l'artisanat, et que les groupements professionnels de l'avenir doivent instaurer dans toutes les branches de l'activité économique ». (Bouvier-Ajam, *Doctrine Corporative*, p. 205).

On peut regretter que Sismondi n'ait pas plus clairement précisé jusqu'à quel point l'organisme corporatif répondait à ses désirs. Quoi qu'il en soit, les théoriciens du syndicalisme le revendiquent comme un précurseur, ce qui permet de rapprocher leurs revendications économiques de celles des corporatistes. Les néo-libéraux s'étant aperçus, de leur côté, de l'insuffisance pratique des positions législatives prises sous l'influence des physiocrates, se sont orientés vers un individualisme constructeur qui reconnaît la nécessité d'un ordre positif obligeant l'individu et justifiant les interventions de l'Etat.

affranchissant l'homme de toutes les entraves artificielles dont les religions et les princes l'avaient ligoté tant et plus ! Le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier proclament, en 1791, la liberté du travail et, au nom de cette liberté abstraite, suppriment d'un seul coup les libertés concrètes d'association et de défense des droits des métiers et des professions. La prospérité d'une industrie, le juste salaire de l'ouvrier, la qualité du produit seront, désormais, livrés sans aucun contre-poids aux fantaisies de l'offre et de la demande. La concurrence, qui sera pendant un siècle « au monde industriel ce que le soleil est au monde physique » (Gide et Rist), doit s'exercer aussi bien sur la main-d'œuvre que sur les marchandises. Le Chapelier va jusqu'à nier qu'il existe des intérêts communs aux « gens de métier ». Sa phrase célèbre sur les « prétendus intérêts communs » trahit en réalité l'appréhension qu'ont déjà au fond d'eux-mêmes les législateurs idéologues de la Constituante des réactions du peuple inconsciemment inquiet de la suppression de ses libertés et de ses garanties. Effectivement il se produisit d'assez vives manifestations et l'association interdite officiellement reparut instantanément d'une manière occulte; le monde ouvrier lutte tout le siècle pour obtenir la reconnaissance légale de la liberté d'association.

Malgré les conditions très dures, souvent misérables auxquelles furent livrés les ouvriers dès les premiers temps de la grande industrie libérale, les grands théoriciens de l'économie politique continuèrent sans s'émouvoir à prêcher que l'harmonie devait régner automatiquement par la libre concurrence, sous le ressort de l'intérêt personnel, avec la sanction de la responsabilité individuelle et grâce au mécanisme des prix.

Comment pourtant ne pas reconnaître avec La Tour du Pin que la loi de l'offre et de la demande appliquée dans son automaticité brutale aux conditions de rémunération des travailleurs est absolument barbare, puisque par son jeu le taux du salaire est d'autant plus faible que le besoin de la classe ouvrière est plus intense (1). Les conditions de durée, de salubrité, de moralité dans lesquelles s'accomplit le travail sont livrées aux caprices de la concurrence et au bon vouloir patronal. C'est ainsi que ce XIX^e siècle, qui se dit « éclairé »,

(1) Et pourtant les économistes libéraux avaient eu une intention généreuse; ils pensaient, au contraire, que la liberté du travail permettrait aux ouvriers d'obtenir des salaires toujours plus élevés; la loi de l'offre et de la demande devait en effet théoriquement les attirer vers les entreprises dont la production faisait prime. Mais la pratique n'a pas répondu à ces espoirs, principalement en raison des difficultés d'un déplacement et d'un reclassement qualifié suffisamment rapide de la main-d'œuvre.

envoie dans les manufactures des enfants de moins de dix ans et soumet des femmes au travail de nuit. La durée quotidienne du travail atteint jusqu'à seize heures. Dans certaines régions de l'Europe, des femmes furent employées dans les galeries de mines (ainsi que cela se passe actuellement en U.R.S.S.). Les conditions d'hygiène de l'atelier et du logement furent souvent exécrables et certaines fractions des populations industrielles tombèrent « dans un état de dégénérescence physique et morale à faire honte à l'humanité » (A. 64).

La liberté de la propriété, ce deuxième dogme de l'économie libérale, « est le droit d'user et de disposer selon son bon plaisir de tous les biens dont on est possesseur. C'est même dans cette liberté que le droit romain et le droit français moderne font consister l'essence du droit de propriété » (A. 65) (1).

L'oubli du caractère social de la propriété et des obligations du propriétaire envers la société, l'esprit individualiste et matérialiste ont coïncidé avec l'expansion brusque de l'industrie et du commerce et le développement rapide de la fortune mobilière. Si les propriétaires fonciers eux-mêmes perdirent le sens de leur fonction, il était encore plus inévitable que les porteurs d'actions, qui n'avaient plus entre les mains que les signes de la propriété, fussent complètement détachés de tout sentiment d'une responsabilité quelconque.

« Enrichissez-vous » est l'unique mot d'ordre. Le profit maximum devient la loi de la production, l'acquisition de richesses le signe distinctif du succès. Les classes élevées se disent des gens qui mènent une vie luxueuse et l'on n'a de considération que pour l'homme fortuné. L'oisiveté est très bien portée. La possession de l'argent est tout et justifie tout.

La jouissance égoïste des biens acquis provoque dans le corps social des perturbations analogues à celles que provoquerait dans le corps humain l'arrêt de l'estomac satisfait. Et cette comparaison ne permet qu'une faible mesure des ravages d'un tel oubli. Car les hommes, doués de sensibilité, amplifient leurs réactions par la résonance de leurs passions, et la pratique des vertus leur devient d'autant plus difficile que la hiérarchie des valeurs morales est remplacée par la hiérarchie des valeurs matérielles. Quand l'aristocratie de l'honneur est remplacée par celle de l'argent, il est naturel que le peuple n'ait pas non plus d'autre critérium de vie et qu'au respect des fonctions se substitue la jalousie des situations.

(1) La Tour' du Pin a fait porter ses critiques sur les dispositions du Code civil beaucoup plus que sur les œuvres des théoriciens du libéralisme.

Le Capitalisme.

Le capitalisme est le régime libéral de la production (1). La liberté du travail et la liberté de la propriété ont engendré un système paradoxal qui « n'épuise pas moins la nature que l'humanité et n'est pas moins nuisible à la production qu'au producteur » (A. 33). Uniquement préoccupé de faire porter des rentes au capital, ce système méconnaît la finalité propre des biens matériels. Alors que ceux-ci devraient être subordonnés à l'homme pour satisfaire à ses besoins, le capitalisme a tendance, bien au contraire, à asservir l'homme à la matière. La civilisation capitaliste est essentiellement matérialiste. Elle a pour fin la production et la distribution des richesses, alors que ces opérations économiques ne sont que des moyens indispensables aux sociétés humaines pour permettre à chaque homme en particulier de poursuivre ses fins naturelles et surnaturelles. Ayant ainsi faussé l'axe de rotation du monde, le capitalisme libéral est arrivé en moins d'un siècle à dénaturer le sens profond des activités individuelles et sociales. Il a en quelque sorte déshumanisé le producteur. Acharné à la poursuite du rendement des capitaux investis, celui-ci, inconsciemment aveuglé par cette mystique nouvelle, a été jusqu'à faire bon marché du sort des hommes. Le régime capitaliste a vicié les esprits et les cœurs en imposant la première place au capital, alors que celle-ci revient au travail.

L'Eglise catholique, amenée à préciser sa doctrine sociale, a parfaitement défini, en les condamnant, les défauts de ce régime : ce n'est pas sa constitution qui est mauvaise, mais il y a violation de l'ordre quand le capital n'engage les ouvriers ou la classe, des prolétaires qu'en vue d'exploiter à son profit personnel l'industrie et le régime économique tout entier, sans tenir compte ni de la dignité humaine des ouvriers, ni du caractère social de l'activité économique, ni même de la justice sociale et du bien commun.

Par le mécanisme même de la recherche du plus grand profit et de la concurrence absolue, l'industriel est poussé, pour baisser son prix de revient, à sacrifier et la qualité de son produit et la rémunération de sa main-d'œuvre. Pour les mêmes raisons le capital tend à se porter dans les nations du monde où il trouve la matière première ou la main-d'œuvre le meilleur marché. Si bien « que le plus haut degré du système sera de ne plus pourvoir le marché que par les produits des

(1) Sur l'organisation du travail et l'emploi du machinisme, cf. *La technique du capitalisme*. F. Perroux, Lesfauries (1939). — *Au delà du machinisme*, L. Malcor, *op. cit.*

populations les plus misérables; le coolis chinois deviendra le meilleur ouvrier des deux mondes parce qu'il n'a d'autres besoins que ceux de la bête » (34).

En réalité l'Etat n'a jamais pu rester bien longtemps indifférent aux méfaits dramatiques du pur capitalisme libéral et est intervenu pour limiter la concurrence soit de l'extérieur par des droits de douane, soit à l'intérieur en tolérant ou en préconisant même des entorses à l'article 419 du Code pénal interdisant les ententes de prix. Et une législation du travail fort touffue a, depuis bien des années maintenant, réglementé les conditions générales du travail, en sorte que ni la liberté de la propriété, ni la liberté du travail n'ont conservé leur caractère absolu.

Même tempéré d'interventionisme et de dirigisme, le régime capitaliste a continué à porter ses mauvais fruits : production incontrôlée, machinisme désordonné, concentration excessive, domination des puissances financières, scandale de l'anonymat, pillage de l'épargne, généralisation du prolétariat, organisation de la lutte de classes, crises économiques et sociales, développement du socialisme sous forme du capitalisme d'Etat, disparition de la moralité, affaïssement de la famille, appauvrissement de la nation, guerre.

L'Usure.

Dans un chapitre brillant et qui frappe de plein fouet les habitudes du monde contemporain, La Tour du Pin fait une critique violente de l'usure « ce chancre » du capitalisme. Pour La Tour du Pin, l'usure c'est le prêt à titre onéreux. S'il y a dépréciation de l'objet transféré temporairement, il y a de plein droit location; sinon il y a prêt et, s'il y a néanmoins stipulation d'indemnité, il y a usure. Dans ce dernier cas la justice commutative se trouve lésée; il n'y a pas échange équitable de services puisque le prêteur doit retrouver intégralement son bien augmenté des intérêts, se créant ainsi des profits *sans risques et sans travail*.

Cette productivité propre du capital qui est l'essence même du système capitaliste, La Tour du Pin la condamne au nom de la morale comme au nom de l'économie politique : le capital n'est pas productif par lui-même; il n'y a pas deux agents de la production, il n'y en a qu'un, le travail, « qui produit à l'aide des agents naturels qu'il rencontre et des agents artificiels qu'il a lui-même créés. Autrement dit, le produit est du travail multiplié par du travail. Qu'une partie des créations de ce travail soit passée auparavant dans des mains oisives qui ne font plus

que le rapporter au travail, cela ne change pas sa nature : le capital est le produit d'un travail antérieur à celui que l'on considère sous sa forme de main-d'œuvre, voilà tout. Il n'est pas « du travail accumulé », il n'est pas de la force vive, mais de la matière inerte » (76).

Ce vice essentiel du capitalisme a comme première conséquence morale et sociale l'opposition de deux catégories de citoyens, les travailleurs et les rentiers; ces derniers en « faisant travailler leur capital » peuvent vivre dans l'oisiveté, c'est-à-dire en parasites. La deuxième conséquence de l'usure est économique : elle tend à fausser la production et la distribution des produits en grevant la consommation productive d'une consommation improductive.

En effet, pour La Tour du Pin, la loi fondamentale de l'économie sociale est la consommation productive. Les phénomènes de la production, de la circulation, de la distribution et de la consommation des richesses ne peuvent être examinés séparément, comme s'ils étaient indépendants. Leur loi génératrice commune n'est autre que la force de reproduction de la nature. Toute production n'est qu'une transformation et, par conséquent, le produit de la consommation d'un objet ou d'une force. La consommation improductive est une anomalie, une dérogation aux lois naturelles.

Un peuple prospère est celui dont la puissance de production surpasse la consommation. Il y a consommation improductive quand il n'y a pas au moins équivalence de services entre ce que la société donne et ce qu'elle reçoit. Ainsi de mauvais services publics, des classes dirigeantes décadentes pèsent sur la vitalité des classes directement productrices. « Une classe d'oisifs est une classe parasite, et si l'oisiveté devient héréditaire dans certaines familles, ces familles deviennent à charge à la nation » (87). Par contre, les consommations les plus productives sont celles qui produisent les biens moraux : prêtres, savants, chefs de gouvernement ou militaires, magistrats, ingénieurs, professeurs, médecins favorisent en général davantage encore la « production sociale » que ne le font les producteurs directs, cultivateurs, industriels ou ouvriers.

La Tour du Pin place en tête des consommations improductives la rente d'Etat, car elle présente un grand attrait en raison de sa sécurité et elle détermine ainsi le taux minimum de l'emprunt privé. De plus elle est immorale quand il s'agit de dépenses de guerre : aux anciens combattants infirmes ou aux veuves, l'Etat paye une pension à vie; à ceux qui ne l'ont

soutenu que de leur argent, il paye une rente perpétuelle et « il faudra que ce soient les enfants des combattants qui travaillent pour payer la rente des prêteurs. Aux uns ont été les coups, aux autres les gros sous à perpétuité » (A. 58).

En second lieu, La Tour du Pin condamne la rente foncière urbaine ou rurale assise sur la location, si le montant du loyer excède les frais d'entretien et la prévision d'amortissement. Il y a usure si l'on veut faire payer « en plus le don gratuit de fertilité que la Providence a attaché à cette portion de terre » (A. 65). La rente assise sur le prêt commercial ou industriel est également une usure.

Enfin, la spéculation et surtout la spéculation à terme est une forme de l'usure, sur laquelle s'édifient des fortunes énormes à l'aide des procédés de combat propres au régime de la concurrence illimitée, tels que : opérations fictives, accaparement, etc...

La Tour du Pin touche ici le point nerveux du système capitaliste et sa théorie de l'usure se heurte à une très forte opposition. Il semble, en effet, que seuls les abus du prêt à intérêt soient condamnables. Quand un épargnant confie son argent, soit à l'Etat, soit à une entreprise privée, il s'en dessaisit pour une durée généralement longue et se prive de la possibilité de l'utiliser pour ses convenances personnelles. Il y a privation de jouissance; il doit y avoir indemnité.

Certes, il est préférable que le bénéfice soit la récompense de l'effort et du risque, et dans une société ordonnée l'intérêt des emprunts doit être minime. Mais il paraît impossible de demander à toutes les catégories d'épargnants de participer aux risques de la production et, cependant, la mobilisation de l'épargne dans son ensemble est une source importante de puissance nationale.

Il est d'ailleurs assez caractéristique que tous les auteurs qui traitent avec abondance depuis une dizaine d'années des idées corporatives proposent, au contraire, une certaine généralisation du prêt à intérêt : le capital des grandes entreprises aurait un caractère obligatoire avec un taux très bas et la garantie de la corporation. Ainsi serait protégée l'épargne qui a été si cruellement éprouvée depuis la guerre et, d'autre part, les producteurs seraient affranchis de la finance et seuls maîtres dans leur profession. Les amateurs de formules précisent même que le capital doit devenir le salarié du travail, alors qu'en régime libéral c'est le travail qui est le salarié du capital.

Quant aux emprunts de l'Etat, La Tour du Pin avait vu

juste en insistant sur le danger que leur excès (1) fait courir à la production du pays. Leur malfaisance politique, financière et économique est assez notoire pour qu'il n'y ait pas lieu de s'y étendre. Par contre, il est intéressant de noter comment leurs répercussions sociales ont évolué ainsi d'ailleurs que celles de la rente foncière.

Ce que La Tour du Pin blâmait avant tout dans « l'usure », c'était la possibilité pour des familles ou pour toute une classe d'échapper à la loi du travail « par l'intérêt prélevé sur les capitaux que d'autres font valoir ». Or, la sécurité des rentiers n'est plus qu'un souvenir historique. Les dévaluations et les faillites ont eu raison des valeurs de père de famille.

Quant aux loyers et aux fermages, ils n'ont pas davantage échappé aux dépréciations et aux aléas. La Tour du Pin estimait la part du propriétaire égale au tiers du revenu de la terre !

En outre les impôts frappant la fortune acquise ont augmenté dans des proportions énormes.

Ne peut-on pas voir dans cette évolution une sorte de revanche de la nature choquée dans ses lois naturelles par cette productivité automatique du capital ?

Quoi qu'il en soit, c'est un fait que l'oisiveté est devenue plus rare. Il est maintenant difficile pour celui qui n'a pas de métier, de croire assurées ses ressources pécuniaires jusqu'à la fin de ses jours ainsi que la transmission de son patrimoine à sa descendance.

Ce sera la tâche de l'esprit et du régime corporatif de limiter encore les possibilités et les chances de l'oisiveté volontaire. Les droits civiques seront d'essence professionnelle. Le lucre ne sera plus la source de l'élévation sociale et celui qui ne rend aucun service à la société ne sera plus l'objet de considération. D'ailleurs les occasions d'obtenir des revenus sans travail seront moins nombreuses en raison de l'organisation interne de l'économie corporative. En particulier le rôle

(1) Frédéric List a été un des premiers économistes à faire la distinction entre les emprunts publics légitimes lorsqu'ils servent à répartir entre plusieurs générations les frais des ouvrages et des entreprises de la génération présente qui intéressent tout l'avenir de la nation et qui lui assurent existence, développement, grandeur, accroissement de ses forces productives et ceux qui ne sont contractés que dans l'intérêt particulier du présent. « C'est une malédiction lorsque le crédit public est employé pour des consommations inutiles et qu'ainsi, loin d'aider au progrès des générations futures, il leur ôte d'avance les moyens d'entreprendre de grands ouvrages, ou lorsque la charge des intérêts de la dette nationale est rejetée sur les consommations des classes laborieuses au lieu de porter sur les revenus de ceux qui possèdent ». (Cité par M. Bouvier-Ajam dans sa thèse sur List. Sirey, 1938.)

de la spéculation, cette autre consommation improductive, sera singulièrement limité et la possibilité de faire des bénéfices et même d'édifier des fortunes sur de simples différences de bourse aura disparu.

Nombre de bons esprits veulent légitimer la spéculation en prétextant que le spéculateur fonctionnerait comme régulateur des prix, en agissant par intérêt personnel, dans le cadre de l'automatisme. On le considère, pour ce faire, comme capable d'avoir des précisions sur l'offre et sur la demande (1). M. le professeur Noyelle a démontré avec vigueur (2) : 1° que la spéculation n'est pas armée des statistiques générales et précises qui permettraient peut-être de dégager la loi de la demande, c'est-à-dire des variations que marque la demande sous l'influence des variations de prix; 2° que le spéculateur s'efforce d'abord d'accentuer la baisse ou la hausse des prix en appuyant sur le facteur psychologique de la tendance. Exagérations, fausses nouvelles, campagnes de presse permettant d'amplifier la baisse avant de se porter acheteur. La spéculation a intérêt à dérégler les prix, autant et plus qu'à les stabiliser.

Fin de l'époque libérale.

Il n'est pas vraisemblable que les sociétés modernes retrouvent à nouveau une application des conceptions du libéralisme extrémiste. Plus personne maintenant ne se réclame du laisser-faire, laisser-passer de l'école manchestérienne. Certes, les économistes de l'époque n'étaient animés que de

(1) M. Reboud, dans son *Précis d'Economie Politique* (Dalloz 1939), avant d'exposer dans le détail le rôle économique des opérations à terme, établit une distinction nécessaire, d'une part entre les actes de spéculation pure, dont l'utilité, dit-il, est incontestable pour les producteurs et les commerçants parce qu'elle constitue pour eux une assurance entre les risques de variation de cours, d'autre part entre les jeux de bourse, les actes d'agiotage, et les actes d'accaparement, dont le rôle est néfaste. Cette distinction est d'une application pratique très difficile, et M. Reboud est obligé de spécifier, avant de justifier l'utilité du trafic à terme, qu'il raisonne dans l'hypothèse où les spéculateurs sont infaillibles et se gardent de toute manœuvre susceptible de modifier à leur avantage la marche naturelle des cours. L'idéal, conclut M. Reboud, serait de maintenir le trafic à terme, en raison des services incontestables qu'il rend aux producteurs et aux consommateurs, lorsqu'il est pratiqué par des professionnels, tout en supprimant les abus trop souvent intolérables commis par les joueurs, les agioteurs, et les accapareurs. La difficulté consiste, en cette matière comme en beaucoup d'autres, à améliorer l'institution sans la paralyser, et, des nombreuses méthodes qui ont été proposées pour atteindre ce but, les unes ont paru trop rigoureuses et les autres trop anodines. En ce domaine comme dans les autres, le régime corporatif sera mieux armé que le régime individualiste pour conserver, s'il y a lieu, les avantages de cette institution en essayant d'en éliminer les inconvénients.

(2) *Utopie libérale, chimère socialiste, Economie dirigée*. Sirey (1934).

bonnes pensées et leur générosité d'intentions est évidente, mais, encore une fois, ils avaient trop compté sur une moralité naturelle présumée chez l'individu. La réalité fut très différente du rêve et le régime libéral qui devait assurer la liberté des chances engendra au contraire des monopoles infiniment plus puissants que ceux qu'il voulut faire disparaître. La réaction qui s'ensuivit et qui cherche encore la voie de ces réalisations fécondes est donc parfaitement légitime, que ce soit celle des socialistes, des néo-libéraux ou des corporatistes.

A ce réquisitoire contre l'économie libérale on objectera sans doute, néanmoins, l'essor scientifique et industriel dont elle paraît avoir été la cause.

On objectera également, quant à la condition ouvrière, que le salaire réel s'est considérablement accru et que les prolétaires ont bien eu leur part dans l'accroissement des richesses.

Disons d'abord à ce sujet que si les salaires ont augmenté, les revenus du capital ont augmenté dans des proportions très supérieures et qu'il n'y a pas eu répartition équitable.

Cette affirmation sera peut-être contestée. Il est, malheureusement, impossible de l'appuyer sur des chiffres rigoureux. Il est, d'ailleurs, bien connu que l'on peut faire dire aux statistiques des conclusions contraires suivant les interprétations que l'on désire en tirer. Il est, cependant, notoire que d'une façon générale les salaires n'ont pas progressé proportionnellement à la productivité du travail. Trop souvent les mesures d'amélioration du rendement par l'organisation scientifique du travail ont profité beaucoup plus à l'entrepreneur qu'au salarié. C'est ainsi que dans le travail aux pièces, très généralement, le patron diminuait le taux de la pièce à mesure que l'habileté et l'effort de l'ouvrier croissaient. « Cela apparaît surtout, a précisé M. Pirou, dans le pays où le capitalisme a été porté au maximum : aux Etats-Unis, de 1925 à 1929, le volume global des salaires réels payés dans les manufactures n'a augmenté que de 5 %, tandis que les dividendes et intérêts s'élevaient de 86 % et les nouvelles émissions de capitaux de 111 %. Au cours de la période de 1922-1929, si les salaires, les profits, les productivités avaient, aux U.S.A., suivi un rythme uniforme, il eût été attribué 20 milliards de dollars de plus aux salariés et 20 milliards de dollars de moins aux capitalistes » (1).

Ce problème de la rémunération des salariés ne peut d'ailleurs être traité en bloc en raison des différences de

(1) M. Pirou, cité par Jacques Saint-Germain : *Puissance et Déclin du Capitalisme*, p. 122 et 123.

traitement dont ont fait l'objet les diverses classes sociales. En particulier, les salaires de la classe ouvrière ont été, ces années dernières, considérablement augmentés, sans proportion avec le niveau des salaires des autres catégories de travailleurs. La masse des salaires représente, à l'heure actuelle, environ 65 % de l'argent distribué par les entreprises, alors que les impôts absorbent 30 % et les revenus du capital seulement 5 %. Ceci confirme bien l'opinion que nous avons déjà avancée relativement au problème social : sa solution est bien plus d'ordre moral que d'ordre matériel.

On ne saurait, à cette occasion, passer sous silence la pénible situation dans laquelle se trouvent, par opposition avec les travailleurs de l'industrie, la plupart des épargnants. La condition qui leur est faite dans la plupart des Etats modernes est fort injuste, car c'est par leur effort patient et grâce aux fruits d'économies lentement amassées que se maintiennent et se développent les entreprises publiques et un grand nombre d'entreprises privées. L'ordre corporatif doit avoir dans ses premières préoccupations une saine et légitime protection de l'épargne.

Quant à cette civilisation matérielle qui fait notre orgueil, il ne faut pas oublier qu'elle s'accompagne d'un véritable chaos social. Surabondance d'un côté, misère de l'autre, chômage dans les villes, dépeuplement des campagnes témoignent entre autres désordres, de l'impuissance du régime libéral à sortir l'humanité de l'impasse où il l'a fourvoyée. La marche en ordre dispersé, la production anarchique sans cohésion, sans prévision, sans recherche du bien commun du groupe social à tous les échelons — famille, commune, profession, région, nation, empire — ne sont plus possibles dans le siècle des économies limitées. Le xix^e siècle aura été pour les nations occidentales une période exceptionnelle d'expansion mondiale due au monopole temporaire des moyens de production et à l'éclosion dans leur sein d'une série d'inventions et de réalisations scientifiques.

Enfin, le régime libéral peut difficilement se survivre parce que, pour combler ses lacunes et parer à ses défaillances, s'est hypertrophié un Etat dont l'administration lourdement bureaucratique vient obérer le coût de la production nationale et parce qu'il lui est génériquement impossible de trouver en lui-même les moyens de décongestionner cette tête trop lourde pour le corps de la nation : seul le régime corporatif appelant à la vie les multiples organes de ce corps et leur conférant leurs fonctions propres, libérera la société du mécanisme étatique.

Objectera-t-on encore que la liberté de la concurrence est la condition nécessaire du progrès auquel ne saurait renoncer le cœur des hommes ? Singulière objection en plein épanouissement des trusts, des cartels, des ententes et des comptoirs ! Il ne s'agit, d'ailleurs, nullement de supprimer la concurrence, mais, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, de la régulariser et, en quelque sorte, de la normaliser en la contenant dans les limites imposées par le respect dû à la condition humaine. Faut-il rappeler encore une fois que les richesses sont faites pour l'homme et non l'homme pour les richesses ? Il restera tout de même à la concurrence un champ immense. Si elle ne doit plus porter au même degré sur les salaires, si elle se trouve dans l'obligation de respecter les règles générales de la profession, elle pourra s'exercer efficacement sur la recherche des procédés de fabrication et sur les méthodes d'organisation. L'amélioration de la qualité changerait agréablement le consommateur de la course à la camelote dont il est trop souvent la victime.

Primauté du travail.

La liberté absolue du travail et de la propriété a eu pour résultat la formation du prolétariat et de la ploutocratie. Situation par trop instable pour une société et qui appelle nécessairement des réformes.

Le socialisme demande la suppression d'une classe par la dictature de l'autre. Ne faisant pas la distinction nécessaire entre capital et capitalisme, supprimant l'aiguillon du profit et l'attrait de la propriété, plaçant des mécanismes là où il faut des organismes, il tend à détruire la richesse au lieu de mieux la répartir.

Le corporatisme de La Tour du Pin réconcilie les classes ennemies en les rappelant à l'accomplissement nécessaire de leur devoir et en les mettant à même, par une organisation concrète et humaine, de répondre aux obligations et aux charges mutuelles dans leurs fonctions respectives.

La propriété découle du travail, elle a pour origine la liberté de disposer des fruits du travail personnel. Elle est subordonnée au travail dans sa naissance comme dans sa conservation. C'est le travail, appliqué à la matière, qui est le seul créateur de richesses. Mais le travail ne peut rien sans disposer des matières naturelles globalement désignées sous le nom de capital. « Le capital est au travail comme l'eau est au poisson » (La Tour du Pin). C'est leur combinaison harmonieuse qui conditionne la prospérité : association et non subordination comme en régime capitaliste. Bien au contraire, si

l'on doit établir une hiérarchie, la « valeur travail » est supérieure à la « valeur capital ». Le droit naturel aussi bien que l'histoire de l'humanité permettent d'affirmer légitimement la *primauté du travail*.

C'est vraisemblablement ce renversement des valeurs qui donnera son caractère à notre siècle. Déjà les transformations internes de certaines nations telles que l'Italie, l'Allemagne le Portugal sont parties de cette déclaration de principe, en hostilité déclarée avec les habitudes capitalistes. Un grand effort a été tenté en faveur du travail et la liberté de la propriété a été singulièrement bridée.

Mais, comme nous l'avons déjà vu, ces réformes sont à rapprocher (sauf dans une certaine mesure pour le Portugal) du socialisme d'Etat et non du corporatisme, dont elles ont quelquefois emprunté le nom. L'Etat totalitaire est tout-puissant; il s'incarne dans la société et se confond avec elle. Il soumet tous les individus à sa discipline inévitablement bureaucratique, sans reconnaître et vivifier les corps sociaux intermédiaires (1).

Du point de vue philosophique c'est la déification de la société succédant à la déification de l'homme. Du point de vue économique et social, c'est l'opposé du corporatisme qui, lui, a pour essence l'épanouissement des groupements organiques naturels des sociétés et le libre jeu de leurs fonctions de réglementation et de juridiction, sous le contrôle d'un Etat gardien des intérêts généraux de toute la nation.

Le régime corporatif peut, en rendant à chacun ses responsabilités véritables et les moyens d'y faire face, permettre le développement des forces morales et spirituelles, sans lesquelles le progrès matériel conduit à la barbarie.

C'est autour de cette idée que se rallient partisans et sympathisants. Les théoriciens de toutes nuances s'accordent à déplorer l'absence de sens moral et reconnaissent la nécessité d'une éducation des hommes. M. Bouvier-Ajam (2) a passé en

(1) L'économie dirigée tend, cependant, pour faciliter son action, à admettre l'interposition entre les services ministériels et les professions, d'organes de composition généralement mixte, délégués des professions et délégués de l'Etat, destinés à renseigner les directions des services et à transmettre leurs directives; plus ou moins d'indépendance relative et d'attributions réglementaires propres peuvent être accordées à ces organes. Mais on ne quitte pas l'étatisme tant qu'ils ne sont pas formés génériquement par les professions seules et tant que les représentants du pouvoir central ont pratiquement l'autorité de décision. C'est le cas des Comités d'Organisation créés par la loi du 16 août 1940. Néanmoins, cette situation peut amener l'instauration d'un régime corporatif s'il y a rencontre entre la volonté du Chef de l'Etat et la bonne volonté des professionnels.

(2) *Doctrine Corporative*, p. 209 à 215.

revue avec beaucoup de pénétration les positions prises au sujet du corporatisme par certaines personnalités marquantes des doctrines néo-libérales, néo-socialistes et syndicalistes. De MM. von Mises, W. Lippmann, L. Rougier, à MM. H. de Man, M. Déat, en passant par MM. F. Perroux et J. Arthur, on peut conclure à une certaine unité de vue profonde, bien que cachée sous des vocabulaires très différents. Le professeur G. Pirou, tout en rappelant les conflits qui subsistent entre les doctrines, a cru pouvoir conclure, cependant, à leur rapprochement : « Le néo-libéralisme fait une place assez large à l'intervention des pouvoirs publics. Le néo-corporatisme limite ses ambitions et assouplit ses formules pour tenir compte de la liberté syndicale et réserver, au-dessus des intérêts professionnels, le rôle arbitral de l'Etat. Le néo-socialisme se résigne à conserver, en dehors et même à l'intérieur du secteur public, une place importante à l'initiative individuelle et à prendre en considération, dans les calculs et les plans économiques, certains éléments de la technique capitaliste » (1).

Ce rapprochement, quoique bien un peu formel, est certain ; il ne peut aller qu'en s'accroissant en raison des graves dangers qui menacent la civilisation chrétienne d'un effondrement total. C'est, à notre avis, l'instinct de conservation des peuples qui se traduit par la pointe de leurs penseurs, de leurs écrivains, de leurs hommes d'action, de leurs chefs syndicalistes et qui fait converger, à l'heure actuelle, les regards et les espoirs de tous ceux qui, encore, pensent, réfléchissent, agissent et aiment, vers la doctrine et les réalisations corporatives, et cela qu'ils soient ou non rigoureusement convaincus de la vérité absolue des idées. C'est ce qu'a voulu exprimer le professeur Baudin en concluant sa préface à la *Doctrin Corporative*, de M. Bouvier-Ajam, de la façon suivante : « La corporation est une planche de salut. Nous sommes en train de nous noyer. Ne faisons pas comme le magister de la fable dissertant sur les responsabilités de l'enfant que le courant entraîne et saisissons cette planche, quand bien même nous préfererions pouvoir nous accrocher à quelque barre plus sûre ».

Nous trouvons que ce jugement apporte une confirmation de première force aux partisans convaincus de la valeur du régime corporatif ; car n'est-ce pas le mérite essentiel d'une doctrine que d'être effectivement réalisable au moment nécessaire ? La sécurité peut-elle se trouver ailleurs que dans la coïncidence entre une vérité théorique et les contingences pratiques de temps, de lieu et de circonstance ?

(1) *Néo-Libéralisme, Néo-Corporatisme, Néo-Socialisme*, p. 175.

CHAPITRE IV

LA FONCTION SOCIALE DE LA PROPRIÉTÉ

La Tour du Pin indique dans le premier chapitre des *Jalons de Route* la source de ses idées et l'origine de son programme : il reçut la formation sociale au foyer familial ; parcourant le domaine d'Arrancy, son père lui disait : « Rappelle-toi toujours que tu ne seras que l'administrateur de cette terre pour ses habitants ». C'était la notion sociale de la propriété.

Cette parole fut pour sa vie entière le fil conducteur de sa pensée en politique et en économie sociale.

Propriété païenne et propriété chrétienne.

L'article 544 du Code civil définit le droit de propriété « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements ». En dépouillant la notion de propriété de son caractère social, la Révolution « a faussé l'état civil de la propriété et l'a exposée ainsi aux malédictions et aux entreprises du prolétariat » (210).

Cette conception est renouvelée du droit romain qui admettait l'esclavage, l'usure et la propriété absolue. Dans cet Empire romain « auquel on se complait à demander le type des lois et des institutions publiques de notre siècle, l'absolutisme est le caractère inséparable du pouvoir sur les hommes ou de la possession des choses, chez les princes, le père de famille, le maître, le propriétaire.

« C'est le droit quiritaire qui a défini la propriété : *jus utendi et abutendi*, sans poser en même temps les limites à l'exercice du droit » (207). La charité (1) n'avait pas de place dans la justice romaine qui envoyait les esclaves malades mourir dans une île du Tibre.

(1) « Charité » est pris ici dans le sens d'amour du prochain et « justice » dans le sens de législation. La Tour du Pin, dans son *Introduction aux Etudes Sociales*, résume en trois types les civilisations les plus avancées des âges historiques : la cité antique, la cité chrétienne, la cité moderne. Les jugements

La Tour du Pin note que certains peuples sont restés plus ouverts au droit naturel; c'est ainsi que le droit public des Francs et généralement des peuplades germaniques paraît avoir été fortement imprégné des principes de liberté et de solidarité. L'autorité était tempérée et le respect de la vie humaine était poussé très loin; le meurtre même n'entraînait pas la peine de mort, mais seulement le versement d'une somme d'argent appelée « composition ».

Mais c'est l'influence du christianisme sur le monde romain, pourtant le plus fermé de tous à l'idée de la religion nouvelle que tous les hommes étaient frères, qui adoucit progressivement les mœurs, les conditions du travail et le régime de la propriété. Au Moyen Age le *jus utendi et abutendi* fit place au droit d'user et de disposer des biens avec mission d'en faire bénéficier la société. Au droit quiritaire absolu et égoïste se substitue la conception sociale de la propriété. La cité chrétienne du Moyen Age repose sur le sentiment de la communauté et sur le fait de l'association. « Tout ce qui est humain y trouve place, des places diverses sans doute, mais un égal respect. Elle vit par un échange de services qui est le but de tout travail et la condition de tout privilège. Le droit et le devoir y sont inséparables comme l'effet de sa cause; toute redevance y correspond à une charge » (207).

La législation chrétienne du Moyen Age, que l'on trouve très semblable dans la plupart des pays européens, s'inspire de la charité, pratique la solidarité et se fonde sur la liberté.

Les « établissements » de Saint Louis semblent n'être qu'une codification de la charité. Quel étonnement procurent à nos esprits individualistes ces coutumes « qui permettaient au passant de cueillir dans la vigne autant de raisin qu'il en pouvait manger, dans le champ autant d'épis qu'il en fallait pour nourrir son cheval jusqu'au soir et de prendre dans l'étang du poisson pourvu qu'il l'apprêtât dans le village

critiques qu'il nous propose sur les grandes époques ainsi schématisées perdent tout de suite leur portée si l'on vient à oublier sa distinction entre la véritable cité antique telle que l'a dépeinte Fustel de Coulanges, vivant sur les vieilles traditions familiales du droit naturel, et la période classique en décadence morale et sociale perdant peu à peu conscience de l'essence même de la notion de liberté; le citoyen peut tomber en esclavage du fait d'un créancier, ou même se vendre volontairement comme esclave, lui, sa femme et ses enfants; liberté, conclut La Tour du Pin, telle que nous en retrouverons la notion dans la société moderne sous le nom de *liberté* du travail et des contrats. De même, La Tour du Pin oppose ensuite l'Ancien Régime au Moyen Age; et c'est là, à notre avis, une de ses vues les plus originales. On ne peut pas comprendre grand chose au régime corporatif qu'il préconise si l'on ne s'est pas arrêté à ses critiques de la législation des deux derniers siècles de la Monarchie, préparée par la Renaissance et aboutissant à la Révolution, (Cf. p. 90, note 1).

voisin ! » (111). Nos ancêtres reconnaissaient que, si le droit fondamental de la propriété foncière est de rester entre les mains du propriétaire et de lui procurer sa subsistance, ce droit de trouver la subsistance sur la terre natale est encore plus sacré pour la pauvreté. Droit pour qui la possède, la propriété est devoir à l'égard des pauvres qui ont « un certain droit naturel sur la propriété dans la mesure où leurs moyens d'existence sont entièrement dépendants de cette propriété d'autrui... Tout homme qui vient en ce monde doit pouvoir y poser les pieds sur le sol natal. Dans la loi de charité, la terre appartient aussi bien — je ne dis pas assurément de la même façon — aux pauvres qu'aux riches et la propriété rurale doit être entre les mains de ceux-ci comme la réserve de ceux-là » (62).

— La société féodale et corporative repose sur l'idée de solidarité au plus haut degré. Le Moyen Age présente une organisation de fonctions réelles et non personnelles exercées solidairement par des familles de différentes classes. Il n'y avait pas d'antagonisme parce qu'il n'y avait pas de séparation.

— Enfin, c'est de l'esprit de liberté qu'est née la société chrétienne. « La législation d'un peuple n'est autre chose que le recueillement et la codification de ses coutumes, consentie par le peuple et sanctionnée par le prince » (120). *Lex fit consensu populi ac constitutione regis* s'oppose à *Quidquid principi placuit legis habet vigorem*. Le droit césarien inspiré de l'esprit d'absolutisme se substitue peu à peu au droit chrétien. Mais au Moyen Age les formations sociales, les institutions publiques, les grands mouvements politiques naissent spontanément des libres initiatives privées. Les réglementations, garanties des libertés publiques, n'étaient que la reconnaissance officielle de droits et de devoirs déjà mutuellement reconnus. « Les Etats provinciaux, les Etats Généraux, la Monarchie française elle-même ont leurs racines historiques dans la liberté de nos pères » (121).

Sans doute cette législation était trop touffue, comme toute végétation spontanée. La Monarchie codifia les coutumes par provinces et introduisit une certaine unité.

Mais peu à peu l'esprit chrétien s'affaiblit. Sous l'influence de la Renaissance les mœurs et les lois se durcissent. Les châtiments deviennent terribles; la torture, que les Romains eux-mêmes n'appliquaient qu'aux esclaves, entre en vigueur. La propriété s'individualise outre mesure et oublieuse du bien commun perd la pratique et jusqu'à la notion de ses charges. L'esprit qui faisait leur force s'étant effacé, les institutions

du Moyen Age s'effritent et s'altèrent sous l'Ancien Régime. Toujours à la suite de la Renaissance, l'action monarchique s'affranchissant de l'esprit chrétien, dépasse le but en annulant les corps qui avaient fixé les coutumes et qui pouvaient, seuls en droit, les modifier et leur conserver la vie. « La Monarchie procède par édits et fausse l'esprit de celles des organisations qu'elle conserve, comme les corporations. Elle s'écroule finalement avec fracas, comme le colosse aux pieds d'argile, pour avoir sapé elle-même ses bases historiques et substitué en partie le droit césarien au droit chrétien » (122) (1).

(1) La Tour du Pin dit ailleurs que la Révolution n'a fait que niveler les ruines de la cité du Moyen Age. Cette idée est essentielle, car elle traduit le caractère complet et universel, l'aspect unitaire des conceptions de cet auteur; le régime corporatif n'est pas viable sans un régime représentatif; on ne peut traiter séparément des problèmes de la profession et des problèmes de l'Etat; la profession peut bien être organisée, avoir une réglementation, des droits, des statuts, des privilèges, sa vie interne et externe ne saurait être féconde si tous ses éléments ne sont pas représentés dans des parlements régionaux et nationaux; la corporation sans représentation est semblable à un corps sans tête; privés du concours de ce couronnement de l'édifice des métiers, lieu de rencontre et de synthèse des besoins et des possibilités de la vie industrielle, expression des exigences sans cesse mouvantes de l'économie, les pouvoirs publics n'ont plus de point d'appui pour exercer leur rôle de conseil, de tutelle et de contrôle; n'étant plus éclairés, renseignés, limités, ils procèdent arbitrairement par décrets plus ou moins efficaces et ils sont amenés à intervenir de plus en plus directement dans le jeu même des institutions privées. C'est ainsi que fut compromise, puis détruite, l'organisation corporative de l'Ancien Régime; compromise parce qu'elle n'est plus devenue qu'un ensemble formel de règles et d'habitudes qui parurent désuètes, inutiles ou gênantes; détruite parce qu'il lui manquait les organes nécessaires pour s'adapter et se réformer elle-même ou même pour recevoir et appliquer les éléments d'une réforme conçue par l'Etat; détruite encore parce qu'elle n'apportait pas à un fonctionnement équilibré des rouages administratifs et gouvernementaux le contre-poids expressif de libertés professionnelles constitutionnellement représentées.

Hippolyte Blanc (*Les Corporations de Métiers*, Letouzey, éditeurs) a montré avec de nombreuses précisions historiques l'évolution de la vie civile et politique des institutions corporatives : *jusqu'au XIII^e siècle* « les choses sont disposées de telle sorte que les citoyens des rangs inférieurs ne peuvent jamais être frustrés de leurs droits; que chaque profession, chaque corps de métier a sa part imprescriptible de représentation (p. 10); la France présentait partout le même spectacle : les gens de métiers concouraient au gouvernement local de la cité, concurremment avec les autres habitants (p. 12). A cette époque, les corporations fournissaient le guet, percevaient l'impôt et exerçaient la police sur leurs membres, en un mot elles prenaient à la vie sociale la part la plus large » (p. 14). Philippe le Bel commença, pour des raisons fiscales, à s'ingérer dans l'organisation des communautés d'arts et de métiers. A part Louis XI qui les favorisa et les laissa librement se modifier pour s'adapter aux besoins nouveaux, la plupart des rois, sous l'influence des légistes et sous la pression des nécessités fiscales, intervinrent dans leur administration et faussèrent les principes sur lesquels reposaient leur existence et leur fonctionnement. Sous le règne de Louis XIV disparurent les derniers vestiges de l'indépendance des corporations, si bien qu'au XVIII^e siècle, malgré un semblant de vie, l'édifice était ébranlé. Les Etats provinciaux et les Etats Généraux ne se réunissaient plus. Les idéologies nouvelles eurent facilement raison de la résistance des intéressés eux-mêmes, qui avaient perdu l'habitude de participer largement

Les législateurs de la Révolution et de l'Empire, pénétrés de l'esprit centralisateur et absolutiste des légistes de l'Ancien Régime et des idéologies utopiques des philosophes du XVIII^e siècle, ne comprirent rien au sentiment profond et au sens véritable du mouvement populaire de 1789.

En continuant la courbe tracée par la Renaissance et la Réforme, ils tournèrent le dos à la route qui pouvait conduire

à l'exercice des pouvoirs municipaux, régionaux et nationaux dont la centralisation entre les mains du gouvernement royal amené peu à peu la suppression des libertés des professions, des communes, des cités et des provinces; les législateurs de la Révolution et de l'Empire n'eurent qu'à poursuivre l'œuvre commencée par l'Ancien Régime. Le césarisme révolutionnaire, impérial et parlementaire ne fit que continuer le césarisme monarchique. Nous rappelons que, par césarisme, La Tour du Pin entend la concentration de tout pouvoir social dans l'Etat en une seule personne ou en un seul corps.

Alexis de Tocqueville a fait ressortir et a longuement développé, documents à l'appui, dans son ouvrage sur l'Ancien Régime et la Révolution, les idées que La Tour du Pin a seulement indiquées en passant. Il démontre que la centralisation administrative est une institution de l'Ancien Régime, et non pas l'œuvre de la Révolution ni de l'Empire; il explique comment la centralisation avait pu s'introduire ainsi au milieu des anciens pouvoirs et les supplanter sans les détruire, à tel point que le pouvoir central apparaît déjà à chaque particulier comme le seul ressort de la machine sociale, l'agent unique et nécessaire de la vie publique. Au XIII^e siècle, les maîtrises et les jurandes ne furent que des moyens de lier entre eux les membres d'une même profession, et d'établir, au sein de chaque industrie, un petit gouvernement libre dont la mission était tout à la fois d'assister les ouvriers et de les contenir. Au XVI^e siècle, les membres des corporations, après avoir réglé entre eux les affaires de leur association particulière, se réunissent sans cesse à tous les autres habitants pour s'occuper ensemble des *intérêts généraux de la cité*. Au XVIII^e, ils sont presque entièrement repliés sur eux-mêmes, car les actes de la vie municipale sont devenus rares, et ils s'exécutent tous par mandataires. Chacune de ces petites sociétés ne vit que pour soi, ne s'occupe que de soi, n'a d'affaires que celles qui la touchent. Nos pères, continue de Tocqueville, n'avaient pas le mot d'individualisme, que nous avons forgé pour notre usage, parce que, de leur temps, il n'y avait pas, en effet, d'individu qui n'appartînt à un groupe et qui pût se considérer absolument seul; mais chacun des mille petits groupes dont la société française se composait ne songeait qu'à lui-même. C'était une sorte « d'individualisme collectif » qui préparait les âmes au véritable individualisme que nous connaissons. De plus, la disparition des fonctions avait préparé un terrain favorable au succès de l'idéologie égalitaire, car, tous ces hommes qui se tenaient à l'écart les uns des autres étaient devenus tellement semblables entre eux qu'il eût suffi de les faire changer de place pour ne pouvoir plus les reconnaître. Bien plus, qui eût pu sonder leur esprit eût découvert que ces petites barrières qui divisaient des gens si pareils, leur paraissaient à eux-mêmes aussi contraires à l'intérêt public qu'au bon sens, et qu'en théorie, ils adoraient déjà l'unité. Chacun d'eux ne tenait à sa condition particulière que parce que d'autres se particularisaient par la condition; mais ils étaient tous prêts à se confondre dans la même masse pourvu que personne n'eût rien à part et n'y dépassât le niveau commun.

De l'ouvrage d'A. de Tocqueville, il ressort encore qu'à la veille de la Révolution, la propriété seigneuriale était déchargée des obligations sociales qui avaient été, en quelque sorte, sa loi constitutionnelle, et que, par contre, la propriété paysanne était très développée et encore chargée de nombreux devoirs seigneuriaux devenus sans contre-partie, d'où il était résulté une égalité pratique des conditions, et une exaspération de la notion de droit.

vers un ordre social et reculèrent de plus d'un siècle les réformes nécessaires (1).

La Tour du Pin définit la liberté : le respect de tous les droits protégé par les lois et garanti par les institutions. C'était une organisation sociale basée sur cette véritable liberté que demandaient les rédacteurs des Cahiers des Etats Généraux, tandis qu'on voua le peuple au culte d'une liberté théorique qui le livra dans la pratique à la tyrannie d'une bureaucratie mécanique et centralisée, substituée à tous les organes de la vie locale et professionnelle comme à tous les droits historiques. Suppression des provinces; dissolution de toutes les associations; l'Etat est tout, le citoyen « rien qu'un numéro dans la roue d'une immense loterie ! » C'est le régime de l'isolement obligatoire. Liberté du travail, liberté de la propriété sont des duperies. Derrière la façade des mots et des idéologies, il n'y a que le vide, un vide contre nature où triomphent les mauvais instincts; c'est le règne de la force, c'est la vie de la jungle.

Mais l'homme ne peut demeurer dans cet état d'isolement contre nature car c'est, avant tout, un être social et il existe des lois sociales, « lois essentielles de la société, que la science reconnaît par l'observation comme constantes et inéluctables » (300). Il y a une morale sociale. Il y a une justice sociale. L'homme est sujet à des obligations diverses qui ne sont que la contre-partie des avantages qu'il retire de la vie en société. C'est ainsi que se légitiment l'impôt, la dette du sang, les nombreuses restrictions de liberté d'une nation policée. Il y a donc, de toute évidence, une notion d'obligation dans le droit de propriété.

Le professeur Pirou dans son *Traité d'Economie Politique* (2) parle d'une limitation de la propriété, motivée par des considérations d'ordre familial, social et fiscal. La quotité disponible et les impôts successoraux en sont un exemple familial. Les limites sociales tiennent peu de place dans le Code civil, mais ont été étendues par la législation et la jurisprudence (expropriation pour cause d'utilité publique, loyers, réquisitions, théorie de l'abus du droit). Mais ces limitations sont dérivées de la conception absolutiste et exclusive du droit de propriété, tempérée de restrictions négatives. D'une part, l'article 544 du Code civil ne rappelle en aucune manière la responsabilité du propriétaire du fait même de

(1) « Ensemble et quand vous voudrez nous reprendrons le mouvement de 1789 », disait le comte de Chambord.

(2) Tome I. Sirey (1940).

sa propriété; aucune obligation interne ne semble accompagner l'exercice de la jouissance du droit; pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements, on est libre de toute contrainte.

D'autre part, ce que La Tour du Pin reproche à la législation individualiste, c'est d'avoir restreint ces limitations du droit de propriété aux rapports des individus entre eux et aux rapports des individus avec l'Etat. Celui-ci est, tout au moins dans une grande nation, un support juridique trop abstrait pour que les limitations d'ordre social et fiscal ne demeurent pas uniquement des contraintes souvent arbitraires, toujours imposées, subies à regret, évitées si possible; l'intérêt général ne peut pas, d'ordinaire, être suffisamment sensible aux membres d'une communauté trop étendue. L'histoire le prouve : il faut un péril grave pour que joue, par exemple, le sentiment patriotique, dans le sens d'une union totale et d'une volonté unanime de sacrifice. Dans la vie courante les facteurs d'antagonisme l'emportent trop souvent sur les facteurs d'union; d'où la nécessité de formations organiques régionales et corporatives au sein desquelles la notion de bien commun soit sensible à chacun des participants. Les exigences d'une société suffisamment limitée pour que se maintienne normalement tangible le sentiment du prochain ne sont plus alors subies mais consenties; les diverses restrictions de liberté individuelle auxquelles astreint inévitablement la vie en communautés sont, cette fois, l'objet d'une adhésion et non plus seulement d'une contrainte. Il reste encore à l'Etat l'immense tâche de veiller à la coordination nationale des différents « intérêts généraux ». L'évolution jurisprudentielle, à laquelle il a été fait allusion ci-dessus, a amené certains théoriciens, comme Duguit, à écrire que la propriété a cessé d'être un droit absolu pour devenir une fonction sociale, c'est-à-dire n'être plus reconnue que dans la mesure où elle est exercée conformément à l'intérêt général.

En l'absence de groupes communautaires, cette conception risque de provoquer la disparition de la liberté individuelle, car l'Etat ne peut pas être un juge compétent et impartial de cette conformité de l'usage du droit de propriété à un intérêt général totalitaire et indifférencié. La propriété *n'est* pas une fonction sociale, mais *a* une fonction sociale et, celle-ci, pour s'exercer efficacement, doit s'inscrire dans les mœurs et non pas seulement être affirmée par une doctrine et une législation.

En effet, il n'y a pas pour l'homme de droit sans un

devoir correspondant. Le droit et le devoir forment comme les deux faces d'une médaille qui se complètent et s'expliquent. Le droit n'est que le pouvoir d'agir ou d'exiger mis à la disposition de l'homme pour lui permettre d'accomplir le devoir. Le droit précède le devoir parce qu'un devoir ne saurait obliger quelqu'un qui ne serait pas mis d'abord en possession de moyens pour le remplir. Mais c'est le devoir qui légitime le droit, le détermine et le limite; le droit est conditionné par le devoir.

Saint Thomas définit la propriété : *Potestas procurandi et dispensandi*. Le propriétaire a seulement un pouvoir de gérance et d'affectation. Assurément ce pouvoir n'appartient qu'à lui, ne peut lui être contesté; il contient à son bénéfice la faculté d'usage, de jouissance et de disposition afin de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens. La propriété privée et personnelle est pour l'homme de droit naturel. Mais il ne faut pas nier ou atténuer pour autant l'aspect social et public du droit de propriété. Le propriétaire ne saurait, en aucune manière, détourner ses biens de leur finalité intrinsèque, c'est-à-dire la subsistance et le développement matériel et moral de tous. Les hommes ne doivent pas user du droit de propriété privée en vue de leur seul intérêt particulier, mais encore en vue du bien commun, c'est-à-dire pour que, grâce à cette institution, les richesses mises à la disposition de l'humanité remplissent effectivement leur destination.

Il y a donc une distinction fondamentale à établir entre le droit de propriété, qui est inviolable et sacré (suivant l'expression chère aux conservateurs), et l'usage de la propriété, qui doit être concilié avec le bien commun. Le maintien d'un ordre certain et bien réglé est nécessaire pour déterminer l'usage que les propriétaires pourront ou ne pourront pas faire de leurs biens.

Lorsque l'autorité publique, consciente de ses véritables devoirs, sait tout à la fois respecter la propriété et en tempérer l'usage, elle rend un bienveillant service à ceux qui possèdent, car « ce faisant, elle empêche en effet la propriété privée que, dans sa providence, le Créateur a instituée pour l'utilité de la vie humaine, d'entraîner des maux intolérables et de préparer ainsi sa propre disparition. Loin d'opprimer la propriété, elle la défend, loin de l'affaiblir elle lui donne une nouvelle vigueur ». (*Encyclique Quadragésimo Anno*).

Cette distinction du droit et de l'usage et cette mission sociale de la propriété ont, jusqu'à présent, échappé à la plupart de ceux qui auraient dû y prêter le plus d'attention. Ni les encycliques ni les écrits de La Tour du Pin n'eurent

un écho important. Les milieux catholiques eux-mêmes, et principalement le patronat, plus responsable parce que plus éclairé, ne comprirent pas la profondeur des réformes qui leur étaient enseignées; ne pouvant se désintoxiquer de l'esprit individualiste et absolutiste, ils continuèrent à considérer comme prérogatives ce qui n'est que fonctions.

Les meilleurs chefs d'entreprise accentuèrent leurs « œuvres » généreuses sans se douter qu'il y avait obligation de justice et non de charité !

Il fallut les bouleversements récents, guerres et crises économiques pour ébranler l'individualisme enraciné dans les mœurs par un siècle et demi de législation libérale. L'individualisme absolu comptera sans doute avec le collectivisme parmi les plus néfastes utopies que l'humanité ait tenté de réaliser. C'est pourtant bien prendre la nature à rebours que considérer l'homme « comme un être abstrait, parfait, de qui il dépendrait ou non de vivre en société et qui n'a dans la vie sociale d'autre devoir que celui de ne pas faire ce qui nuit directement à autrui, tandis que le *devoir social consiste à faire ce qui profite au bien commun* » (228).

Il nous faut lutter pour que les hommes du présent comprenant mieux le sens et la portée de la doctrine de La Tour du Pin, une conception positive et sociale de la propriété prenne la place de la notion négative et individualiste et conduise tout en même temps au respect de cette propriété et à celui de ses obligations.

Propriété. Justice. Charité.

La définition du droit de propriété pourrait, en suivant la pensée de La Tour du Pin, se donner ainsi : la propriété est le droit naturel de jouir et de disposer des biens, pourvu qu'il en soit fait un usage conforme à la justice.

Nous allons essayer d'analyser quelque peu le contenu de la définition ainsi proposée. La notion de justice est loin d'être simple et il faut commencer par en considérer les différents aspects. Les philosophes grecs ont attribué à la justice la première place parmi les vertus; Platon et Aristote, dépassant l'étroite formule du « chacun son dû », lui confèrent une valeur universelle et en font un principe social. L'essence de la justice repose dans « l'accomplissement de sa propre tâche, c'est-à-dire dans la mise en œuvre des comportements concernant naturellement chaque partie de l'esprit et chaque classe sociale. La justice, ainsi entendue, signifie donc la vertu qui régit et harmonise l'action, tant des particuliers que des multi-

tudes réunies, en attribuant à chaque faculté ou énergie la direction et les limites qui lui sont propres. Elle existe donc, dans la proportion entre les différentes activités qui composent un tout organique : chacune d'elles peut bien posséder un vertu particulière (comme la sagesse, la force et la tempérance), mais elle reste néanmoins subordonnée au principe formel qui réunit entre elles, tant les diverses parties que leurs vertus mêmes » (1).

C'est sur la définition d'Ulpien : *Justitia est constans et perpetua voluntas jus suum cuique tribuendi*, que se fonde essentiellement la jurisprudence romaine.

Saint Thomas a repris et précisé la conception générale grecque (2). Depuis ce philosophe, on a coutume de distinguer la justice commutative, la justice distributive et la justice générale.

La justice commutative consiste dans l'application de la règle : *æquale debitum alteri*, aux transactions individuelles qu'elle s'efforce d'entourer de conditions de garantie et de sécurité. C'est la justice des échanges ou compensations entre particuliers dont l'acte propre est la restitution de ce qui est dû, l'égalité sous sa forme la plus simple, l'égalité arithmétique. La liberté absolue des contrats n'est pas conforme à cette notion traditionnelle de la justice. Au-dessus de la volonté et du libre arbitre des parties, il y a le principe de l'équivalence des services; c'est l'*æquale* qui est la mesure de toute justice et qui fonde en droit le principe du juste prix et du juste salaire. Tout usage de la propriété qui tend à fausser cette égalité entre les parties dans les opérations d'échange n'est pas conforme à la justice. C'est pourquoi il est nécessaire de prévoir une organisation de groupements humains conçue et agencée de telle manière que puissent être le mieux possible respectées et contrôlées les conditions égales des contractants. Il ne s'ensuit pas qu'il faille intervenir dans la libre disposition de leurs volontés réciproques, mais seulement s'assurer qu'elles sont véritablement libres.

Certains théoriciens ont commis l'erreur d'avoir ramené toute question de justice à cette seule justice commutative. C'est, en particulier, le cas de Proudhon, qui en a donné la

(1) G. Del Vecchio, doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Rome : *Justice - Droit - Etat - Principes de Philosophie Juridique*. Sirey (1938), p. 10.

(2) Leibniz distingue les justices commutative, distributive et universelle, et leur fait correspondre les trois préceptes juridiques tirés des sources romaines (*neminem laedere, suum cuique tribuere, honeste vivere*) en leur donnant un sens très large.

définition suivante, cependant fort belle : respect spontanément éprouvé et réciproquement garanti de la dignité humaine, en quelque personne et dans quelque circonstance qu'elle se trouve compromise et à quelque risque que nous expose sa défense (1).

La justice distributive ne concerne plus les rapports des individus entre eux, mais les rapports de la société avec les individus. Elle vise, d'après Aristote, à ce que chacun des membres de la communauté reçoive dans la répartition des honneurs et des biens une portion adéquate suivant son mérite. Elle n'implique pas, cette fois, une égalité de valeurs, mais une égalité de proportions. Dans le domaine de la législation sociale, elle doit inspirer « des dispositions propres à assurer entre les diverses classes une équitable participation aux avantages et aux charges de la société » (180). Ceci est vrai, en particulier, de l'institution de la propriété, dont doivent bénéficier, soit sous sa forme privée, soit sous sa forme collective, les différentes catégories de citoyens et dont les détenteurs doivent assumer les obligations en rapport avec les ressources personnelles qu'ils en tirent. On peut résumer cette conception de la justice distributive en disant qu'elle a pour effet d'assurer une répartition du bien commun en conformité avec la fonction sociale des individus et des groupes. A chacun selon sa dignité. Tandis que la justice générale tend à constituer et à maintenir le bien commun en lui-même.

La justice générale, appelée encore justice sociale, concerne les devoirs des individus envers la société. Elle pose le principe de la subordination des biens particuliers au bien commun. Elle est assurée par l'observation des lois; c'est pourquoi on la nomme encore justice légale; celle-ci est, d'ailleurs, complétée par le respect des règles de l'équité, que l'on peut définir comme résultant des exigences réelles du bien commun dépassant le texte des lois. Le rôle de la justice générale est essentiel et quelquefois par trop méconnu des théoriciens modernes. C'est elle qui assure et limite en même temps tous les droits, même les droits entre particuliers et, notamment, le droit de propriété.

Quel que soit celui des trois aspects de la justice (2)

(1) *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Proudhon définit encore la justice : la reconnaissance en autrui d'une personne égale à la nôtre.

(2) On peut résumer les différents aspects de la justice dans la concise définition qu'en donne M. Guérin-Séguier, professeur à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales : *l'exacte proportion entre les droits et les devoirs*. Cette formule est complète, à condition bien entendu de viser aussi bien

que nous venons d'indiquer, auquel on souhaite voir s'adapter en conformité l'usage de la propriété, il apparaît bien plus difficile d'atteindre cet idéal en régime individualiste qu'en régime corporatif. La décomposition égalitaire et atomistique de la société aggrave les différences de position entre les intéressés dans les opérations du *do ut des* et rend quasiment impossible l'établissement de garanties institutionnelles souples, vivantes et efficaces. L'Etat ne peut intervenir dans l'organisation des marchés que par un certain nombre de réglementations d'ordre privatif et négatif, d'une application et d'un contrôle très aléatoires confiés à son personnel de fonctionnaires qui, même zélés et bien intentionnés, ne sont pas suffisamment armés, ni techniquement, ni psychologiquement pour assumer leur tâche avec efficience. Les réglementations de l'Etat en matière économique, légitimées par des circonstances exceptionnelles telles que celles provoquées par une guerre, s'avèrent généralement désastreuses. Elles nécessitent l'emploi d'une armée d'inspecteurs et de contrôleurs, dont la rémunération vient encore grever les prix de revient de la production et de la distribution. Elles sont fort mal accueillies et très peu respectées, parce que trop souvent mal établies, sans connaissance suffisamment exacte des données essentielles et des difficultés réelles des problèmes qu'elles prétendent résoudre. Arbitraires et indifférenciées, les interventions des administrations d'Etat n'atteignent partiellement leur but qu'à grands frais et en suscitant un mécontentement général et elles parviennent plus souvent à un résultat opposé à celui qui était escompté : la justice commutative est de moins en moins observée dans le régime des échanges.

Il en est de même pour la justice distributive. L'Etat ne peut pas veiller à une équitable répartition du bien commun, c'est-à-dire à une participation proportionnelle aux charges et aux avantages communs, s'il n'a devant lui que des classes sans autre caractère spécifique que la fortune présente ou passée de leurs membres. Seuls, des groupements de catégories de fonctions sont qualifiés pour être l'objet de mesures institutionnelles particulières et appropriées à leur nature. Au sein même de ces catégories se distinguent, se hiérarchisent et se complètent des groupes restreints, formés ou non en associations, dotés d'une mission plus spécialisée; dans chacun d'eux se dégagent les personnalités que leurs aptitudes propres désignent alors tout naturellement pour les fonctions de

les droits et les devoirs des individus entre eux, que des individus entre les groupes sociaux, et réciproquement, et que des groupes sociaux envers l'Etat et réciproquement.

direction. Ainsi peut s'opérer normalement, organiquement, cette répartition adéquate des honneurs et des biens proportionnelle au mérite qu'Aristote attribuait comme fin à la justice distributive. Dans le cadre de ces multiples alvéoles, où se développe librement une vie sociale intense et féconde, s'impose d'elle-même la conception fonctionnelle de la propriété. Nul ne peut échapper à la responsabilité de ses actes ou de ses abstentions sans perdre d'autant, et dans une mesure sensible, les avantages divers attachés à sa position.

Nous disons que c'est librement que se multiplient dans une telle organisation les initiatives positives et les accroissements de valeurs personnelles et que cette bienfaisante fermentation est directement utile et profitable au bien commun : en effet, ainsi que cela a toujours été de règle dans l'organisation corporative au sein de laquelle nos aïeux ont vécu pendant près de dix siècles, l'individualité exceptionnellement puissante qui préférera jouer seule sa partition dans l'orchestre, devra toujours, à notre avis, conserver sa possibilité d'indépendance, affrontant ainsi plus de risques, mais recherchant aussi, peut-être, plus d'avantages et collaborant néanmoins indirectement, en cas de succès, au progrès général d'une branche quelconque des activités et des entreprises humaines. Il n'y a pas à redouter que ces manifestations irrédentistes ne mettent en péril les organismes communautaires, car ceux-ci doivent normalement intégrer la très grande majorité des individus plus enclins à rechercher des assurances moyennes de sécurité que l'enjeu périlleux de primes extraordinaires. S'il en était autrement, c'est que le régime corporatif est vicié ou faussé de quelque manière que, par suite d'un manque quelconque d'expansion vitale interne ou externe, il est atteint de sclérose ou frappé d'atrophie.

D'autre part, le jeu des activités individuelles tend naturellement à servir à l'amélioration des biens communs : en effet, en l'absence de toute organisation juridique et constitutionnelle de groupements économiques et culturels, les erreurs de jugement, les fautes volontaires ou non, les incorrections, les malhonnêtetés et les crimes n'entraînent souvent pour leurs auteurs que des conséquences personnelles à retardement, sans provoquer en général un exemple salubre ou une expérience profitable et ne sont suivis que de sanctions — quand ils ne restent pas impunis ou n'apportent pas un bénéfice illégitime et immoral — sans portée pratique et quelquefois sans rapport équitable avec l'importance, la gravité et la portée humaines, familiales, sociales ou nationales du délit ou de l'erreur. Le régime corporatif, au contraire, met en œuvre une organisation

de la cité, dans laquelle chaque individu qui manque à sa mission sociale est nécessairement l'objet de sanctions organiques et prochaines (1).

L'individualisme pur engendre le règne de l'anonymat et de l'irresponsabilité, sous le voile imparfait d'une activité soi-disant bienfaisante et rationnelle, parce qu'illimitée et tendant, croit-on, à la quintessence du rendement par l'appât d'un profit maximum; mais c'est ne pas tenir compte de la perte et du gâchis, conséquences inéluctables et non mesurables des abus inconnus, des exactions impunies, des paresseux abandons, des coupables refus de servir qui rongent le corps social d'une gangrène seulement perceptible en cas

(1) « Les hommes, dans leur immense majorité, sont indifférents au bien commun : leur vue est trop courte et leur cœur trop charnel pour qu'il soit possible de créer en eux un égoïsme supérieur. Il ne s'agit pas de pleurer sur ce divorce entre l'intérêt privé et l'intérêt public, il s'agit de voir si, d'aventure, ces deux intérêts ne seraient pas conciliables. Le premier effet d'une institution « saine », c'est d'infléchir l'égoïsme individuel au service du bien commun et de faire coïncider, dans la plus large mesure possible, l'intérêt privé et le devoir social.

« Comment tendre vers cette harmonie ? Par une organisation de la cité, dans laquelle chaque individu qui manquerait à sa mission sociale serait nécessairement l'objet de sanctions « organiques » et « prochaines ».

« Il est clair, certes, que, même dans l'ordre le plus matériel, le conflit entre l'intérêt personnel et le bien commun ne peut être qu'apparent ou provisoire; en dernière analyse, l'individu ne peut servir son propre intérêt qu'en servant aussi celui de la collectivité dont il dépend; réciproquement, il ne peut agir contre le bien commun qu'en se détruisant lui-même.

« Tôt ou tard, l'égoïsme économique ou social est sanctionné. Seulement, parmi les multiples sanctions possibles de cet égoïsme, il en est qui sont « proches » et, dans cette mesure même, efficaces, et il en est qui sont « éloignées », et, dans cette mesure même, inopérantes. L'agriculteur qui néglige de donner à sa récolte ou à son troupeau les soins suffisants, le monarque qui, par son incurie ou sa tyrannie, mène son peuple à la ruine, sont châtiés, « personnellement et promptement », de leur carence sociale.

« Un fonctionnaire paresseux, au contraire, un assuré social qui vampirise à l'aide de feintes plus ou moins conscientes la « caisse » occulte et lointaine, un ministre éphémère et irresponsable ne sont rattrapés par des sanctions qu'au cours d'une profonde catastrophe sociale (effondrement de la monnaie ou de l'Etat, révolution, etc...) à laquelle ils peuvent d'ailleurs très bien échapper personnellement. Des sanctions si éloignées, si aléatoires, si impersonnelles, ne sauraient freiner efficacement les tendances antisociales des individus. Il faut autre chose que l'obscur et lointain menace d'un déluge « universel » pour maintenir l'homme dans son humble devoir particulier.

« Par malheur, l'organisation moderne de la cité tend de plus en plus à ne laisser place qu'à de telles sanctions : celles qui, au lieu d'avertir et de corriger les individus lors de leurs premières infractions au bien général, ne peuvent jouer contre ces individus responsables qu'au terme d'un épuisement irréparable des ressources matérielles et morales de la cité tout entière.

« La montée actuelle de l'étatisme, la fonctionnarisation croissante des citoyens aggravent considérablement ce décalage mortel entre l'intérêt collectif et l'intérêt immédiat de l'individu. De même qu'elles suppriment « l'élan vital » dans tous les domaines sociaux, les institutions modernes enlèvent aux sanctions ce caractère prochain et direct qui, seul, les rend opérantes et salutaires ». (G. Thibon : *Diagnostics*. Librairie de Médecis (1942), p. 68, 69 et 70).

de scandales particulièrement intolérables. Le corporatisme, par la mise en place officielle de fonctions ouvertement reconnues, provoque normalement et, en quelque sorte, biologiquement, la détection, la limitation, la condamnation et la disparition des malversations, fautes ou excès compromettant par trop gravement un sain équilibre de ce corps social.

La fonction sociale de la propriété, qui est la transcription effective sur le plan social de la responsabilité du propriétaire, proportionnellement à la nature, à l'importance et au degré de son appropriation, ne peut pas se dégager de la facile impersonnalité de la fortune « anonyme et vagabonde ». Il lui faut, pour devenir une réalité concrète, le climat d'« altérité » (1) favorable à la perception des différents liens sociaux et à la soumission aux obligations qu'ils déterminent d'après le droit naturel et le droit positif ; et ce climat ne peut s'établir en dehors d'une vie communautaire suffisamment serrée, pour que la notion du prochain ne demeure pas une figure de rhétorique et l'objet des seules spéculations morales ou métaphysiques. Certes, l'organisation des multiples et diverses communautés d'une société corporative devra conserver la souplesse et la vitalité nécessaires à la tension créatrice des individualités particulières ; en confirmant chacun de ses membres dans la dignité propre à la fonction que les circonstances de naissance, d'éducation et d'orientation professionnelle leur auront valu, la corporation et ses différents noyaux développeront l'amour du travail (qui est trop souvent devenu, à l'heure actuelle, une obligation péniblement supportée, à laquelle on a surtout le désir de se soustraire le plus possible), ainsi que le rendement dans la production, par une meilleure entente dans la coordination des efforts et l'application d'une bonne volonté générale.

Bien, évidemment, il s'agit là d'un idéal que n'atteindra pas *ipso facto* l'instauration d'un ordre corporatif. Il appartiendra au droit positif de dessiner peu à peu les contours des nouvelles institutions publiques et privées et d'élaborer les règles d'exercice des diverses fonctions sociales et les modalités contractuelles dans le cadre desquelles s'établiront, aussi harmonieusement que le permettront les éternelles déficiences de la nature humaine, les rapports mutuels de ces associés obligés que sont les différents membres d'une entreprise, d'un syndicat, d'une corporation, d'une commune, d'une cité, d'une région, d'une nation. Tenant compte, avant toute chose, de cette

(1) Cf. sur la notion d'altérité et les développements juridiques qu'elle comporte, l'ouvrage du professeur Del Vecchio, *Op. cit.*

subordination des biens particuliers au bien commun qui est l'essence même de la justice générale, le droit positif, qui résulte de la volonté des hommes, complète le droit naturel, qui découle de la nature des choses, et concourt avec lui, d'une manière nécessaire, à la détermination complète du droit. L'extension du droit positif est, en fait, considérable et c'est elle qui explique la variété du droit et sa souplesse. Il y a très peu de déterminations nécessaires en droit; presque toutes sont plus ou moins contingentes et leur rectitude dépend, en définitive, de la prudence et leur position de la volonté sous ses différentes formes (convention, consentement général, loi). Ainsi, si l'appropriation privée des richesses ressort du droit naturel, c'est du droit positif que ressort la légitimation du droit de propriété et la détermination des règles de son usage équitable.

Il a été indiqué ci-dessus que c'est par adhésion et non par contrainte que doivent, en règle générale, être adoptées les disciplines communautaires et que, s'il en était différemment, le régime corporatif était faussé. L'institution doit présenter une somme d'avantages telle que tout ressortissant du corps de métier (le corps de métier ou corps d'état n'a d'autre objectif que le recensement des individus pratiquant telle ou telle profession) soit normalement tenté de s'inscrire à la corporation. Si l'un d'entre eux a de bonnes raisons personnelles de tenter sa chance en dehors, il doit rester libre de le faire. Il va de soi, cependant, qu'il ne lui est pas licite d'employer des moyens de concurrence déloyale et des procédés antisociaux; il doit respecter la dignité de vie de ses collaborateurs et s'abstenir de tromper frauduleusement les consommateurs de ses produits ou les usagers de ses services. Un recours, soit des intéressés, soit du ministère public de la corporation correspondante, est toujours possible devant une juridiction autonome présentant toutes garanties d'indépendance et d'impartialité, avec faculté d'appel de ses décisions en dernier ressort devant l'Etat.

Pour que la vie interne et externe de la corporation soit suffisamment intense et positive pour lui attirer l'ensemble des membres du corps d'état, deux catégories de conditions apparaissent nécessaires : la première est d'ordre public et constitutionnel; la deuxième est d'ordre privé et moral. Le régime corporatif n'est pas viable, nous avons déjà eu l'occasion de l'indiquer en étudiant le rôle politique de la corporation, sans l'installation simultanée d'un régime représentatif comportant l'expression complète et spontanée de tous les intérêts au sein de parlements et de conseils régionaux et

nationaux, qui seront à la fois des organes communs professionnels et interprofessionnels ainsi que culturels, chargés de l'examen et de la délibération des problèmes propres à chaque branche, doués de pouvoirs de décision leur permettant, en conclusion, la conduite des solutions adoptées, toujours sous réserve d'une protection judiciaire éventuelle. Une semblable organisation est de nature à assurer à toute corporation la possibilité de défendre au mieux ses intérêts propres, tout en l'astreignant à respecter ceux des autres corporations et à viser, de ce fait même, l'intérêt général du corps national tout entier. Cette garantie de vie externe constitue la meilleure assurance d'une vie interne suffisamment riche de manifestations positivement utiles aux biens particuliers, pour que soient attirés à la corporation la quasi-totalité de ses ressortissants naturels.

La deuxième catégorie de conditions de vitalité spontanée des corporations est, avons-nous dit, d'ordre privé et moral; elles ont trait aux moyens d'assurer au mieux la subsistance et le développement matériel et moral de tous leurs membres. De saines dispositions économiques en vue de la plus grande prospérité possible des professions est, certes, la plus nécessaire des réalisations premières : elle conditionne toutes les autres; avant de pouvoir distribuer et répartir des biens communs, il faut tout d'abord, et ceci est quelquefois fâcheusement oublié, que soit résolu le problème de la création de ces biens communs; d'où la prédominance naturelle des considérations juridiques et des dispositions réglementaires relevant de la justice générale. Ceci posé, « l'équitable participation aux avantages et aux charges », objet de la justice distributive, présuppose une organisation et un esprit.

Le libéralisme extrémiste, celui du laisser-faire, laisser-passer, l'individualisme d'isolement, s'est généreusement imaginé, tout au moins en la personne de ses doctrinaires, que les difficultés excessives d'existence de certaines catégories sociales résultaient de l'oppression des féodalités survivantes et des privilèges corporatifs. Ils ont cru sincèrement qu'en établissant la liberté totale des contrats en matière d'emploi et de rémunération du travail, comme en matière de formation, de répartition, de jouissance et de gestion de la propriété individuelle sous toutes ses formes, ils mettaient définitivement fin au paupérisme. Malgré les résultats diamétralement opposés auxquels conduisit, en quelques années, la croissance brutale de l'individualisme libéral, les législateurs, sans doute influencés et dominés par les bénéficiaires de la situation, se

refusèrent à toute réforme radicale de la structure sociale. C'est pourquoi les théoriciens modernes d'un libéralisme infiniment plus nuancé, plus constructif que celui du siècle passé, reprenant d'ailleurs les conceptions de certains économistes tels que Sismondi, admettent les interventions de la loi en vue de la protection de certaines catégories de travailleurs lésés par les conditions d'emploi inéquitables d'entrepreneurs capitalistes peu scrupuleux, ou durement assujettis à une lutte concurrentielle à tendance destructive et monopolistique. Ces néo-libéraux sont donc, — nous avons encore une fois l'occasion de l'affirmer, — d'accord avec les partisans du régime corporatif pour tenir compte de la nécessité fondamentale d'aménager les modes et conditions de production et de distribution des richesses en fonction initiale de la dignité de l'ensemble des producteurs. Mais est-ce possible par le seul truchement de l'Etat ?

La Tour du Pin définit le paupérisme un phénomène social qui consiste dans l'apparition au sein d'une civilisation brillante, de classes entières manquant normalement de la *sécurité* des moyens d'existence que le travail peut et doit légitimement procurer. C'est là le point central de la mission de la corporation : procurer des moyens d'existence suffisants aux travailleurs, leur en assurer une sécurité normale. Mais comment précisera-t-on et limitera-t-on cette « suffisance » des moyens d'existence ? La Tour du Pin et le bon sens veulent qu'on s'en tienne à ce qui est nécessaire à chacun pour mener une vie honnête, selon son état, en élevant dignement une famille. Quant à la sécurité, elle ne peut être que relative ; il est bien évident que tout collaborateur d'une entreprise, tout titulaire d'un métier suivra, bon gré, mal gré, la fortune de son entreprise et les vicissitudes de sa profession. Un « garantisme » absolu serait une mort économique. Mais cela amène la conclusion logique suivante : le travailleur étant soumis à un certain risque (faillite d'une entreprise, décadence d'une industrie, disparition d'une profession) doit nécessairement, en bonne justice distributive, être admis au delà de son salaire normal d'existence honnête, à recevoir, le cas échéant, une part de la plus-value économiquement bénéficiaire que son association avec le bailleur du capital a permis de créer. Cette part devra être déterminée aussi équitablement que possible en fonction des apports respectifs des deux facteurs, travail et capital. Cette proportion est d'ailleurs plus ou moins facile à établir et ne peut que faire l'objet de recherches empiriques. Nous ne faisons d'ailleurs qu'indiquer en passant ce délicat problème de l'association des travailleurs aux profits de l'entre-

preneur, sur lequel nous reviendrons quelque peu au cours du chapitre suivant.

Quoi qu'il en soit, on peut conclure de ces réflexions que l'usage de la propriété des moyens de production ne sera conforme à la justice qu'autant que dans la répartition il sera tenu compte, d'une manière ou d'une autre, des fonctions effectivement assumées dans la production par les divers éléments humains que le capital appelle à collaborer avec lui dans l'œuvre créatrice : égalité de proportions, justice distributive.

Une organisation propice « à une équitable participation aux avantages et aux charges » de tout groupement humain, suppose encore la conception — que nous avons déjà indiquée précédemment et que nous développerons un peu plus loin — d'une assiette rationnelle de la propriété : la formation d'un patrimoine collectif à l'échelle de l'entreprise ou de la corporation suivant les cas ou, plus probablement, simultanément aux deux stades, tout au moins quand l'entreprise est d'une certaine importance, permettra de pourvoir naturellement et organiquement, à titre complémentaire, au bien des membres de l'entreprise et des corporants, alors que ni la charité publique ni l'assistance légale ne sauraient suffire, malgré l'ampleur de leur bureaucratie, à la tâche de recueillir tous les malheureux. Ceci permet de répondre à une objection courante faite souvent, à l'heure actuelle, à ceux que préoccupe à juste titre le sort des classes ouvrières : les hausses de salaires sont aujourd'hui tellement fortes, sous réserve, d'ailleurs, de certains décalages temporaires du pouvoir d'achat, que l'on peut dire que les sacrifiés du jour ne sont plus du tout les ouvriers, mais les épargnants, constamment et progressivement ruinés par les dépréciations précipitées et catastrophiques des monnaies. A quoi il est, nous semble-t-il, facile de répondre que tout épargnant est, à un titre quelconque, rattaché par son activité présente ou passée à un corps de métier, à une profession donnée. Or, le régime corporatif se propose précisément de lui conférer des droits sur ce patrimoine collectif, sans cesse alimenté par une participation à la plus-value de production ; au lieu de n'être qu'un anonyme émargeant de pension de retraite ou porteur de rentes à un guichet de caisse d'Etat, il devient copropriétaire d'un bien commun et son allocation ou son revenu n'est, en quelque sorte, que le prolongement de son activité professionnelle. Il faut voir là, à notre avis, le point capital des réformes corporatives. Les conséquences sociales, matérielles et psychologiques d'un tel transfert de la prise en charge de tous les

retraités de la profession et de tous les incapables et les assistés susceptibles d'un minimum de classement professionnel, seront éminemment favorables à l'instauration de plus d'harmonie et de paix au sein de la communauté nationale. Nous n'avons pas ici l'ambition de présenter autre chose qu'une idée schématique. Comme en toutes choses, bien des difficultés d'application pratique surgiront. Des systèmes de compensations interprofessionnelles devront, en particulier, être adoptés. Mais les mesures appropriées se dégageront d'elles-mêmes au cours de la mise en œuvre du principe par les professionnels. D'autant que l'incidence économique d'une semblable révolution sera très heureusement sensible, la gestion corporative de l'assistance et de la prévoyance sociales devant s'avérer infiniment moins onéreuse que celle de l'Etat.

On aurait tort, d'ailleurs, de s'imaginer qu'un semblable aménagement de dispositions institutionnelles, inspirées de la justice distributive, rende désormais inutiles les interventions de la charité. Il faut distinguer entre paupérisme et pauvreté : celle-ci est, dit La Tour du Pin, le sort naturel, plus ou moins adouci par la prévoyance organisée ou la charité spontanée, des familles incapables de travailler. Dans la plus large mesure possible, les collectivités corporatives ou communales subviendront aux besoins des infortunés qui se trouveront plus ou moins directement dans leur dépendance professionnelle ou géographique, de telle sorte que l'exercice de la charité, passant de la pratique de l'aumône à celle de l'entr'aide, amènera peu à peu une heureuse évolution du climat social, car une telle organisation ne peut, contrairement à ce qu'un « vain peuple pense », s'inspirer de la célèbre formule : liberté, égalité, fraternité : « liberté, égalité, ou fraternité, est, au contraire, le dilemme que pose la science sociale » (A. 73). Aux illusions mystiques de liberté et d'égalité économiques, il faut substituer l'esprit de fraternité qui doit animer des formations multiples et diverses, tendant à compenser les inégalités naturelles que « la société ne saurait effacer sans faire violence à la nature elle-même » (180). Mais à quelque degré de perfection que l'on puisse espérer développer l'organisation corporative de l'entr'aide fraternelle, la charité privée aura toujours un rôle complémentaire immense à remplir.

Nous pensons avoir indiqué les grandes lignes de l'organisation devant faciliter une plus équitable participation de tous aux charges et avantages communs. Pour animer puissamment cette organisation, pour lui infuser une vie ardente et féconde, il faudrait, en outre, qu'un nouvel esprit vienne habiter les consciences, tout au moins celles des élites, de ceux qui, plus

responsables parce que plus avantagés, doivent accepter et même revendiquer les charges, contre-partie naturelle de leurs avantages, accomplir la mission qui leur incombe du fait de leur situation, se prêter aux services que leurs privilèges les mettent mieux que d'autres à même de rendre. La fonction sociale de la propriété ne saurait, en particulier, être complètement et humainement remplie sans la charité. La charité est amour. Elle est essentiellement distincte de la justice, mais elle intervient comme moteur de l'exercice de la justice. Elle apporte à l'usage du droit de propriété ce caractère positif qui lui manque dans les articles du Code civil et cette volonté de servir que nous trouvons dans la définition du propriétaire, d'après La Tour du Pin, citée en tête de ce chapitre : administrateur de sa propriété pour le bien de ceux qui en vivent.

Cette révolution morale est sans doute de beaucoup la plus difficile à accomplir de toutes les révolutions qui nous sont proposées. Et, si cet idéal ne peut être atteint, ne va-t-on pas en conclure qu'à l'instar du pur libéralisme, le corporatisme est voué à l'échec parce qu'il présuppose, chez les hommes, de trop hautes et trop rares qualités morales ? Non, car s'il est bien certain que les hommes ne sont pas et ne seront jamais des anges, il n'en est pas moins vrai que la nature des institutions, le cadre de vie sont susceptibles d'agir profondément sur le niveau moral des hommes. Le régime corporatif, en faisant ressortir les fonctions respectives des individus, des familles et des groupes et en les reclassant suivant les caractères spécifiques de chacune de ces fonctions, facilitent aux uns et aux autres une perception infiniment plus claire de leurs responsabilités personnelles et mutuelles. Un ordre matériel rationnel rend possible un ordre moral positif. Une organisation sociale qui reconnaît la diversité des intérêts particuliers et leur droit à un égal respect de tous et qui se fonde sur la compréhension et la considération mutuelles de toutes les fonctions, donne infiniment plus de chance d'harmonie (1) et de paix qu'une décomposition en individus théoriquement indifférenciés, civilement et politiquement égaux, pratiquement abandonnés aux inégalités artificielles de la fortune financière.

Donc, d'une part, le choix des institutions ne laisse pas indifférent le progrès moral en lui-même. D'autre part, si l'on examine ce même problème de la valeur morale relative des institutions, sous l'angle social, on découvre aisément pourquoi

(1) « L'harmonie n'est pas autre chose qu'un jeu d'inégalités fondées sur les fonctions et les devoirs », G. Thibon. *Op. cit.* p. 101.

le régime corporatif est essentiellement préférable au régime individualiste. Il faut bien admettre, en effet, que l'égoïsme de la plupart des hommes est très étroit, s'arrête souvent à l'individu et n'englobe, dans les meilleurs cas, que la famille ou de très petits groupes; les êtres « désintéressés » qui poursuivent des intérêts supérieurs sont rares. Il serait puéril, comme le note M. Thibon, de demander à « l'homme de la rue » de sacrifier ou même de tempérer la poursuite de son intérêt personnel et immédiat au profit du bien commun et de l'ordre universel. Les institutions sociales ne changent rien à cet égoïsme, dira-t-on; les hommes se valent sous tous les régimes, donc tous les régimes se valent.

« Moralement, il se peut que tous les égoïsmes se valent. Il reste, cependant, que, *socialement*, certaines formes d'égoïsme (en particulier celle des hommes dont la volonté de puissance se déploie à l'intérieur de cadres vitaux comme la famille, la corporation ou la patrie) demeurent conservatrices et fécondes, tandis que d'autres s'avèrent essentiellement désorganisatrices et corruptives. Un paysan — ce type d'humanité existe encore ! — que l'avarice incline jour et nuit sur le sol, un chef d'entreprise dévoré d'activité sont égoïstes. Un financier cosmopolite, un démagogue corrupteur, un fonctionnaire parasite, un assisté social dont l'unique préoccupation est de traire la vache étatique, le sont également. Il ne s'agit pas de porter sur ces divers égoïsmes un verdict moral, il suffit de constater que les uns servent l'harmonie et la prospérité collectives et que les autres agissent en sens inverse. Ceci posé, il est facile de comprendre que les institutions qui tendent à cultiver et à multiplier cet égoïsme antisocial se condamnent par elles-mêmes » (1).

Cette justification utilitaire suffit à elle seule à souligner les mérites du régime corporatif. Dans un ensemble institutionnel où les fonctions se distinguent des situations, les détenteurs de toute propriété, quelle qu'en soit la nature, sont naturellement inclinés à servir et non plus seulement à jouir; ainsi peuvent se trouver conciliés le droit de propriété et la vertu de justice. De plus, les liens de dépendance des hommes entre eux à l'intérieur des groupes sociaux et d'interdépendance des groupes entre eux devenant directement sensibles et mettant en relief la notion du prochain, l'usage de la propriété peut s'accompagner plus normalement de l'exercice d'une charité fraternelle.

(1) G. Thibon. *Op. cit.* p. 66 et 67.

Formation des élites.

Cette idée du prochain nous amène à chercher si le régime corporatif est favorable à la formation des hommes d'élite, en valeur et en nombre. La répartition des familles suivant leurs attaches territoriales et professionnelles et la formation des noyaux communautaires doit amener la disparition progressive de cette fameuse conception de la masse amorphe et de ses volontés confuses et tyranniques, dont se sont trop facilement servis les meneurs du jeu politique. L'expression des droits et des intérêts se fera jour d'une façon rationnelle et organique à travers la libre représentation des individus, des familles et des groupes dans le cadre local et régional de leur activité professionnelle. Au sein des groupes naturels logiquement articulés s'affirmeront et se multiplieront les personnalités dont la supériorité pourra se dégager sans être aussitôt l'objet de jalousie et d'envie, parce que les services que leur déploiement rend à la collectivité se manifestent d'une manière sensible; tandis que l'isolement individualiste égalitaire et pseudo-démocratique ne présente pas de points d'appui concrets à l'épanouissement des valeurs personnelles et ne laisse voir que des situations au lieu des fonctions; alors, les élites ne jouent plus dans la cité un rôle organique et ne rendent pas, par l'appui direct de leurs moyens et l'exemple de leur vie, l'équivalent de ce qu'ils ont reçu ou acquis de plus que les autres et qu'on dénomme privilège, mot si décrié, notion si féconde.

Le Play définissait les classes supérieures « celles qui doivent leur dévouement aux classes inférieures ». C'est cette notion du service, noyée dans l'égoïsme particulariste, qu'il faut ressusciter et faire vivre à tous les stades de la hiérarchie sociale. Pour cela il faut admettre les inégalités naturelles et, suivant en cela la raison et l'utilité, les faire servir au bien commun en favorisant le développement des élites véritables, cadres indispensables d'une société organisée. « Le principe démocratique a contribué à l'affaiblissement de la civilisation en empêchant le développement de l'élite. Il est évident que les inégalités individuelles doivent être respectées. Il y a dans la société moderne des fonctions appropriées aux grands, aux petits, aux moyens et aux inférieurs. Mais il ne faut pas chercher à former les individus supérieurs par les mêmes procédés que les médiocres. Aussi la standardisation des êtres humains par l'idéal démocratique a assuré la prédominance des faibles. Comme il était impossible d'élever les inférieurs, le seul moyen de produire l'égalité parmi les hommes était

de les amener tous au plus bas niveau. Ainsi disparut la force de la personnalité ! » (1).

L'individu a été parfois traité comme une mécanique sans considération suffisante de ses plus nobles aptitudes. Ses activités morales, esthétiques et religieuses ne peuvent être séparées de ses activités physiques et intellectuelles sous peine de dégénérescence. La « reconstruction de l'homme » est conditionnée par la considération de la personne dans la plénitude de ses facultés. La « reconstruction de la société » est conditionnée par l'ascension des meilleurs, des mieux doués par leurs organes et leur esprit. Il faut que chacun soit à sa place naturelle et puisse exercer au mieux sa fonction propre dans le respect de ses droits légitimes. Ainsi verra-t-on sans doute se multiplier les « autorités sociales » que Le Play définissait « des individus qui sont devenus par leurs propres vertus les modèles de la vie privée, qui montrent une grande tendance vers le bien..., qui conquièrent l'affection et le respect de tous ceux qui les entourent et qui, enfin, — c'est là le point essentiel — font régner le bien-être et la paix dans le voisinage ».

Au terme d'une telle transformation idéale de la moralité des élites, le propriétaire serait véritablement l'administrateur de son bien pour tous ceux qui en vivent, selon le vœu de La Tour du Pin plusieurs fois déjà rappelé au cours de cette étude. Il ne disposera plus de ses richesses et de ses revenus disponibles en ne tenant compte que de son unique avantage, mais aussi en considérant l'intérêt de la communauté. Les positions actuelles seraient retournées : le propriétaire qui recherche d'abord et surtout le profit serait l'exception, alors que, aujourd'hui encore, fait au contraire bien souvent exception celui qui sait consciemment établir avec ses ressortissants d'autres liens que des relations financières.

Le dégagement des valeurs personnelles sera, en régime corporatif, un phénomène général. Dans tous les milieux sociaux la formation de fortes individualités sera facilitée par la reconnaissance rapide et consentie des services rendus. Ainsi, sur un champ de bataille, un petit groupe de soldats dont le chef a été tué sait tout de suite se soumettre d'emblée à celui d'entre eux qui manifeste spontanément des qualités de commandement et de direction. Certes, pour devenir un chef accompli, il faudra encore à l'homme sorti du rang l'acquisition des connaissances spécialisées qu'apportent l'étude et la préparation des années d'enseignement. Les promotions de guerre faites au cours des combats n'ont pas suscité des

(1) Docteur Carrel : *L'Homme, cet inconnu*, p. 328.

cadres impeccables, faute du temps nécessaire pour leur permettre le développement rationnel des qualités innées que les circonstances du moment ont révélées et qui n'avaient pas jusqu'alors trouvé à s'employer ouvertement. Mais dans les compétitions pacifiques de l'économie, la déconcentration de l'autorité et des responsabilités jointe à une méthodique organisation de l'instruction et de l'éducation professionnelles, provoquera au sein de la multitude des groupements corporatifs une formation intensément accrue d'individualités dont les valeurs techniques ou morales trouveront naturellement leur meilleure utilité personnelle et sociale.

Ainsi naîtra et se renouvellera constamment une élite du travail, qui constituera cette pépinière de cadres et de chefs indispensables à la saine prospérité et à la vitalité de toute nation. Le principe de la propriété du métier contribuera à la fortifier. La reconnaissance de la dignité ouvrière au moyen d'un brevet de capacité au travail, délivré avec les garanties corporatives nécessaires d'impartialité et d'équité, attribuant un privilège mérité d'exercice du métier, sera la récompense de l'effort et du talent et encouragera salutairement la qualification professionnelle.

Soumission au bien commun.

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, l'appropriation individuelle des biens ne relève pas seulement du droit naturel. Elle constitue un fait social résultant de la nécessité d'une utilité maximum des richesses. « Tout ce qui est possédé l'est en raison de son utilité » (Saint Thomas). Aussi l'autorité publique garde-t-elle un droit de contrôle sur l'emploi des biens appropriés. La délimitation des propriétés dépend de la loi civile et des institutions humaines, ainsi que le prouve d'ailleurs les formes variables et successives de la propriété chez les divers peuples au cours des âges.

Dans son article sur la question agraire, à côté des droits de la propriété et de ceux de la pauvreté, La Tour du Pin classe les droits de la société sur les biens fonciers; « la société possède un domaine éminent sur la propriété du sol national, quelle que soit sa distribution » (64).

Il résulte de ce dominium général de la société que l'Etat, en tant que gérant du bien commun et législateur, peut exercer normalement sur toute propriété un pouvoir de juridiction afin d'en tempérer et d'en régulariser l'usage.

Ce caractère de soumission à l'intérêt général, que nous avons déjà souligné en étudiant la justice générale ou légale,

est particulièrement sensible, quoique méconnu, dans la propriété des biens mobiliers et surtout des moyens de production. Le capital, vocable sous lequel on désigne communément ce genre de propriété, doit assumer ses charges naturelles avec un scrupule et un dévouement proportionnels à son importance puisqu'il est un instrument du bien-vivre commun, instrument dont l'appropriation individuelle n'est pas, nous le répétons avec insistance, de droit naturel premier, mais se réfère au droit des gens et aux institutions coutumières.

On ne saurait trop revenir sur ce point fondamental qui oppose diamétralement les conceptions libérales et corporatives de la propriété. Vouloir envisager des réformes de structure, suivant le mot en vogue, sans prendre pour base de départ cette subordination primordiale de l'usage de la propriété à l'intérêt commun est un leurre.

Si l'on veut sortir de l'impasse où le libéralisme et son enfant terrible, le marxisme, ont engagé l'humanité, il faut admettre que « le capitaliste doit pour beaucoup son capital à la société dont il fait partie et au bien commun de laquelle il participe comme citoyen et que ceci implique pour lui l'obligation rigoureuse de recevoir sa règle des autres selon une mesure qui ne puisse porter atteinte au caractère individuel de sa possession » (1).

Qui établira et imposera cette règle de l'utilité commune ? Ce ne sera généralement pas l'Etat qui n'a pas pour mission et ne possède pas les moyens de connaître et de juger des intérêts de chaque profession et de la vocation particulière de chacun de ses facteurs. La doctrine libérale ne reconnaît le droit de propriété strictement parlant, qu'aux individus et à l'Etat (2) et, par voie de conséquence, ne peut admettre d'autre réglementation que celle de l'Etat, soumettant tous les individus à une autorité incohérente parce que uniforme et trop souvent incompétente. En reconnaissant, au contraire, la propriété privée collective des corps professionnels, corollaire naturel de leurs intérêts de communauté, le régime corporatif leur confère un droit propre de juridiction qui offre à la fois des garanties de compétence, d'adaptation particulière, d'objectivité et d'impartialité, puisque tous les intéressés ont une part organique à la gestion corporative. Il va sans dire que l'Etat,

(1) Pierre Virion : *Fondement et rôle social de la propriété*. Article publié dans *Le Corporatisme*, organe mensuel de l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales (décembre 1937).

(2) Les sociétés par actions présentent plutôt la forme d'une copropriété individuelle que d'une propriété collective. Leur personnalité morale n'est qu'une fiction juridique commode, sans attribution de pouvoirs réglementaires.

conservant son rôle naturel de juge suprême et de conciliateur de tous les intérêts nationaux, exerce un droit de contrôle sur l'application de ces règlements nés spontanément des exigences du bien commun de groupements juridiquement autonomes.

Donc, premier point, pour que l'usage de la propriété soit conforme à la justice, il doit nécessairement être soumis à des réglementations (1) justifiées par l'intérêt général et tendant au bien commun : ainsi le capital ne peut pas être le maître incontrôlé de la production.

Un régime corporatif comportant la décentralisation du pouvoir et le développement du patrimoine collectif permettra sans doute d'arriver à une meilleure distribution de la propriété. En aménageant avec souplesse et équité la répartition de la plus-value de production entre les deux facteurs travail et capital, il favorisera la diffusion de la propriété. Une concentration excessive des richesses n'est pas propice à un usage conforme à la justice. Aussi, et c'est là le deuxième point d'application de la définition idéale donnée précédemment du droit de propriété, « si la propriété doit être considérée comme une des bases de la société, c'est à la condition qu'elle soit accessible sous une forme ou sous une autre à toutes les classes sociales et qu'on ne voie plus subsister la classification en propriétaires et prolétaires créée par le régime moderne » (28).

C'est pourquoi on ne peut laisser face à face la propriété individuelle et la propriété de l'Etat. *La propriété collective privée* doit donner la vie aux corps sociaux et faire bénéficier chacun des richesses produites en commun, à défaut d'une appropriation individuelle suffisante. Ainsi « c'est de la bonne assiette de la propriété plus encore que de sa bonne répartition que dépendent beaucoup la prospérité publique et la paix sociale » (303).

(1) Les associations professionnelles seront, par conséquent, très puissantes. Elles ne peuvent demeurer équilibrées et remplir équitablement leur mission que si elles sont organisées selon certains principes sociaux en tête desquels La Tour du Pin place l'esprit chrétien, c'est-à-dire l'esprit de charité; il faut ensuite « qu'elle soit hiérarchique, parce que c'est une condition naturelle d'organisation, partant aussi de vie — qu'elle repose sur le dévouement des patrons aux ouvriers, parce que c'est là le sens de toute hiérarchie chrétienne — que chacun de ces éléments y ait une juste part au gouvernement des intérêts communs — que ces intérêts soient garantis par la possession d'une propriété commune et par la reconnaissance légale — que la corporation possède un droit légal non seulement de juridiction sur ses membres, mais aussi de représentation près des pouvoirs publics » (191).

Propriétés collectives.

La disparition de toutes espèces de corps intermédiaires entre l'individu et l'Etat, caractéristique du régime économique et social moderne, n'a laissé aux abus de la propriété privée individuelle d'autre correctif que la propriété collective étatique. L'économie politique libérale « a compromis matériellement la propriété en ne distinguant pas dans ses lois la propriété foncière de la propriété mobilière et en s'efforçant de les mobiliser l'une comme l'autre par la dispersion des biens de mainmorte, des héritages patrimoniaux, de tout ce qui donnait des assises à la société domestique et à la société professionnelle » (216).

Cet excès d'individualisation « a engendré d'abord le capitalisme, c'est-à-dire la puissance et l'irresponsabilité du capital anonyme, puis, par voie de conséquence, le retour de ce capital à la collectivité la plus étendue, à l'Etat » (24). L'absence de toute propriété corporative a entraîné la formation de la propriété collective. L'Etat « porte la main successivement sur les instruments les plus puissants de la production, sur les biens par l'impôt et le crédit foncier, sur les banques, les chemins de fer, si bien que la propriété indépendante et autonome devient un mythe » (111) sans, malgré cela, que la condition du travail soit améliorée, car un prolétariat plus ou moins doré devient la condition commune (1).

Une bonne assiette de la propriété se fonde, à l'opposé, sur la reconnaissance à tous les organes de la société de la capacité de posséder. Alors on ne tend plus à une formation mécanique de la société, qui consiste dans une absorption de toutes les forces sociales par l'Etat et dans une « pulvérisation de tous les éléments sociaux sous sa main de fer. On s'attache,

(1) Un prolétariat doré ! La rapprochement de ces deux mots synthétise éloquentement le fond même de la pensée sociale de La Tour du Pin : est prolétaire tout citoyen qui engage sa puissance de travail physique ou intellectuelle sans détenir pour autant de droits civiques spécifiquement propres à sa fonction. Sa rémunération peut bien devenir importante, un prolétaire n'est toujours qu'un être diminué, moralement amputé d'une partie essentielle de ses droits de travailleur, en particulier du droit de participer par représentation au gouvernement des intérêts généraux de la profession à laquelle il a confié son capital-travail, et à l'administration des affaires communes du groupe de foyers au milieu duquel est situé le sien. Cette notion du prolétaire est fort éloignée de l'image que l'on s'en fait ordinairement : ce n'est plus seulement l'ouvrier malheureux sans travail stable, mal rémunéré, mal logé, mal nourri, c'est le travailleur moderne pour qui le travail n'est que le gagne-pain et n'est pas la source et le point d'appui de ses droits de citoyen ; c'est l'occupant anonyme et vagabond d'un logement qui l'abrite et non le chef d'un foyer qu'il a la mission de soutenir et de diriger et qui lui confère, en contre-partie, le pouvoir naturel de participer avec ses pairs au mieux-être de sa commune ou de son quartier. Le prolé-

au contraire, à une formation organique qui ait pour point de départ la diversité des conditions et dans chacune d'elles la liberté d'association avec un droit égal à participer, chacun dans sa sphère, à la vie publique » (242). « La famille, la commune, la corporation sont aussi fondées en droit à posséder que leurs membres. La famille forme comme le tissu cellulaire du corps social et les institutions publiques sa charpente osseuse; l'organisme proprement dit est un assemblage merveilleusement complexe d'associations » (178).

Le patrimoine corporatif « aura pour but de conduire l'ouvrier, qui peut difficilement arriver à la propriété individuelle, à obtenir au moins et d'une manière assurée les avantages de la propriété collective » (28).

Assumant les nombreuses charges de prévoyance et d'assistance, géré par les intéressés eux-mêmes, ce patrimoine procurera à tous les travailleurs, avec la sécurité du lendemain, la constatation tangible que l'effort leur a équitablement fourni des avantages directs (1). C'est ainsi que la joie et la confiance dans l'exercice de son travail viendront au cœur de l'ouvrier qui aura le sentiment de participer à la production

taire, quel que soit son degré d'aisance, est un nomade politique; son besoin immanent de fixation l'a rendu sensible à l'idée de classe, par laquelle il a repris des racines sociales. Tant qu'il n'aura pas recouvré la totalité des droits naturels, corollaire nécessaire de ses devoirs d'état, il demeurera attaché à la mystique de classe qui représente pour lui la seule force amie dans les compétitions de la vie. Quel est celui d'entre nous qui se sente « chez lui » dans un bureau de mairie d'une agglomération un peu importante? Cet édifice municipal a pourtant porté un certain temps le nom de maison commune. Par contre, le travailleur se sent à l'aise à son syndicat ou à la Bourse du Travail. Mais il ne l'est pas dans l'entreprise qui l'emploie. Voilà le mal profond qui déséquilibre la société contemporaine. C'est dans le remembrement de la personnalité civique du travailleur qu'il faut chercher le remède. L'individualisme constructif moderne n'a donc d'autre voie que celle de l'appel à la vie civile et juridique des groupes de métiers et des groupes de foyers. C'est le corporatisme.

(1) Nous voulons indiquer par là que la propriété collective de la corporation sera, « constatée » par les travailleurs, alors que celle de l'Etat échappe complètement à sa perception. Percevant des impôts (ou cotisations) aux lieu et place de l'Etat, la corporation fera fonctionner les services sociaux également aux lieu et place de l'Etat. Simple déplacement, mais psychologiquement essentiel. Le travailleur ne se sent nullement copropriétaire des biens gérés par l'Etat; il en sera différent pour les biens gérés par la corporation, à condition que celle-ci demeure une entité suffisamment restreinte. Il se rendra compte qu'au delà de son salaire, il bénéficie d'une caisse commune à laquelle il est redevable de toutes les institutions qui l'encadrent et l'appuient à chaque instant : médecine, instruction, éducation, chômage, retraite, alimentation, logement, loisirs. Et cette caisse, il sera bien obligé de se rendre compte que c'est lui-même qui en assure pour une large part le remplissage par la qualité et le rendement de son effort. La gestion du bien corporatif sera d'ailleurs, il va de soi, assurée par des conseils représentant harmonieusement l'ensemble des membres de la corporation.

comme associé du capital. Partageant avec lui bonne et mauvaise fortune, il ne se croira plus exploité par la puissance financière; il ne sera plus livré aux caprices de la concurrence, sans autre protection que celle des guichets anonymes de la bureaucratie d'Etat. Il semble qu'il ne soit pas besoin d'insister beaucoup sur la force d'enracinement professionnel, d'attachement au métier, de volonté de bon ouvrage que doit apporter au monde ouvrier cette accession sensible à la propriété, gage de la liberté et de la sécurité ! Quelle différence évidente entre le degré d'appropriation du corporant relativement au patrimoine corporatif et celui de l'électeur relativement aux biens collectifs de l'Etat.

A côté des biens corporatifs trouvent leur place les biens communaux qui constituent de précieuses réserves pour les habitants, campagnards ou citadins. « Parmi les libertés communales, la plus fondamentale est celle de posséder, non pas seulement en droit, mais en fait; la reconstitution de la propriété communale s'impose en faveur de la partie indigente ou seulement peu aisée de la population. Dans les campagnes elle se constitue en biens-fonds à usage commun, en biens allotis et se complète par des usages ou servitudes sur des biens appropriés; dans les villes elle se constitue en établissements publics tels qu'hospices, écoles, refuges, caisses diverses suffisamment dotées » (498).

Propriété familiale.

L'organisation communale des foyers et l'organisation corporative des ateliers forment les organismes essentiels de la société civile. A la base se trouve la famille. La société historique n'est pas faite des atomes que sont les individus, mais des molécules que sont les familles. Une législation qui nie cette vérité première et établit ses codes pour l'individu et non pour la famille, sape la nation dans ses fondements. La fixité et la sécurité des foyers sont des conditions indispensables au développement équilibré d'une population. La disparition des garanties relatives des biens communaux provoque une instabilité grandissante des familles et la décroissance de la natalité. « On se récrie sur l'arrêt des naissances alors qu'on a détruit les nids et les couverts ! » (493).

La législation révolutionnaire et napoléonienne, avec sa phobie de la mainmorte et de la substitution fit beaucoup de mal aux classes populaires. L'Eglise et la noblesse furent quelque peu indemnisées des spoliations dont ils avaient été

l'objet; mais le peuple ne revit rien des biens communaux partagés, ni des biens corporatifs dissipés. « Le prolétariat, c'est-à-dire la condition de la famille détachée de tout bien, apparut comme une chose normale au lieu d'une monstruosité sociale. L'idéal de la conservation rattaché à la stabilité et à la sécurité que donne la propriété fit naturellement place à celui d'une révolution sociale qui rendrait ces biens en une autre manière » (494).

La tâche de la réfection sociale est donc, à l'inverse, de procurer au foyer stabilité et sécurité en lui rendant ses attaches avec la propriété. La Tour du Pin préconise à cet effet la réforme du Code civil en augmentant la liberté testamentaire du père de famille et en facilitant la constitution de biens de famille transmissibles intégralement par substitution, ainsi que la réforme du Code fiscal en favorisant les donations à des corps sociaux ou à des œuvres d'utilité publique et en affranchissant de tout tribut à l'Etat l'héritage qui le paie ainsi à la société.

Le bien de famille est de pratique courante dans plusieurs grandes nations. En France les pouvoirs publics se sont décidés récemment, devant l'acuité du péril de la dénatalité, à amorcer certaines réformes dans le sens d'une plus grande liberté de tester en faveur du petit propriétaire agricole.

On cherche à faciliter le maintien à la campagne des souches familiales qu'un morcellement excessif imposé par l'application rigoureuse de l'article 815 du Code civil rend de plus en plus difficile.

La loi de 1909 avait déjà timidement amorcé l'établissement du bien de famille en autorisant l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants et en déclarant cette propriété insaisissable. Le décret-loi du 17 juin 1938 a fait un pas de plus en spécifiant que l'attribution peut être demandée, non seulement par le conjoint survivant, mais par tout héritier qui réalise ces deux conditions : d'abord habiter sur le domaine et ensuite participer effectivement et personnellement à son exploitation. Le bien ne sera pas vendu, mais estimé, et des délais de paiement pourront être accordés à l'attributaire.

Malheureusement, ces textes fixent une limite trop basse à la valeur du domaine susceptible de bénéficier de leurs dispositions (1). En outre, leur application est limitée à l'agriculture. Ce n'est donc pas encore le bien de famille tel que l'entend La Tour du Pin, c'est-à-dire destiné à perpétuer la famille dans

(1) Les dispositions nouvelles adoptées en faveur de la famille par le gouvernement du Maréchal ont sensiblement augmenté cette valeur.

le domaine agricole, dans l'exploitation industrielle ou commerciale ou simplement dans le foyer. Et cependant combien d'entreprises de famille sont souvent encore absorbées par de grosses sociétés anonymes parce que les héritiers qui n'ont pas de part de travail dans l'entreprise cherchent à monnayer leur part de capital.

Du droit spécial des lois de 1909 et 1938, il faut faire le droit commun.

Dans cet ordre d'idées, il est intéressant de citer la loi allemande de 1933 sur les domaines héréditaires et le statut de la propriété rurale. Le programme agraire du parti national-socialiste, publié en 1930, proclame : « le sol allemand possédé et défendu par le peuple allemand sert à la vie et à la nourriture du peuple entier. Il doit être administré en ce sens par les propriétaires... Le sol allemand ne doit pas apporter au propriétaire de revenus sans travail. A l'avenir, seul aura le droit d'acheter des terres celui qui veut les cultiver ».

Le statut actuel de la terre limite et sanctionne le droit de propriété : le domaine héréditaire est incessible, insaisissable et inamovible; le propriétaire doit répondre à certaines conditions de capacité, doit exploiter lui-même ou diriger lui-même son exploitation et se trouve assujéti à un contrôle et à un « directionisme » rigoureux. En cas de mauvaise exploitation, il est prévu une succession de mesures de sévérité croissante qui peuvent aller jusqu'à la dépossession moyennant indemnité.

Des droits de la propriété.

Il ne faut cependant pas oublier les dangers que présentent les interventions idéologiques, arbitraires et autoritaires de l'Etat dans la vie des sociétés. L'Etat n'a pas à créer le droit, mais à le discerner, puis à le reconnaître. Rien ne vit que ce qui a été fondé spontanément par la libre volonté. « L'Etat n'a d'autre fonction que celle d'être l'expression suprême de l'accord de tous les droits. Il possède, à cet effet, un organe, le gouvernement, qui définit — ne crée pas — tous ces droits par la loi, les maintient par la justice, les protège par la force » (307).

L'Etat libre dans la nation libre ! La liberté, la spontanéité des institutions enracinées dans l'évolution historique, sont chères au cœur de La Tour du Pin. La reconstitution des corporations ne saurait être œuvre de décrets à priori; leur renaissance doit être préparée par l'initiative de travailleurs de toutes les catégories, chefs d'entreprises, cadres et ouvriers,

conscients de leurs devoirs comme de leurs véritables intérêts; quand les corporations, ayant manifesté un commencement d'existence, auront reparu en fait, ce sera à la loi de les reconnaître en droit, de les fortifier par des privilèges et de les diriger par certaines règles vers leur développement social et politique naturel.

La Tour du Pin s'élève constamment, nous l'avons déjà indiqué, contre le césarisme, c'est-à-dire contre la concentration de tout pouvoir social dans l'Etat, qu'il soit représenté par une seule personne ou un seul corps. Le césarisme est la forme de gouvernement des nations en dissolution, qui remplacent par des mécanismes bureaucratiques les autorités locales ou corporatives qui ont cessé d'exister ou de fonctionner. Seule, une représentation organique des droits et des intérêts peut prétendre rendre effectif un consentement populaire des lois.

La Tour du Pin dit encore qu'un droit n'est que la continuation généralement consentie d'un fait qui n'est pas en contradiction avec le droit. L'Etat n'est donc pas la source des droits, mais seulement leur gardien et leur régulateur.

Ces définitions posent des limites aux interventions de l'Etat en matière de réglementation des droits de propriété. Même en vue d'un développement supérieur de la race ou de la nation, l'Etat ne saurait se prévaloir légitimement de son pouvoir pour délimiter arbitrairement les propriétés ou, comme il arrive le plus souvent, pour épuiser la propriété par un excès de charges et d'impôts. La société est faite pour l'homme et non l'homme pour la société. Les encycliques nous rappellent que ce n'est pas des lois humaines mais de la nature qu'émane le principe de propriété individuelle; l'autorité publique ne peut donc l'abolir. Toujours doivent rester intacts le droit naturel de propriété et celui de léguer ses biens par voie d'hérédité; ce sont là des droits que l'autorité ne peut abolir, car l'homme est antérieur à l'Etat et la société domestique a, sur la société civile, une priorité logique et une priorité réelle.

La doctrine de l'Eglise précise encore que l'abus du droit n'épuise pas le droit : on a prétendu à tort renfermer dans des limites identiques le droit de propriété et son légitime usage; le droit n'est pas périmé par l'abus qu'on en fait. Toujours subsiste le libre arbitre de l'homme qui peut, bien ou mal, user de ses droits, qui ne sont que des moyens mis à sa disposition pour accomplir ses devoirs. Mais, par le maintien d'un ordre certain et bien réglé, une société organisée suivant la justice doit s'efforcer de régler au mieux l'usage de la pro-

priété pour la faire servir à sa fin propre et la concilier avec le bien commun.

Il s'ensuit nécessairement une grande diversité des droits propres à reconnaître légalement aux différentes catégories de personnes ou de groupements suivant la nature de leurs fonctions. On ne saurait sans erreur traiter de la même façon de la propriété d'un modeste champ et de celle d'une grande usine. « La justice sociale consiste dans le régime du privilège » (181). La Tour du Pin entend, par ce mot « effrayant, mais inévitable par sa précision », la reconnaissance légale à chaque organisme social d'un droit propre, en harmonie avec ses fins particulières autant qu'avec le bien général de la société.

C'est là le rôle de l'Etat : faciliter à tout individu ou à toute association responsable d'une propriété le bon exercice de sa fonction par la reconnaissance de sa compétence et l'attribution des droits correspondants et indispensables.

Admettre le privilège, ou *privata lex*, c'est accepter l'inévitable différenciation des hommes entre eux par l'inégalité naturelle et vouloir la compenser par une juste et solidaire répartition des charges.

Equilibre de la propriété.

La propriété a un caractère individuel et un caractère social. Pour y répondre, elle doit revêtir la forme personnelle et la forme collective. Il faut qu'un équilibre relatif s'établisse dans le développement de ces deux modes d'appropriation.

L'ensemble des propriétés communautaires entoure l'individu d'un réseau de sécurités. Elles lui apportent le secours social dans des conditions infiniment plus avantageuses que ne le fait l'Etat.

La propriété individuelle est le ferment du progrès. Elle suscite l'entreprise et la découverte. Elle est la récompense rapide de l'effort et du succès. Elle est l'enjeu de la lutte féconde. Elle ouvre les voies de la destinée par où le monde va passer. Un aussi puissant levier est indispensable à la marche de l'humanité.

La tâche des rénovateurs de la société doit donc être, tout d'abord de maintenir en service actif cette force immense de la propriété personnelle et du profit. Mais, en même temps, ils devront, tout en tenant compte des droits légitimement acquis, reconstituer au moyen de prélèvements équitables les patrimoines collectifs qui donneront à tous les hommes les sécurités de base nécessaires à la perpétuation de la race par

la stabilité des foyers. Ces propriétés garantiront à la personne humaine la dignité et la liberté, sans lesquelles elle n'est pas à même d'atteindre ses fins temporelles et spirituelles.

Les fonctions sociales de la propriété sont donc multiples et diverses. C'est, avant tout, d'un meilleur équilibre entre ses formes individuelles et ses formes collectives que dépend, en définitive, la justice sociale, par suite la paix et la prospérité des peuples.



CHAPITRE V

D'UN ORDRE DU TRAVAIL

Le sort fait par l'individualisme libéral aux travailleurs, et particulièrement aux ouvriers de la grande industrie, a été profondément injuste. On sait les excès parfois abominables que provoquait la liberté du travail en l'absence de toute réglementation légale de ses conditions d'emploi. Si l'on veut prendre la peine de réfléchir quelque peu impartialement, on admettra aisément que les injustices flagrantes du libéralisme social étaient véritablement de nature à révolter les consciences populaires et à exaspérer la lutte des classes contenue en germe dans les principes mêmes du siècle (1). Le succès du marxisme n'étonne pas les observateurs sincères.

Il est vrai que, depuis un demi-siècle, la classe ouvrière a marqué de nombreux points dans sa lutte contre la classe patronale. Il y a un Code du travail. L'ouvrier est protégé par tout un ensemble de lois, de règlements et d'inspecteurs de l'Etat. La durée de son labeur est mesurée. L'hygiène de l'atelier est surveillée. Un effort est fait pour la salubrité de son logement. Un réseau d'œuvres d'assistance publiques et privées lui apportent des secours dans le malheur. Enfin, et surtout, sa forte coalition syndicale a fini par arracher au patronat l'établissement de barèmes du salaire, discutés collectivement par catégories professionnelles et non plus individuellement par entreprise. La notion du salaire vital, ou juste salaire, est de nouveau admise, et l'on ne songe même plus que la loi de l'offre et de la demande a pu être appliquée,

(1) Cf. Olivier-Martin. — *L'Organisation Corporative de la France d'Ancien Régime*, sur la naissance du malentendu entre les ouvriers et les législateurs de la Révolution; l'interdiction des associations ouvrières qu'étaient les compagnonnages, tolérés par l'Ancien Régime, les condamna à l'isolement et les livra, individuellement sans défense à l'exploitation égoïste de l'entrepreneur d'industrie, lui-même soumis à l'inexorable loi de la concurrence absolue. Cf. également G. Boivin et M. Bouvier-Ajam : *Vers une Economie Politique morale*, sur la concentration dans les ateliers qui favorisa la prise de conscience solidaire de la classe ouvrière. Cf. encore Dolléans : *Histoire du Mouvement ouvrier*, Colin (1939).

dans sa rigueur barbare, au monde des salariés pendant plus d'un siècle (1).

La liberté du travail, telle que l'entendaient les ancêtres de la Constituante, n'existe plus. La loi de 1884 a, peut-on dire en quelque sorte, renversé la vapeur.

Peu à peu se fait jour l'idée que la production des richesses n'est pas une fin en elle-même, mais qu'elle doit être au service de l'homme. On admet maintenant que sa liberté illimitée n'ayant pas abouti à l'harmonie économique, il est nécessaire de l'organiser et de la contrôler.

On commence enfin à s'apercevoir que le respect de la personne humaine, condition première de la paix sociale, ne consiste pas seulement à remettre à l'électeur un bulletin de vote tous les quatre ans.

On arrivera bientôt à reconnaître que tout travailleur, quelque modeste que soit sa part de responsabilité dans la production, a le droit de participer en proportion au gouvernement de la profession dont il dépend.

Mais, en attendant, il faut d'abord admettre que l'évolution actuelle des rapports du travail et du capital n'est pas à un terme satisfaisant et n'atteint pas encore un ordre juste des droits du travail. Car il n'y a ordre que s'il y a équilibre stable et conditions de durabilité; il n'y a de justice que s'il y a établissement de rapports organiques équitables entre les facteurs de la production. L'ordre ne peut pas naître d'une accalmie temporaire de la lutte donnant l'illusion d'un équilibre momentané; la justice ne peut pas s'établir dans l'incertitude des droits, l'incohérence des volontés, l'opposition des cœurs.

Nous sommes seulement à une étape, à un carrefour. Deux routes s'ouvrent au monde, dont La Tour du Pin avait parfaitement discerné la trace : la première, celle de la facilité, de la paresse, de l'abdication, mène au socialisme d'Etat avec ses dictatures aveugles; la seconde, celle du courage, de l'effort,

(1) L'évolution est telle que, dans l'ensemble, et du point de vue purement matériel, la classe des salariés de l'industrie, objet principal des préoccupations sociales contemporaines, est devenue privilégiée par rapport à beaucoup d'autres catégories de travailleurs, tels que les employés des banques et des compagnies d'assurances, les intellectuels et les artistes, les membres de l'enseignement et bien d'autres. Le professeur Baudin ne manque pas non plus d'attirer l'attention dans ses cours et ses ouvrages sur l'éternel sacrifice moderne, l'épargnant, ce héros obscur dont la patiente persévérance permet seule, cependant, de maintenir en activité et d'assurer le développement des entreprises publiques et privées. De même M. Malcor (*Au delà du Machinisme*, p. 32, note 1) proteste contre l'erreur constante de ne se préoccuper que des salariés, alors que le problème le plus urgent est, au contraire, celui des non-salariés, beaucoup plus nombreux et souvent dans une situation plus précaire.

de la hardiesse, mène au corporatisme d'association avec ses libertés disciplinées (1).

La nouvelle Charte du Travail nous mène sur la bonne route; elle apporte une grande espérance d'union; et, malgré les réserves que formulent à son égard les partisans de la liberté plurisyndicale, elle doit réunir, en raison des circonstances si périlleuses pour le pays, l'accord et l'adhésion active de la grande majorité des ouvriers, des cadres et des chefs d'entreprises. La formation et l'activité des Comités sociaux permettra cette rencontre des bonnes volontés, cette découverte heureuse du bien commun, cette appréciation mutuelle des efforts respectifs qui transformeront peu à peu les mentalités et instaureront progressivement de nouvelles habitudes. Ainsi, par la force des choses, s'établira avec le temps ce climat social qui fera venir à maturité l'éclosion de véritables institutions corporatives.

Le problème social est avant tout d'ordre moral (2).

Devant le spectacle des injustices faites à la classe ouvrière par l'économie capitaliste libérale, se formèrent rapidement les écoles dites socialistes. Proudhon, qui fut aussi incompris en 1850 que La Tour du Pin en 1900, attaqua violemment la propriété absolue, la propriété libérale, la propriété privilège sans charges. Il lui lança son fameux anathème « la propriété c'est le vol », qui devint un des slogans des révolutionnaires socialistes. En réalité, Proudhon ne visait que les abus de la propriété et les injustes inégalités auxquelles conduisaient une concentration qui semblait devoir être illimitée et une prolé-

(1) Le Maréchal Pétain veut engager la France dans cette seconde voie. Tous ses discours en font foi. A tous les Français de le suivre et de l'aider ! Voir à ce sujet l'appendice N° 1 : La Doctrine Sociale du Maréchal.

(2) En disant que le problème social est d'ordre moral, nous entendons viser le problème ouvrier actuel. Il est bien évident que la question de subsistance est primordiale; mais ce, que nous voulons, avant tout, faire ressortir, c'est qu'il y a faute grave à placer la question sociale uniquement sur le plan de la subsistance et à toujours la ramener à un problème de salaires.

Il est également évident que le problème rural est, lui, au contraire, d'abord d'ordre économique. La terre de France est cultivée pour les deux tiers environ par son propriétaire. Mais que sert au paysan d'être propriétaire s'il ne peut pas écouler ses produits à un prix suffisant pour l'entretenir normalement lui-même, sa famille, son cheptel, son matériel et sa terre elle-même ?

Il y a, d'ailleurs, néanmoins un problème moral au centre des questions rurales. Pour fixer les familles à la campagne, il faut modifier l'atmosphère. Sans chercher à imiter les distractions des villes, il faut y apporter un renouveau de vie culturelle; il faut plus de confort, plus d'hygiène au foyer; il faut, avant tout, passionner les jeunes pour leur métier, le plus beau de tous : faire produire la terre nourricière.

risation non moins générale. Tout au moins dans ses œuvres de maturité, Proudhon s'est réconcilié avec la propriété libre parce qu'il a été forcé de reconnaître qu'elle constitue le seul bouclier contre l'absolutisme de l'Etat. Or, Proudhon a lutté toute sa vie contre le césarisme, quelle que fût sa forme, monarchique ou démocratique. Il avait prévu et redouté l'accroissement démesuré et autoritaire des fonctions étatiques. Il avait dénoncé, dès ses prémices, cette menace de l'industrialisation et du machinisme et, irréductiblement opposé au collectivisme, il préconisait comme remède une décentralisation de l'autorité qui, seule, permettrait aux libertés de se conserver et de s'exprimer.

Il resta malheureusement totalement incompris, et la mystique que Karl Marx sut attacher à son utopique conception fataliste de l'histoire, recouvrit pour longtemps de l'épais et sanglant brouillard de l'idéologie de lutte de classes tout ce que contient de positif, de fécond, de libérateur la pensée proudhonienne.

Karl Marx s'est trompé en annonçant la concentration indéfinie et automatique (1). Certes, la machine tend, pour donner tout son rendement, à la concentration industrielle; certes, l'accumulation capitaliste est flagrante en notre époque de trusts.

Mais l'écrasement des classes moyennes et de la petite propriété n'a pris nulle part, naturellement et spontanément, cette allure totalitaire prédite par Marx. Il lui a échappé ce fait capital que, si la petite industrie, l'artisanat, l'agriculture familiale et le commerce de détail peuvent être techniquement inférieurs aux grandes entreprises concentrées, ils ont cette supériorité humaine, décisive, de satisfaire aux exigences de liberté et de propriété qui sont le propre de chaque homme.

Ces phénomènes sociaux sont évidemment différents suivant les peuples. En France, c'est un fait certain que les deux tiers du sol sont cultivés par des petits propriétaires et que la concentration de l'industrie et du commerce semble bien avoir touché le point culminant. Les grands magasins, par exemple, sont aujourd'hui fortement ébranlés et ne paraissent pas devoir s'accroître, au contraire.

La seconde prophétie de Karl Marx a trait au fonctionnement implacable de la « loi d'airain ». Le capital exploite le travail : alors que seule la force de travail donne sa plus-value à la matière, le capital s'attribue la totalité de cette plus-value,

(1) Sur 10.000 entreprises, il y avait, en 1931, 7.800 établissements occupant entre 1 et 5 ouvriers, contre 8.790 en 1896. (P. Reboud, *Précis d'Economie Politique*, p. 267.)

ne laissant à l'ouvrier que le strict nécessaire pour se conserver et se reproduire. « Prolongation de la journée de travail au delà du temps nécessaire à l'ouvrier pour former un équivalent de son entretien et attribution de ce surtravail au capitaliste, voilà en quoi consiste la production de la plus-value absolue. Afin d'augmenter ce surtravail on raccourcit, en faisait produire l'équivalent du salaire en moins de temps, le temps de travail nécessaire et la plus-value ainsi réalisée est la plus-value relative » (*Le Capital*).

C'est cette conviction irraisonnée, mais profondément ancrée, de leur exploitation par le patron qui devient le moteur de la lutte engagée par les ouvriers pour un affranchissement de leur condition. C'est ce sentiment de dépossession d'une valeur produite par leurs efforts, qui les fit s'opposer systématiquement à l'amélioration des techniques et des modes de travail. A quoi bon, puisque ce n'était pas eux qui en récolteraient le bénéfice, même pour une part !

Actuellement encore, l'application des méthodes dites d'organisation scientifique du travail se heurte, le plus souvent, à cette sourde, quelquefois même inconsciente, mais tenace hostilité ouvrière.

Et cependant, là encore, Karl Marx s'est trompé. Constatant le développement du prolétariat, dû en réalité à la coïncidence historique des transformations des modes de production et du déséquilibre de la propriété redevenue païenne, Marx y voit une loi fatale d'évolution de l'humanité, au lieu d'un accident, et attend de son exaspération la révolution finale qui établira sa dictature. Marx n'avait prévu ni la hausse des salaires, ni les conventions collectives, ni la surproduction, le chômage, les quarante heures, etc...

Une part fort importante de la plus-value revient aujourd'hui à l'ouvrier, sous forme de salaire, de primes, de sur-salaire familial et d'œuvres d'assistance, de prévoyance, d'hygiène, de sports, de loisirs de toutes sortes.

Souvent même, il arrive que le capital ne reçoit rien de la plus-value. Combien d'affaires ont travaillé en période de lancement ou de crise sans bénéfices et quelquefois sans couvrir leurs frais (1).

Et pourtant, le problème n'est pas résolu ! Pourquoi ?

(1) En 1940, sur un ensemble de grosses sociétés françaises, les parts respectives des trois parties prenantes, actionnaires, fisc et salaires (y compris les charges sociales) ont été :

Actionnaires	5 %
Fisc	30 %
Salaires	65 %

Parce qu'à la question sociale n'est pas seulement une question de subsistance; elle est avant tout une question morale. Le marxisme aussi bien que le libéralisme ont nié que l'économie politique ait à se préoccuper de la morale. Soucieux uniquement de produire des richesses, ces systèmes ne se préoccupent pas de la façon dont les producteurs s'approprient le fruit de leur travail. Pour le libéralisme, c'est le jeu des intérêts individuels qui mène la danse et se charge de la répartition. Pour le marxisme, c'est l'Etat tout-puissant qui assure systématiquement et aveuglément la distribution.

Il n'y a pas plus de justice dans un cas que dans l'autre. Dans le marxisme la situation de l'homme est encore considérablement aggravée. Il n'a plus aucune dignité personnelle et ne voit plus à aucun moment s'établir une relation équitable et tangible entre son effort et ce qu'il en reçoit; il n'a même plus l'espoir qu'il puisse un jour en être ainsi.

Karl Marx, cependant, caractérise avec justesse le capitalisme par le fait que ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais le travailleur qui est au service des moyens de production (1).

Là est la source du mal. Un régime économique et social qui n'a comme idéal, comme moteur, et comme régulateur que le profit est un régime inhumain. Le travail n'a pas pour but la production des richesses en elles-mêmes, mais la sustentation de l'homme, compte tenu de l'ensemble de ses nécessités individuelles et familiales et de ses besoins physiques et moraux. Il s'ensuit que tout système d'appropriation qui ne s'inspire pas essentiellement de cette fin naturelle de la loi du travail ne peut pas être conforme à la justice et contribuer à établir la paix. Il y a à la base de toute transformation sociale une question de principe. Une réfection véritable de la société

(1) Parti d'une observation exacte, Marx a cependant abouti, on le sait, par sa théorie collectiviste, à un asservissement beaucoup plus total du travailleur. L'Etat, seul propriétaire des instruments de travail, s'est montré, en U.R.S.S., un capitaliste infiniment plus tyranique que ne l'avait jamais été aucun entrepreneur privé. La démonstration n'en est plus à faire. Le professeur Baudin a, d'ailleurs, rassemblé et résumé (*L'Utopie Soviétique*, Sirey, 1937) les attestations qu'ont produites à cet égard un certain nombre de syndicalistes européens qui ont pu visiter la Russie et faire des observations fructueuses sur la condition sociale de l'ouvrier et sur l'évolution tant pratique que législative des organisations soviétiques. Il en ressort très nettement que les alarmes d'un Proudhon devant un régime communautaire n'étaient pas vaines : l'individu, devenu rouage d'une immense machine économique, ne peut se permettre aucun geste libre qui en compromettrait le fonctionnement; l'ouvrier est serf de l'usine, il ne peut en changer ni quitter sa résidence sans autorisation. Plus aucun droit individuel, puisqu'il n'existe aucune possibilité de recours contre l'Etat. C'est l'apologie de la force concrétisée dans la masse. Suppression des élites. Destruction de la personnalité humaine.

française suppose que tous ceux qui sont appelés à y participer soient pénétrés de la nécessité fondamentale d'opérer ce renversement des valeurs travail et capital. La primauté du travail sur l'argent sera l'idée maîtresse de l'évolution corporative française.

Elle a déjà inspiré les idéologies nouvelles de plusieurs pays européens, mais il ne suffit pas de proclamer que le travail doit occuper le premier rang dans l'organisation nouvelle de la société; il ne suffit pas que le principe soit simplement posé par l'Etat et qu'il en forge un dogme mystique commode pour ses fins politiques. Il faut, et c'est là le côté moral le plus généralement méconnu de la question sociale, que ses réalisations soient *directement* accessibles sous forme concrète et tangible aux travailleurs, à tous les travailleurs. Il faut qu'il y ait un lien visible entre l'effort et l'appropriation de son produit; il faut, de plus, que ce soit un lien de droit.

Pour que l'ouvrier ne soit plus un prolétaire, il ne suffit pas qu'il gagne de hauts salaires (1); ce n'est même pas du tout indispensable; ce qu'il faut avant tout, c'est qu'il soit moralement attaché à son entreprise et à sa profession; pour cela, il ne suffit pas d'un quelconque contrat de louage, même collectif; il faut qu'il devienne un membre de la corporation et que son métier soit pour lui un titre, comme pour l'ingénieur, le médecin ou l'avocat. Certain, alors, que ses capacités personnelles lui assureront normalement son gagne-pain, l'ouvrier perdra peu à peu ce complexe d'infériorité si pénible, dû à la précarité et à l'instabilité de son état ainsi qu'à son absence complète de participation à la vie de son entreprise et de sa profession. Intégré dans la communauté professionnelle, il n'est plus ce nomade indifférent à la maison qui l'occupe, remplissant aujourd'hui tel emploi à tel endroit, demain tel autre ailleurs.

Intéressé moralement à la marche de son entreprise, asso-

(1) Un régime de hauts salaires ne peut en aucune façon supprimer le prolétariat; car ce qui caractérise cette condition, cela n'est point le degré d'aisance ou de misère dans lequel peut se trouver le travailleur, mais c'est le fait de n'avoir pas considéré le travail d'abord comme une fonction sociale et seulement comme la pénible obligation de gagner sa vie (dans le langage courant l'expression « gagner sa croûte » n'est-elle pas devenue synonyme de travailler ?).

Au contraire, une certaine égalité de salaires même à un niveau élevé détruit la notion de hiérarchie sans laquelle on ne peut concevoir une véritable qualification des travailleurs. Ainsi que l'a montré M. Viraut au cours d'une conférence faite en 1939, à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, la qualification aura pour effet de rétablir le prestige du travail; car les capacités de l'ouvrier ne seront plus seulement consacrées par le salaire, mais par un titre qui confirmera ses aptitudes.

cié financièrement dans une certaine mesure, sous une forme ou sous une autre, directement ou indirectement, aux résultats de son entreprise, il en suivra la bonne et la mauvaise fortune. Ainsi, s'établira ce lien visible entre son travail et sa rémunération. Cette transformation morale agira d'un seul coup infiniment plus sur le rendement que tous les Taylor ou les Bedaux de la planète !

Membre de fait de la profession, le travailleur en deviendra ainsi membre de droit par la reconnaissance d'un titre de propriété sur les richesses créées par son labeur en association avec le capital.

L'appropriation de la part revenant équitablement au travail se fera en partie individuellement, en partie collectivement. Le patrimoine corporatif prendra en charge la prévoyance et l'assistance sociales. Tous les travailleurs participeront à sa gestion et ressentiront directement les bienfaits divers dont ce patrimoine sera pour eux la source. Là encore, lien de droit et lien immédiatement sensible entre travail et conditions d'existence.

Ce lien n'existe pas, par contre, quand l'Etat-providence subvient à tous les services sociaux qui relèvent naturellement de la corporation ou des organisations intercorporatives. L'Etat prélève indistinctement et aveuglément sur l'ensemble de la collectivité les sommes nécessaires, pèse sur la production et la fortune nationales de tout le poids écrasant de sa masse bureaucratique, sans que pour cela la question sociale soit résolue d'autant.

Somme toute, il n'y a pas, ni en régime corporatif totalitaire, ni en régime démocratique étatisé de rapport suffisamment étroit et évident, de relation directe de cause à effet entre travail et propriété. Seules des corporations libres, régionales, décentralisées peuvent être les supports de la nouvelle organisation juridique, économique et sociale, condition de paix et de prospérité.

Nous n'avons pas à revenir sur l'aspect économique du problème corporatif. Les cartels et les ententes sont entrés dans les mœurs. Il est maintenant admis, sinon proclamé, qu'une concurrence excessive entraîne un effondrement des prix et par suite des affaires elles-mêmes. Mieux vaut s'entendre que se ruiner. Malheureusement l'esprit qui a trop généralement animé ces ententes n'a tendu qu'au profit, négligeant le service. Les gros producteurs ont souvent réussi à écraser les petits. Il s'est créé des monopoles qui ont quelquefois réussi à dominer l'Etat et à exploiter ainsi la collectivité entière. Il

s'est constitué des privilèges sans fonctions ni responsabilités sociales établies. Tout cela, faute d'un régime corporatif qui ait commencé par inscrire au départ le doit et l'avoir de toute communauté.

Par contre l'aspect social du problème corporatif est beaucoup moins connu. Certes, en notre siècle, tout le monde est social. Chacun, même des *beati possidentes*, souhaite l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers. On parle logement, loisirs, apprentissage, etc. Mais on admet très bien que ce soit l'Etat, toujours l'Etat qui se charge de tout. On ne se rend pas compte des dangers que présente l'étatisme social aussi bien que l'étatisme industriel. Le prix de revient des services des « monopoles sociaux » est aussi élevé que celui des produits des monopoles industriels et il vient, comme lui, grever à travers l'impôt les prix de revient professionnels, handicapant la production dans les compétitions internationales. Il y aurait toute une étude à faire sur les multiples et avantageuses incidences économiques et sociales qu'aura la prise en charge par la profession de toutes les tâches actuellement assumées par l'Etat.

Enfin l'aspect moral du problème semble encore passer à peu près inaperçu. Personne ne paraît s'étonner de la disproportion, pourtant flagrante, entre les énormes dépenses constamment engagées et les faibles résultats obtenus. Des milliards et des milliards ont été fournis par la collectivité pour assister la classe ouvrière; et celle-ci demeure pourtant inquiète, hostile, tendue vers l'insurrection. Cela s'explique cependant facilement si l'on veut bien impartialement considérer que la condition morale des travailleurs n'est pratiquement pas sensiblement modifiée.

Mais, malheureusement, « très peu d'hommes sont attentifs à la question sociale, parce qu'elle est tellement ample, qu'embrassant toute la vie sociale, elle ne laisse pas plus facilement sentir aux gens où elle les peut mener qu'un voyageur ne sent sur une voie bien unie le mouvement de la voiture qui l'emporte » (A. 29). C'est ainsi que l'étatisme mène une nation à la ruine sans que la population ne s'en doute.

Insuffisance du paternalisme.

Il y a pourtant toute une catégorie de personnes qui, soucieuses du bien des classes pauvres, accomplissent des œuvres de toutes sortes, grandes ou petites, nationales ou locales, religieuses ou laïques, en vue de secourir les infortunes et les misères. C'est là le rôle éternel de la charité. Trans-

posée sur le plan de la profession, cette vertu a animé un très grand nombre de patrons qui ont amélioré considérablement le sort de leurs ouvriers et employés par des organisations multiples d'assistance, d'hygiène, d'enseignement, etc.

L'influence de Le Play et de son école (1) fut incontestable. Beaucoup de patrons s'efforcèrent d'être de bons patrons et firent de réels sacrifices en faveur de leur personnel (2).

Or ces œuvres, pourtant souvent fort bien conçues, ne rencontrèrent le plus généralement qu'indifférence ou même hostilité de la part du milieu ouvrier; et les patrons, découragés, dirent : « Il n'y a rien à faire avec ces gens-là ! »

Comment expliquer que tant de dévouement se heurte à tant d'incompréhension et même à tant de haine ? Toujours par la question de principe. L'ouvrier considère qu'il a un certain droit aux fruits du travail, que ce droit dépasse le salaire qu'il reçoit et porte sur les bénéfices de l'entreprise. Les bénéfices allant en totalité au patron, il s'estime frustré, volé d'un bien qui, en réalité est à lui. De telle sorte que les sacrifices d'argent consentis par le patron pour ses œuvres, ne sont, aux yeux de l'ouvrier, qu'une restitution partielle, incomplète et méprisée parce que bienveillante et charitable. Il refuse l'aumône. Ce qu'il veut, c'est une juste part dans la plus-value.

L'étude des conceptions de La Tour du Pin montre que c'est tout d'abord dans l'esprit qu'il faut chercher remède à cet état de choses et ensuite dans les institutions.

(1) Cf. la thèse d'un petit-fils de Le Play : E. Collignon : *Frédéric Le Play, sa conception de la paix sociale*, Loviton (1932).

(2) Un pseudo-corporatisme a été conçu sur la base de la doctrine paternaliste par Eugène Mathon et quelques autres patrons : une corporation économique uniquement patronale a la charge des intérêts généraux de la profession; elle est dotée, à cet effet, des pouvoirs législatifs; une corporation sociale groupe les patrons et les ouvriers du métier; elle assure la représentation ouvrière au Conseil Corporatif, la part de l'ouvrier dans la prospérité de la corporation (gestion paritaire du patrimoine corporatif) et l'organisation professionnelle.

Cette doctrine a rencontré un assez grand succès dans les milieux patronaux. M. Bouvier-Ajam a clairement démontré son insuffisance et son opposition avec la doctrine de La Tour du Pin : les garanties du salaire promises aux ouvriers sont illusoires et il n'y a aucune assurance d'impartialité dans l'établissement des contrats puisque les patrons, seuls maîtres de la corporation économique, tiennent en fait tout le pouvoir légal en mains, y compris le pouvoir législatif. Le faux corporatisme de Mathon conduit en réalité à un bisyndicalisme obligatoire qui n'apporte pas de solution au problème de la lutte des classes puisqu'il n'établit pas les bases d'une véritable collaboration.

Cette opposition à toute participation corporative ouvrière au gouvernement des intérêts de la profession ne peut aboutir qu'à des accords temporaires entre les deux partis, ayant bien davantage les caractères d'une trêve plutôt que d'une paix qui ne peut s'instaurer que par l'établissement d'un ordre juridique positif.

« Pour se maintenir socialement au niveau de la transformation économique, ce qui a fait défaut à l'atelier et ce qu'il faut y restaurer tout d'abord, ce sont les notions essentielles sur les devoirs du patronat, sur le juste salaire, sur la dignité de l'ouvrier. Qu'on ne dise pas que ce sont là des idées empruntées au socialisme; il n'était pas question de celui-ci quand le prédicateur de la cour de Louis XIV prononçait son sermon sur l'éminente dignité du pauvre. Ce n'est d'ailleurs pas au patron seul que nous faisons reproche de son incurie morale trop fréquente, d'autant plus qu'en aucun pays il ne mérite ce reproche moins qu'en France. C'est surtout à la déformation qu'il a contractée dans une éducation incomplète, qui ne lui a montré, dans la charge d'âmes et d'existence qu'il tient de sa condition, que des devoirs de charité en place de devoirs d'état, c'est-à-dire de justice sociale ! » (496).

Le libéralisme a faussé les esprits, même les meilleurs : « C'est la reconnaissance d'un droit de l'ouvrier qui paraît à beaucoup d'hommes excellents une monstruosité juridique et sociale, tout comme au temps du travail servile » (146).

Mais les institutions ne sont pas moins indispensables que l'esprit. Une renaissance intellectuelle des conceptions chrétiennes du travail et de la propriété serait insuffisante; « si l'on n'admet pas cette conclusion : que la réorganisation corporative de l'industrie dans toutes ses formes est la condition nécessaire au plein exercice des devoirs réciproques du patron et de l'ouvrier, et doit être l'objet de nos revendications publiques en même temps que de nos efforts privés, on reste dans l'utopie et on décourage les deux parties intéressées en prétendant de l'une plus qu'elle ne peut et en offrant à l'autre moins qu'elle n'a besoin » (14).

Le régime corporatif apportera à la fois aux patrons plus de stabilité dans l'économie de leurs entreprises, aux épargnants plus de sécurité dans le placement de leurs fonds, aux ouvriers plus d'équité dans leur condition. Le prolétariat tendra à disparaître par la diffusion de la propriété privée et collective et la dignité que conférera aux travailleurs leur juste et effective participation au gouvernement de leurs intérêts.

Propriété du métier. Contrat de travail.

« La possession d'une carrière, d'un métier, peut aussi revêtir le caractère d'une propriété quand elle est garantie par la loi, c'est-à-dire quand elle constitue un droit propre à qui l'a acquise, qu'elle lui ouvre un privilège et qu'elle ne peut lui être enlevée que par jugement » (29).

Un brevet de capacité professionnelle doit être délivré à l'ouvrier qualifié constatant l'habileté propre qu'il a acquise dans son métier. Une stabilité minimum dans son traitement lui sera ainsi garantie. Les contrats collectifs issus du mouvement de 1936, qui est une véritable révolution et a fait faire à l'économie française un pas considérable vers un ordre juste des droits du travail, sont effectivement une première reconnaissance de la propriété des métiers. Mais, comme le notait déjà La Tour du Pin au sujet des lois dites sociales émises à jet continu par des parlements incompétents, « cette législation, respectable en son principe, qui est que la société doit protection à tous ses membres, est le plus souvent insupportable dans ses applications, parce qu'elle ne peut produire que des dispositions générales alors que la diversité des conditions réclame des solutions particulières » (95).

Beaucoup de non-sens et d'absurdités se glissent dans l'élaboration et l'application des contrats collectifs parce que les professions ne sont pas organisées pour y faire face (1). Si l'Etat a souvent la main lourde et maladroite dans les interventions que cette inorganisation rend inévitable, faute n'en est-il pas tout d'abord à la carence de trop de patrons, à leur « absentéisme social », à leur individualisme incorrigible; en général, ils ne comprirent pas l'impérieux besoin de justice des ouvriers et les rejetèrent par leur incompréhension même dans les bras des démagogues et des vils exploiters politiques.

« C'est en vain que le maître Le Play a fait appel au patronat pour rétablir les « bonnes coutumes des ateliers ». Il semble que sa parole soit tombée dans le vide et il reconnaîtrait assurément aujourd'hui l'arrivée du moment où un régime de contrainte doit, selon sa déclaration qu'on oublie trop, parer aux maux qu'a engendrés un régime de liberté illimitée » (95).

Nous traversons actuellement cette période de contrainte

(1) Le professeur L. Brethe de La Gressaye a exposé, au cours d'une conférence prononcée en mars 1941, à l'Athénée de Bordeaux, les avantages du règlement de travail corporatif sur la convention collective : 1° chaque corporation organisée sera dotée d'un statut général du travail; 2° le règlement corporatif sera permanent, ce qui évitera les conflits provoqués à l'occasion du renouvellement des contrats collectifs; 3° le règlement, étant établi par l'organe dûment qualifié pour gouverner la profession, sera l'œuvre d'une autorité reconnue; ainsi seront évitées les discussions relatives à la représentation syndicale; 4° le règlement corporatif aura, de plein droit, force de loi, alors que le contrat collectif n'est qu'un arrangement privé qui nécessite l'intervention des pouvoirs publics pour être rendu obligatoire; 5° les moyens de contrôle de son application seront plus efficaces que ceux dont disposent les inspecteurs du ministère du travail.

qui ne cessera que par l'établissement du régime corporatif et dont la fin dépend, par conséquent, en grande partie, des efforts compréhensifs de tous les intéressés. Seuls les organismes des corporations auront la compétence et l'indépendance voulues pour reconnaître le droit (attribution du brevet), lui ouvrir un privilège (contrat de travail) et garantir son exercice (tribunal professionnel). L'ascension sociale sera facilitée au plus haut degré par les écoles professionnelles qui ouvriront l'accès aux carrières de maîtrise et d'ingénieurs à tous les membres de la corporation.

Il n'est d'ores et déjà plus possible de dire, comme La Tour du Pin à la fin du siècle dernier, qu'il n'y a ni notion, ni garanties, ni loi, ni juge de l'équité dans le contrat de travail et, par conséquent, pas de sécurité. Une évolution radicale est en marche pour aboutir prochainement à l'instauration d'un ordre corporatif véritable. Ainsi se réalisera cette parole de Charles Maurras sur le socialisme : « Cette nébuleuse, chaos immense engendré d'une juste cause, perverti par une idée fausse et qu'on ne débrouillera point sans une politique sociale précise prenant acte du mouvement syndical et aboutissant au régime corporatif » (1).

Finalité de l'entreprise et réformes institutionnelles.

Mais pour que cette évolution se fasse sans bouleversements violents, il faut une compréhension réciproque, large et attentive, une reconnaissance loyale et positive de tous les droits; il faut une activité vigilante des chefs, c'est-à-dire de ceux qui, à tous les échelons de la hiérarchie sociale, ont acquis ou ont reçu une parcelle quelconque d'autorité et de responsabilité. Trop de citoyens font preuve de nos jours d'une facile abdication de leurs devoirs civiques; ils sont d'autant plus coupables qu'ils n'ont souvent même pas l'excuse de l'ignorance ou de l'incompréhension; mais la tâche leur paraît trop rude ou trop vaste et ils laissent à d'autres l'effort et la lutte.

Cependant un grand nombre de patrons, surtout parmi les jeunes, n'ont pas perdu ou ont retrouvé le vrai sens de leur fonction. En contact direct avec leur personnel, ils cherchent à organiser une véritable collaboration au sein de leur entreprise. Certains y réussissent et la lutte de classes y perd déjà de son acuité. Plus rares sont ceux qui comprennent que leur tâche ne s'arrête pas à leur propre affaire; un effort isolé est voué tôt ou tard à l'échec s'il n'est pas entouré d'un nombre

(1) *Action Française* du 18 octobre 1908, citée dans le *Dictionnaire Politique et Critique*, tome V, page 220.

suffisant d'efforts semblables animés d'un même esprit, mais aussi et surtout coordonnés vers un même but. Ces jeunes chefs doivent être des apôtres et faire rayonner leur exemple en en dégageant par tous les moyens possibles le sens et la portée.

C'est là l'intérêt majeur d'une doctrine comme celle de La Tour du Pin : en dégageant les idées générales, en relevant les principes, en posant des jalons, elle indique la route à suivre; elle ne se soucie pas de faire du planisme, de régler par avance les modalités d'organisation et de fonctionnement de la société nouvelle. La Tour du Pin sait que la nature ne fait pas de sauts, il se garde bien de préconiser de trop brusques réformes; il ne faut retirer les attelles à un membre cassé que lorsque celui-ci a suffisamment recouvré sa fermeté. La corporation ne se crée pas, elle se reconnaît et se fortifie... nous dit-il.

Or, de tous côtés se forment maintenant des corporations ou à tout le moins naissent des tendances corporatives. Bien des éléments de la C. G. T., longtemps révolutionnaires marxistes, commencent à s'apercevoir de l'impasse où les mène la lutte de classes. Il y a, actuellement, des possibilités de rapprochement et d'union sur le terrain des « intérêts communs » de la profession. Pour que ces possibilités deviennent des réalités, il faut que ce respect égal de droits divers dont parle si souvent La Tour du Pin soit comme la charte de ces tentatives de formation communautaire. Pour que des droits soient respectés, il est évident qu'ils doivent tout d'abord être connus, définis et admis.

Au cours de cet exposé sur les points qui nous ont paru essentiels dans la doctrine de La Tour du Pin, nous avons reconnu aux travailleurs le droit de s'associer entre eux et d'organiser leurs métiers pour leur prospérité propre, mais sans perdre de vue l'intérêt général. Ce premier droit pose, conditionne et limite les rapports de l'Etat et des professions. Ensuite, nous avons admis qu'à l'intérieur du régime du salariat les travailleurs salariés avaient un droit de propriété du métier qui impliquait un certain nombre de conditions, en particulier un minimum de rémunération.

Enfin nous avons défini la propriété d'abord comme un devoir ou un service dont l'accomplissement est la justification du droit. Nous avons admis que le travail avait une valeur sociale supérieure à celle de la propriété, qui ne pouvait être que son auxiliaire et, en conséquence, nous avons reconnu la primauté du travail.

Or l'entreprise capitaliste a, pourrait-on dire, comme

centre de gravité le profit. Il y a primauté de la propriété. Le but essentiel de la production est la recherche du plus grand profit. C'est ici que nous pensons situer le point central de la révolution que nous propose La Tour du Pin. S'agit-il donc de supprimer le profit ? Nullement, et La Tour du Pin ne l'a jamais demandé. Le profit est un stimulant indispensable à l'action des hommes. Sans l'espoir du profit, l'épargne ne s'investirait pas en moyens de production. En outre le profit, ou plutôt son contraire, la perte, reste la seule sanction efficace de l'utilité économique des produits ou des services créés. C'est précisément l'évanouissement de la notion de profit personnel qui rend les exploitations étatisées si onéreuses pour un pays.

C'est une question d'équilibre. L'entreprise corporative aura pour centre de gravité le souci du bien commun : bien commun de ceux qui concourent à la production, y compris les apporteurs de capitaux ; bien commun de l'ensemble de la profession ; bien commun des consommateurs des produits fabriqués ; bien commun de la cité, de la région, de la nation. Bien commun de l'humanité serait-on tenté de dire si, pour le moment, il n'était entièrement chimérique de tenter d'autre organisation que nationale. La Tour du Pin demandait pourtant en 1880 une législation internationale du travail (1). Il fondait même des espoirs dans une entente des nations en vue de la réduction des dépenses militaires ! Ce n'est pas de saison...

Somme toute cette recherche du but essentiel de l'entreprise ressort plutôt de l'esprit que des institutions et c'est peut-

(1) Quelle que soit l'évolution du conflit mondial en cours, il semble bien certain que les anciennes frontières politiques ne pourront plus servir de cadres fermés à l'organisation économique et sociale nouvelle. L'autarchie n'est pas une solution permanente.

Quand fut publiée la loi de 1884, il apparut bientôt que l'action des syndicats tels qu'ils étaient institués, allait par le fait de la libre concurrence, peser inégalement, injustement même, sur certains patrons et sur certains pays, plutôt que sur d'autres et que des ententes internationales s'imposaient.

Ce fut pour répondre à ces préoccupations, nous dit Ch. Baussan, qu'en octobre 1884, La Tour du Pin et Milcent se rencontrèrent en Suisse, à Fribourg, sous l'autorité de Mgr Mermillod, avec des catholiques d'autres pays, pour y jeter les bases d'un centre catholique international d'études sociales. Ainsi naquirent, ce qu'on appela les réunions de Fribourg, que présidait le comte de Blome et qui se renouvelèrent tous les ans jusqu'en 1891, et dont sortit l'Union internationale de Catholiques sociaux.

Avec La Tour du Pin et Milcent, Albert de Mun, Lorin et d'autres membres encore de l'Œuvre des cercles d'ouvriers prirent part à ces réunions des catholiques venus de la plupart des pays d'Europe.

L'Union de Fribourg proclama la nécessité d'une législation internationale du travail. Cette union aurait été voulue par Léon XIII, qui se faisait rendre un compte détaillé des délibérations. Elle dressa en quelque sorte, dit M. Duthoit, les cahiers préparatoires de l'Encyclique *Rerum Novarum*, cahiers qu'Albert de Mun fut chargé de résumer en un mémoire qui fut remis au Pape.

être là la plus dure, la plus difficile des réformes, étant donné les habitudes contractées.

On peut bien, par l'impôt, taxer, brimer et limiter le profit; on ne change pas pour autant l'esprit de l'entreprise et le malentendu persiste entre ses deux éléments.

Il faut d'abord définir la fin pour laquelle travaillent les membres de l'entreprise : premièrement pour contribuer au bien commun par la création d'un produit ou la prestation d'un service utile; deuxièmement pour se partager entre eux, équitablement, des pouvoirs d'achat.

Quand cette définition sera admise par l'ensemble des producteurs, le problème des institutions sera plus facilement résolu.

Ceci posé, on ne saurait trop rappeler que les modalités d'organisation des entreprises et des corporations seront extrêmement variables selon leur importance. Il va de soi qu'une volumineuse industrie métallurgique ne règlera pas les rapports du travail et du capital comme le feront des plombiers ou des cordonniers.

C'est dans cette matière qu'il faut bien se garder de forger des réformes de structure théoriques et inévitablement artificielles ! C'est l'expérience, c'est la nature même des choses qui détermineront peu à peu, suivant les modes et les lieux, de nouvelles règles et de nouvelles mœurs professionnelles et sociales.

Le titre 2 de la Charte du Travail du 4 octobre 1941 prévoit la répartition des établissements industriels et commerciaux dans un nombre déterminé de familles professionnelles dont la nomenclature a été approuvée par décret. Cette tâche est fort délicate. Elle est poursuivie actuellement par le Conseil supérieur de la Charte et le classement établi progressivement fera sans doute l'objet de nombreuses retouches expérimentales.

Propriété corporative sociale.

Le professeur François Perroux a établi, dans son ouvrage intitulé *Capitalisme et Communauté de travail*, une distinction commode entre un corporatisme *lato sensu* et un corporatisme *stricto sensu*. Le premier désigne l'ensemble des moyens tendant à corriger les excès du capitalisme, mais à l'intérieur du système capitaliste, sans chercher une véritable transformation de structure. Le second, au contraire, entend reconstruire entièrement la société suivant un nouvel ordre radicalement opposé au capitalisme.

Nous assistons actuellement à des mouvements et des tentatives qui se rattachent au corporatisme *lato sensu*. Rapprochement des classes, union, collaboration, respect syndical, contrats collectifs, commissions mixtes, délégués d'ateliers, sursalaire familial, etc... manifestent cette tendance. Dans le domaine économique, les ententes de prix et les limitations d'entreprises procèdent de la nécessité de freiner la concurrence, mais ne sont, généralement, pas non plus des phénomènes véritablement corporatifs.

La Tour du Pin n'a pas, il est vrai, posé formellement cette distinction; mais on peut trouver dans son œuvre, d'un côté des réformes évolutives et transactionnelles relevant d'un corporatisme large et, de l'autre, les traits fondamentaux d'un corporatisme révolutionnaire.

D'autre part, M. François Perroux a placé ces définitions sur le plan de l'établissement des prix; offre et demande ou fixation volontaire ? Nous n'avons pas à reprendre ici ce problème; néanmoins, cette hiérarchie dans les doctrines corporatives a retenu notre attention car elle peut, nous semble-t-il, s'appliquer à l'analyse des rapports du travail et de la propriété et à leur évolution.

Un ordre du travail suppose, nous l'avons vu, la formation d'une propriété collective de l'entreprise ou de la profession. Nous avons envisagé la constitution de ce patrimoine par l'attribution au travail d'une part de la plus-value disponible, après paiement des salaires du travail et du capital (l'intérêt étant considéré comme le salaire du capital).

Nous n'avons jusqu'à présent attribué à cette propriété qu'un rôle d'ordre social ou privé : prise en charge de la prévoyance, de l'assistance, de l'enseignement, des logements, loisirs, dotations, etc...

La formation de nombreuses propriétés corporatives sociales est, assurément, une des premières mesures qu'il est possible d'appliquer progressivement, dès maintenant, aux problèmes ouvriers.

Déjà se forment des groupements de patrons, d'employés et d'ouvriers en vue de l'examen en commun des problèmes intéressant la profession. Un climat se crée peu à peu et favorise une meilleure compréhension mutuelle. Des institutions prennent naissance : comités d'arbitrage, commissions d'étude, caisses autonomes de retraite, secours financiers divers. Tous ces organismes sont constitués paritairement.

C'est du corporatisme *lato sensu*.

La constitution de ces patrimoines collectifs ne nécessite,

en effet, aucun bouleversement de la structure de l'économie capitaliste; elle n'exige, au moins à titre embryonnaire, qu'une bonne volonté générale et un commun accord; elle relève plus de l'esprit que des institutions. Cependant, pour que ces propriétés se développent et jouent un rôle utile, il faut en plus la faveur de l'Etat qui doit leur déléguer, peu à peu, un certain nombre de ses fonctions actuelles.

Mais à la base il y a, avant tout, l'initiative des professionnels intéressés, ouvriers et patrons, sans laquelle aucune réforme ne se fera. Ce sont les efforts privés qui feront naître les points d'application des doctrines et les feront petit à petit passer dans la réalité. Il faut, en quelque sorte, forcer la main à l'Etat et vaincre la routine par des exemples vivants.

La tâche des professionnels se trouve maintenant considérablement facilitée, puisque le gouvernement du Maréchal Pétain a décidé d'orienter la France vers une organisation corporative. D'une part, les comités créés par la loi du 17 août 1940 sont chargés de l'élaboration et de l'application des mesures d'exception imposées par les circonstances; ils sont composés des hommes d'élite des professions, nommés d'office par les pouvoirs publics, en l'absence de toute possibilité initiale d'un autre mode organique de désignation; en outre, ils sont dirigés par des délégués du ministère de la production, ce qui leur donne un caractère nettement étatique. Néanmoins, on se trouve en présence d'une institution embryonnaire nouvelle orientée dans le sens corporatif, qui a une valeur éducative générale et qui permet, d'ores et déjà, malgré les lourdeurs inévitables d'un indispensable mais temporaire dirigisme d'Etat, à certaines professions, de poser les jalons de la corporation prochaine. D'autre part, les comités prévus par la loi du 4 octobre 1941 sont chargés, à l'échelon de l'entreprise, des problèmes intéressant la vie en commun; à l'échelon de la profession, de la représentation, de la direction et du contrôle de la famille professionnelle. Composés tripartitement, ces comités peuvent être l'occasion de contacts bienfaisants entre les représentants des différentes catégories de travailleurs. Les comités sociaux d'entreprise permettront de faire ressortir la notion du bien commun et de la rendre sensible à tous; ils doivent, en effet, assurer la gestion des œuvres sociales préexistantes ou nouvellement créées. Cette attribution est capitale; peu à peu se formera ce lien effectivement tangible entre l'effort de l'ouvrier et les avantages matériels et moraux qu'il retire des institutions diverses de prévoyance, de secours, d'enseignement, etc.; ainsi verra-t-on s'atténuer progressivement l'état

d'esprit revendicatif des populations ouvrières. Des relations régulièrement suivies entre les chefs d'entreprise, les agents de maîtrise et les agents d'exécution établiront un courant de compréhension mutuelle et de confiance réciproque. Peut-être y a-t-il lieu de regretter que, dans l'état actuel des textes, les comités sociaux d'entreprise n'aient pas reçu la personnalité civile; on ne voit pas encore très bien comment peuvent être gérées les œuvres sociales sans la faculté de posséder. Si le patrimoine commun ne se constitue qu'à l'échelon du comité social local, il est à craindre que, dans beaucoup de cas, la distance demeure encore trop grande entre le producteur et l'usager : nous voulons dire que le même travailleur dont le labeur contribue pour sa part à alimenter la propriété corporative, n'éprouve pas, en tant que bénéficiaire de cette propriété, le sentiment net et certain qu'il récolte ainsi le fruit de ce labeur personnel, au même titre et au même degré que son salaire mensuel; autrement dit, il faut éviter que se produise, pour le patrimoine corporatif, le même inconvénient que pour les biens collectivisés par l'Etat : si le chemin est trop long entre la caisse et l'usager, tout sentiment d'appropriation direct se perd au cours du trajet et on retombe dans les inutilités sociales d'une bureaucratie qui remue beaucoup d'argent, dont les réalisations peuvent être spectaculaires, mais qui n'arrive pas à faire disparaître ce sentiment de dépendance d'où provient le complexe d'infériorité propre au prolétaire. Le seul but essentiel, c'est de conférer au travailleur la foi dans la dignité de sa situation et dans la justice de sa condition. Nous croyons qu'un des moyens, et non des moindres, peut être trouvé dans une décentralisation des biens communs et de l'autorité gestionnaire poussée aussi loin que possible. Par cette activité précise et concrète s'établira le climat nécessaire pour que la communauté de travail devienne une société véritable et que le travailleur accède de plain-pied aux valeurs les plus hautes de la société.

Cette révolution exige, pour réussir pleinement, une sincérité et une volonté générales de faire triompher la primauté du bien commun. Les éléments dominants de la vie professionnelle, à l'initiative desquels est remis le soin de construire l'ordre corporatif, doivent acquérir un minimum d'esprit corporatif et abandonner l'essentiel de l'idéologie et de la configuration économique et sociale résultant du régime mi-libéral, mi-socialiste auquel ils étaient accoutumés. La mise en œuvre de la Charte du Travail est conditionnée par une double réforme spirituelle et institutionnelle.

L'émancipation ouvrière ne peut s'accomplir, au premier

degré, que sur le lieu de travail; c'est dans l'entreprise même que doit se consommer la disparition du prolétariat. Le comité social de l'entreprise sera l'organe d'expression et de configuration de l'ordre nouveau. Mais sa création, pour être effective, suppose une transformation des fonctions patronales et ouvrières qui constitue une véritable « promotion patronale » mettant fin à « l'irresponsabilité capitaliste » et, parallèlement, une « promotion ouvrière » mettant fin à « l'irresponsabilité prolétarienne » (1).

C'est pourquoi il faut attacher une très grande importance aux premières formations de comités sociaux qui prendront rapidement la valeur d'un témoignage et seront déterminantes pour le succès de la Charte. Il appartient donc aux hommes de bonne volonté de ne pas manquer, de part et d'autre, l'occasion qui leur est offerte de collaborer positivement et directement à la restauration de la France, qui exige le concours entier de toutes les valeurs humaines.

Un exemple de propriété du métier dans la grande industrie.

C'est ainsi que l'organisation des usines Bat'a, telle que l'a décrite M. Hyacinthe Dubreuil, aurait certainement attiré l'attention de La Tour du Pin.

Il y a là, en effet, à notre avis, une application intéressante de corporatisme *lato sensu*. L'entreprise demeure la propriété personnelle absolue de la famille Bat'a; l'expérience Bat'a n'est conditionnée ni par un statut des métiers, ni par un aménagement corporatif général de l'industrie; elle peut être réalisée par des entreprises isolées, à l'intérieur de leur cadre actuel, dans la structure actuelle de l'économie.

On connaît son principe : rendre chaque atelier commercialement responsable de ses fabrications, c'est-à-dire que chaque atelier a, dans certaines limites de prix et dans des conditions de qualité définies, la possibilité de réaliser des bénéfices; il fait ses achats au magasin ou à l'atelier précédent et ses ventes à l'atelier suivant ou au magasin de produits finis; il tient une comptabilité. Ainsi les connaissances et les aptitudes techniques du chef d'atelier, le travail et l'application de ses compagnons reprennent quelque peu de leur

(1) Nous empruntons ces expressions imagées à l'article publié dans le numéro de mars 1942 de la publication *L'Organisation Corporative*, par M. A. Romieu, directeur de l'Office des Comités Sociaux, intitulé : *Une Expérience Humaine, le Comité Social d'Entreprise*. Celui-ci ajoute que, si cette grande mutation manquait à s'accomplir dans l'entreprise, l'architecture de la Charte ressemblerait, sans doute, à ces immeubles inachevés qui dressent sur le ciel leur carcasse sans vie.

signification humaine. C'est une restauration des valeurs artisanales dans la grande industrie. Un esprit d'équipe est créé; une sélection des chefs se fait d'elle-même; il y a rapport direct entre la tâche journalière de l'ouvrier et le résultat personnel de son effort.

Il est bien évident que les résultats de ce système sont étroitement liés à ses modalités d'application. On peut sans doute très facilement discuter les effets obtenus chez Bat'a, mais on ne peut pas nier qu'il n'y ait là une idée féconde susceptible de faciliter considérablement l'évolution du régime du salariat.

Sans penser avec M. Robert Aron (1) qu'il suffirait d'étendre cette expérience du plan technique au plan financier et au plan administratif pour que, de réformiste et de néo-capitaliste qu'elle est, l'expérience Bat'a devienne une expérience ouvrière de valeur révolutionnaire, nous croyons qu'il est regrettable que cette tentative de libération des initiatives individuelles dans la grande industrie ne soit pas plus connue, plus étudiée, plus recommandée et ne soit pas suivie de tentatives analogues dans d'autres pays et d'autres industries.

Cependant, s'il est vrai que l'expérience tchécoslovaque offre un champ d'observation particulièrement vaste, ce mode d'organisation n'est tout de même pas une nouveauté pour les Français. En effet, depuis de longues années, fonctionne dans l'imprimerie un système analogue, dit de la commandite. Sa première application remonte à près de cinquante ans et chaque congrès de la Fédération du Livre a vu s'affronter partisans et adversaires de cette méthode de production, du fait que ce système de travail appliqué à un régime d'économie libérale, lorsqu'il n'était pas étroitement contrôlé par le syndicat, avait tendance à se transformer en une sorte de travail aux pièces organisé. Quoi qu'il en soit, il n'y en a pas moins là une expérience de travaux pris entièrement en charge par une collectivité d'ouvriers. Les plus connues sont les commandites de l'Imprimerie Nationale et des imprimeries Quentin, Dubois-Bauer, Paul Dupont.

Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de signaler le travail d'équipe institué dans les journaux quotidiens, qui consiste dans la méthode suivante : D'après les conditions de fabrication d'un journal, il est décidé que sa confection correspond à un nombre $x...$ de services; on nomme alors un chef d'équipe — le metteur — qui réunit autour de lui autant d'ouvriers qu'il y a de services à remplir. A partir de ce

(1) *La fin de l'après-guerre*, Galimard (1938), p. 129.

moment, l'équipe, sous la conduite du metteur, assume seule la responsabilité de la parution du journal; le travail est distribué aux équipiers suivant leurs aptitudes et en fonction du meilleur rendement à obtenir. Comme dans la commandite, le patron est déchargé des détails techniques de la production. Il en connaît par avance le coût. Les ouvriers assument une responsabilité collective. C'est, en somme, le régime de la sous-entreprise appliqué aux agents d'exécution eux-mêmes.

On voit, par ces exemples, qu'il est faux de prétendre que les idées de M. H. Dubreuil ne peuvent s'appliquer que dans les entreprises assez importantes pour avoir une comptabilité par atelier. Le point essentiel étant d'établir une collaboration des ouvriers à l'organisation du travail et de lier à cette collaboration leur rémunération, les applications peuvent, en fait, se faire à tous les degrés de développement technique et de concentration industrielle. Le but à atteindre est de faire de l'entreprise, quelles qu'en soient la forme et l'importance, le bien de l'ouvrier et d'établir une solidarité psychologique constante entre tous les participants à la production.

On peut citer, à titre d'exemple, comme application de l'esprit de cette méthode, la rémunération à la part dans la pêche artisanale, le marin touchant un tant pour cent sur le produit de la pêche.

Le Centre des Jeunes Patrons s'est appliqué à l'étude des idées de M. Dubreuil et à leur mise en œuvre dans la petite et moyenne industrie. Parmi les établissements ayant adopté le système, on peut citer la maison Ruinet, à Dijon. Il s'agit d'une fabrique de chaussures occupant 170 ouvriers. L'entreprise est divisée en sections techniques. Le personnel a formé une association professionnelle dont font partie seulement les ouvriers qualifiés ou anciens, soit environ 70 % de la main-d'œuvre. Les chefs de section débattent avec le patron la somme à répartir entre les ouvriers, sur la base du prix de revient à atteindre et de la production passée (on a déjà obtenu un abaissement de prix de 22 fr. à 16 fr.). Le salaire individuel est établi d'après un coefficient mesuré en parts. La part est de 1 franc par jour. Chaque ouvrier a un nombre de parts correspondant au tarif syndical de la catégorie; le surplus est réparti proportionnellement au nombre de parts; les ouvriers fixent eux-mêmes leur catégorie; le gain, pour la première catégorie, est passé de 7 francs à 12 francs. Chaque section embauche elle-même; l'apprentissage est très rapide (piqueuses : six mois au lieu de trois ans). La facturation des matières premières devait être établie lorsque la guerre est arrivée.

Déjà a lieu la facturation des accessoires (pour les aiguilles, la casse est passée de 1.100 par mois à 80 par semaine). On peut encore citer comme résultats déjà acquis, une meilleure hygiène dans l'atelier de collage et un rendement supérieur dans l'utilisation de toutes les machines.

Le travail, associé commanditaire du capital.

La répartition de la plus-value entre le facteur travail et le facteur capital peut se faire selon des accords déterminés. Elle peut aussi être examinée sous l'angle de la propriété de l'entreprise.

Dans l'économie libérale, les moyens de production demeurent toujours la propriété exclusive des apporteurs de capitaux. Aucun droit sur l'actif de l'entreprise n'est reconnu aux apporteurs de travail, quel que soit le montant de la plus-value de production qui y ait pu être incorporé.

La Tour du Pin estime qu'en économie corporative les fruits de l'entreprise peuvent être répartis non pas arbitrairement mais proportionnellement à l'apport de chacun des associés, travail et capital.

Tout d'abord l'apport du matériel, de l'outillage, des matières premières, etc... peut être aisément évalué chaque année, compte tenu de l'entretien et de la dépréciation.

D'autre part, l'apport du « capital vivant » — par opposition au « capital mort » — peut être également évalué grâce aux études statistiques modernes. Cet apport s'exprime, en effet, par le salaire nécessaire à l'entretien des travailleurs et par le coût de tout ce qui contribue à la conservation et à la reproduction de leur force, les écoles, les secours, les retraites, etc...

La comparaison des moyennes de ces deux évaluations établira une proportion qui devra se retrouver dans celle du partage des bénéfices de l'exploitation. Il y aura alors réellement association entre les deux facteurs.

Mais dans le système capitaliste, le propriétaire prétend que tous les risques de l'entreprise étant pour lui, tout le profit doit lui revenir intégralement, après défalcation des salaires convenus.

« Il y a là deux inexactitudes : d'abord en ce que l'ouvrier court aussi des risques — risques professionnels et risques de chômage; ensuite parce que le fait du risque commercial qui incombe à l'entrepreneur seul correspond à cet autre fait que lui seul a la direction de l'entreprise. Rien ne serait moins équitable que d'imputer une part de responsabilité commerciale à celle des parties qui n'a aucune ingérence dans les calculs et

dans les opérations du spéculateur dont est forcément doublé tout industriel. Mais il n'est pas plus équitable de la traiter autrement qu'un associé commanditaire, puisqu'elle a, en réalité, apporté et confié à l'entrepreneur un capital déterminé, comme nous venons de le voir. Ainsi, s'il y a perte, sa responsabilité est limitée et se traduit par un manque à gagner; s'il y a gain, ce gain doit être en participation, comme dans toute entreprise en commandite » (131-132).

Nous sommes, cette fois, en corporatisme *stricto sensu*. Il n'est plus seulement question de collaboration, de devoirs du patronat, de salaire familial, etc..., mais La Tour du Pin, s'écartant nettement du salariat, se dirige vers *l'association organisée* du travail et du capital au sein de l'entreprise. Le contrat de travail s'écarte du contrat de louage pour tendre au contrat de société. Les deux facteurs du produit ont, au prorata de leur apport, un droit égal sur sa valeur.

Le problème est, certes, fort complexe, car il pose alors celui de la propriété des accroissements d'actif de l'entreprise, puisque, le plus souvent, une partie des bénéfices est réinvestie au moyen de production. Les travailleurs de l'entreprise ont droit, en cas de dissolution de la société à leur part de cet actif. Mais, étant donné les inévitables fluctuations du personnel, une attribution individuelle de cette propriété latente et de nature collective semble difficile. Ici, d'ailleurs, on touche à des modalités d'application que l'expérience se chargera de déterminer. Toutefois, on peut envisager la représentation de cet accroissement d'actif par des parts de réserve, attribuées au prorata de leur apport au capital, d'une part, à l'association des travailleurs de l'entreprise ou à la corporation, d'autre part.

La propriété corporative économique.

La Tour du Pin va plus loin sur la route du corporatisme *stricto sensu*. Tout en poursuivant l'introduction du progrès dans le régime du salariat, il ne voit « en celui-ci lui-même qu'une catégorie historique » (139). Car il y a un régime du capital intermédiaire entre son individualisation pure et simple et sa socialisation complète et absolue.

La Tour du Pin estime, en effet, que l'erreur consiste à prendre les mots individu et société dans leur sens abstrait et rigoureux : il n'y a pas d'individu qui, au concret, puisse être considéré comme indépendant d'une société; en un certain sens, il n'y a pas d'individus, il n'y a que des membres de la société et, d'autre part, le mot de société ne signifie pourtant

pas un être, même collectif, mais un état social d'êtres individuels, c'est-à-dire des hommes en société.

Il s'ensuit que des hommes en société ont des droits et des devoirs en propre, et aussi des droits et des devoirs en commun. Il y a des consommations sociales comme des consommations particulières, des productions sociales comme des productions individuelles. « Et il est bien naturel que les instruments d'une production soient eux-mêmes possédés à l'état social », conclut La Tour du Pin (139).

Entre la propriété individuelle et la propriété collective de l'Etat s'étagent une multitude de propriétés sociales naturelles qui ne demandent qu'à être reconnues pour jouer un rôle bienfaisant dans l'équilibre de la production et des échanges.

Le socialisme, en concentrant tout le capital entre les mains de l'Etat, retire au travailleur ses dernières chances de conserver ou d'acquérir une partie du capital social.

« La véritable solution consiste à remettre et à maintenir l'outil aux mains, c'est-à-dire en la possession de l'ouvrier. Ce n'est pas la « mine aux mineurs » : d'abord, parce que la mine n'est pas un outil, ensuite parce que le mineur n'est pas tout le corps exploitant; mais c'est la corporation industrielle ou agricole en possession de l'outillage professionnel et exploitant à son compte les forces naturelles.

« C'est la coopération, sans doute, par la division du travail combinée avec l'unité de direction, mais la coopération organisée conformément à la nature de l'homme, c'est-à-dire à l'ordre hiérarchique, sans lequel l'humanité ne serait qu'un troupeau... C'est la coopération organisée par des procédés infiniment variés et pouvant être très complexes : c'est la coopération sociale, en un mot, au lieu de cette absurde conception soi-disant démocratique, d'après laquelle tous les individus, étant égaux en droit, n'ont d'autre loi que celle du nombre et d'autre hiérarchie que celle qu'il crée.

« Non, si l'on conçoit bien l'Etat exploitant, quoique ce ne soit pas sa fonction propre, il n'est pas plus malaisé de concevoir dans l'Etat une foule de petits Etats autonomes, reliés entre eux par des organismes de coordination, exploitant chacun pour son compte une branche d'industrie dans un atelier local, sous la protection de l'Etat proprement dit, et dans des conditions garantissant le bien commun. Dans un tel régime corporatif, il n'y aurait ni usure ni esclavage, comme lorsque le capital est séparé du travail par sa constitution individualiste ou socialiste, c'est-à-dire par son individualisation pure et simple ou par sa socialisation complète et absolue » (99-100).

Ainsi, La Tour du Pin ne se refuse pas à faire face, dans l'ordre social nouveau, à la propriété corporative des moyens de production.

Les partisans attardés de l'économie libérale crieront sans doute à la démagogie, et les socialistes au trust camouflé.

Cependant, qu'on y prenne garde, il y a là une idée-force susceptible de révolutionner les mœurs admises. Mieux vaut sans doute l'étudier et la pénétrer du sens traditionnel de la mesure et de l'équilibre propre au génie français. La vie n'est que transformation et mouvement. Aucune fatalité ne prescrit l'immutabilité des conditions de la production humaine, et qu'est-ce qu'un siècle d'économie capitaliste libérale dans l'histoire du monde !

Cependant, seul l'avenir témoignera de la justesse de cette conception de La Tour du Pin, relative à l'appropriation corporative des capitaux. On ne peut faire de prophétie et un problème social ne se met pas en équation. Mais, en tout cas, ce qu'il ne faut pas faire, c'est gaspiller les chances de l'humanité en négligeant d'apporter au débat une idée, aussi peu coutumière qu'elle puisse paraître aux hommes de l'époque.

C'est pourquoi, parvenus au terme de cette étude sur les idées maîtresses du marquis de La Tour du Pin, nous voulons souligner, en conclusion, l'importance capitale que prendrait cette évolution interne de la grande entreprise à caractère d'utilité publique, en la situant schématiquement sur l'échelle des réformes de l'entreprise en régime corporatif (1).

(1) Le socialiste Henri de Man, dont les idées rappellent parfois singulièrement celles de la Tour du Pin, a présenté, en 1934, à une réunion internationale pour l'étude des plans socialistes d'économie dirigée, tenue à l'Abbaye de Pontigny, un certain nombre de thèses. Il nous apparaît intéressant d'en faire, sur quelques points, le rapprochement avec la conception corporative de la propriété économique : l'essence de la nationalisation est moins le transfert de propriété que le transfert d'autorité ou, plus exactement, le problème de la gestion prend le pas sur celui de la possession, et les modifications du régime de la propriété sont fonction des modifications du régime de l'autorité requise par l'économie dirigée.

Pour que l'extension et le renforcement de l'autorité de l'Etat qui découlent de cette nouvelle fonction économique ne conduisent pas à un étatisme bureaucratique à l'intérieur, et impérialiste à l'extérieur, il faut que l'Etat économique nouveau se constitue sous des formes différentes de celles de l'Etat politique ancien : organisation corporative autonome des entreprises nationalisées ou contrôlées par l'Etat, départementarisation des procédés de contrôle, revision de la doctrine des pouvoirs, etc...

A la doctrine classique de la démocratie bourgeoise qui ne correspond plus aux réalités actuelles, il faut substituer une doctrine nouvelle basée sur une conception différente de la séparation des pouvoirs. L'exécutif gouverne, les institutions représentatives contrôlent. De même, au sein de l'Etat économique nouveau en voie de constitution, les institutions représentatives, c'est-à-dire basées sur l'exercice du droit de suffrage individuel, n'auront qu'un droit de regard et de contrôle; l'exercice du droit de gestion

Somme toute, l'organisation humaine du travail que nous souhaitons, à la suite de La Tour du Pin, voir s'établir dans les décades prochaines, aura pour but essentiel d'instaurer des rapports juridiques équitables entre les œuvres et les responsabilités, d'une part, et les revenus, d'autre part, de chacun des participants à la production.

A cette fin, une société corporative tiendra compte dans l'établissement de ses règles de l'importance et de la personnalité de l'entreprise.

A la base se trouveront les ateliers familiaux et artisanaux dans lesquels les ouvriers seront considérés et traités réellement comme des membres de la famille. Leur activité s'exercera librement. Toutefois les conditions matérielles et morales du travail seront soumises au contrôle corporatif. Ils auront, d'ailleurs, intérêt à se grouper en associations professionnelles locales. Par leurs délégués à la Chambre corporative régionale, ces petites entreprises participeront à l'économie de la production tout entière; par leurs cotisations, elles accèderont à la propriété corporative et bénéficieront des garanties et des assurances de l'organisation sociale.

Au-dessus viendront les entreprises plus importantes, mais dont la direction possède les capitaux en toute propriété. Ce type d'affaire moyenne et personnelle, ou plus souvent familiale, est très répandue en France. Les contacts entre patrons et ouvriers y sont encore possibles, sinon usuels. La responsabilité de la gestion et le risque financier sont, en général, réunis sur la même tête. La liberté de ces entreprises sera encore très large. Cependant, inscrites obligatoirement aux organes corporatifs, elles seront soumises, périodiquement et d'un point de vue général, à leur contrôle. Des dispositions institutionnelles seront adoptées pour associer le travail aux fruits de l'entreprise (actions de travail, ateliers pourvus d'une comptabilité décentralisée et relativement autonome... ou toute autre modalité pratique et expérimentale).

Néanmoins, dans cette gamme d'entreprises, tant que le volume du personnel n'excédera pas quelques centaines d'ouvriers ou employés, la réforme essentielle résidera moins dans

sera basé sur la délégation de pouvoirs par l'exécutif et la représentation des intérêts corporatifs.

Le Plan du Travail adopté par le Parti Ouvrier belge au congrès de Noël 1933, prévoit plusieurs secteurs : nationalisation du crédit, nationalisation des industries de base, organisation des transports, secteur privé. Si l'on remplace le mot nationalisation par celui de « corporatisation », et si on limite, ainsi que le demande M. H. de Man, le rôle de l'Etat à celui d'administrateur et de contrôleur, on rejoint certaines des conceptions de la Tour du Pin que nous venons d'exposer.

les institutions que dans l'esprit : c'est avant tout par des contacts directs et constants entre la direction, les ingénieurs, la maîtrise et les ouvriers que sera assuré l'équilibre économique et moral, condition de leur prospérité. C'est dans ce genre d'établissements industriels que se maintiendra, s'affirmera et se développera le rôle si fécond, si positif, si indispensable du véritable patron conscient de ses devoirs et de ses responsabilités, passionné du si beau métier de chef qui est le sien. Une économie corporative souple et mesurée sera la meilleure pépinière de ces conducteurs d'hommes, élite si nécessaire à la vitalité d'une nation.

Restent à examiner les grandes entreprises, en particulier les importantes sociétés anonymes, où la responsabilité est dispersée, où la distance est grande entre la direction et l'atelier, où l'antagonisme des intérêts coalisés se durcit jusqu'à la haine.

Excessivement concentrées, tendant au monopole, certaines de ces énormes entreprises deviennent de véritables Etats dans l'Etat (1) et représentent un véritable danger pour l'économie nationale. Foyers de déséquilibre social et de corruption matérielle et morale, elles appellent d'urgentes réformes de structure. Il n'est pas acceptable que leur formidable puissance soit laissée sans contrôle national ou régional entre les mains de quelques hauts seigneurs de la finance qui, bien souvent, ne portent même pas eux-mêmes le risque des pertes. Les étatiser comme le veulent les communistes et les socialistes, c'est conférer à l'Etat des fonctions qui ne sont pas les siennes. Fonctionnariser les trusts, c'est tomber de Charybde en Scylla !

C'est dans cette catégorie d'entreprises qu'un mode d'appropriation corporative des moyens de production pourrait faire des preuves.

Le capital extérieur serait de nature obligataire, les emprunts étant à faible intérêt et garantis par la corporation.

(1) Nous avons été amenés à indiquer que les corporations formeraient des Etats dans l'Etat. Mais le rapprochement est purement verbal. En l'absence d'une organisation corporative et d'un régime représentatif, toute concentration excessive de puissance, toute espèce de monopole, deviennent un danger pour la société. Les entreprises ne poursuivent, en effet, qu'un but lucratif et demeurent étrangères à la conception du service. Seules, les facultés relatives d'absorption du marché, les interventions de la concurrence ou de l'autorité publique, posent des limites à leur domination économique. Par contre, les corporations qui seraient tentées d'abuser de leurs pouvoirs se verraient rappelées à l'ordre par celles dont les intérêts auraient été lésés. L'économie corporative ne peut être qu'une « économie transparente ». Il peut toujours se produire des écarts entre l'activité particulière et le bien commun ; rien d'humain n'est rigide ; mais les écarts ne peuvent prendre une certaine amplitude sans acquérir aussitôt une publicité telle qu'ils ne peuvent durer sans provoquer les réactions suffisantes pour les contraindre à disparaître.

La gestion serait assurée par un conseil composé de gens de métier éprouvés, désignés ou agréés par la corporation.

Le travail serait exécuté par les professionnels — cadres, maîtrise, ouvriers, — membres de la corporation.

La plus-value appartiendrait, après versement aux différentes œuvres corporatives, paiement des intérêts au capital, à l'ensemble des producteurs de l'entreprise. Un mode d'attribution individuelle et collective serait établi, qui tiendrait le plus grand compte des fonctions et des responsabilités dans le calcul des répartitions.

La constitution de nouvelles entreprises relèverait de l'avis des organes corporatifs et de l'assemblée économique régionale ou même de l'assemblée nationale. Une juridiction professionnelle indépendante instruirait leurs causes. Un appel en dernier ressort devant l'Etat serait toujours possible.

Cette esquisse schématique de l'organisation d'une propriété industrielle corporative n'a, bien entendu, qu'une valeur suggestive. Mais, encore une fois, on ne voit pas à priori pourquoi son principe soulèverait des protestations, alors que l'on s'accommode parfaitement d'interventions et d'appropriations étatistes nombreuses et variées.

La défense de l'intérêt général qu'opposent généralement les partisans du socialisme d'Etat reste une notion théorique et sert trop souvent, en régime parlementaire d'opinions, de paravent commode à de multiples combinaisons, récompenses ou compensations électorales. Derrière l'immense, le monstrueux anonymat de l'Etat se déchainent les appétits particuliers, et ce sont trop souvent les influences politiciennes et les recommandations de clientèle qui mettent en place les responsables des gestions étatisées, bien plutôt que la compétence professionnelle. Grâce à l'irresponsabilité complaisante des détenteurs momentanés de l'autorité publique, de puissants monopoles de fait se constituent dans la nation et rançonnent les consommateurs, masse amorphe et inexpressive.

Un régime corporatif démocratique assure, au contraire, une représentation générale et organisée de tous les intérêts et de tous les droits. Chaque individu, chaque famille, chaque société, chaque profession, chaque cité, chaque région peut, à tout moment, faire entendre sa voix dans le cadre et à l'échelon qui correspondent à son activité. Il n'y a donc pas à craindre de monopole corporatif abusif, car il y aurait nécessairement des réactions et des protestations de la part des consommateurs des produits de cette corporation. Or, exception faite des rentiers, tout producteur est un consommateur et vice versa. De ces interréactions réciproques, contrôlées et

arbitrées par un Etat libre, indépendant et fort, l'on peut attendre un équilibre des prix et une harmonie des productions infiniment plus facilement que d'un néo-libéralisme que nous craignons, quant à nous, chimérique, car il est à redouter qu'il ne ferait que continuer involontairement à masquer et à faciliter un capitalisme moitié d'Etat, moitié privé à caractère monopolisateur et tyrannique.

Il est sans doute superflu de revenir sur l'aspect social du problème. Socialisme d'Etat : fonctionnaires sans rendement, mal payés, prolétarisés. Sociétés corporatives : producteurs libres, propriétaires de leur métier, vivant du produit de leur travail.

CONCLUSION

Quelles que soient les formations que les sociétés humaines connaîtront dans les temps qui viennent, il importe avant tout de retenir l'idée fondamentale de la valeur du travail. L'erreur majeure du capitalisme libéral est d'avoir dégradé la notion de travail en la définissant : une nécessité économique, un facteur de richesses. En dissociant le travail de la personne humaine, il a abaissé celle-ci au niveau de la machine. Comment s'étonner qu'un ouvrier aspire au plus haut salaire possible contre le minimum de travail, si son labeur est apprécié comme une simple marchandise ? Un travail qui ne vaut que pour son profit matériel n'a bientôt plus d'intérêt en lui-même. L'ouvrier se détache de son œuvre, il ne met plus de cœur à son ouvrage. En outre, en ravalant la notion du travail, on dresse fatalement employeurs et employés les uns contre les autres ; « car, à la conception que l'ouvrier est pour le patron un outil, répond nécessairement celle que le patron est pour l'ouvrier une caisse, une caisse qu'il doit remplir, mais qu'il lui serait beaucoup plus agréable de vider à son profit. Si bien qu'à cet outil, mis à côté de cette caisse, il ne manque que la main d'un politicien pour l'employer à forcer la caisse » (150).

Non, le travail n'est pas seulement une nécessité individuelle qu'on subit comme une servitude si l'on y est contraint, mais dont il est loisible de s'exempter quand on le peut. Le travail est la loi fondamentale de la vie ; le travail est noble et sanctifie l'homme ; il l'associe à l'œuvre de la création, et cela, quelle que soit l'humilité de la tâche accomplie ; la noblesse du travailleur ne dépend pas de l'éclat de ses fonctions, mais de la conscience et du soin qu'il apporte à les remplir.

De cette nature du travail découlent son obligation et sa dignité. Un régime du travail qui, méconnaissant sa noblesse, fait que les hommes se corrompent et se dégradent, est un régime vicieux.

La Tour du Pin nous a jalonné la voie du redressement. Suivons-la courageusement sans avoir peur des vérités. Sachons que paix sociale signifie avant tout justice. Comprendons que la

collaboration des classes n'est véritablement possible que dans le respect mutuel des droits et la considération morale réciproque. Transformons les cadres institutionnels de la production et de l'appropriation des richesses, pour permettre à l'esprit nouveau de rendre plus humaines les relations sociales.

APPENDICE I

A. - LA DOCTRINE SOCIALE DU MARÉCHAL

En relisant les appels, les messages et les allocutions du Chef de l'Etat français, M. le Maréchal Pétain, on ne peut pas ne pas être ému par la noblesse, la grandeur d'âme, le souffle héroïque qui les animent et ne pas être frappé par la vérité, la justesse, la portée et l'ampleur des jugements et des idées qu'ils contiennent. Les quelques *extraits* suivants permettront au lecteur de cette étude de se rendre compte que la révolution à laquelle le Maréchal convie chacun des Français s'inspire de la doctrine de La Tour du Pin, tant dans l'esprit que dans les institutions.

Critique de l'individualisme et du libéralisme.

« Pour des raisons de tous ordres et d'une extrême complexité, la France est entrée dans une des grandes crises de son histoire. Voilà le fait qui domine et commande toute la révolution nationale. Voilà le point de départ de la constitution nouvelle, qui sera œuvre organique et durable ou travail artificiel et éphémère.

« Le premier principe consiste à remplacer le « peuple souverain », exerçant des droits absolus dans l'irresponsabilité totale, par un peuple dont les droits dérivent de ses devoirs.

« Un peuple n'est pas un nombre déterminé d'individus arbitrairement comptés au sein du corps social et comprenant seulement les natifs du sexe masculin parvenus à l'âge de raison.

« L'expérience décisive et concluante montre que cette conception n'aura été qu'un intermède relativement court dans l'histoire de notre pays, beaucoup plus court encore dans celle de la plupart des pays européens qui l'ont imitée par étapes successives.

« Un peuple est une hiérarchie de familles, de professions, de communes, de responsabilités administratives, de familles spirituelles, articulées et fédérées pour former une patrie

animée d'un mouvement, d'une âme, d'un idéal, moteurs de l'avenir pour produire à tous les échelons une hiérarchie des hommes qui se sélectionnent par les services rendus à la communauté, dont un petit nombre conseillent, quelques-uns commandent et, au sommet, un chef qui gouverne. La solution consiste à rétablir le citoyen juché sur ses droits, dans la réalité familiale, professionnelle, communale, provinciale et nationale.

« C'est de cette réalité que doit procéder l'autorité positive et sur elle que doit se fonder la vraie liberté, car il n'y a pas et ne doit pas y avoir de liberté théorique et chimérique contre l'intérêt général et l'indépendance de la nation.

« Je me propose de recomposer un corps social d'après ces principes. Il ne suffira plus de compter les voix; il faudra peser leur valeur pour déterminer leur part de responsabilité dans la communauté...

« Elle rétablira cette qualification générale des Français, qui a donné à notre pays la plus solide structure, en fondant le droit de citoyenneté, non plus sur l'individu épars et abstrait, mais sur la position et les vérités acquises dans le groupe familial, communal, professionnel, provincial et national, sur l'émulation dans l'effort, sur l'intelligence tendue vers le bien de la communauté, sur les services rendus dans tous les cadres de l'activité humaine... » (1).

« Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des « chances » données à tous les Français de prouver leur aptitude à « servir ».

« Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie française. Aucun préjugé défavorable n'atteindra un Français du fait de ses origines sociales, à la seule condition qu'il s'intègre dans la France nouvelle et qu'il lui apporte un concours sans réserve. On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes, qui les ont dressées les unes contre les autres.

« Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des années à détruire, et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la dignité de tous.

(1) Allocution prononcée le 8 juillet 1941 à la séance d'ouverture des travaux de la 3^e Commission du Conseil national sur la Réforme constitutionnelle.

« Certains craindront peut-être que la hiérarchie nouvelle détruise une liberté à laquelle ils tiennent et que leurs pères ont conquise au prix de leur sang.

« Qu'ils soient sans inquiétude.

« L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'Etat, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers. Un peuple n'est plus libre, en dépit de ses bulletins de vote, dès que le gouvernement qu'il a librement porté au pouvoir devient le prisonnier de ces coalitions...

« Le caractère hiérarchique du nouveau régime est inséparable de son caractère social.

« Mais ce caractère social ne peut se fonder sur des déclarations théoriques. Il doit apparaître dans les faits. Il doit se traduire par des mesures immédiates et pratiques.

« Tous les Français, ouvriers, cultivateurs, fonctionnaires, techniciens, patrons, ont d'abord le devoir de travailler; ceux qui méconnaîtraient ce devoir ne mériteraient plus leur qualité de citoyen. Mais tous les Français ont également droit au travail. On conçoit aisément que, pour assurer l'exercice de ce droit et la sanction de ce devoir, il faille introduire une révolution profonde dans tout notre vieil appareil économique.

« Après une période transitoire, pendant laquelle les travaux d'équipement devront être multipliés et répartis sur tout le territoire, nous pourrons, dans une économie organisée, créer des centres durables d'activité où chacun trouvera la place et le salaire que ses aptitudes lui méritent.

« Les solutions, pour être efficaces, devront être adaptées aux divers métiers. Telle solution qui s'impose pour l'industrie n'aurait aucune raison d'être pour l'agriculture familiale, qui constitue la principale base économique et sociale de la France.

« Mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les métiers.

« Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous.

« Les organisations professionnelles traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'Etat, la rédaction et l'exécution des conventions de travail. Elles garantiront la dignité de la personne du travailleur, en améliorant ses conditions de vie, jusque dans sa vieillesse.

« Elles éviteront enfin les conflits, par l'interdiction absolue des « lock-out » et des grèves, par l'arbitrage obligatoire des tribunaux de travail.

« Le régime économique de ces dernières années faisait

apparaître les mêmes imperfections et les mêmes contradictions que le régime politique.

« Sur le plan parlementaire : apparence de liberté.

« Sur le plan de la production et des échanges : apparence de libéralisme, mais, en fait, asservissement aux puissances d'argent et recours de plus en plus large aux interventions de l'Etat.

« Cette dégradation du libéralisme économique s'explique, d'ailleurs, aisément.

« La libre concurrence était, à la fois, le ressort et le régulateur du régime libéral. Le jour où les coalitions et les trusts brisèrent ce mécanisme essentiel, la production et les prix furent livrés sans défense à l'esprit de lucre et de spéculation.

« Ainsi se déroulait ce spectacle révoltant de millions d'hommes manquant du nécessaire en face de stocks invendus et même détruits dans le seul dessein de soutenir le cours des matières premières.

« Ainsi s'annonçait la crise mondiale.

« Devant la faillite universelle de l'économie libérale, presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle. Nous devons nous y engager à notre tour et, par notre énergie et notre foi, regagner le temps perdu.

« Deux principes essentiels nous guideront : l'économie doit être organisée et contrôlée. La coordination par l'Etat des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. Bien loin donc de brider l'initiative individuelle, l'économie doit la libérer de ses entraves actuelles en la subordonnant à l'intérêt national... (1).

« Comprenez bien, mes jeunes amis, que cet individualisme dont nous nous vantions comme d'un privilège est à l'origine des maux dont nous avons failli périr.

« Nous voulons reconstruire, et la préface nécessaire à cette reconstruction, c'est d'éliminer l'individualisme destructeur, destructeur de la famille, dont il brise ou relâche les liens, destructeur du travail, à l'encontre duquel il proclame le droit à la paresse, destructeur de la Patrie, dont il ébranle la cohésion quand il n'en dissout pas l'unité.

« Seul, le don de soi donne son sens à la vie individuelle en la rattachant à quelque chose qui la dépasse, qui l'élargit et la magnifie.

« Pour conquérir tout ce que la vie comporte de bonheur

(1) Message au Peuple Français du 11 octobre 1940.

et de sécurité, chaque Français doit commencer par s'oublier lui-même.

« Qui est incapable de s'intégrer à un groupe, d'acquérir le sens vital de l'équipe, ne saurait prétendre à « servir », c'est-à-dire à remplir son devoir d'homme et de citoyen.

« Il n'y a pas de société sans amitié, sans confiance, sans dévouement.

« Je ne vous demande pas d'abdiquer votre indépendance, rien n'est plus légitime que la passion que vous en avez. Mais l'indépendance peut parfaitement s'accommoder de la discipline, tandis que l'individualisme tourne inévitablement à l'anarchie, qui ne trouve d'autre correctif que la tyrannie.

« Le plus sûr moyen d'échapper à l'une et à l'autre, c'est d'acquérir le sens de la communauté, sur le plan social comme sur le plan national.

« Apprenez donc à travailler en commun, à réfléchir en commun, à obéir en commun, à prendre vos jeux en commun.

« En un mot, cultivez parmi vous l'esprit d'équipe.

« Vous préparerez ainsi le solide fondement du nouvel ordre français, qui vous liera fortement les uns aux autres et vous permettra d'affronter allègrement l'œuvre immense du redressement national... » (1)

Suppression de la condition prolétarienne.

Communauté d'entreprise et de profession.

« Dans mon message du 10 octobre dernier, je vous ai dit que l'on ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatales à la Nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont dressé ces classes les unes contre les autres.

« Ces causes, c'est la menace du chômage, c'est l'angoisse de la misère qu'elle fait peser sur vos foyers. C'est le travail sans joie de l'ouvrier sans métier. C'est le taudis dans la cité laide, où il passe les hivers sans lumière et sans feu. C'est la vie de nomade, sans terre, sans toit.

« Telle est la condition prolétarienne. Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette injustice.

« En ce qui concerne l'organisation professionnelle, un texte de loi, si parfait qu'il soit, est impuissant à accomplir une réforme de cette ampleur. La loi ne saurait créer l'ordre social; elle ne peut que le sanctionner dans une institution après que les hommes l'ont établi. Le rôle de l'Etat doit se borner ici à donner à l'action sociale son impulsion, à indi-

(1) A la Jeunesse de France, 29 décembre 1940.

quer les principes et le sens de cette action, à stimuler et orienter les initiatives.

« En réalité, les causes de la lutte des classes ne pourront être supprimées que si le prolétaire qui vit aujourd'hui accablé par son isolement, retrouve dans une communauté de travail, les conditions d'une vie digne et libre, en même temps que des raisons de vivre et d'espérer.

« Cette communauté, c'est l'entreprise. Sa transformation peut, seule, fournir la base de la profession organisée, qui est elle-même une communauté de communautés... » (1).

« Que veulent-ils donc au juste, les ouvriers, lorsque, délivrés de leurs mauvais bergers, ils s'interrogent dans l'honnêteté de leur conscience et dans la sincérité de leur cœur ? Ils veulent d'abord s'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés. Ne pas vendre leur travail comme une marchandise, ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensant, souffrant, avoir avec leur chef des relations d'homme à homme.

« Ils veulent ensuite échapper à l'incertitude du lendemain, être protégés contre les aléas de chômage, trouver dans leur métier une sécurité ou, pour mieux dire, une propriété, avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes. Ils veulent, en outre, participer dans une mesure raisonnable au progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés, avoir une sauvegarde efficace contre les misères qui les guettent lorsque survient la maladie, ou lorsque arrive la vieillesse, pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie.

« Toutes ces aspirations sont légitimes et, dans l'ordre nouveau que nous préparons, elles devront être satisfaites. Elles pourront l'être sans grever les prix de revient de charges trop lourdes, pour peu que l'esprit de collaboration porte son fruit naturel sous la forme d'un accroissement de la production en quantité et en qualité. Cet ordre nouveau, en quoi consiste-t-il ?

« Abandonner tout ensemble le principe de l'individu isolé en face de l'Etat, et la pratique de coalitions ouvrières et patronales dressées les unes contre les autres. Il institue des groupements comprenant tous les membres d'un même métier : patrons, techniciens, ouvriers.

« Le centre de groupement n'est plus la classe sociale, patronale ou ouvrière, mais l'intérêt commun de tous ceux

(1) Appel aux Travailleurs. Discours prononcé le 1^{er} mars 1941, à Saint-Etienne.

qui participent à une même entreprise. Le bon sens indique, en effet, lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère, que l'intérêt primordial, essentiel, des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier.

« Les artisans ont été les premiers à comprendre cette grande vérité et à la mettre en pratique. Il existe déjà, parmi eux, de nombreux essais de vraies corporations qui n'attendent que la consécration légale pour devenir des corporations véritables. Moins répandue dans les milieux industriels, l'idée y a fait pourtant, depuis quelques années, des progrès sensibles; partout où elle s'est introduite, elle a eu les effets les plus heureux.

« L'expérience a montré que partout où des hommes de bonne foi, même issus de milieux sociaux très divers, se rencontrent pour une explication loyale, les malentendus se dissipent pour faire place à la compréhension, puis à l'estime, puis à l'amitié.

« Lorsque, dans chaque entreprise ou dans chaque groupe d'entreprise, patrons, techniciens, ouvriers auront pris l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales, apprentissage, placement, qualification, allocations familiales, secours de maladie, retraites, logement ou jardins ouvriers, il ne tardera pas à se créer entre eux une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructible.

« Dès lors, l'union de la nation ne sera plus une formule trop souvent trompeuse, mais une réalité bienfaisante. L'ordre social nouveau, tenant compte de la réalité économique et de la réalité humaine, permettra à tous de donner leur effort maximum dans la dignité, la sécurité et la justice.

« Patrons, techniciens, ouvriers, dans l'industrie comme dans l'artisanat, formeront des équipes étroitement unies qui joueront ensemble, pour la gagner ensemble, la même partie. Et la France, sur le plan du travail comme sur tous les autres, retrouvera l'équilibre et l'harmonie qui lui permettront de hâter l'heure de son relèvement... » (1)

Primauté du travail.

« Le travail est le moyen le plus noble et le plus digne que nous ayons de devenir maîtres de notre sort. Un homme qui sait accomplir une tâche avec courage et expérience, représente toujours une valeur pour ses semblables. La plus saine fierté que l'on puisse trouver est de se sentir utile par

(1) Le discours du 1^{er} mai, à Commeny.

le travail bien fait. Aucun privilège de nom et de fortune ne donne à quelqu'un autant de confiance dans la vie et de bienveillance à l'égard d'autrui... » (1).

« Lorsque vous aurez choisi votre carrière, sachez que vous aurez le droit de prendre place parmi les élites.

« C'est à elles que revient le commandement, sur les seuls titres du travail et du mérite... » (2).

« Dans tous les ordres, nous nous attacherons à créer des élites, à leur conférer le commandement, sans autre considération que celle de leurs capacités et de leurs mérites.

« Le travail des Français est la ressource suprême de la Patrie. Il doit être sacré. Le capitalisme international et le socialisme international qui l'ont exploité et dégradé, font également partie de l'avant-guerre. Ils ont été d'autant plus funestes que, s'opposant l'un à l'autre en apparence, ils se ménageaient l'un et l'autre en secret. Nous ne souffrirons plus leur ténébreuse alliance. Nous supprimerons les dissensions dans la cité. Nous ne les admettrons pas à l'intérieur des usines et des fermes.

« Pour notre société dévoyée, l'argent, trop souvent serviteur et instrument du mensonge, était un moyen de domination.

« Nous ne renonçons ni au moteur puissant qu'est le profit, ni aux réserves que l'épargne accumule.

« Mais la faveur ne distribuera plus de prébendes. Le gain restera la récompense du labeur et du risque. Dans la France refaite, l'argent ne sera que le salaire de l'effort... » (3).

« A la lumière de l'expérience, je corrigerai l'œuvre entreprise et je reprendrai, contre un capitalisme égoïste et aveugle, la lutte que les souverains de France ont engagée et gagnée contre la féodalité.

« J'entends que notre pays soit débarrassé de la tutelle la plus méprisable : celle de l'argent... » (4).

Hiérarchie et responsabilité.

« Mais la hiérarchie d'une société implique l'exercice de la responsabilité à tous les échelons.

« Être responsable, c'est être capable de répondre de ce qu'on fait. Le sentiment de la responsabilité est la caracté-

(1) Le discours du 1^{er} mai, à Commentry.

(2) A la Jeunesse de France, 29 décembre 1940.

(3) Appel du 11 juillet 1940.

(4) Message du 12 août 1941 au Peuple Français.

ristique de l'être sain et normal. Le goût de la responsabilité est le signe distinctif du chef. Le besoin de responsabilités de plus en plus grandes exprime le pouvoir d'ascension d'un homme dans la hiérarchie sociale ou nationale.

La compétition pour l'avancement dans un métier, dans un corps, dans une administration sans la conscience claire du degré croissant des responsabilités, est la preuve d'une société en décomposition ou le symptôme d'un Etat malade.

« La Constitution et les lois organiques qui la compléteront, que ce soient les lois communales ou provinciales, la charte des corporations, le statut des fonctionnaires, devront marquer nettement le degré de responsabilité afférent aux divers postes de la hiérarchie correspondante et déterminer les sanctions applicables à tous les cas de manquement ou d'incapacité.

« Nous avons pratiqué un régime politique où le principe de l'irresponsabilité était posé de la base au sommet de l'Etat: irresponsabilité du corps électoral, irresponsabilité du pouvoir législatif, irresponsabilité du pouvoir exécutif (sauf pour le cas de haute trahison), celui d'incompétence n'étant pas retenu. C'est pourquoi nous en sommes sortis par la porte du malheur... » (1)

Révolution en nous-mêmes et par nous-mêmes.

« Dans la France nouvelle, nul ne sera sauvé s'il n'a d'abord travaillé à se réformer lui-même... » (2).

« Dans cette lutte sévère pour atteindre le rang que vos capacités vous assignent, réservez toujours une place aux vertus sociales et civiques, à l'entraide, au désintéressement, à la générosité.

« La maxime égoïste qui fut trop souvent celle de vos devanciers : chacun pour soi et personne pour tous est absurde en elle-même et désastreuse en ses conséquences... » (3).

« Je demande aux patrons, aux ingénieurs, aux ouvriers :

« 1° De se pénétrer de la doctrine du bien commun au-dessus des intérêts particuliers, de s'instruire des méthodes d'organisation du travail capables de permettre à la fois un meilleur rendement et plus de justice, en donnant à chacun sa chance dans l'entreprise et dans la profession;

« 2° De s'informer des réalisations sociales qui existent

(1) Allocution prononcée le 8 juillet 1941 à la séance d'ouverture des travaux de la 3^e Commission sur la Réforme Constitutionnelle.

(2) Discours aux paysans de France prononcé à Pau, le 20 avril 1941.

(3) A la Jeunesse de France, 29 décembre 1940.

déjà et que des hommes clairvoyants et généreux ont su accomplir, en dépit des difficultés de tous ordres qui, dans le passé, entravaient leurs efforts.

« Ainsi, peu à peu, et par l'action de tous, une œuvre définitive s'accomplira sous l'autorité et avec l'encouragement de l'Etat... » (1).

« L'ordre nouveau ne peut être une imitation servile d'expériences étrangères. Certaines de ces expériences ont leur sens et leur beauté. Mais chaque peuple doit concevoir un régime adapté à son climat et à son génie.

« L'ordre nouveau est une nécessité française. Nous devons, tragiquement, réaliser dans la défaite la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir...

« La Constitution sera l'expression juridique de la révolution déjà commencée dans les faits, car les institutions ne valent que par l'esprit qui les anime.

« Une révolution ne se fait pas seulement à coups de lois et de décrets. Elle ne s'accomplit que si la nation la comprend et l'appelle, que si le peuple accompagne le gouvernement dans la voie de la rénovation nécessaire... » (2).

« Mes idées sociales vous sont connues, elles viennent du vieux fonds français où l'amour de la justice est toujours exigeant, mais fut toujours guidé par le sens de la mesure et par l'instinct de la durée. Vous aurez à les traduire en articles de règlement général laissant à la profession organisée le soin d'édicter et d'adapter les règles particulières à chaque métier. Vous allez confronter et discriminer les résultats des expériences que le monde français du travail a faites depuis cinquante ans. Vous devrez les juger à la lumière des malheurs de la Patrie. Vous rejetterez ce qui est mauvais. Vous retiendrez ce qui est utilisable pour l'établissement de l'ordre social nouveau... » (3).

(1) Appel aux Travailleurs. Discours prononcé le 1^{er} mars 1941, à Saint-Etienne.

(2) Message au Peuple Français du 11 octobre 1940.

(3) Allocution prononcée à la séance inaugurale des travaux du Comité d'Organisation Professionnelle, 4 juin 1941.

B. - RÉALISATIONS ACTUELLES

Une distinction importante est à faire entre les messages du Maréchal, dont les principes sont très exactement ceux de la doctrine corporative de La Tour du Pin, et les réalisations actuelles qui procèdent d'un compromis entre l'intention de parvenir par étapes à la réalisation de ces principes et les nécessités d'une adaptation des lois, décrets, mesures, aux conditions économiques créées par l'occupation, d'une part, et par des décades de régime libéral, puis socialisant, d'autre part, et à la mentalité de groupes et syndicats patronaux et ouvriers existant de fait et pénétrés d'esprit libéral ou socialiste. Faute de faire cette distinction et de comprendre ce compromis, on risquerait une confusion entre le corporatisme de La Tour du Pin — qui, actuellement, n'est pas réalisé — et certaines formes de « dirigisme » ou de « planisme » ou de « corporatisme d'Etat » qui ne sont que des étapes ou des combinaisons entre libéralisme et socialisme et, malgré certaines ressemblances apparentes, aux antipodes de la véritable corporation au sens de La Tour du Pin.

Quand le libéralisme a engendré le désordre économique et social, il devient nécessaire de le soumettre à certaines restrictions et directions et d'y introduire une certaine organisation par l'intervention de l'Etat et de ses bureaux : c'est l'économie dirigée, régime réalisé déjà avant et pendant la guerre. Ce régime ne touche à la corporation que dans la mesure où il est obligé de réaliser un certain groupement et certaines mises en contact d'éléments patronaux et ouvriers — mais il introduit dans le libéralisme beaucoup plus de socialisme que de corporatisme par le rôle dirigeant de l'économie qu'il fait jouer aux bureaux et administrations de l'Etat, plutôt qu'aux organismes professionnels, et par le freinage administratif qu'il apporte ainsi aux initiatives et qui est tout autre chose que la vraie discipline corporative du métier.

Tout cet ensemble de lois et décrets d'Etat crée une juridiction extrêmement compliquée et souvent fort désordonnée : on l'a vu sous le règne de M. Reynaud. Alors, apparaît nécessaire un plan directeur, un plan d'organisation

de toute la vie économique — et l'on passe du « dirigisme » au « planisme » qui socialise et collectivise un peu plus sans réaliser davantage la corporation : depuis quelques années, nous avons eu une multitude de faiseurs de plans.

L'étape suivante est réalisée quand l'Etat, ses services ministériels, ses administrations prennent en mains l'organisation des professions : les professions ainsi organisées s'appelleront peut-être corporations (régimes fascistes), mais ce corporatisme d'Etat est une première phase de socialisme (socialisme national et non marxiste), très différent du corporatisme de La Tour du Pin.

Les réalisations actuelles empruntent à la fois au dirigisme et au planisme par le rôle qu'elles font jouer à l'Etat et à ses services ministériels dans la direction de l'économie, au corporatisme d'Etat par le rôle qu'elles leur font jouer dans l'organisation des professions, à un certain polysyndicalisme par la place accordée aux divers syndicats : la corporation n'est nullement réalisée.

Pourtant, des intentions corporatives apparaissent aussi et se mêlent à tout cela dans le fait d'une reconnaissance juridique du métier, dans la part donnée aux professionnels dans l'organisation de ce métier, par la reconnaissance d'une hiérarchie professionnelle avec des droits respectifs aux divers étages de la profession. Mais nous n'avons encore ni propriété du métier, ni brevet de maîtrise au sens propre des mots, et surtout les initiatives sont étouffées sous le poids d'une bureaucratie et de règlements administratifs sans cesse accrus.

Les idées de La Tour du Pin sont donc encore loin d'avoir trouvé leur réalisation, mais elles se trouvent satisfaites sur un certain nombre de points : principe du salaire minimum et du salaire familial devant assurer à tout travailleur de faire vivre sa famille, assurances diverses accordées à tous les travailleurs, suppression de la lutte des classes, création d'un arbitrage professionnel, reconnaissance d'une communauté professionnelle, création d'une discipline de la production et des prix. Autrement dit, un certain nombre des idées de La Tour du Pin ont pénétré les esprits et amené des réalisations qui y sont conformes, mais au sein d'un ensemble institutionnel qui reste encore dans son ensemble assez loin du corporatisme tel qu'il le préconisait.

Ces distinctions sont nécessaires pour éviter des confusions néfastes à l'accomplissement final des réformes révolutionnaires définies et voulues par le Maréchal. Trop d'esprits ont, en effet, tendance à accueillir avec sympathie ces erreurs de

confusion parce qu'elles leur permettent précisément de repousser en bloc tout effort vers un ordre social nouveau. Evitant soigneusement de faire la part des circonstances de temps et de lieu, des mesures transitoires imposées par la marche des événements, des compromis exigés par le personnel de direction et d'administration, de la nécessité de procéder par évolution, d'éduquer les professionnels, de changer les mentalités, de transformer les habitudes, de secouer les routines, beaucoup d'esprits « forts » se refusent à voir autre chose dans les idées corporatives que des moyens de contrainte associés à une politique gouvernementale autoritaire. Ils se plaisent, en conséquence, à relever les imperfections, les défauts, les erreurs, les lacunes, les hésitations ou les exagérations des mesures législatives ou réglementaires actuelles et à les prendre à témoin pour condamner derechef tout régime corporatif. Ils se renferment dans un « attentisme » boudeur, escomptant toujours un retour au pseudo-libéralisme de l'ancien régime.

Il suffit pourtant de lire le rapport des ministres soumettant au Maréchal la loi du 4 octobre 1941 relative à l'organisation sociale des professions et dénommée Charte du Travail, pour se rendre compte de la volonté réfléchie du Chef de l'Etat et de ses collaborateurs d'introduire peu à peu un sang nouveau dans les organismes du pays en prenant les précautions nécessaires pour l'infuser lentement, en laissant le temps d'une assimilation féconde. La nature ne fait pas de sauts. Une révolution profonde et vivace n'est pas spectaculaire et ne s'accommode pas de grands fracas. Elle s'attache aux mesures propres à permettre l'évolution des esprits et des cœurs sans l'adhésion desquels il ne saurait se construire d'édifice constitutionnel durable.

Déjà la loi du 2 décembre 1940 sur l'organisation corporative de l'agriculture a permis au monde paysan de prendre conscience de la place primordiale qui lui revient dans la reconstruction de la France. De tous côtés se lèvent les bonnes volontés désireuses de servir la cause de l'unité et du redressement français en formant les cadres de la corporation paysanne au sein de laquelle l'esprit de solidarité remplacera l'esprit d'individualisme et entraînera, par l'entente mutuelle et la coopération, avec la prospérité de l'agriculture, la paix et la grandeur du Pays.

Mais il est inévitable, surtout dans le domaine industriel moins préparé à la vie coopérative, d'avoir recours à des mesures transitoires préparant des cadres, ouvrant des terrains

d'action aux hommes de bonne volonté. « La corporation ne se crée pas, elle se reconnaît », nous enseigne La Tour du Pin. « Dotée de sa charte sociale, la famille professionnelle apparaîtra comme un corps vivant. Elle respectera les lois de l'Etat. L'Etat la respectera. Elle servira ainsi de base à la création des futures corporations, qui restent le grand espoir de l'avenir français. Seul, le souci de ménager les étapes et de construire avec fruit, n'a permis jusqu'ici de réaliser les corporations que partiellement. » Ainsi s'expriment les rapporteurs de la loi du 4 octobre 1941.

Cette Charte du Travail est incontestablement une mesure législative révolutionnaire nettement axée sur la route du corporatisme d'association dont il appartient à notre pays de faire triompher les principes de liberté et d'indépendance de l'individu et de la famille garanties et équilibrées par des disciplines volontairement consenties au sein des organismes communautaires. Si la corporation d'association ne parvenait pas à se réaliser, le socialisme ou le corporatisme d'Etat étoufferait de plus en plus les meilleures valeurs humaines : goût de la création et du risque, recherche du mieux en toutes choses, aspiration à une vie meilleure, désir du beau et du noble, etc... Sans cet espoir vivace, sans cette volonté tenace de réaliser un régime social nouveau où, avec plus de justice, chacun puisse normalement tenter sa chance d'accomplir une vie digne et ascendante, quel découragement ne s'emparerait donc pas des lutteurs qui, dans tous les temps et dans toutes les sociétés, ont été les champions des transformations historiques.

Quelles que soient les étiquettes dont elles sont politiquement marquées : socialisme, communisme, corporatisme, ces aspirations émanent de la force interne qui pousse l'homme à la recherche perpétuelle d'un mieux-être matériel et moral. Nous, corporatistes, qui avons eu la chance providentielle de recevoir les enseignements d'un maître aussi clairvoyant, aussi parfaitement et synthétiquement représentatif du passé et de l'avenir, de la tradition et de la révolution, nous avons l'impérieux devoir de combattre pour orienter cette force interne, ressort intime du progrès et de la civilisation, vers la reconnaissance générale et l'adoption intégrale des principes du corporatisme d'association.

Aussi, est-ce pour nous un impérieux devoir de nous saisir des premiers instruments de mise en œuvre de nos principes que le gouvernement du Maréchal met à notre disposition.

La Charte du Travail, ayant rompu catégoriquement avec les dogmes et les lois individualistes, donne aux professionnels

toutes les possibilités de passer à l'action corporative : corporatisme *lato sensu* avec les comités sociaux, corporatisme *stricto sensu* avec l'article 39.

Des cadres institutionnels nous sont proposés. A nous de les remplir. Ainsi que le Maréchal nous l'a rappelé dans l'un de ses messages, n'attendons pas de l'Etat plus qu'il ne peut nous donner; le salut viendra de nous-mêmes. Et, rappelons-nous surtout que nous devons sans cesse animer notre action logique et rationnelle d'une vie spirituelle intense, convaincus que rien de grand ne se fait sans passion. Le rapport préliminaire de la Charte du Travail nous l'indique en ces termes : « La Charte du Travail ne peut, par elle-même, atteindre les buts qu'elle se propose, sans définir en tête de ses articles l'élément spirituel qu'elle contient.

« Cet élément spirituel, M. le Maréchal, c'est le vôtre. C'est celui que vous avez communiqué à la France et dont l'œuvre de révolution nationale tire sa justification la plus sûre.

« Cet élément spirituel, c'est l'aspiration vers un ordre nouveau où seront assurés :

« La primauté de la nation et du bien commun professionnel sur les intérêts particuliers.

« La collaboration confiante, loyale et permanente de tous les membres de la profession en vue de réaliser la paix sociale et la prospérité des entreprises.

« Le respect d'une hiérarchie fondée sur le travail, le talent et le mérite.

« Le développement progressif des réalisations sociales destinées à satisfaire les intérêts et les aspirations légitimes des travailleurs.

« La paix sociale est le but suprême.

« Les institutions du passé ne peuvent être maintenues que dans la mesure où elles expriment le génie libre et divers de la nation. L'avenir est encore riche, chez nous, d'idées, d'efforts, de sacrifices. C'est vers cet avenir que nous nous tournons résolument, sûrs de l'assentiment des patrons, des ouvriers, des techniciens, des artisans désormais convaincus que l'intérêt personnel ne trouvera sa sauvegarde que dans l'intérêt collectif. »

APPENDICE II

VERS L'UNITÉ DE LA PENSÉE FRANÇAISE

Proudhon et La Tour du Pin, esquisse
d'un rapprochement entre leurs concep-
tions du Travail et de la Propriété.

De nombreuses études ont déjà été faites sur Proudhon, nous n'avons pas ici la prétention de faire œuvre nouvelle. Ses ouvrages sont nombreux et sa méthode d'analyse des phénomènes sociaux est au premier abord déroutante. En effet, il s'inspire de la méthode hégélienne, mais après la thèse et l'anti-thèse il ne nous propose pas souvent la synthèse. Proudhon est d'abord un violent meneur d'offensives. Il s'attaque à toutes les vérités admises de son temps. Pour arriver chez lui à la construction il faut chercher patiemment et se contenter quelquefois de solutions partielles.

Il est devenu banal de dire que tous les partis politiques, tous les doctrinaires ont trouvé dans Proudhon des éléments favorables à leur thèse. En effet, si, en lisant par exemple son *Système des Contradictions Economiques*, on se plaît à retenir seulement telle ou telle présentation du problème, on peut lui faire dire à peu près ce que l'on veut, mais ce procédé n'est pas correct. Après avoir étudié une grande partie des œuvres de Proudhon et cherché à en dégager un principe directeur, nous avons pensé en toute conscience qu'il n'était pas impossible de faire suivre l'exposé des idées de La Tour du Pin des quelques réflexions qui forment l'objet de cet appendice.

Il semble, cependant, au premier abord, quelque peu paradoxal de vouloir établir un parallèle entre La Tour du Pin et Proudhon. Comment rapprocher les idées de deux hommes aussi dissemblables ? La Tour du Pin est classé comme aristocrate, catholique, monarchiste, grand propriétaire terrien ; Proudhon comme plébéien, incroyant, anarchiste, prolétaire. Telles sont, du moins, les étiquettes dont l'histoire a marqué ces deux hommes sur l'échiquier politique, mais c'est précisément dans cette dualité d'origine, de croyance, de position que réside l'intérêt d'un parallèle et d'un rapprochement de leurs idées. Nous pensons, en effet, que le moment est venu ou jamais de fondre dans le même creuset les richesses morales et intellectuelles du patrimoine national ; trop longtemps la lutte

factice des partis d'opinions a donné l'habitude aux Français de ne plus voir que ce qui peut les séparer. Il est grand temps de mettre en lumière ce qui peut les unir.

Si, donc, comme nous le pensons, le marxisme est, à l'heure actuelle, écarté par tous ceux qui cherchent sincèrement, avec le bien commun de la nation, le mieux-être de chaque individu, si on admet, d'autre part, que le libéralisme pur n'a plus, à l'heure actuelle, de partisans désintéressés, il reste en présence deux mouvements d'idées essentiels tendant tous deux à une organisation nouvelle des droits respectifs de la propriété et du travail. Le premier est d'inspiration chrétienne, il rappelle aux hommes leurs *devoirs* mutuels; il préconise, pour leur en faciliter l'exercice, la reconnaissance juridique institutionnelle de groupements familiaux et professionnels; il exige que la justice procède à l'établissement de tous les liens organiques des hommes en société. Tel est dans son ensemble le corporatisme.

Le second mouvement d'opinions est d'inspiration révolutionnaire (1). Il proclame les *droits* des travailleurs, il revendique la justice pour tous, il veut réorganiser la société, il est fait de plus d'aspirations et de tendances que de construction homogène et logique. Tel est, il nous semble, le socialisme, bien que l'on puisse trouver un peu trop schématiques, arbitraires et artificielles ces qualifications sommaires.

Il y a pourtant bien, à l'heure actuelle, deux courants qui peuvent, qui doivent se rejoindre et se confondre. Des deux côtés on rencontre des hommes sincères venant de tous les milieux sociaux. Cependant, en général, on trouve davantage du côté corporatif des hommes venant des milieux intellectuels ou des classes dirigeantes; du côté socialiste, des hommes venant des milieux intellectuels ou des classes ouvrières. Tous, les uns comme les autres, ont subi l'influence de leur éducation et de leur milieu familial et social; ils acceptent plus facilement les idées qui leur sont présentées par des hommes de même formation. Encore une fois ceci a une valeur schématique et générale et laisse place, bien entendu, à toutes les exceptions et cas particuliers.

Il nous paraît donc nécessaire, pour que se fasse l'union des

(1) Nous avons opposé ces mots d'inspiration chrétienne et d'inspiration révolutionnaire, parce qu'ils répondent à une vue historique de la question qui nous paraît rigoureusement exacte dans la mesure où révolution est prise ici dans le sens de Révolution de 1789. Par contre, le mouvement corporatif s'affirme révolutionnaire en s'opposant au conservatisme libéral et au capitalisme d'Etat.

Français, que dans chacun de ces mouvements d'opinions s'effectuent une analyse fondamentale des idées morales qui les animent, une connaissance approfondie des doctrines de ceux qui ont été pris comme guides ou comme symboles. De cet examen de conscience réciproque et mutuel doit ressortir, à notre avis, une très large communion de pensées; mais il suppose qu'on aura bien voulu aller au fond des choses. Trop souvent nous nous en tenons, en France, à des querelles de mots, à des oppositions de forme.

Il nous semble qu'un essai de rapprochement d'idées entre La Tour du Pin et Proudhon répond à cette nécessité d'union et de synthèse de la pensée française. La Tour du Pin est incontestablement le maître du corporatisme français; Proudhon est-il reconnu comme le maître du socialisme français? Nous ne pensons pas que cette qualité lui soit aussi nettement attribuée. Il est, cependant, de tous les écrivains socialistes français celui qui nous paraît avoir le plus de droits à ce titre.

Encore faudrait-il s'entendre sur la définition du socialisme. Quant à nous, nous voulons désigner sous ce vocable toutes les recherches honnêtes et sincères d'une transformation des conditions de vie sociale dans le sens d'une amélioration de l'existence de tous les travailleurs, en général; le corporatisme serait donc inclus dans cette définition; mais, à l'heure actuelle, il est d'usage de l'opposer au socialisme parce que le socialisme a pris en raccourci comme sens habituel celui de socialisme d'Etat.

Proudhon : l'homme.

Ceci posé, nous voudrions faire ressortir en quelques mots succincts le caractère de Proudhon. Tout d'abord, nul ne contestera que ce vaillant lutteur a droit au respect. Travailleur acharné, il ne se laisse pas décourager par les circonstances adverses. La vie n'a pas été tendre pour lui; dévoré du besoin de s'instruire, il a dû, tout jeune, cependant, travailler comme ouvrier mais n'en a pas moins réussi à acquérir des connaissances extrêmement étendues. Toute sa vie est faite de sincérité, de conviction, de probité intellectuelle et morale.

On lui a beaucoup reproché sa violence : violence des idées et violence des termes. On a eu souvent vite fait de se débarrasser de lui en s'écriant : c'est un casseur de vitres ! Ce jugement est très superficiel, il s'en défend à tous moments et sa bonne volonté de construire après avoir démolì est évidente : *destruam ædificabo*, écrivait-il en tête des *Contradictions économiques*. Certes, il n'est pas aisé de trouver facilement dans

son œuvre ce qu'il a voulu édifier. Il n'y a, évidemment, pas chez Proudhon de planisme constructeur; cependant il croit à la nécessité d'une organisation du travail, à tous moments il se sert du mot « ordre ». S'il ne définit pas plus nettement, et d'un bloc, sa pensée constructrice c'est qu'il ne croit pas à la fixité des formes sociales. Nous verrons, au cours de cette étude, ce qu'il est possible de dégager de son œuvre d'indications fermes relatives au régime de la propriété et du travail.

La violence de Proudhon contre la propriété se comprend mieux si l'on se rapporte à l'état d'esprit qui animait les économistes et les juristes du début du siècle dernier. Le Code civil venait de définir la propriété : droit absolu d'user et de disposer des biens. Ainsi que le note M. Michel Augé-Laribé dans son introduction au *Premier Mémoire* (1) : les premiers économistes, les juristes de 1830 n'avaient pas soumis le droit de propriété à une critique bien sévère. Il était pour eux le fondement de la société dans laquelle ils vivaient et ils lui avaient fabriqué des titres sans songer qu'ils pourraient être discutés. Comme l'écrit Proudhon, ils méritaient bien le reproche d'une excessive tolérance à des lois arbitraires. Ils se faisaient d'ailleurs de la loi une idée tout abstraite. Ils la considéraient comme absolue et immobile. En somme, ils sont très proches encore des législateurs de la Révolution et des rédacteurs du Code civil qui croyaient volontiers légiférer pour tous les temps et pour tout le genre humain.

Les bourgeois au profit desquels s'était faite la révolution de 1789, soucieux de repos et de stabilité, n'admettaient pas la moindre égratignure au droit de propriété. M. Michel Augé-Laribé cite encore à ce sujet que les économistes de l'époque ne craignaient pas d'attacher à la propriété un caractère sacré et de parler de son origine divine. Aussi n'était-il même pas permis de discuter. Déjà la Convention avait décrété les 16 et 22 mars 1793 la peine de mort contre quiconque proposerait une loi agraire où toute autre loi subversive des propriétés territoriales, commerciales et industrielles. Les lois sur la presse ayant répété des interdictions du même genre, l'économiste Hello approuvait cette défense de discuter : « Quand le législateur reconnaît qu'un principe est fondamental, il n'y a pas de droit plus légitime ni de devoir plus sacré que de le retirer de la dispute, de lui donner l'abri de la sanction pénale... Un décret antipropriétaire est criminel et appartient à la loi pénale ».

Proudhon se permettant de soumettre toutes ces diverses

(1) Editeur Rivière (1926).

évidences à une analyse scientifique, un chœur indigné lui répond. Thiers dénonce ces erreurs, « Éternelle honte de l'esprit humain » et Demolombe proclame : Rien n'attestera mieux devant l'histoire l'état de perturbation morale dans laquelle la société française était tombée dans ces derniers temps que les monstrueuses controverses auxquelles nous venons d'assister. » « Perturbation morale » est trop faible pour Hello, qui écrit : « Dans aucune des aberrations de son esprit, l'être intelligent et libre ne s'est encore infligé une dégradation aussi profonde. »

Voici quels étaient les adversaires de Proudhon. La faiblesse de leurs considérations, le vide de leurs jugements et leur autoritarisme sous le masque mystique expliquent et, si l'on veut, excusent le caractère des mémoires proudhoniens avec leur logique tenace et leur violence d'accent. Ces personnages que Proudhon a pris corps à corps étaient les maîtres du barreau, des professeurs de la Faculté de Droit, des philosophes, des académiciens. Ils parlaient vraiment au nom de la société et c'est un pauvre ouvrier, exceptionnellement instruit, qui s'attaque à ces vérités et fait ressortir le ridicule de leurs affirmations gratuites.

Aujourd'hui, le droit de propriété absolu a subi beaucoup de restrictions légales. Proudhon est certainement pour quelque chose dans le développement des considérations juridiques modernes d'une propriété relative, limitée et contrôlée. La violence n'aura donc pas été inutile et ce n'est pas tout à fait la faute de Proudhon si son coup de boutoir « la propriété c'est le vol » a été séparé, isolé de la trame de ses œuvres et lui a procuré à tort sa détestable réputation d'homme-terreur et a égaré les esprits de ses contemporains sur la signification réelle de ses idées.

Mais, nous dira-t-on, Proudhon n'a pas attaqué que la propriété, rien ne trouve grâce devant lui, ni la religion, ni la monarchie, ni la république, ni le libéralisme, ni le socialisme. C'est exact, à tout moment on se sent heurté, secoué, hérissé par quelques saillies inattendues, il tape en tous sens et l'on comprend facilement qu'il ait pu être classé comme anarchiste.

Un de ses meilleurs commentateurs, Sainte-Beuve (1), s'est attaché particulièrement à rechercher l'homme à travers sa correspondance et nous montre comment Proudhon se laisse emporter dans le combat, à tel point qu'il lui arrive, parfois, de se contredire lui-même.

(1) Sainte-Beuve, *P.-J. Proudhon, Sa vie et sa correspondance*, Lévy Frères, 1875.

Sa correspondance laisse, par contre, sentir combien Proudhon était enraciné dans la tradition du sol, de la famille et du métier. Il est sans doute dommage pour la portée plus rapide, plus directe, plus efficace de sa pensée qu'elle n'ait pas été traduite en termes plus mûris, répondant mieux à l'équilibre naturel que l'on trouve au fond de son tempérament fougueux. Mais il avait besoin d'étonner et de scandaliser : « La propriété c'est le vol ! » Une telle affiche, il a beau dire (et il le sentait bien tout le premier), est un coup de tocsin et ressemble à un violent appel à tous les déshérités qui peuvent s'y méprendre ; et c'est aussi à ce cri imprudent que tout ce qu'il y a de sage et de sensé le conjure et l'arrête. Mais il avait, dira-t-il, à se faire écouter avant tout, à se faire jour, à soulever comme Encelade son Etna. Le jurassien Proudhon avait, naturellement, en lui et tenait sans doute de son pays natal une veine de crânerie provocante ; il aimait à étonner, à faire dresser l'oreille à l'interlocuteur ou au lecteur. Fort de son honnêteté profonde et de sa probité inattaquable, il avait de ces manières de sentir et de dire qui faisaient trembler et qui, sous quelque régime qu'on vécût (monarchie, république ou empire), semblaient des attentats contre l'ordre établi. Quant au fond, on dira tout ce qu'on voudra de son système : oui, c'est un système extrême et forcé, mais un système qui a cette vertu, qu'il opère puissamment sur ceux mêmes qui le repoussent et qu'il les oblige à faire du chemin et à en venir bientôt aux dernières limites des concessions. Par ce qu'ils appellent ses paradoxes et ses sophismes et qui n'est que de la logique à outrance, Proudhon fait suer sang et eau à ses adversaires ; il les contraint à s'ingénier, à se mettre en quatre, à faire un chemin du diable pour le joindre et lui répondre, c'est-à-dire les oblige bon gré, mal gré et, bien qu'à grande distance encore, à se rapprocher de lui. J'entends d'ici son rire éclatant et sarcastique. C'est peut-être en définition tout ce qu'il a voulu » (1).

Nous nous attachons plus particulièrement dans cette étude à la compréhension qu'apporte Proudhon à une étude des nouveaux rapports organiques entre la propriété et le travail. Nous n'avons donc pas, à priori, à nous préoccuper de ses attaques outrancières contre l'Eglise et la monarchie. Il est certain que Proudhon qui réagit d'instinct contre tous les dogmes admis s'est laissé emporter par le courant des philosophes du XVIII^e siècle et qu'il croit à l'émancipation de l'homme par la révolution de 1789. Hypnotisé par l'idée abstraite de liberté, il voit dans les rois de l'Ancien Régime des tyrans et dans les

(1) Sainte-Beuve, *op. cit.*, p. 69.

prêtres catholiques leurs auxiliaires. Il nous semble que c'est là le point faible du jugement proudhonien. On le sent nettement influencé par la conception matérialiste de l'histoire : l'esclavage, le servage, le prolétariat... et, cependant, on lit à la page 82 des *Confessions d'un Révolutionnaire* (1) : « Un des hommes qui révolutionna le plus et qui gouverna le moins fut Saint Louis. La pensée française au temps de Saint Louis s'était faite elle-même. Elle avait produit, comme une vigne où poussent cent bourgeons, ses seigneurs et ses vassaux; que le roi publiât son fameux règlement, il n'était que l'enregistreur des volontés publiques ». Ainsi Proudhon avait compris l'essence des institutions du Moyen Age (2).

(1) Ed. Marcel Rivière (1929).

(2) S'il a violemment attaqué les ministres de l'Eglise, il n'a pas manqué de rendre hommage à l'Evangile. On trouve à ce sujet dans le livre de Sainte-Beuve l'intéressante page suivante :

« Dans cette suite de procès qui sont entamés au sujet des Evangiles annotés par Proudhon, il a semblé à l'un de nos lecteurs qu'un avocat du célèbre prolétaire pourrait tirer parti de l'accusation même et, faisant appel à l'image du Christ, qui est placée derrière le tribunal, évoquer cette sublime figure dans une sorte de prosopopée. Jésus serait censé prendre la parole et dirait par exemple en s'adressant aux juges :

« Il me semble que vous êtes trop occupés de moi dans la pensée de me défendre et de me venger. Hommes de la justice, vous êtes trop prompts au glaive en mon nom. J'ai connu le cœur de cet homme. Il n'était pas mon ennemi : il était mien. Comment ne l'aurait-il pas été, puisqu'il était à tout moment pénétré de la triste situation du grand nombre, et de l'idée et des moyens d'améliorer leur sort et leurs mœurs ? Il n'a jamais songé, à travers les épreuves et même les erreurs, qu'à rester fidèle à ses frères. Combien de ceux qui ne passent pas pour me blasphémer, et qui ont l'air de me servir, ont été moins fidèles que lui ! Il avait certes de rudes et farouches façons ; il était descendu trop nouvellement de sa montagne. Deux ou trois fois notamment, il a mal parlé de mon Père, comme un enfant malappris qui a trop vécu avec les ours dans les cavernes des rochers. Mais de moi il n'a jamais mal parlé, ni mal pensé ; dans les paroles mêmes les plus incongrues, surprises à sa familiarité, s'il s'est exprimé à mon sujet sans assez de respect, ce n'a pas été du moins sans sympathie ; il ne voyait en moi qu'un homme, il est vrai ; et comme je ne serais rien qu'un homme en effet, si je n'étais pas la Miséricorde même et le souverain Pardon, non content de lui pardonner, je me charge de son affaire auprès de mon Père. C'est trop douter de moi et trop vouloir m'honorer sous une seule forme que d'être si délicats et si prompts pour quelques paroles légères ou rudes : je suis plus fort que cela dans ma douceur et dans ma tranquillité. Quiconque a le sentiment, quiconque a le foyer de l'humanité est avec moi. Il y a plus d'une manière de m'aborder. Je me suis déjà transformé plusieurs fois ; je me transformerai encore à l'avenir. Il suffit que je reste toujours l'Humanité la plus compatissante, la plus chaste, la plus tendre, la plus courageuse, ce qui veut dire simplement la plus divine. Il est bien de me voir comme m'ont fait des siècles de vénération et de culte. Mais ne m'enfermez jamais sous une seule forme ; c'est l'esprit seul qui lève la pierre du tombeau. Encore une fois, vous vous préoccupez trop de la majesté de ma robe et même de l'auréole de mon front. Dût un pan de ma tunique être déchiré, dût partie de ma couronne paraître entamée, qu'importe, s'il en revient du bien à quelques êtres souffrants, s'il en tombe un morceau de pain de plus dans la corbeille de la veuve et des orphelins ! » (p. 344 et suivantes).

N'oublions pas que Proudhon est un robuste franc-comtois, puissamment établi sur sa race, sur sa famille, sur son foyer, fidèle époux, père rigide, aussi incorruptible et probe à l'état de travailleur que de débiteur. Il est enraciné dans les vieilles traditions et les anciennes qualités du paysan français. Toute sa vie il pensait avant tout « national ». Proudhon est un écrivain sain, il est passionnément et sûrement moralisateur, préoccupé avant tout de l'idée de justice. Il se laisse emporter par sa passion de l'égalité. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que cette idée de l'égalité chez Proudhon tende à un égalitarisme jaloux et niveleur dans la médiocrité commune; ce qu'il n'admet pas c'est le privilège, c'est la position sociale fastueuse dans l'oisiveté, c'est le gain sans travail. On pourrait synthétiser sa pensée sur ce chapitre dans la formule de Dubreuil : « A chacun sa chance ».

Sa passion de l'égalité est d'ailleurs battue en brèche par sa passion non moins grande de la liberté qui l'amènera à la fin de sa vie à prendre la défense de la propriété qu'il avait tant attaquée dans sa jeunesse, pour lui substituer la notion de possession.

Proudhon est, en quelque sorte, déchiré entre ces deux éléments contraires d'une justice sociale. Car l'égalité suppose la suppression de la propriété et attire inévitablement des interventions contraignantes de l'autorité. Or, Proudhon redoute l'autorité dans la société. On l'a qualifié d'anarchiste. Et il est exact que dans toute son œuvre on sent une volonté de réduire le plus possible, sinon complètement, l'autorité de l'Etat. Cependant on ne le voit pas nier l'autorité du chef de famille, ni celle du chef d'entreprise, bien au contraire. Ce qu'il redoute c'est la tyrannie de la masse, c'est la tyrannie du nombre, que ce soit par un arsenal parlementaire ou par un potentat. Ainsi La Tour du Pin déclarait-il de même être l'ennemi de tout césarisme, monarchiste, impérial ou parlementaire.

Proudhon substitue peu à peu au cours du développement de sa pensée la notion d'équilibre et de compromis à celle de synthèse. Ayant analysé les principales ressources de la nature humaine il cherche à les équilibrer les unes par les autres. Egalité et liberté, liberté et association s'épouseront mutuellement. L'humanité tendra ainsi vers un état d'équilibre jamais parfaitement atteint, sans doute, mais dont la recherche doit constituer la préoccupation des économistes et des moralistes. Ce n'est pas sans déchirement d'ailleurs qu'on sent Proudhon amené à faire des sacrifices sur ses premières idées relatives à la propriété pour assurer la défense de l'homme contre

l'autorité. Il y a chez lui des retours en arrière, des explosions soudaines qui déroutent beaucoup le lecteur et font souvent perdre le fil de sa pensée, rendant très difficile de fixer les points d'évolution de sa doctrine.

Ce qu'on peut dire, en tout cas, de Proudhon, c'est qu'en cherchant il fait chercher, c'est un ferment de progrès social, c'est le contraire du conservateur conformiste et routinier. Rien qu'à ce titre il a droit de compter au nombre des grands cerveaux français dont peut et doit s'inspirer la révolution nationale qui doit faire retrouver à la France d'aujourd'hui, avec son sens traditionnel de la justice, son esprit de mesure et d'organisation, son rayonnement de noblesse et de grandeur qui a été son apanage pendant des siècles.

Autorité et liberté.

Proudhon, nous l'avons dit, redoute l'asservissement de l'individu par l'autorité sous toutes ses formes; il se répand souvent en diatribes violentes contre ses multiples incarnations; il demande la suppression du gouvernement; il a été traité d'anarchiste. D'ailleurs lui-même invoque souvent l'anarchie, qu'il écrit « an-archie », mais il proteste quand on veut assimiler anarchie à désordre (1). Pour lui, l'anarchie c'est la distribution de l'autorité et ce qui lui fait peur c'est la concentration de l'autorité, soit entre les mains d'un homme, soit entre les mains d'un groupe d'hommes; il redoute autant la dictature parlementaire que l'absolutisme monarchiste. « Supposez tout le pouvoir concentré dans une assemblée unique, vous n'auriez fait qu'augmenter les périls de la liberté en lui enlevant ses dernières garanties. Le gouvernement par l'assemblée sera tout aussi redoutable que par le despote et vous aurez la responsabilité en moins » (2).

(1) Le dictionnaire Littré définit l'anarchie : absence de gouvernement et, par suite, désordre et confusion.

(2) *Confessions d'un Révolutionnaire*. Lacroix, Verboeckven et C^{ie}, éd. (1868), p. 170.

Proudhon continue ainsi :

« L'expérience prouve même que le despotisme des assemblées est cent fois pire que l'autocratie d'un seul, par la raison qu'un être collectif est inaccessible aux considérations d'humanité, de modération, de respect de l'opinion, etc..., qui gouvernent les individus. Si donc l'unité des pouvoirs, soit l'absence de constitution politique, n'a d'autre effet que d'absorber les pouvoirs d'un président responsable dans les pouvoirs d'une majorité irresponsable, les conditions du gouvernement restant d'ailleurs les mêmes, qu'aura-t-on avancé ? Ne vaut-il pas mieux diviser l'autorité, faire l'un des pouvoirs contrôleur de l'autre, rendre la liberté d'action à l'exécutif, en lui donnant par contre-poids le contrôle du législatif ? Donc, ou la séparation des pouvoirs, ou l'absolutisme du pouvoir : le dilemme est inévitable.

« A cette argumentation, la démocratie n'a jamais rien répondu de

Disons, encore une fois, qu'on retrouve dans La Tour du Pin les mêmes critiques contre le césarisme, qu'il soit monarchique ou parlementaire. La Tour du Pin équilibre le pouvoir exécutif par une organisation représentative des droits et intérêts économiques et culturels qui donne son consentement aux actes du pouvoir exécutif sur le plan communal, régional et national.

On retrouve une autre analogie entre Proudhon et La Tour du Pin dans cette opposition à toute réforme ou révolution venant d'en haut et imposée par l'autorité de l'Etat.

A plusieurs reprises Proudhon affirme l'impossibilité d'une œuvre vivante qui ne soit pas l'expression de transformations préalables et internes de la société. La Tour du Pin dira que la corporation ne se crée pas, mais qu'elle se reconnaît. Proudhon demande au gouvernement de distinguer la *question organique* de la *question exécutive*, en d'autres termes, ce qui est de la compétence du pouvoir et ce qui n'en est pas. « Son unique devoir, son seul droit est d'inviter les citoyens à produire eux-mêmes, par le plein exercice de leur liberté, les faits nouveaux sur lesquels lui, Gouvernement, sera, plus tard, appelé à exercer, soit une surveillance, soit, au besoin, une direction » (*Confessions*, p. 61).

Et ne voit-on pas dans le passage suivant l'annonce du principe corporatif de la profession organisée et gérée par elle-même : « Ne vous semble-t-il donc pas que les agriculteurs, déjà tout organisés dans leurs communes et leurs comices, pourraient fort bien opérer leur centralisation et gérer leurs intérêts généraux sans passer par les mains de l'Etat ?

« Que les commerçants, fabricants, manufacturiers, industriels de toute espèce, ayant dans les chambres de commerce

sérieux. Sans doute, comme l'ont très bien observé les critiques, la division de l'autorité en deux pouvoirs est la source de tous ces conflits qui, depuis soixante ans, tourmentent notre pays, et, non moins que le despotisme, le poussent aux révolutions. Mais cela ne détruit pas l'objection fondamentale que, hors la séparation des pouvoirs, il n'y a que le gouvernement absolu, et que, le retrancher de la République, c'est constituer à perpétuité la dictature.

« Aussi la République démocratique, la République sans distinction de pouvoirs, n'a-t-elle jamais paru aux esprits non prévenus qu'une contradiction dans les termes, un véritable escamotage de la liberté. Et j'avoue, pour ma part, qu'étant donné l'hypothèse d'une centralisation où toutes les facultés sociales convergent en un centre unique initiateur et dominateur souverain, je préfère de beaucoup, au gouvernement absolu et irresponsable d'une convention, le gouvernement séparé et responsable d'une présidence contrôlée par une assemblée, et, au gouvernement d'une présidence électorale, celui d'une royauté constitutionnelle. Quel que soit le gouvernement à diviser, monarchie ou sénat, la séparation des pouvoirs est le premier pas vers la constitution sociale ».

leurs cadres tout ouverts, pourraient également, sans le secours du pouvoir, sans attendre leur salut de son bon plaisir ou leur ruine de son inexpérience, organiser par eux-mêmes, à leurs frais, une administration centrale, débattre leurs affaires en assemblée générale, correspondre avec les autres administrations, prendre toutes décisions utiles sans attendre le visa du président de la République et puis, confier l'exécution de leurs volontés à l'un d'entre eux, élu par ses pairs, et qui serait ministre ? » (*Confessions*, p. 188).

Ce qui nous sépare néanmoins de Proudhon, c'est qu'avec La Tour du Pin nous reconnaissons la nécessité d'un pouvoir central stable et indépendant qui soit l'arbitre des intérêts. Nous savons, en outre, qu'il serait possible de soulever ici une polémique au sujet de l'origine du pouvoir. Mais elle nous apparaît, en l'occurrence, vaine et inopportune puisque nous entendons seulement montrer que les grands courants de pensées, issus de La Tour du Pin ou de Proudhon, se rencontrent sur le plan de la reconstruction sociale et que, sans rien aliéner de leur amour de l'indépendance, de leur passion de la justice, les Français, qu'ils se réclament du corporatisme de La Tour du Pin ou du socialisme de Proudhon, peuvent s'entendre et se comprendre dans l'œuvre de réorganisation nationale.

A cet effet, nous avons cru devoir citer intégralement en note le passage des *Confessions* dans lequel Proudhon expose sa conception d'une société organisée, vivante, progressive, dont toutes les catégories se gouvernent elles-mêmes et dans laquelle la centralisation nationale s'opère de la périphérie vers le centre (1).

(1) « Ce qui fait la centralisation dans les Etats despotiques et représentatifs, c'est l'autorité héréditaire ou élective, qui, du roi, président ou directoire descend sur le Pays et absorbe ses facultés. Au contraire, ce qui fait la centralisation dans une société d'hommes libres qui se groupent suivant la nature de leurs industries ou de leurs intérêts, et chez lesquels la souveraineté, collective ou individuelle, n'abdique ni ne se délègue jamais, c'est le contrat. Le principe est donc changé : dès lors l'économie n'est plus la même; l'organisme procédant d'une autre loi est renversé. L'unité sociale au lieu de résulter, comme auparavant, du cumul et de la confiscation des forces par un soi-disant mandataire du peuple, est le produit de la libre adhésion des citoyens...

« Je ne multiplierai pas davantage les exemples. Il est facile de voir la différence qu'il y a entre la centralisation et le despotisme, entre la séparation des fonctions sociales et la séparation de ces deux abstractions que l'on a nommées assez peu philosophiquement pouvoir législatif et pouvoir exécutif; enfin entre l'administration et le gouvernement. Croyez-vous, dis-je, qu'avec ce régime vraiment démocratique, où l'unité est en bas et la séparation en haut, au rebours de ce qui existe dans toutes nos constitutions, il n'y aurait pas plus de sévérité dans les dépenses, plus d'exactitude dans les services, plus de responsabilités pour les fonctionnaires, plus de bienveillance

Il y a, évidemment, beaucoup de lyrisme dans ce texte. Nous y trouvons également un exemple des généralisations

de la part des administrations envers les citoyens, et moins de servilisme, moins d'esprit de corps, moins de conflits, en un mot moins de désordres ? Croyez-vous que les réformes paraîtraient alors si difficiles ; que l'influence de l'autorité corromprait le jugement des citoyens ; que la corruption servirait de base aux mœurs, et que, pour être cent fois moins gouvernés, nous n'en serions pas mille fois mieux administrés ?

« Pour créer l'unité nationale, on a cru qu'il fallait concentrer toutes les facultés publiques dans une seule autorité ; puis, comme on s'est bien vite aperçu qu'en procédant ainsi on ne créait que le despotisme, on a cru remédier à cet inconvénient par le dualisme des pouvoirs, comme si, pour empêcher la guerre du gouvernement contre le peuple, il n'existait d'autre moyen que d'organiser la guerre du gouvernement contre le gouvernement !

« Il faut, je le répète, pour qu'une nation se manifeste dans son unité, que cette nation soit centralisée dans sa religion, centralisée dans sa justice, centralisée dans sa force militaire, centralisée dans son agriculture, son industrie et son commerce, centralisée dans ses finances, centralisée en un mot dans toutes ses fonctions et facultés ; il faut que la centralisation s'effectue de bas en haut, de la circonférence au centre, et toutes les fonctions soient indépendantes et se gouvernent chacune par elle-même.

« Voulez-vous alors rendre sensible, par un organe spécial, ou par une assemblée, cette unité purement économique et invisible ; conserver, par amour de vos traditions, l'image de l'antique gouvernement ?

« Groupez, par leurs comités, ces administrations différentes ; vous aurez votre conseil des ministres, votre pouvoir exécutif, qui pourra bien, alors, se passer de conseil d'Etat.

Elevez au-dessus de tout cela un grand jury, législature ou assemblée nationale, nommée directement par la totalité du pays, et chargée, non pas de nommer les ministres, — ils tiennent leur investiture de leurs commettants spéciaux, — mais de vérifier les comptes, de faire les lois, de fixer le budget, de juger les différends entre les administrations, le tout après avoir entendu les conclusions du ministère public, ou ministre de l'intérieur, auquel se réduira désormais tout le gouvernement : et vous aurez une centralisation d'autant plus forte que vous en multipliez davantage les foyers, une responsabilité d'autant plus réelle que la séparation entre les pouvoirs sera plus tranchée : vous avez une constitution à la fois politique et sociale.

« Là, le gouvernement, l'Etat, le pouvoir, quel que soit le nom que vous lui donniez, ramené à ses justes limites, qui sont non de légiférer ni d'exécuter, pas même de combattre ou de juger, mais d'assister comme commissaire aux prêches s'il y a des prêches, aux débats des tribunaux et aux discussions du parlement, s'il existe des tribunaux et un parlement ; de surveiller les généraux et les armées, si les circonstances obligent de conserver des armées et des généraux ; de rappeler le sens des lois et d'en prévenir les contradictions ; de procurer leur exécution, et de poursuivre les infractions, là, dis-je, le gouvernement n'est autre chose que le fournisseur de la société, la sentinelle du peuple. Ou plutôt le gouvernement n'existe plus, puisque, par le progrès de leur séparation et de leur centralisation, les facultés que rassemblait autrefois le gouvernement ont toutes, les unes disparu, les autres échappé à son initiative : de l'anarchie est sortie l'ordre. Là, enfin, vous avez la liberté des citoyens, la vérité des institutions, la sincérité du suffrage universel, l'intégrité de l'administration, l'impartialité de la justice, le patriotisme des baïonnettes, la soumission des partis, l'impuissance des sectes, la convergence de toutes les volontés. Votre société est organisée, vivante, progressive ; elle pense, parle, agit comme un homme, et cela précisément parce qu'elle n'est plus représentée par un homme, parce qu'elle ne reconnaît plus d'autorité personnelle, parce que, en effet, comme en tout être organisé et vivant, comme dans l'infini de Pascal, le centre est partout, la circonférence nulle part ». (*Confessions*, p. 190 à 192).

systématiques auxquelles son esprit de logique comptable entraîne souvent Proudhon. Néanmoins il contient des vérités essentielles et que nous retrouvons dans un style et avec une présentation évidemment très différents dans les écrits de La Tour du Pin. Dans un autre passage nous lisons que Proudhon veut ne demander au pouvoir que les élans et l'impulsion que lui seul est capable de donner à une idée, ce qui prouve bien qu'il n'entend pas en demander la suppression totale ! Ayant saisi l'idée centrale de Proudhon sur l'autorité du pouvoir, il sera aisé de comprendre pourquoi il exprime si violemment et à maintes reprises son indignation contre toutes les manifestations étatistes du socialisme. Soulignons d'abord que, contrairement à une opinion couramment répandue, il n'est partisan d'aucune violence; il s'étonne que, pour bien des esprits, révolution soit synonyme d'effusion de sang. Il est par tempérament radicalement opposé à la conception marxiste de la lutte des classes : en 1848 il eut la fantaisie de se porter comme candidat aux élections du Doubs et il s'adressa ainsi aux électeurs : « La question sociale est posée; vous n'y échapperez pas; il faut des hommes qui unissent à l'extrême de l'esprit radical l'extrême de l'esprit conservateur. Travailleurs, tendez la main à vos patrons et vous, patrons, ne repoussez pas l'avance de ceux qui furent vos salariés ». (*Confessions*, p. 137).

Il prêche, ajoute-t-il à cette occasion, comme but et signification du socialisme, la réconciliation universelle.

Dans les critiques acerbes qu'il adresse à Louis Blanc (Cf. : *Le Système des Contradictions Economiques ou Philosophie de la Misère*) il revient sans cesse sur cette idée que le vrai socialisme doit faire poindre la vie sociale d'en bas et non la faire descendre d'en haut.

Nous trouvons à la fin de son chapitre sur le monopole quelques propos frappants concernant l'utopie socialiste : au lieu de se préoccuper uniquement de l'équilibre de la production, des conditions de l'échange, de la réduction progressive des prix de revient, au lieu de déterminer les rapports d'industrie à industrie, de travailleur à travailleur, de province à province et de peuple à peuple, les socialistes ne songent qu'à se pourvoir de capitaux, concevant toujours le problème de la solidarité des travailleurs comme s'il s'agissait de fonder une nouvelle maison de monopole. Le monde, l'humanité, les capitaux, l'industrie, la pratique des affaires existent; il ne s'agit plus que d'en chercher la philosophie, en d'autres termes, de les organiser, et les socialistes cherchent les capitaux ! Toujours

en dehors de la réalité, qu'y a-t-il d'étonnant à ce que la réalité leur manque ? (1).

A tout bout de champ Proudhon proteste contre la doctrine communautaire; le communisme oublie, dit-il, qu'une nation n'est pas un « grand polypier », car, à côté du droit social, il y a le droit individuel. Proudhon est nettement antimarxiste et anticollectiviste. Il se refuse à la lutte de classes. Il récuse la propriété de l'Etat. Peut-être lui accorde-t-il un certain droit éminent, et encore c'est bien plutôt aux communautés locales qu'à l'Etat qu'il attribue un droit éminent de propriété. Sans doute objectera-t-on que c'est pousser trop loin la crainte du pouvoir central et que c'est tomber dans l'anarchie. Effectivement on ne saurait dénier à l'Etat toute faculté de posséder, en droit comme en fait, eu égard aux intérêts généraux dont il a la charge; mais les flèches de Proudhon, pour dépasser quelque peu le but, n'en sont pas moins tirées dans la bonne direction. D'ailleurs ainsi que l'a fait observer très justement M. Aimé Berthod dans son livre : « *P.-J. Proudhon et la Propriété* » (2), il faut s'attacher moins à la lettre qu'à l'esprit. Un des attrait de la lecture des ouvrages de Proudhon c'est qu'elle n'arrête jamais la recherche, mais incessamment la provoque et offre non des solutions, mais des suggestions. Somme toute, il faut considérer que Proudhon pose le problème, le retourne sur toutes ses faces, le dissèque et l'analyse, mais qu'il ne le résoud pas toujours.

Proudhon est issu de la classe moyenne et, toute sa vie, il cherchera dans son œuvre les moyens de la défendre. Il verra dans la petite propriété rurale et artisanale la meilleure garantie de l'existence indépendante de cette immense catégorie de Français dont l'amour inné des moyens termes et du juste milieu se manifeste dans nos tendances nationales et fait de nous une nation conservatrice par tempérament et par goût, révolutionnaire seulement par nécessité et par exception. Il redoute l'affaiblissement, la disparition des classes moyennes : « Avec l'essor des facultés industrielles du pays, la tendance capitaliste et agglomératrice ne tarda pas à se révéler. C'est alors que commença de grossir la classe des salariés, le prolétariat, en même temps que se reformait sur les bases de la féodalité mercantile, la féodalité terrienne, la grande propriété. Pour quiconque a réfléchi sur l'action combinée des banques, des hypothèques, des compagnies industrielles, auxquelles il faut joindre la centralisation politique qui leur sert de sanction

(1) *Contradictions Economiques*. Rivière (1923), p. 283.

(2) Giard et Brière (1910).

coercitive et pénale, il est évident que la nation française est livrée sans défense, de par la loi, à l'exploitation d'une oligarchie non prévue par les révolutionnaires de 89 et qui est née spontanément du jeu mal dirigé des forces économiques. Que ce régime, véritablement aléatoire, se prolonge encore cinquante ans et la petite industrie, comme la petite propriété, sera peu à peu abolie : il n'y aura plus qu'une masse énorme de mercenaires, au service des seigneurs terriens, des barons de la vigne, du rail, de la houille, du fer, du coton, etc... La société se retrouvera divisée en deux castes, l'une d'exploitants, l'autre d'exploités : la classe moyenne tout entière aura disparu... ».

Il se demande avec anxiété quelle sera la réaction de la France ainsi menacée dans le fondement même de son assise historique et sociale et il définit magnifiquement en quelques mots l'idéal permanent de toute organisation humaine : « La nation acceptera-t-elle, subira-t-elle, contrairement à son caractère et à ses tendances, la condition anormale que l'imprévoyance de ses chefs lui prépare ? Consentira-t-elle par peur du communisme, à revenir à l'ancien Etat féodal ? Non, non, la France ne veut pas plus du servage que de la communauté : ce qu'elle demande, c'est un *système d'équilibre où chaque famille soit assurée d'obtenir, moyennant travail, un bien-être légitime*. Pour tout le reste, liberté entière d'opinions et facilités d'accommodements ». (*Confessions*, p. 304). La Tour du Pin ne définira pas autrement la nécessité et le but du régime corporatif.

Il est fréquent de rencontrer en lisant les œuvres de Proudhon quelques-uns de ses jugements qui sont la marque frappante de son génie intuitif profondément français, passionnément orienté vers le bien du pays; par exemple l'analyse suivante de nos tendances psychologiques nationales : « Oui, il y a deux Frances dans la France actuelle. Il y a la France du passé, qui se sait elle-même et, royaliste ou démocratique, religieuse ou philosophe, vit dans ses traditions, s'y attache avec désespoir, proteste contre une révolution sans analogue; et la France de l'avenir qui ne se sait pas encore, qui se cherche, qui, déjà, dans toutes ses aspirations et ses vues, se sent en opposition avec l'ancienne. Le conflit est là. Tous, tant que nous vivons, dévots et sceptiques, royalistes et républicains, en tant que nous raisonnons d'après les idées reçues et les intérêts établis, nous sommes conservateurs; en tant que nous obéissons à nos instincts secrets, aux forces occultes qui nous pressent, aux désirs d'amélioration générale que les circonstances nous suggèrent, nous sommes révolutionnaires. Du reste, et quand au but final ces deux Frances

n'en font qu'une; le double courant qui nous attire, les uns à gauche, les autres à droite, se résout en un même mouvement, à savoir la recherche de l'égalité et de la stabilité, en un mot la pondération économique par le renoncement à l'éclectisme philosophique et au juste milieu doctrinaire ». (*Confessions*, p. 308).

Il n'a pas échappé au jeu de ces courants : après avoir, si violemment, en bien des pages, attaqué la monarchie, il a, cependant, écrit dans son apothéose de la classe moyenne, les lignes suivantes : « Je demande à quoi bon une monarchie, expression inévitable du juste milieu non seulement politique mais social, si elle n'apporte avec elle le moyen et la garantie de ce juste milieu ? Car il ne s'agit pas aujourd'hui de recommencer une quelconque des trois dynasties déchues, en se remplaçant, soit à l'année 1830, soit en 1814, soit en 1804; il s'agit pour la royauté restaurée, quelle qu'elle soit, le jour de son avènement : 1° de donner satisfaction à tous les griefs du pays contre les d'Orléans, contre les Bourbons, contre l'Empereur; 2° d'arrêter le développement de la féodalité mercantile et du prolétariat par l'équilibre des forces économiques et la constitution définitive de la classe moyenne.

« Il s'agit, en un mot, pour la monarchie, si elle nous est rendue en 1852, de prendre la tête de la révolution au lieu de la combattre, comme elle fait à outrance, et d'exécuter, sur le pays et sur elle-même ce contre quoi ses partisans protestent de toute leur force, la transmutation du régime politique et gouvernemental en régime économique et contractuel. » (*Confessions*, p. 316).

Cependant, il ne croit pas possible une telle conversion de la monarchie et il s'exclame : force nous est donc d'en rester à la république ! Mais ensuite il analyse magistralement le cycle catastrophique provoqué par le grand ressort de la république, le suffrage universel et direct : « Il est immanquable, dit-il, qu'après des majorités de conservateurs, puis d'hommes d'affaires, celui-ci n'amène au pouvoir des extrémistes composés de socialistes, de communistes, d'anarchistes, d'athées, de meurt-de-faim.

« Pour que le suffrage universel et direct n'en vînt pas là, il faudrait que ses premiers élus se chargeassent de satisfaire à toutes les aspirations et besoins du peuple, ce qui est contre l'hypothèse. Ainsi, le suffrage universel, dans l'état actuel des esprits et avec le préjugé politique régnant, doit engendrer tour à tour, le gouvernement de ceux qui ne possèdent pas par ceux qui possèdent et ceux qui possèdent par ceux qui ne

possèdent pas; du grand nombre par le petit et du petit par le grand; des besoins par les institutions et des institutions par les besoins : en deux mots, tantôt la tyrannie et tantôt l'anarchie. Est-ce là une société ? Est-ce là de l'ordre et du progrès ? N'est-il pas évident que, bientôt, le pays fatigué de tous ces mouvements de bas en haut et de haut en bas se dégoûtera de toute espèce de gouvernement et qu'à une centralisation excessive succèdera, tôt ou tard, une dissolution complète ?... » (*Confessions*, p. 317).

N'est-ce pas à cet état de fatigue (1) que notre société est arrivée actuellement ? et n'est-ce pas le cas général de la plupart des nations qui, pour échapper à la dissolution complète, se sont jetées dans une centralisation absolue, qui se manifeste sous forme de dictature, de régime totalitaire, d'étatisme et de dirigisme ?

Proudhon et la propriété.

« La question n'est plus de savoir comment on peut accorder la propriété telle qu'elle est avec l'extension du prolétariat, mais comment il est possible d'abolir le prolétariat et par suite de transformer la propriété sans faire tort au propriétaire, sans désorganiser la société ». (*Confessions*, p. 274).

Comme le fera La Tour du Pin, Proudhon fait ressortir de la Révolution de 89, « une assurance générale de propriété du tiers état contre les avanies du privilège féodal ». La Révolution n'a pas été faite contre la propriété, mais pour la propriété.

Il repousse la définition de la propriété par Robespierre qui en faisait une concession de l'Etat et celle du Droit romain qui l'adjudgeait au premier occupant. Pour lui comme pour La Tour du Pin, la propriété est un phénomène social et le produit du travail.

« Sous ce rapport, la Révolution de 1848 est diamétralement opposée au Code civil : d'après celui-ci, la propriété dérivant du droit quiritaire est le droit absolu d'user et d'abuser; d'après celle-là, la propriété n'est plus qu'une attribution du citoyen, sous la garantie du travail et la modification incessante des forces économiques. Entre ces deux définitions de la propriété, il y a l'infini. » (*Confessions*, p. 307).

(1) Ce dégoût de la chose publique s'est traduit, depuis de nombreuses années déjà, par la disparition de tout intérêt porté aux élections de la part de la majorité des « honnêtes gens » et par leur abstention méprisante de toute activité politique.

Cette phrase nous semble contenir en raccourci toutes les conceptions de Proudhon sur la propriété.

Il n'y a pas lieu, à notre avis, de s'arrêter beaucoup à la distinction classique que fait Proudhon entre la possession et la propriété, sinon pour montrer l'esprit dans lequel il envisage la solution du problème de la propriété. En effet, même dans ses premiers ouvrages, Proudhon reconnaît au possesseur le droit de léguer son bien à ses enfants, et à la fin de sa vie, il ne fera plus cette distinction qui, en réalité, ne résidait que dans les mots et lui permettait de faire image.

Comme La Tour du Pin, il s'élève contre la propriété sans obligations; la propriété a une fonction sociale, celle de sauvegarder « contre le despotisme et l'inertie de la communauté l'initiative et l'indépendance du travailleur et d'assurer une base solide à la famille ».

Proudhon est avant tout attaché à cette petite possession paysanne, indivisible, inaliénable, héréditaire, conception qui l'amènera plus tard à l'institution du bien de famille.

Et, si dans ses premières œuvres, Proudhon condamne dans le *jus abutendi* ce droit de disposer qui est l'essence de la notion romaine du droit de propriété et, s'il entend soumettre la possession individuelle au droit éminent de la société, à la fin de sa vie il réhabilite la pleine propriété, estimant même que l'abus de la propriété est le prix dont on paye ses inventions et ses efforts.

Beaucoup ont vu là une des nombreuses contradictions de cet auteur si riche en idées et on a tenté de diminuer la portée de son œuvre en montrant qu'elle se détruisait elle-même; ceci ne nous paraît pas exact. L'œuvre de Proudhon peut se comparer à un fleuve qui porte de beaux vaisseaux et qui charrie aussi toute espèce de matériaux divers, mais ce fleuve coule toujours dans le même sens avec l'impétuosité et la fougue des grands courants. A la fin de sa vie, Proudhon a surtout redouté le despotisme de l'Etat et, s'il a réhabilité la pleine propriété, c'est, nous l'avons déjà dit, pour défendre la famille contre ses emprises. Ne peut-on donc pas, en vérité, rapprocher ce soi-disant anarchiste d'un soi-disant conservateur comme La Tour du Pin ? Faire de la famille la cellule sociale est la première des vérités de l'école corporative moderne.

Mais Proudhon ne prétend pas pour autant laisser se développer comme en régime individualiste les abus de la propriété.

Il faut chercher le fond permanent de ses critiques dans

sa condamnation de ce qu'il appelle le droit d'aubaine, c'est-à-dire tout ce qui échoie à la propriété comme revenus sans prestations de travail correspondant. Là encore nous retrouvons la théorie de l'usure de La Tour du Pin. Nous n'entendons pas reprendre ici, à nouveau, une discussion sur cette idée. Nous voulons montrer que le socialisme proudhonien se rapproche sur bien des points du corporatisme français moderne et parfois même qu'il se confond avec lui et que ce n'est en aucune manière une gageure d'évoquer les deux noms de La Tour du Pin et de Proudhon pour patronner la doctrine de la Révolution Nationale.

Nous indiquerons donc simplement que Proudhon, ayant rendu à la propriété sa puissance d'absolutisme et même d'abus, il a fallu trouver un principe contraire permettant l'« équilibration » de la propriété. Toujours hanté de cette idée de l'égalité qui lui est si chère, il trouvera pour atténuer et compenser les méfaits de la propriété un certain nombre de principes qui, bien qu'exprimés en des termes assez différents, se rattachent tous, eux aussi, aux principes corporatifs; parmi les institutions déterminantes de liberté, il cite :

- 1° La séparation des pouvoirs de l'Etat;
- 2° La décentralisation;
- 3° Une juste théorie de l'impôt et du régime des dettes publiques, hypothécaires, commanditaires;
- 4° L'organisation mutuelle de la banque et du crédit;
- 5° Les associations industrielles et agricoles.

C'est, somme toute, essentiellement au moyen de l'association que Proudhon entend équilibrer la propriété. Il a eu surtout en vue les problèmes ruraux. Certains passages sont, à la lettre, une préfiguration des syndicats agricoles : ils garantiront au producteur le juste prix dans ses achats et ses ventes par ses coopératives (devenues, à l'heure actuelle, organes institutionnels). Les associations agricoles doivent permettre aussi, écrit-il, à plusieurs familles de s'associer pour certaines opérations et d'obtenir les avantages de la grande culture. Aujourd'hui, les syndicats et les coopératives agricoles ont effectivement permis à la petite propriété de bénéficier des procédés de culture de la grande propriété.

Proudhon avait parfaitement compris que l'économie d'échange allait remplacer d'une façon définitive l'économie patriarcale et féodale, et que les problèmes de la circulation allaient prendre, de ce fait, une place prépondérante. C'est pourquoi il insiste tout le temps sur l'organisation de la circulation des produits. (Le mot d'organisation revient à tout bout

de champ dans son œuvre.) Toute sa vie il sera passionné par le problème des transports et des crédits. Nous n'entendons pas ici exposer le problème mutualiste grâce auquel Proudhon s'est imaginé, peut-être par une trop grande anticipation, résoudre tous les problèmes sociaux et économiques; mais, qui ne voit que cette théorie de la propriété appuyée, limitée, organisée par le principe de l'association, qui constitue la trame de la pensée proudhonienne, est explicitement incluse dans les idées préconisées par les corporatistes modernes.

Nous ne voudrions pas, cependant, faire croire que nous adoptons toutes les idées de Proudhon, ni surtout toutes celles qu'on a voulu lui prêter. Par exemple, on trouve dans le *Système des Contradictions Economiques* que l'unité constitutive de la société n'est plus la famille, mais l'atelier, et les commentateurs de Proudhon disent généralement que, dans la sociologie proudhonienne, l'économique domine la politique et que l'atelier doit remplacer le gouvernement comme le contrat doit remplacer la loi.

Nous ne saurions, évidemment, être d'accord avec cette conception que nous ne sommes pas, d'ailleurs, bien sûrs être celle de Proudhon. Celui-ci est, en effet, fort loin de négliger les besoins familiaux, intellectuels, moraux et métaphysiques et, quand il construit son système fédératif, il traite de la fédération des foyers, des communes et des régions avant de parler de la « fédération agricole-industrielle ».

Ce qui nous importe, c'est de faire ressortir que les hommes qui se réclament de La Tour du Pin et les hommes qui se réclament de Proudhon, à condition, toutefois, qu'ils connaissent bien les doctrines de ceux qu'ils revendiquent comme leurs maîtres, doivent nécessairement se retrouver dans une conception de la société qui délimite le champ d'activité de l'Etat et qui maintient les libertés personnelles, familiales, communales et professionnelles dans le jeu de l'association. Proudhon, on ne saurait trop le répéter, est irréductiblement opposé aux empiètements de l'Etat : « La délimitation du rôle de l'Etat, écrit-il dans son livre sur le principe fédératif, est une question de vie ou de mort pour la liberté, collective et individuelle. Dans une société libre, le rôle de l'Etat est par excellence un rôle de législation, d'institution, de création, d'inauguration, d'installation; c'est le moins possible un rôle d'exécution. » (Cf., à ce sujet, le chapitre 8 du *Principe Fédératif*.)

« Dans une société régulièrement organisée, tout doit être en croissance continue, science, industrie, travail, richesse,

santé publique; la liberté et la moralité doivent aller du même pas. Là, le mouvement, la vie, ne s'arrêtent pas un instant. Organe principal de ce mouvement, l'Etat est sans cesse en action, car il a sans cesse de nouveaux besoins à satisfaire, de nouvelles questions à résoudre. Si sa fonction de premier moteur et de haut directeur est incessante, ses œuvres, en revanche, ne se répètent pas. Il est la plus haute expression du progrès. Or, qu'arrive-t-il lorsque, comme nous le voyons presque partout, comme on l'a vu presque toujours, il s'attarde dans les services qu'il a lui-même créés et cède à la tentation de l'accaparement ? De fondateur, il se fait manœuvre, il n'est plus le génie de la collectivité, qui la féconde, la dirige et l'enrichit sans lui imposer aucune gêne : c'est une vaste compagnie anonyme aux six cent mille employés et aux six cent mille soldats, organisée pour tout faire, et qui, au lieu de venir en aide à la nation, au lieu de servir les citoyens et les communes, les dépossède et les pressure. Bientôt, la corruption, la malversation, le relâchement entrent dans ce système; tout occupé de se soutenir, d'augmenter ses prérogatives, de multiplier ses services et de grossir son budget, le pouvoir perd de vue son véritable rôle, tombe dans l'autocratie et l'immobilisme; le corps social souffre et la nation, à rebours de sa loi historique, commence à déchoir ». (*Principe Fédératif*, p. 56-57.)

Ayant traité du fédéralisme politique, Proudhon voit dans ce qu'il appelle la fédération agricole-industrielle, tout d'abord l'ensemble des groupements d'intérêt économique à caractère collectif (services publics des transports et des communications, voire du crédit et de l'assurance, etc...).

N'est-ce pas, sous un vocabulaire différent, la conception de La Tour du Pin voulant décharger l'Etat de tout ce qui n'est pas, à proprement parler, fonction de direction et d'arbitrage en confiant à des corporations responsables devant la communauté nationale et devant l'Etat de la bonne gestion des services publics ?

D'autre part, si Proudhon pose en principe que le travail doit rester libre, s'il redoute les interventions du pouvoir, il reconnaît « que les industries sont sœurs; elles sont des démembrements les unes des autres; l'une ne peut souffrir sans que les autres pâtissent. Qu'elles se fédèrent donc, non pour s'absorber et se confondre, mais pour se garantir mutuellement les fonctions de prospérité qui leur sont communes et dont aucune ne peut s'arroger le monopole. En formant un tel pacte, elles ne porteront point atteinte à leur liberté; elles

ne feront que lui donner plus de certitude et de force. Il en sera d'elles comme dans l'Etat il en est des pouvoirs, et dans l'animal des organes, dont la séparation fait précisément la puissance et l'harmonie ». (*Du Principe Fédératif*, p. 81-82.)

Comme la corporation de La Tour du Pin, la fédération de Proudhon aura en vue « que la société la plus productive, la plus riche, la mieux assurée contre l'hypertrophie et le paupérisme, est celle où le travail est le mieux divisé, la concurrence la plus entière, l'échange le plus loyal, la circulation la plus régulière, le salaire le plus juste, la propriété la plus légale, toutes les industries le mieux garanties les unes par les autres ». (*Du Principe Fédératif*, p. 82.)

On remarquera avec intérêt que Proudhon demeure très attaché à la notion de concurrence, mais à une concurrence s'appuyant sur l'association : « Elles n'existent pas l'une sans l'autre; bien loin de s'exclure, elles ne sont pas divergentes. Qui dit concurrence suppose déjà but commun; la concurrence n'est donc pas l'égoïsme, et l'erreur la plus déplorable du socialisme est de l'avoir regardée comme le renversement de la société.

« Il ne saurait donc être ici question de détruire la concurrence, chose aussi impossible que de détruire la liberté; il s'agit d'en trouver l'équilibre, je dirais volontiers la police. Car toute force, toute spontanéité, soit individuelle, soit collective, doit recevoir sa détermination; il en est, à cet égard, de la concurrence comme de l'intelligence et de la liberté ». (*Système des Contradictions Economiques*, p. 238-239.)

VU, LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

L. BAUDIN.

VU, LE DOYEN,

C. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

GILBERT GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- ARON (Robert). — *La fin de l'après-guerre*. Galimard (1938).
- BACCONNIER (Firmin). — *Le salut par la corporation*. Les Œuvres Françaises.
- BACHET (Noël). — *Economie sociale corporative*. Sirey.
- BAINVILLE (Jacques). — *La fortune de la France*. Plon.
- BAUDIN (Louis). — *Précis et histoire des doctrines économiques*. Montchrestien (1941).
- Le mécanisme des prix*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (1940).
- Le corporatisme*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (1942).
- L'utopie soviétique*. Sirey (1937).
- BAUSSAN. — *La Tour du Pin*. Flammarion.
- BERTHOD (Aimé). — *Proudhon et la propriété*. V. Giard et E. Brière (1910).
- BIAGI (Bruno). — *L'Etat corporatif*. Nouvelles Editions Latines.
- BLANC (Hippolyte). — *Les corporations de métiers*. Letouzey et Ané.
- BLOCH (Marc). — *Les caractères originaux de l'Histoire rurale française*. Société d'Édition des Belles-Lettres.
- BLOCQ (Maxime). — *Illusions capitalistes*. Les Œuvres Françaises.
- BODIN (Charles). — *Le problème du corporatisme en France*. Imprimerie « Ouest-Eclair » (1935).
- Le problème du corporatisme en France*. Imprimerie « Ouest-Eclair ».
- BOISDÉ (Raymond). — *Commerce et corporation*. Edition Libéraliste.
- Economie organisée*. Edition Libéraliste.
- BOSSAN DE GARAGNOL (E.). — *Le colonel de la Tour du Pin d'après lui-même*. G. Beauchesne.
- BOUGLÉ (C.). — *Proudhon*. F. Alcan.
- BOUGLÉ (C.) et MOYSSET. — *Œuvres complètes de P.-J. Proudhon*. Marcel Rivière (1926).
- BOUVIER-AJAM (Maurice). — *La question du corporatisme*. J. Lesfauries (1938).
- La doctrine corporative*. Sirey (1941).
- Vers une économie politique morale*. Sirey (1942).
- Du coopératisme au corporatisme*. Cercle d'Éditions Corporatives et Sociales.
- Frédéric List*. Sirey (1938).
- BOURGIN (Georges). — *L'Etat corporatif en Italie*. F. Aubier.

- CHALLAYE (Félicien). — *Histoire de la propriété*. Presses Universitaires.
- CHANSON (Paul). — *Autorité et liberté*. Editions Temps Présent.
Les droits du travailleur et le corporatisme. Desclée et De Brouver.
Communisme ou corporatisme. Editions du Cerf (1937).
L'ordre réel. Editions du Cerf (1938).
- CLAVIÈRE (Maurice). — *Charles Maurras ou la restauration des valeurs humaines*. J. Lesfauries (1939).
- COLLIGNON (P.). — *Frédéric Le Play - Sa conception de la paix sociale*. Loviton et C^{ie}.
- COQUELLE-VIANCE (Georges). — *Libertés corporatives et unité nationale*. Dunod (1937).
Restauration corporative de la nation française. Flammarion (1938).
Démocratie, dictature et corporatisme. Flammarion 1936.
- COORNAERT (Emile). — *Les corporations en France avant 1789*. Gallimard.
- DEL VECCHIO (Georges). — *Justice, Droit, Etat*. Sirey (1938).
- DEMONGEOT (Marcel). — *La théorie du régime mixte chez saint Thomas d'Aquin*.
- DENIS (Henri). — *La corporation*. Presses Universitaires (1941).
- DUBREUIL (Hyacinthe). — *La fin des monstres*. Grasset.
A chacun sa chance. Grasset.
Exemple de Bat'a. Grasset.
- DUPRAY (Joannès). — *Regards sur le fascisme*. Edition de la Nouvelle Revue Critique.
- GIGNOUX (C.-J.). — *Patrons, soyez des patrons*. Flammarion.
- GONNARD (René). — *Histoire des doctrines économiques*. Librairie de Droit et de Jurisprudence (1941).
- GUIGNABAUDET (Philippe). — *Le capitalisme social*. Plon.
- HENRI (Comte de Paris). — *Le prolétariat*. Les Œuvres Françaises.
- HERMANT (Max). — *Hittérisme et humanisme*. Paul Brodard.
- JARLOT (S.-J. Georges). — *Le régime corporatif et les catholiques sociaux*. Flammarion.
- JOLLY (Pierre). — *La mystique du corporatisme*. Hachette.
- LA TOUR DU PIN. — *Vers un ordre social chrétien*. G. Beauchesne (1929).
Aphorisme de politique sociale. G. Beauchesne (1930).
- LENORMAND (M.-H.). — *Manuel pratique du corporatisme*. F. Alcan (1938).
- LIPPMANN (Walter). — *La cité libre*. Librairie de Médicis (1938).
- LESCURE (Jean). — *Le nouveau régime corporatif italien*. Domat-Montchrestien (1934).
- LEVRAÏ (Philippe). — *La monarchie et l'ouvrier*. Editions de la France Réelle.
- LUCIUS (Pierre). — *L'agonie du libéralisme*. Sirey.
Faillite du capitalisme. Payot.
Déchéance des bourgeoisies d'argent. Flammarion.

- MAIGNEN (Charles). — *La doctrine sociale de l'Eglise*. Téqui.
- MALCOR (Marcel). — *Au delà du machinisme*. Desclée, De Brouwer et C^{ie}.
- MAN (Henri de). — *Corporatisme et socialisme* (1935).
- MANOILESCO (M.). — *L'idée socialiste*. Bernard Grasset (1935).
Le siècle du corporatisme. Alcan.
- MARTIN (Olivier). — *L'organisation corporative de la France d'ancien régime*. Sirey (1938).
- MARTIN SAINT-LÉON (E.). — *Histoire des corporations de métiers*. Presses Universitaires de France.
- MARLIO (Louis). — *Le sort du capitalisme*. Flammarion.
- MARTY (Pierre). — *Economie générale et corporative*. Cercle d'Editions Corporatives et Sociales.
- MARX (Karl). — *Le capital*. Edition Vita.
- MAULNIER (Thierry). — *Mythes socialistes*. Gallimard.
- MAURRAS (Charles). — *L'avenir de l'intelligence*. Nouvelle Librairie Nationale (1917).
Dictionnaire politique et critique. Cité des Livres (1932).
- MER (Georges). — *La réforme de l'Etat en action*. Sirey.
- MICHELIS G. de). — *La corporation dans le monde*. Denoël et Steele.
- VON MISES (Ludwig). — *Le socialisme*. Librairie de Médicis (1938).
- NOYELLE (Henri). — *Utopie libérale - Chimère socialiste - Economie dirigée*. Sirey.
- PÉRALDI (A. de). — *Le corporatisme*. Hachette.
- PERREAU (Camille). — *Cours d'économie politique*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.
- PERROT (Ernest). — *Les institutions publiques et privées de l'ancienne France jusqu'en 1789*. Sirey (1935).
- PERROUX (François). — *Capitalisme et communauté de travail*. Sirey.
La technique du capitalisme. J. Lesfauries.
- PIROU (Gaëtan). — *Les théories de l'équilibre économique*. Domat-Montchrestien.
La crise du capitalisme. Sirey.
Néo libéralisme - Néo corporatisme - Néo socialisme. Gallimard.
Les doctrines économiques. Armand Colin (1941).
Les cadres de la vie économique. Sirey (1940).
- POTTON (A.) et COMPARAT (J.). — *La révolution qu'il faut faire*. Plon.
- PRÉ (Rolland). — *Le bilan du corporatisme*. Librairie Technique et Economique (1931).
- PROUDHON (P.-J.). — *Les confessions d'un révolutionnaire*. Lacroix (1868).
Système des contradictions économiques. Garnier Frères (1850).
Qu'est-ce que la propriété. Marcel Rivière (1934).
Du principe fédératif. Librairie Internationale (1868).
Idee générale de la révolution. Garnier (1851).
- RAMADIER (Paul). — *Organisation d'un conseil national économique*. Imprimerie de la Chambre des Députés.

- REBOUD (P.). — *Précis d'économie politique*. Dalloz (1939).
- RIVAIN (Jean). — *Un programme de restauration sociale*. Le Livre (1926).
- ROMIER (Lucien). — *Si le capitalisme disparaissait*. Hachette.
- SALAZAR (Oliveira). — *Une révolution dans la paix*. Flammarion.
- SALLERON (Louis). — *Un régime corporatif pour l'agriculture*. Dunod (1939).
- Naissance de l'Etat corporatif*. Grasset (1942).
- La terre et le travail*. Plon (1942).
- SARTORI (Romolo). — *Corporatisme d'hier et d'aujourd'hui*. Societa Nazionale Dante Alighieri.
- SAINT-GERMAIN (Jacques). — *Puissance et déclin du capitalisme*. Les Œuvres Françaises.
- SAINTE-BEUVE (C.-A.). — *P.-J. Proudhon - Sa vie et sa correspondance*. Lévy Frères (1875).
- SAINT THOMAS D'AQUIN. — *Du gouvernement royal*. Edition de la Gazette Française.
- SCHUELLER (Eugène). — *La révolution de l'économie*. Société d'Editions Modernes Parisiennes (1941).
- SÉMICHON (Roger). — *Les idées sociales et politiques de La Tour du Pin*. Beauchesne (1936).
- THIBON (Gustave). — *Diagnostics*. Librairie de Médecis (1942).
- TOCQUEVILLE (de A.). — *L'ancien régime et la révolution*. Calmann Lévy.
- VILLAIN (J.). — *La charte du travail*. Spès (1942).
- VIRAUT (Jean). — *La qualification professionnelle*.

PUBLICATIONS COLLECTIVES

- BRÈTHE DE LA GRESSAYE (J.). - LAUFENBURGER (H.). - GARIGOU-LAGRANGE (A.). — *Le corporatisme* (conférences). Imprimerie Bière.
- AUGÉ-LARIBE - BERTHOD - BOUGLÉ - BRAND (Guy) - HARMEL - OUALID (W.) - PICARD (R.) - PIROU (G.) - PUECH (J.-L.). — *Proudhon et notre temps*. Etienne Chiron.
- RENARD (Georges) - CAYEUX (Jean). - SAMZUN (Marcel). — *Anticipations corporatives*. Desclée, De Brouwer et C^{ie}.
- SEMAINES SOCIALES DE LA FRANCE. — *L'organisation corporative*. J. Gabalda et C^{ie}.

PÉRIODIQUES

- Collection des Bulletins de l'*Alliance Textile* (Alliance Corporative des Industries et Commerce Textile de Reims et de la région).
- Collection de la *Chronique Sociale de France*.

Collection de la Revue *Le Corporatisme*. Cercle d'Éditions Corporatives et Sociales.

Collection des *Dossiers de l'Action Populaire*. Spès.

Collection du Bulletin *L'Humanisme Économique*.

Collection des Cahiers de *L'Ordre Corporatif Français* (Union Nationale des Groupements Corporatifs).

Collection de la Revue *Questions du Jour*.

Collection de la *Justice Sociale*.

Collection de l'*Organisation Corporative*.

Orientations. N° d'avril, mai, juin 1938. J. DAUJAT : *Les problèmes du travail*.

Revue des Sciences Politiques. Sirey, n° de mai 1937. P. DEVOUGES : *La naissance d'une nouvelle économie politique*.

Revue Thomiste. Desclée, De Brouwer et C^{ie}, n° d'avril-juin 1939.
A SANDOZ : *La notion de juste prix*.

DIVERS

Encycliques : « *Rerum novarum* » - « *Quadragesimo anno* » - « *Divini Redemptoris* ». Maison de la Bonne Presse.

Les Messages du Maréchal. Édition du Secrétariat Général de l'Information.

L'organisation de la Solidarité Nationale. Centre communautaire.

L'ordre réel. Abrégé de propagande. Publication de Travail et Liberté.

TABLE

CHAPITRE PREMIER. — LA TOUR DU PIN ET NOTRE TEMPS

Le Maître d'Arrancy	7
Etat ou corporation	8
La Tour du Pin précurseur	9
Critique du siècle	10
Réforme des mœurs ou réforme des institutions	17
Le syndicalisme	18
Conclusion	26

CHAPITRE II. — LES INSTITUTIONS CORPORATIVES, SAUVEGARDE DES LIBERTÉS

L'esprit corporatif	30
Corporatisme d'Etat	38
Corporatisme d'association	44
La corporation	49
Rôle politique de la corporation	53
Rôle économique de la corporation	57
Rôle social de la corporation	69

CHAPITRE III. — TRAVAIL ET PROPRIÉTÉ

Droits et devoirs	71
Le libéralisme	73
Le capitalisme	76
L'usure	77
Fin de l'époque libérale	81
Primauté du travail	84

CHAPITRE IV. — LA FONCTION SOCIALE DE LA PROPRIÉTÉ

Propriété païenne et propriété chrétienne	95
Propriété. - Justice. - Charité	109
Formation des élites	111
Soumission au bien commun	114
Propriétés collectives	116
Propriété familiale	118
Des droits de la propriété	120
Equilibre de la propriété	120

CHAPITRE V. — D'UN ORDRE DU TRAVAIL

Le problème social est avant tout d'ordre moral	125
Insuffisance du paternalisme	131
Propriété du métier. - Contrat de travail	133
Finalité de l'entreprise et réformes institutionnelles	135
Propriété corporative sociale	138
Un exemple de propriété du métier dans la grande industrie	142
Le travail, associé commanditaire du capital	145
La propriété corporative économique	146
Conclusion	153

APPENDICE I

A) LA DOCTRINE SOCIALE DU MARÉCHAL.

Critique de l'individualisme et du libéralisme	155
Suppression de la condition prolétarienne. - Communauté d'entreprise et de profession	159
Primauté du travail	161
Hierarchie et responsabilité	162
Révolution en nous-mêmes et par nous-mêmes	163

B) RÉALISATIONS ACTUELLES	165
---------------------------------	-----

APPENDICE II

VERS L'UNITÉ DE LA PENSÉE FRANÇAISE :

Proudhon et La Tour du Pin, esquisse d'un rapprochement entre leurs conceptions du travail et de la propriété	171
Proudhon : l'homme	173
Autorité et liberté	179
Proudhon et la propriété	187
Bibliographie	193

